

LES CLASSES SOCIALES SOUS L'IMPERIALISME

*et textes dénonçant les courants
réformistes bourgeois*

VINCENT GOUYSSÉ

1^{ère} édition, décembre 2013

Copyright Vincent Gouysse, décembre 2013. Diffusion libre de l'édition numérique : reproduction totale ou partielle du texte autorisée pour tous les pays sous réserve d'indiquer la source. Pour la traduction, s'adresser à l'auteur.

Cet ouvrage est dédié au camarade Adélard Paquin (1919-2013), responsable de l'édition française de *Northstar Compass*. Nous tenons à rendre hommage à la remarquable capacité d'autocritique de ce camarade qui nous a quittés le 25 janvier dernier. Nous n'oublierons jamais qu'il n'a cessé de défendre ses idéaux communistes avec beaucoup de courage et de lucidité, même au plus fort de sa longue et douloureuse maladie.¹

Légende des illustrations de la couverture :

• *Images n° 1 à 4 – Embouteillages à Pékin – Rue piétonne à Shanghai – Affiche de campagne « le rêve chinois » – Spot publicitaire TV « le rêve chinois » : ici l'ancien ambassadeur Hua Liming fait part de son souhait de voir sa petite fille grandir dans un « monde qui soit débarrassé de la guerre et de la pauvreté, un monde propre et sans faim », un monde "idéal" évidemment synonyme de l'accession de la Chine au statut de puissance impérialiste dominante incontestée...*

• *Images n° 5 à 8 – USA : avant la rue, la voiture – "Camping" de SDF à... New York – USA : soupe populaire – Misère dans les rues d'Athènes : la nouvelle Grèce.*²

*Alors qu'une fraction croissante du prolétariat chinois se voit aujourd'hui forger des chaînes dorées et accède au mode de vie petit-bourgeois, le prolétariat des pays impérialistes en déclin, confronté à une paupérisation absolue, assiste impuissant à la décomposition des siennes... Pour ce dernier, le "rêve américain" tourne au cauchemar. A la fin de l'année 2010, on comptait 1,6 million d'enfants sans-abris aux USA, un chiffre en hausse de 38 % par rapport à celui de l'année 2006.*³

SOMMAIRE :

- Les classes sociales sous l'impérialisme (p. 9)

Autres documents écrits pour l'OCF (2012-2013)

- "Démocratie" ? (p. 80)
- Travail salarié : un esclavage moderne ! (p. 84)
- Crise économique : le début de la fin... (p. 88)
- Le socialisme, seule alternative au capitalisme (p. 91)
- Contribution à la formation du 30/09/2012 organisée par l'OCF (p. 100)
- Contribution à la formation du 21/09/2013 organisée par l'OCF (p. 106)
- Contribution à la formation du 24/10/2013 organisée par l'OCF (p. 108)
- Enjeux du développement et du perfectionnement de la démocratie soviétique (p. 111)
- Critique de la présentation de la CGT du 17 septembre 2013 intitulée « Le coût du capital et notre stratégie syndicale » (p. 116)

Documents antérieurs dénonçant la continuité du réformisme petit-bourgeois du P"C"F et des altermondialistes dont le Front de gauche de J.-L. Mélenchon est l'héritier direct et dont il a aujourd'hui repris le flambeau.

(2004-2006)

- Citations de Karl Marx, Lénine, Staline et Enver Hoxha à propos de la démocratie bourgeoise et de la démocratie véritable (p. 124)
- Quelques aspects du révisionnisme du P"C"F (p. 132)

I – La lutte contre le « stalinisme », prétexte pour attaquer les fondements du marxisme-léninisme (p. 132)

A – Attaques contre le matérialisme dialectique (p. 132)

B – Attaques contre l'économie politique marxiste (p. 141)

C – Lutte de classe ou conciliation de classes ? – La dictature du prolétariat « dépassée » (p. 150)

D – Le PCF, pionnier de l'euro-constructivisme et de l'altermondialisme (p. 158)

- II – Thorez et Marchais, le "stalinisme" à la française (p. 161)
 - A – L'anti-stalinisme de Georges Marchais (p. 162)
 - B – Georges Marchais, ardent partisan de l'autogestion, de la Perestroïka et de la Glasnost (p. 168)
 - C – La « mutation » : le communisme transformé en humanisme bourgeois (p. 177)
 - D – Les "mérites" historiques du "stalinien" Maurice Thorez (p. 181)
- III – Conclusion : Le révisionnisme, rempart de la bourgeoisie contre le communisme (p. 194)

- « **Altermondialisme : la nouvelle internationale ?** » (p. 201)
- « **Consommateurs de tous les pays...** » (p. 215)
- **En marge des "Vraies lois de l'économie" de Jacques Généreux (p. 217)**
 - I – Introduction (p. 217)
 - II – La méthode philosophique (p. 218)
 - III – Aperçu sur l'économie politique marxiste (p. 221)
 - IV – Salaires, prix et plus-value : les « vraies lois » (p. 229)
 - V – Les impôts (p. 236)
 - VI – Protectionnisme et libéralisme (p. 238)
 - VII – La démocratie bourgeoise et la critique du communisme (p. 242)
 - VIII – Cynisme et sophistique (p. 246)
 - IX – « Il suffirait d'y croire » !!! (p. 249)
- **ATTAC, la "gauche", "l'extrême gauche" et le TCE (p. 254)**
- **ATTAC, semeur d'illusions sur "l'Europe sociale" (p. 262)**
- **Le carnaval des élections présidentielles 2007 (p. 266)**

Annexes

- **Éditorial de « L'Étoile du Nord », numéro de février-mars 2013 – Hommage au camarade Adélarde Paquin (1919-2013), fondateur de l'édition en français de *Northstar Compass* (p. 290)**
- **Sélection de textes rédigés par le camarade Adélarde Paquin (p. 296)**
- **Albert Einstein, *Pourquoi le socialisme ?*, mai 1949 (p. 303)**
- **Robert Bibeau, *Nelson Mandela, dernier repos pour le héros des bobos*, 11/12/2013 (p. 310)**

Notes (p. 315)

« La classe possédante et la classe du prolétariat représentent la même aliénation humaine. Mais la première se complaît dans cette aliénation de soi, elle éprouve l'aliénation comme sa propre puissance et possède en elle l'apparence d'une existence humaine ; la seconde se sent anéantie dans l'aliénation, elle voit en elle sa propre impuissance et la réalité d'une existence inhumaine. (...) Au sein de cette antithèse, le propriétaire privé représente donc le parti conservateur, le prolétaire le parti destructeur. Celui-là agit en vue de maintenir l'antithèse, celui-ci agit pour l'anéantir. Si, dans son mouvement économique, la propriété privée s'achemine d'elle-même vers sa propre dissolution, elle le fait uniquement à travers une évolution indépendante d'elle, inconsciente, contraire à sa volonté et inhérente à sa nature, simplement en produisant le prolétariat comme prolétariat, la misère consciente de sa misère morale et physique, la déshumanisation qui, consciente d'elle-même, tend à s'abolir elle-même. Le prolétariat exécute la sentence que la propriété privée prononce contre elle-même en engendrant le prolétariat, tout comme il exécute la sentence que le travail salarié prononce contre lui-même en produisant la richesse d'autrui et sa propre misère. Si le prolétariat triomphe, il ne sera nullement devenu le côté absolu de la société, car il ne triomphera qu'en s'abolissant lui-même et en abolissant son contraire. A ce moment là, le prolétariat aura disparu tout autant que son antithèse qui est aussi sa condition, la propriété privée ». (Karl Marx et Friedrich Engels, *La sainte famille - Critique de la critique critique*, 1845)

Avant-propos

L'ouvrage présenté ici comporte une analyse de classe intitulée « *Les classes sociales sous l'impérialisme* ». Cette étude m'a été commandée par mes camarades de l'Organisation des Communistes de France (OCF).

Je les en remercie infiniment car une telle étude est aussi fondamentale à la renaissance du mouvement communiste marxiste-léniniste que l'est l'étude de l'évolution du rapport de forces inter-impérialistes.

Prises ensembles, ces analyses nous permettent de comprendre comment et dans quelle direction nous devons travailler pour réveiller la conscience de classe prolétarienne des masses exploitées qui subissent quotidiennement le joug de l'exploitation salariée.

J'ai joint à cette étude d'autres contributions rédigées pour l'OCF, en particulier dans le cadre de réunions de formation. Ces contributions forment une ébauche d'introduction à la méthode scientifique qu'est le matérialisme dialectique.

Ce volume comporte enfin des textes rédigés antérieurement, mais fondamentaux en ce qui concerne la dénonciation de courants réformistes petit-bourgeois dont les mystifications font obstacle à la renaissance d'une conscience de classe prolétarienne au sein des masses exploitées des pays impérialistes en déclin.

Les classes sociales sous l'impérialisme

D'ordinaire, le marxisme considère que la société capitaliste moderne se divise en deux camps antagonistes : la bourgeoisie détentrice des moyens de production, et le prolétariat forcé de lui vendre sa force de travail pour trouver les moyens de sa subsistance. Mais raisonner ainsi est à la fois vrai et faux.

En effet, très tôt, les fondateurs du socialisme scientifique ont insisté sur le fait que la société capitaliste comptait des classes sociales intermédiaires, petite-bourgeoises, au sein desquelles s'opérait une différenciation sociale constante, une fraction d'entre-elles se prolétarisant, tandis que certains de ses membres parvenaient à se hisser au niveau de la bourgeoisie.

Dans son *Manifeste du Parti communiste*, Karl Marx remarquait ainsi déjà que les « petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans » qui constituaient « tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat ; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population ».⁴

« De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat ».⁵

Ce vaste mouvement de prolétarianisation de ce que Karl Marx désignait déjà comme les « classes moyennes » explique pourquoi les fondateurs du socialisme scientifique ont à juste titre considéré que l'opposition irréductible entre le prolétariat et la bourgeoisie formait la base des antagonismes de classe au sein des sociétés capitalistes modernes.

De même, en 1934, au cours d'un entretien avec le célèbre écrivain romancier anglais H.-G. Wells, Staline avait essayé de corriger les vues réformistes, technocratiques et idéalistes de son interlocuteur.

Pour Staline, la contradiction fondamentale du capitalisme se ramenait aux intérêts inconciliables entre « possédants et exploités » et s'il reconnaissait l'existence de « couches moyennes intermédiaires », c'était pour préciser aussitôt qu'elles ne pouvaient rester en dehors de cette opposition fondamentale et se plaçaient d'ordinaire « aux côtés de l'une de ces deux classes ». Pour Staline, c'était une erreur que de penser que ces classes intermédiaires pouvaient, « jouer un rôle historique indépendant ».⁶

Aussi longtemps que de larges portions des couches petite-bourgeoises périllicitaient et tombaient dans le prolétariat, la division croissante de la société en deux camps antagonistes devenait de plus en plus claire et ouvrait des perspectives radieuses à l'essor du mouvement communiste.

Pourtant, dès la seconde moitié du 19^{ème} siècle, apparurent les prémises d'une nouvelle donne sociale. D'abord en Angleterre, qui était alors la première puissance industrielle mondiale, puis dans d'autres pays bourgeois qui lui emboîtèrent le pas quelques décennies plus tard (à l'instar de la France, de l'Allemagne et des USA), on commença à observer un phénomène nouveau qui venait compliquer l'équation.

Il y a un siècle et demi, dans une lettre écrite à Karl Marx datée du 7 octobre 1858, Friedrich Engels soulignait qu'

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est, jusqu'à un certain point, logique ».

Un quart de siècle plus tard, au début des années 1880, Friedrich Engels enrageait contre les « pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient » et remarquait que sur la question coloniale, il n'y avait « point de parti ouvrier » du fait que les ouvriers anglais « jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial ».⁷

Une décennie plus tard, Friedrich Engels remarquait que la visée de l'impérialisme anglais était de devenir « l'atelier du monde » et de voir les autres pays devenir pour lui « ce qu'était déjà l'Irlande », à savoir « des marchés pour ses produits industriels, des sources d'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires ».

« L'Angleterre, grand centre industriel d'un monde agricole, entouré d'un nombre toujours croissant de satellites producteurs de blé et de coton, tournant autour du soleil industriel ! Quelle grandiose perspective ! »

Comme le remarquait Friedrich Engels, ce processus « **avait fait de la classe ouvrière anglaise, sur le plan politique, l'appendice du « grand parti libéral », parti dirigé par les industriels** ». L'impérialisme britannique n'aspirait évidemment qu'à « conserver à jamais cet avantage acquis » et c'est ainsi que « l'attitude réciproque des deux classes se modifia ».

« La législation sur les fabriques, jadis croquemitaine de tous les industriels, non seulement ils l'observèrent de bon gré, mais encore l'étendirent plus ou moins à toute l'industrie. Les « Trade-unions », réputés récemment encore ouvrage diabolique, furent désormais cajolés et protégés par les industriels comme institutions hautement légitimes et moyen utile de propager parmi les travailleurs de sains enseignements économiques. Les grèves mêmes, déclarées illégales avant 1848, furent jugées tout à fait utiles à l'occasion, particulièrement quand Messieurs les Industriels les avaient provoquées eux-mêmes au moment adéquat.⁸ Des lois qui avaient ravi au travailleur l'égalité en droit avec son employeur, au moins les plus révoltantes, furent abolies. Et cette Charte du peuple, jadis si redoutable, devint, pour l'essentiel, le programme politique de ces mêmes industriels, qui s'y étaient opposés jusqu'alors. La suppression du cens électoral et le vote à bulletin secret sont institués par la loi. Les réformes parlementaires de 1867 et 1884 ressemblent déjà nettement au suffrage universel, du moins tel qu'il existe actuellement en Allemagne ».

Comme on le voit, le monopole commercial et colonial de l'impérialisme britannique avait permis à la bourgeoisie anglaise d'acheter une certaine paix sociale au sein de sa métropole contre quelques législations encadrant les règles de l'exploitation salariée. Ces bribes de ce que nous appelons aujourd'hui "chaînes dorées", avaient suffi à créer au sein du prolétariat britannique une couche privilégiée, qui s'accommodait très bien de cette version de l'esclavage salarié et se mit à propager les idées réformistes petite-bourgeoises en son sein.

Selon les observations de Friedrich Engels, ces couches privilégiées du prolétariat anglais étaient alors constituées « des ouvriers d'usine » qui avaient profité de « la fixation légale à leur avantage, d'une journée de travail normale », ainsi que des « ouvriers des grandes Trade-unions », dont les secteurs industriels étaient protégés de « la concurrence du travail des femmes ou des enfants ».

« Ils constituent une aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière ; ils sont parvenus à conquérir une situation relativement confortable et cette situation ils l'acceptent comme définitive. (...) La vérité, la voici : tant que le monopole industriel anglais a subsisté, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Ces avantages furent très inégalement répartis entre ses membres ; la minorité privilégiée en encaissa la plus grande part, mais même la grande masse en recevait sa

part, du moins de temps à autre et pour une certaine période. Et c'est la raison pour laquelle, il n'y a pas eu en Angleterre de socialisme depuis la mort de l'owenisme ».

Et pourtant, soulignait Friedrich Engels, la condition de la majeure partie du prolétariat anglais restait caractérisée par un haut « degré de misère et d'insécurité », comme prise en tenailles entre « la loi qui réduit la valeur de la force de travail aux subsistances indispensables pour vivre, et celle qui, en règle générale, abaisse le prix moyen de la force de travail à la quantité minimum de ces subsistances ».

« Les quartiers Est de Londres sont un marais stagnant de misère, de désespoir et de famine, qui ne cesse de s'étendre, – lorsque les hommes ne travaillent pas – d'avitilissement moral et physique – lorsque les hommes travaillent ».⁹

Près d'un quart de siècle après ces remarques d'Engels, Lénine remarquait comment dans les pays impérialistes avancés, la scission du mouvement ouvrier restait d'actualité du fait de l'existence d'une aristocratie ouvrière. La base matérielle qui avait permis son émergence, répétait Lénine, n'est autre que « le monopole de la possession de colonies particulièrement vastes, riches ou avantageusement situées » qui fait de « l'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme », laquelle « accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer ».

Pour bien montrer l'ampleur de la rente coloniale, Lénine indiquait qu'en 1899, le revenu de l'exportation des capitaux de l'impérialisme britannique avait été le quintuple du revenu net de son commerce extérieur « et cela dans le pays le plus « commerçant » du monde ! ». Pour Lénine, il était évident que ce « parasitisme » expliquait « l'agressivité de l'impérialisme britannique » et que cet « Etat-usurier » n'hésitait pas à faire jouer à sa « marine de guerre » « le rôle d'huissier » et lui permet de se « préserve[r] de la révolte de ses débiteurs ». Le monde comptait alors comme autres Etats-usuriers majeurs, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, la Hollande et les Etats-Unis bien que ces derniers ne fussent alors créditeurs « qu'envers l'Amérique ».

Voilà pour la base économique du parasitisme qui a vu « l'univers » se « divis[er] en une poignée d'Etats-usuriers et une immense majorité d'Etats-débiteurs ». A la clef, dans les métropoles impérialistes, la mutation profonde de tout leur tissu social. Pour Lénine, ce capitalisme parasite, « ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général », et sur le « mouvement ouvrier en particulier ».

En effet, les capitalistes « orientent cette politique nettement parasitaire »
« **pour enrichir [leur] classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles** ».

Il y a près d'un siècle, Lénine insistait sur la nécessité de bien distinguer « la « *couche supérieure* » des ouvriers et la « *couche intérieure prolétarienne proprement dite* » ». La première, qui ne représentait alors « qu'une *minorité* du prolétariat », était constituée « des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et des nombreuses sectes religieuses ». Pour Lénine, il était évident que c'est cette couche particulière et privilégiée du prolétariat qui formait la base sociale de l'opportunisme et du social-chauvinisme.¹⁰

« **Cette couche d'ouvriers embourgeoisés** », ajoutait Lénine, sont « **entièrement petit-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde** » et constituent « **le principal soutien social de la bourgeoisie** ». ¹¹

Lénine ne manquait pas de souligner les mutations sociétales induites par l'avènement d'Etats rentiers impérialistes.

« En Angleterre, une quantité de terre sans cesse croissante est enlevée à l'agriculture pour être affectée au sport, à l'amusement des riches ».

Plus important encore, Lénine remarquait que le stade de développement impérialiste avait amené en Angleterre à une baisse relative des effectifs du prolétariat industriel qui étaient passés de 4,1 à 4,9 millions durant la période 1851-1901, et avaient ainsi vu la proportion de ces producteurs baisser de 23 à 15 % au sein de la population.

Parmi les facteurs de division de la classe ouvrière des pays impérialistes, Lénine mentionnait également

« l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas. (...) En France, les travailleurs de l'industrie minière sont « en grande partie » des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols. (...) Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués ».

Lénine en concluait que « l'impérialisme tend[ait] à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat », avec à la clef « **la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier** ». ¹²

La bourgeoisie des pays impérialistes comprit ainsi rapidement quels multiples profits elle pouvait retirer de l'exploitation coloniale : à savoir 1° des profits sonnants et réverbérants provenant du commerce colonial et de la rente de l'exportation de capitaux et 2° la possibilité d'utiliser une fraction de ces surprofits pour créer des couches prolétariennes privilégiées s'accommodant du salariat et capables de propager le réformisme bourgeois au sein du mouvement ouvrier anti-capitaliste avec à la clef sa complète décomposition.

Dès lors, « le grand problème de la production capitaliste » ne fût « plus de trouver des producteurs et de décupler leurs forces mais de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leur créer des besoins factices ». ¹³

Dans ces conditions, la lutte pour le repartage du gâteau colonial devint primordiale aussi bien pour se procurer des matières premières à bas coût afin d'alimenter leur industrie et pouvoir espérer gagner la guerre commerciale sur le marché mondial, qu'essentielle à la naissance d'une aristocratie ouvrière capable de faire dérailler la lutte politique prolétarienne des rails de la lutte de classe pour l'engager sur ceux du réformisme bourgeois, en d'autres termes d'adoucir quelque peu les conditions d'exploitation de leur propre prolétariat pour garantir la paix sociale.

C'est ainsi que se développèrent les conditions qui engendrèrent la première Guerre mondiale au cours de laquelle chaque puissance impérialiste, avec le soutien actif de ses propres social-chauvins, poussa les ouvriers des puissances impérialistes dominantes à s'entre-tuer afin de déterminer laquelle arracherait à ses adversaires la plus grosse part du gâteau colonial.

On connaît le résultat morbide de cette première conflagration inter-impérialiste : une dizaine de millions de tués.

Dans la Russie tsariste exsangue, où l'aristocratie ouvrière était quasi-inexistante, les bolchéviks surent habilement mettre à profit cette situation de chaos inter-impérialiste pour conquérir le pouvoir en offrant aux masses travailleuses opprimées et misérables la paix immédiate et le pain. Dès que la victoire du bloc impérialiste anglo-français fut acquise et l'impérialisme allemand et son allié austro-hongrois défaits, l'ensemble des impérialistes coalisés chercha à faire tourner à rebours la roue de l'histoire, par la force, en finançant, en armant et en ravitaillant les débris de l'ancien régime tsariste, imposant par là-même aux peuples de l'URSS naissante, déjà éprouvés par les années de guerre inter-impérialiste, une nouvelle terrible et cruelle épreuve (1919-1922). En vain.

Avec à sa tête le Parti communiste bolchévique, l'URSS parvint à anéantir les armées blanches soutenues par l'intervention étrangère, puis pût enfin commencer à panser ses blessures, relever sa production industrielle et agricole afin de pouvoir poursuivre l'édification de la société nouvelle, socialiste, débarrassée de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans les conditions de la première boucherie inter-impérialiste mondiale, Lénine déclarait avec raison que l'opportunisme ne pouvait plus triompher « complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle » et que dans les principaux pays impérialistes il avait « atteint sa pleine maturité » :

« il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise ». ¹⁴

A cette époque, la trahison des sociaux-démocrates des pays impérialistes était en effet manifeste du fait de leur appel aux ouvriers à prendre part à la guerre inter-impérialiste aux côtés de leur propre bourgeoisie.

Conjuguée à la prise du pouvoir par les communistes en Russie qui montrait la voie à suivre, l'affaiblissement considérable de l'influence des social-chauvins au sein du mouvement ouvrier donna lieu à un essor révolutionnaire du mouvement communiste que les élites bourgeoises d'Europe, terrorisées par la révolution d'Octobre qui venait de leur enlever la Russie, réprimèrent naturellement dans le sang, qu'il s'agisse des communistes finlandais (1918), des spartakistes allemands et des communistes hongrois (1919), ou encore du Parti communiste d'Antonio Gramsci en Italie (1926).

Cette répression sauvage du mouvement ouvrier ne signifiait rien d'autre que l'abolition de la légalité "démocratique" bourgeoise, devenue trop dangereuse et donc intolérable pour les exploités, avec à la clef l'instauration de régimes fascistes destinés à garantir à *tout prix* une relative paix sociale.

Ce sont ces conditions internationales déjà orageuses qui constituèrent la "période de développement pacifique" dont bénéficia pendant quelques années la jeune URSS.

Mais le répit ne fût que de courte durée, car avec la Grande Dépression qui plongea l'ensemble du monde impérialiste dans une grave crise économique, politique et sociale, la réaction bourgeoise intérieure comme extérieure flamba.

Avec l'avènement de l'Allemagne fasciste (1933), l'URSS comprit aussitôt qu'une nouvelle guerre inter-impérialiste était devenue inévitable. Pourtant, celle-ci tarda, et une nouvelle menace, plus grande encore, se fit jour pour le premier Etat socialiste. L'impérialisme allemand fût en effet poussé par les impérialistes américano-anglo-français à prendre sa part de colonies à l'Est, en détruisant au passage l'ennemi commun qu'était le bolchevisme, politique criminelle qui culmina avec les annexions de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

Désignée comme vaste territoire à coloniser par les forces impérialistes de l'Axe, l'URSS ne pût éviter d'être entraînée dans une nouvelle déflagration mondiale. Si la guerre opposant les puissances impérialistes resta relativement "civilisée", elle tourna à la guerre d'extermination pour les peuples désignés comme inférieurs et tout juste bons à coloniser. C'est ainsi que les peuples chinois et soviétiques payèrent le plus lourd tribut avec plus de trente millions de morts, essentiellement civils, au compteur.

L'impérialisme américain sorti grand gagnant du conflit qui lui permit, avec un minimum d'efforts et de pertes, de se soumettre l'impérialisme japonais en lui arrachant ses colonies et de prendre durablement sa place dans la région Asie-Pacifique, ainsi que de renforcer sa présence sur le continent européen dont tous les impérialismes devinrent de facto ses vassaux plus ou moins directs.

Dans l'immédiate après-guerre, seuls le plan Marshall et les guerres coloniales visant à éradiquer les luttes de libération nationale des peuples coloniaux permirent à l'impérialisme américain et à ses alliés de continuer à générer suffisamment de surprofits pour garantir l'embourgeoisement durable de leur mouvement ouvrier métropolitain. Ce n'est avec rien d'autre que la sueur et le sang des peuples indiens, malgaches, indochinois, coréen, algérien, etc. que les rapaces impérialistes furent en mesure de forger des chaînes dorées à leur propre prolétariat.

Dans la première moitié des années 1950, la contre-révolution bourgeoise en URSS marqua un brutal coup d'arrêt, non seulement à l'édification du socialisme en URSS – laquelle fût convertie en une nouvelle puissance impérialiste par la bureaucratie émancipée du contrôle populaire direct qui se constitua en nouvelle classe exploiteuse –, mais aussi à l'essor du mouvement communiste international.

Dans les pays impérialistes d'Occident, la lutte contre le "stalinisme" offrit l'opportunité aux éléments anti-marxistes tapis dans les rangs des Partis ouvriers d'y diffuser librement le réformisme bourgeois sous couvert de la promotion de "voies spécifiques" menant à un "socialisme" s'intégrant dans la démocratie bourgeoise.

Le triomphe du social-chauvinisme dans le mouvement ouvrier des pays impérialistes permit à ces impérialistes de réprimer librement les mouvements de libération nationale des colonies, désormais complètement isolé du mouvement ouvrier métropolitain qui venait d'abandonner les principes de l'internationalisme prolétarien. C'est ainsi qu'au sein des pays dépendants triomphèrent désormais systématiquement les courants bourgeois, avec à la clef l'affaiblissement des luttes de libération et la soumission croissante de ces peuples aux élites bourgeoises compradore indigènes et donc à leurs maîtres impérialistes.

Profitant grandement de l'exploitation des peuples des pays inclus dans leur sphère d'influence, les puissances impérialistes dominantes furent en mesure de redistribuer suffisamment de miettes du gâteau colonial pour corrompre les couches supérieures de leur prolétariat et même garantir un certain nombre "d'acquis sociaux" à une fraction de plus en plus large de celui-ci.

Jouissant d'une sphère coloniale particulièrement vaste sur les continents africain (Maroc, Algérie, Afrique de l'Ouest) et asiatique (Indochine), l'impérialisme français se montra particulièrement généreux à l'égard de ses social-chauvins qui furent véritablement choyés contre l'assurance de voir leur "socialisme" s'intégrer pacifiquement dans la démocratie bourgeoise.

En d'autres termes, ils se porteraient garants de la démocratie bourgeoise au sein du prolétariat métropolitain aussi longtemps que leur impérialisme continuerait à leur jeter régulièrement des os en pâture. Ce furent les "Trente glorieuses" qui virent le puissant Parti ouvrier bourgeois qu'était devenu le P"C"F contribuer à instiller de plus en plus profondément le poison de l'idéologie petite-bourgeoise au sein du mouvement ouvrier.

Oui, tout allait "pour le mieux dans le meilleur des mondes", où régnait cette remarquable division internationale du travail qui garantissait la paix sociale dans les métropoles, certes au prix de l'exploitation forcenée et de la répression la plus brutale du mouvement d'émancipation du prolétariat des pays dépendants auxquels une indépendance politique formelle fût parfois accordée sans que cela ne remette pourtant jamais en cause leur dépendance économique réelle – ceci se ramenant en fait à une forme de sous-traitance de cette exploitation et de cette répression à de non moins brutales élites bourgeoises-compradore indigènes.

Cette division internationale du travail aurait pu perdurer encore un peu s'il n'y avait pas eu cette rivalité majeure entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Pour abattre une fois pour toutes son principal concurrent, l'impérialisme américain se lança le premier, suivi de près par ses alliés, dans une nouvelle bataille : une part croissante de leurs industries légères se mit à désertir leur territoire national pour rejoindre leurs sphères d'influence semi-coloniales dont le coût de la main-d'œuvre était incomparablement plus bas que dans celles du social-impérialisme soviétique.

L'essor économique des quatre dragons asiatiques – Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taïwan –, ainsi que d'un cinquième d'abord tapis dans leur ombre – l'impérialisme chinois –, eût rapidement raison du social-impérialisme soviétique, bien incapable de suivre le rythme impulsé par ses concurrents occidentaux.

Ce dernier ne tarda donc pas à souffrir de cette stratégie qui dégrada considérablement ses positions économiques et le plongea dans une crise multiforme dont l'aggravation croissante ne pouvait manquer, dans le cadre d'un état bourgeois multinational, d'aboutir à son implosion, une perspective d'ailleurs soulignée par le camarade Enver Hoxha en 1973.¹⁵ C'est ainsi que l'ex- prolétariat soviétique se vit brutalement retirer les chaînes dorées que sa nouvelle bourgeoisie monopoliste d'Etat avait pu préserver trois décennies durant.

Dans les pays impérialistes d'Occident, les résultats de cette stratégie furent contrastés. La hausse du taux de chômage structurel accompagna les vagues successives de délocalisations de portions toujours plus vastes du tissu industriel, en particulier au cours de la seconde moitié des années 1970 et de la première moitié des années 1980. Les élites bourgeoises parvinrent cependant à préserver la sacro-sainte paix sociale en compensant par de généreuses aides sociales permettant malgré tout à l'armée de réserve du travail de continuer à manger et même d'accéder aux loisirs de masse, d'où une tertiarisation toujours plus poussée de leur économie.

Cette époque marqua le début d'un déclin inexorable des partis ouvriers et des syndicats bourgeois, dont la base sociale s'effritait inexorablement, parallèlement à la désindustrialisation à grande échelle.

A la place des zones industrielles, que les délocalisations convertirent en friches industrielles, poussèrent comme des champignons de vastes zones commerciales alimentées en marchandises d'importation à bas coût. De grands complexes touristiques furent créés dans les lieux de villégiature des régions montagneuses et maritimes, tandis que de multiples infrastructures culturelles et sportives dédiées aux loisirs d'un prolétariat massivement embourgeoisé se développèrent un peu partout comme une mosaïque. Ainsi naquirent nos "sociétés de consommation" "post-industrielles".

Selon les statistiques fournies par l'*US Bureau of Economic Analysis*, les effectifs de l'industrie manufacturière américaine ont connu une très lente croissance durant la période 1946-1969, passant de 14,49 à 19,79 millions d'emplois équivalents temps-plein. Mais dans le même temps, la population active américaine s'était élevée de 47,00 à 71,72 millions d'employés. La part de l'industrie manufacturière dans l'emploi américain total a ainsi reculée de 30,8 à 27,6 % durant cette période.

La période suivante, caractérisée par les délocalisations de branches d'industrie entières, amena une complète stagnation des effectifs de l'emploi industriel tandis que la rapide montée en gamme de l'industrie chinoise au cours de la première décennie du 21^{ème} siècle, combinée à la profonde crise de décomposition économique actuelle, provoqua un effondrement des effectifs de l'emploi industriel. Ceux-ci sont passés de 18,10 millions en 2000 à 13,61 millions en 2007 et 11,53 millions en 2009. A la clef, un très fort recul de l'emploi industriel américain d'un point de vue relatif. Sa part dans l'emploi total n'était plus que de 14,7 % en 2000, de 10,6 % en 2007 et de 9,5 % en 2009.

En dépit de la hausse considérable de la production d'hydrocarbures américaine enregistrée depuis 2010, l'emploi industriel ne s'est redressé ni d'un point de vue relatif, ni même d'un point de vue absolu (quasi-stagnation).

En 2012, l'emploi industriel américain se chiffrait à 11,66 millions, soit un gain absolu (négligeable) de seulement 0,13 million d'emplois par rapport à 2009. Or à elle seule, l'industrie extractive a enregistré un surplus de 0,15 million d'emplois durant cette période. Cela signifie que prises dans leur ensemble, les autres branches d'industrie n'ont pas vu leurs effectifs se relever d'un iota. La part de l'industrie manufacturière américaine a donc naturellement poursuivi son déclin pour ne plus représenter que 9,4 % de l'emploi total en 2012. C'est à dire que la proportion des producteurs dans la population américaine n'est plus aujourd'hui que de 3,7 % !¹⁶

A quelques nuances secondaires près, on pourrait dresser sensiblement le même constat pour l'ensemble des pays impérialistes en déclin.

L'impérialisme français a ainsi vu les effectifs salariés de son secteur industriel s'élever d'un point de vue absolu jusqu'au début des années 1970, s'élevant ainsi de 5,42 à 5,74 millions durant la période 1970-1974 (tout en baissant de manière relative), avant de les voir baisser également de manière absolue ensuite. Au 2^{ème} trimestre 2013, le secteur industriel français ne comptait ainsi plus que 3,21 millions de salariés, contre 3,30 millions en 2010 et 3,63 millions en 2007.¹⁷

La France compte ainsi aujourd'hui 44,1 % d'ouvriers industriels en moins qu'en 1974... alors que sa population s'est accrue de 21,8 % dans le même temps ! Déjà faible, la part des producteurs par rapport à la population s'est ainsi effondrée pour passer de 11,0 % à 5,0 % durant cette période !

Comme on le voit, la proportion des producteurs dans la population des pays impérialistes en déclin s'est considérablement réduite par rapport à celle, déjà faible, que rapportait déjà Lénine pour le Royaume-Uni il y a un siècle.

Dans le même temps, au cours du dernier demi-siècle écoulé, l'agriculture des pays impérialistes en déclin a subi une profonde mutation.

En Europe occidentale par exemple, la mécanisation progressive sur la base de l'existence d'exploitations individuelles a été rendue possible 1° par l'instauration de la "préférence communautaire", c'est-à-dire de barrières protectionnistes à l'échelle de l'Union Européenne, 2° puis par l'octroi d'importantes subventions étatiques permanentes à la production, et enfin 3° par la ruine et la disparition progressive des plus petites exploitations et la croissance de la superficie des exploitations restantes.

Les aides directes versées par les pays impérialistes dominants à leur agriculture constituent pour elle un soutien essentiel. En 2011, ce sont ainsi pas moins de 50,4 milliards d'euros de subventions nettes d'impôt qui ont été versées au titre de la PAC par l'Union Européenne, dont 8,1 milliards d'euros pour la seule agriculture française. Il faut comparer ces montants à ceux de la valeur ajoutée de la production agricole. En 2011, les subventions nettes représentaient une proportion de 33,9 % de cette valeur ajoutée à l'échelle de l'Union Européenne, contre 31,3 % pour l'agriculture française.¹⁸

En dépit de ces aides directes massives, l'agriculture de nos pays n'a pas échappé à une différenciation de la paysannerie, certes ralentie, mais néanmoins continue. Les subventions elles-mêmes ont tendance à accélérer (au moins d'un point de vue relatif) cette différenciation, puisqu'elles profitent aux plus grandes exploitations. En 2009, ce sont ainsi 10,7 % des exploitants qui ont reçu chacun plus de 50 000 euros d'aides (soit 40 % des aides), tandis que 32 % des agriculteurs ont reçu chacun moins de 5 000 € d'aides (soit 2,4 % des aides).¹⁹

Si en 1945 la France comptait une dizaine de millions d'actifs agricoles permanents, ils n'étaient plus que 3,84 millions en 1970 et 0,97 million en 2010.²⁰

Toujours en 2010, la France ne comptait plus que 514 000 exploitations agricoles – dont deux-tiers d'exploitations individuelles –, cumulant une surface agricole utile (SAU) de 27,1 millions d'hectares – dont plus des trois-

quarts avaient pour mode de faire-valoir le fermage –, soit une superficie moyenne de 52,7 ha par exploitation. Si 18,1 % des exploitations avaient une SAU supérieure à 100 ha, 62,9 % avaient une SAU inférieure à 50 ha.

A titre de comparaison, les exploitations agricoles américaines, anglaises et allemandes ont une SAU moyenne supérieure – avec respectivement 169,5 ha, 85,7 ha et 56,1 ha –, tandis que les exploitations espagnoles et italiennes en ont une bien inférieure – avec respectivement 24,6 ha et 8,0 ha.²¹

Aujourd'hui, dans les pays impérialistes en déclin, l'agriculture emploie généralement entre 1,5 et 3 % de la population active.

Dans tous les cas, exception faite des exploitations dédiées au maraichage et aux productions fruitières et viticoles, la plupart des exploitants individuels à la tête des plus petites exploitations continuent à périr. Le revenu qu'ils tirent de leur exploitation est en effet souvent inférieur à un SMIC – pour un volume horaire de travail qui peut en être le double –, et les suicides sont réguliers parmi ces petits et moyens exploitants surendettés, une fois ceux-ci complètement usés et lessivés.²²

Si en théorie la plupart des petits et moyens exploitants agricoles des pays impérialistes en déclin auront un intérêt direct à passer au socialisme – notamment à travers la réalisation immédiate de mesures comme 1° la nationalisation des terres qui les soulageraient du loyer du fermage et 2° le transfert du terrible fardeau financier que constituent pour beaucoup de petits exploitants l'amortissement de coûteuses machines et infrastructures –, il n'en reste pas moins que leurs effectifs faméliques ne pourront en faire l'allié de classe principal du prolétariat révolutionnaire, qui pour renverser l'ordre bourgeois, devra d'abord conquérir la sympathie des larges masses prolétariennes "petite-bourgeoises" aujourd'hui en décomposition.

Au cours du dernier demi-siècle écoulé, les larges couches du prolétariat des pays impérialistes dominants sont devenues complètement petite-bourgeoises de par leur salaire (considérablement plus élevé que celui permettant d'assurer le minimum physiologique), leur mode de vie et naturellement leur conscience sociale.

Dans ces pays, toute une frange de la population et en particulier la partie inférieure du prolétariat qui subit le chômage de longue durée, vit des aides sociales et s'en accommode assez bien.

En dessous de cette classe, mais dans la même zone géographique urbaine, évoluent des individus plus ou moins organisés en bandes et qui vivent de menus larcins et de trafics divers, ce que Karl Marx désignait comme le prolétariat déclassé, « produit passif de la pourriture des couches

inférieures de la vieille société » dont il estimait qu'il pouvait être « çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne » mais que ses conditions de vie « disposeront plutôt à se vendre à la réaction ». ²³

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que le réformisme bourgeois qui était il y a un siècle l'apanage d'une fraction privilégiée du prolétariat des pays impérialistes dominants, ait fini par embrasser *la société bourgeoise toute entière*, avec à la clef la transformation des partis communistes en partis réformistes bourgeois des plus classiques...

De même, parallèlement à cette mutation réformiste du mouvement ouvrier qui a privé le mouvement de libération coloniale des pays dépendants de toute liaison avec la classe ouvrière des métropoles impérialistes, s'est opérée la décomposition toujours plus profonde du mouvement anti-impérialiste qui s'est ainsi trouvé récupéré par les débris des classes féodales et du clergé les plus réactionnaires et rétrogrades.

C'est ainsi que les peuples des pays dépendants se trouvent aujourd'hui pris au piège et pris entre le feu des partisans bourgeois-compradore indigènes qui entendent profiter de la domination économique des puissances impérialistes, et ceux qui la refusent au nom d'idéaux religieux et tribaux hérités des sociétés précapitalistes, comme c'est par exemple le cas en Afghanistan.

La lutte d'émancipation des peuples coloniaux s'est ainsi trouvée considérablement affaiblie au point de rester aujourd'hui prisonnière de deux horizons bornés s'opposant à l'unisson, quoique chacun à leur manière, à la seule véritable perspective d'émancipation économique, politique, sociale et culturelle des peuples que constitue le socialisme.

Que se soit dans les pays impérialistes ou dans leur sphère d'influence coloniale, les dernières décennies écoulées ont été marquées par des régressions terribles : 1° victoire intégrale du social-chauvinisme au sein du mouvement ouvrier des métropoles, 2° victoire de la déviation nationaliste féodalo-bourgeoise au sein du mouvement de libération nationale des pays dépendants.

Aujourd'hui, les peuples paient au prix fort la victoire temporaire de ces deux déviations.

Dans les pays impérialistes en déclin, on voit chaque jour s'approfondir la déchéance économique et la décomposition sociale alors que les élites bourgeoises sont contraintes de briser les chaînes dorées de l'esclavage salarié, avec à la clef le spectre grandissant d'une explosion sociale.

Quant aux pays dépendants, ils subissent de plein fouet la lutte économique et politique opposant les puissances impérialistes déclinantes à l'impérialisme chinois.

Partout où les élites bourgeoises-compradore indigènes menacent aujourd'hui de sortir de la sphère d'influence des impérialismes déclinants, partout elles s'en attirent les foudres, avec à la clef la menace de frappes militaires, la fomentation de guerres interethniques et le chaos résultant qui vient s'ajouter à la profonde misère et à la grande précarité existantes.

Comme l'ont déjà tristement prouvé deux guerres mondiales et de désormais innombrables guerre coloniales, la bourgeoisie, fusse t'elle la plus "démocratique", ne rechigne jamais à fouler aux pieds les intérêts des peuples et à les massacrer quand il en va de la défense de ses intérêts économiques fondamentaux, et cela n'a aucune raison de changer tant que cette classe sociale détiendra le pouvoir et imposera sa loi de par le monde.

S'ils ne veulent pas continuer à subir cela, les peuples n'ont d'autre alternative que de relever le drapeau de la lutte pour la révolution socialiste. Hors de cela, tant qu'ils resteront le jouet des forces aveugles du capitalisme, ils continueront à être quotidiennement soumis, maltraités et broyés.

Avec Karl Marx, nous ne pouvons que constater qu' « **avec la valorisation du monde des choses, la dévalorisation du monde des hommes s'intensifie dans un rapport directement proportionnel** ». ²⁴

« De nos jours, chaque chose paraît grosse de son contraire. Nous constatons que les inventions mécaniques douées du merveilleux pouvoir de réduire et de féconder le travail humain ne font que l'exténuer et le surcharger. Par un étrange sortilège du destin, les sources de richesse nouvellement découvertes se changent en sources de détresse. C'est comme si les triomphes des arts industriels devaient s'acheter au prix de la déchéance morale. À mesure que l'humanité parvient à maîtriser la nature, l'homme semble se laisser asservir par d'autres hommes ou par sa propre infamie. La pure lumière de la science elle-même semble incapable de rayonner autrement que sur le fond obscur de l'ignorance. Toutes nos inventions et tous nos progrès paraissent conduire à un seul résultat : doter de vie et d'intelligence les forces matérielles et rabaisser la vie humaine à l'état de force brute... » ²⁵

Ces paroles résonnent aujourd'hui avec une consonance particulière alors que l'humanité dispose des moyens techniques capables de libérer *l'espèce humaine toute entière* des nécessités immédiates de la survie et que la seule chose qui l'en empêche est la domination universelle d'une classe de parasites et d'exploiteurs qui ont souvent bien plus d'empathie à l'égard de

leurs animaux domestiques – parfois traités comme des enfants gâtés –, qu'à l'égard des membres de leur propre espèce dont la grande masse souffre quotidiennement le martyr, dans sa chair comme dans son esprit.

« Le jugement absurde des philosophes, que l'homme réel n'est pas l'homme, *remarquait Karl Marx*, est tout simplement, à l'intérieur de l'abstraction, l'expression la plus universelle, la plus ample de la contradiction universelle existant en fait entre les conditions sociales et les besoins des hommes ».²⁶

Seul le prolétariat, une fois pleinement conscient de sa mission historique, pourra mettre un terme définitif à cet état des choses aussi primitif que barbare.

Dans son remarquable ouvrage de popularisation de la philosophie matérialiste-dialectique *Anarchisme ou socialisme*, Staline avait souligné que la détermination du rapport de force entre les classes sociales ne résultait pas tant de leurs *effectifs à un instant donné*, que de leur *dynamique*, à savoir le fait que « tout ce qui de jour en jour se désagrège » « n'échappera pas à la défaite », au contraire de « tout ce qui grandit de jour en jour ».

Comme le soulignait Staline, c'étaient alors les masses petite-bourgeoises qui se désagrégeaient, et se décomposaient « en bourgeoisie et en prolétariat », avec à la clef la croissance accélérée des rangs de ce dernier et son renforcement.²⁷

Ces enseignements appliqués au dernier demi-siècle écoulé nous permettent de comprendre pourquoi l'embourgeoisement à grande échelle qu'ont connu les masses populaires des pays impérialistes en déclin ont conduit à l'affaiblissement inexorable du prolétariat, de sa conscience de classe, de sa cohésion organisationnelle et pourquoi la décomposition du mouvement marxiste-léniniste y était dans une large mesure inévitable.

C'est indéniablement ce que nous enseigne la conception matérialiste-dialectique du monde telle que l'avait formulée Karl Marx.

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi correspondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui déterminent leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience ».²⁸

En élevant les larges masses de son prolétariat au niveau de vie de petit-bourgeois, la bourgeoisie des pays impérialistes dominants est ainsi presque parvenue à *éradiquer* toute trace du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Au cours du dernier demi-siècle écoulé, les quelques poignées de camarades restés fidèles à l'idéal communiste se sont la plupart du temps contentés de livrer une bataille contre les théories révisionnistes petite-bourgeoises à un moment où celles-ci fusaient de toutes parts du fait de l'embourgeoisement croissant du prolétariat des pays impérialistes dominants et alors que l'Union Soviétique venait de connaître une contre-révolution "néo"-bourgeoise.

Dans ces circonstances terribles et au milieu du chaos indescriptible dans lequel s'est soudain retrouvé plongé le mouvement communiste international, c'est là leur mérite essentiel que d'avoir empêché les idéologues petit-bourgeois de détruire *théoriquement* le marxisme-léninisme.

En France ces quelques poignées de camarades ont été à l'origine des publications *L'Emancipation* (1979-1983) et *La voie du socialisme* (1984-1990).²⁹

L'insuffisance de ces organisations consiste cependant dans le fait qu'elles n'ont pas été capables de passer de la *nécessaire défense des principes marxistes-léninistes* à leur *application vivante à l'étude de leur réalité contemporaine*. En particulier, ces camarades n'ont pas été en mesure de se livrer à une critique scientifique des bouleversements matériels qui plongeait leurs racines dans les délocalisations industrielles croissantes opérées vers les pays dépendants, un processus qui conduisait à l'inexorable renforcement de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier des pays impérialistes dominants.

Finalement, l'activité de ces organisations a le plus souvent cessé avec la restauration du capitalisme en RPSA. En effet, la défaite subie en 1991 par le mouvement ouvrier international avec la perte du dernier bastion du socialisme qu'était l'Albanie leur a porté le coup de grâce.

Au cours des dernières décennies, l'arme que constitue la théorie marxiste-léniniste a ainsi été en quelques sorte *rangée proprement* dans un coin où elle a rouillé plusieurs décennies durant, et le mouvement communiste marxiste-léniniste a continué de s'affaiblir et de se décomposer, incapable de comprendre les profondes mutations économiques qui s'opéraient sous ses yeux. Si ces camarades avaient compris ces bouleversements *au moment où ils se produisaient*, une partie de ces résistants aurait pu échapper au découragement.

Ainsi, un noyau réduit de militants communistes marxistes-léninistes aurait pu subsister jusqu'à aujourd'hui dans chaque pays impérialiste, y facilitant d'autant la renaissance d'un véritable parti communiste marxiste-léniniste dans les circonstances objectivement révolutionnaires telles qu'elles commencent à émerger aujourd'hui, au gré de l'approfondissement de la profonde crise de décomposition dans laquelle sont entraînés les pays impérialistes en déclin.

Notons au passage que le triomphe de l'idéologie petite-bourgeoise au sein du mouvement ouvrier des métropoles impérialistes a poussé les gauchistes se réclamant de la lutte radicale anti-capitaliste à se lancer dans une lutte armée excitatoire stérile contre l'Etat bourgeois.

C'est ainsi l'affaire Rey-Maupin en France (1994), affaire dont l'un des protagonistes, bien décidé à punir ceux qu'il appelle les « journalistes », complices d'un système qui broie les hommes, a récidivé en novembre 2013 en s'en prenant à des symboles de la domination bourgeoise.³⁰

Mais ce sont surtout des mouvements beaucoup plus structurés, à l'instar de l'organisation allemande *Fraction Armée Rouge* (1968-1998), ou de son homologue italienne des *Brigades Rouges* (1970-1981).

Ces "lutes armées", bien évidemment complètement déconnectées du mouvement ouvrier qui s'embourgeoisait alors inexorablement, ne pouvaient s'inscrire dans le schéma insurrectionnel d'une révolution socialiste, du fait de l'hostilité des masses populaires à leur égard...

Ces actions terroristes isolées perpétrées par des anarchistes radicaux cherchant à endosser le rôle de justiciers ne sont pas sans rappeler les attentats perpétrés par les anarchistes contre l'autocratie tsariste avant que le marxisme-léninisme ne se développe en Russie.

Ce type d'attentats, évidemment contre-productif pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, n'est cependant pas surprenant dans des sociétés prétendument "démocratiques" où le contrôle de l'information et la manipulation des masses n'ont pas grand-chose à "envier" à la propagande nazie...

En conclusion, ce genre de débordement montre au Capital et à ses laquais qu'ils ont du souci à se faire pour l'avenir...

Pourtant, ces courants constituent également un danger pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, dans la mesure où ils fournissent à la bourgeoisie le prétexte d'un renforcement *préventif* de son arsenal législatif liberticide et de son appareil de répression, ce qui ne sert donc pas la lutte organisée du prolétariat...

La profonde régression qui a accompagné l'embourgeoisement du prolétariat des pays impérialistes dominants n'a pas non plus épargné le prolétariat naissant des pays dépendants ateliers, lequel s'est trouvé brutalement coupé des liens internationalistes tissés par la III^{ème} Internationale puis le Kominform avec le prolétariat des métropoles, avec à la clef une méfiance voire même une haine croissantes à son égard.

Une aubaine la bourgeoisie compradore et ses donneurs d'ordre étrangers qui ont tout deux intérêt à souffler sur les braises d'une espèce de racisme à l'égard des peuples des pays colonisateurs, une manière pour eux de s'assurer que le marxisme-léninisme – perçu comme une "construction occidentale" et comme une "menace" pour les "traditions" culturelles et religieuses du pays –, ne puisse un jour y être importé...

Ainsi, quand la bourgeoisie monopoliste des pays impérialistes dominants délocalise dans ses sphères d'influence, elle profite à plein de l'inexpérience du mouvement ouvrier indigène, du fait que les idées et l'héritage du socialisme scientifique lui sont la plupart du temps *complètement étrangers*.

Son expérience et sa capacité d'organisation se trouvent alors généralement peu ou prou réduites à néant, et dans le meilleur des cas renvoyées à un niveau pré-marxiste primitif. Le mouvement ouvrier indigène naissant se trouve alors d'office aiguillé sur les rails du syndicalisme de collaboration de classe et du réformisme bourgeois dès lors que les exploiters étrangers et compradore parviennent à corrompre une fraction *même très limitée* du prolétariat.

Fort heureusement, parce-que le marxisme-léninisme est une science et le communisme une nécessité historique, la tromperie des forces bourgeoises obscurantistes ne pourra se poursuivre indéfiniment.

Que ce soit dans les pays impérialistes ou dans leurs sphères d'influence, le caractère scientifique du marxisme-léninisme rend possible pour certains individus, même lorsqu'ils n'appartiennent pas au prolétariat, où même lorsque qu'ils appartiennent à sa fraction privilégiée bénéficiant de "chaînes dorées", de se hausser au niveau de la compréhension scientifique du communisme.

Ces éléments se mettent alors au service de la cause de la libération du prolétariat, conscients que cette dernière est la condition préalable nécessaire à la libération du potentiel créateur de toute l'humanité.

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Karl Marx soulignait que « de même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie », la fraction « des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension

théorique de l'ensemble du mouvement historique » passait « au prolétariat ». ³¹

Même dans une période de reflux révolutionnaire prolongé comme celle que le mouvement communiste vient de traverser au cours des soixante dernières années, peuvent ainsi subsister quelques poignées de résistants à la pensée unique bourgeoise, de quoi attiser les braises de la colère populaire au cours des périodes de remontée de la fièvre sociale ! C'est précisément à ce moment historique, à *cette époque charnière*, que nous nous situons aujourd'hui.

En effet, pour financer ces nouvelles chaînes dorées et garantir la transformation toujours plus poussée de vastes couches du prolétariat métropolitain en travailleurs privilégiés, complètement petit-bourgeois de par leur salaire, leur mode de vie, leur loisirs et leurs aspirations, les élites de ces pays impérialistes dominants furent contraintes de creuser les fondements qui donnèrent naissance à la profonde crise économique contemporaine.

Au cours des quatre dernières décennies, les coûteuses politiques sociales des pays impérialistes en déclin furent en effet maintenues ou mises en place aux frais des Etats bourgeois dont la dette publique n'en finissait pas d'enfler. Aussi longtemps que les investisseurs en retirent de juteux intérêts, pas de problème, mais dès que la confiance dans la capacité de reproduction du système s'affaiblit, alors il faut aux couches populaires longtemps privilégiées retourner à un mode de vie plus laborieux, moins dépensier et plus frugal !

Adieu à la sécurité sociale, aux retraites relativement confortables et bonjour à la compression des dépenses relatives à l'éducation, aux loisirs, le tout au milieu de hausses hystériques d'impôts visant à réduire les déficits publics sur le dos des masses populaires dans le but de donner des garanties supplémentaires aux bailleurs de fonds en terme de soutenabilité de la dette à court terme...

De même, l'exploitation tend à se durcir au sein des entreprises qui voient la flexibilité et la charge de travail s'accroître alors même que les rémunérations stagnent ou baissent.

Les politiques d'intéressement aux bénéficiaires y deviennent de plus en plus une coquille vide parvenant de moins en moins à masquer la fin de l'apparente "communauté d'intérêts" qui a régné entre patrons et salariés au sein des pays impérialistes dominants quelques décennies durant.

Dans ce contexte, il ne reste plus guère aux exploitateurs qu'à continuer d'exciter la concurrence entre les travailleurs en jouant sur les rivalités

individuelles quant il s'agit de distribuer les maigres enveloppes dédiées aux augmentations de salaires, afin d'empêcher la naissance de la conscience de ne former qu'une communauté d'intérêt, et ainsi maintenir chacun dans l'isolement et donc dans l'impuissance et la dépendance.

Diviser pour mieux régner, telle est la devise qui permet en définitive à la bourgeoisie de continuer à jouir d'une relative paix sociale... alors même que le capitalisme redevient pour les masses populaires autrefois privilégiée des pays impérialistes en déclin un système tortionnaire n'offrant plus la moindre perspective d'avenir.

Aujourd'hui, au sein de chaque entreprise, le travailleur est en effet quotidiennement maltraité, rabaissé et humilié par son patron ou la hiérarchie qui le représente. Pourtant, face à ceux-ci, il ne peut que se taire et courber l'échine – quand bien même il est dans son droit –, ou bien alors risquer de se retrouver jeté au chômage !...

Or cette prise de conscience croissante d'une époque aujourd'hui révolue de relative prospérité est justement *l'enseignement essentiel* de la profonde crise économique structurelle actuelle, alors qu'une portion croissante des produits manufacturés de grande consommation destinés à alimenter le confort de ce prolétariat bourgeois, mais surtout des produits de plus en plus technologiques dont la production était jusque-là la chasse gardée de ses concurrents en déclin, continuent d'affluer depuis le territoire d'un nouveau concurrent impérialiste.

L'émergence de l'impérialisme chinois bouscule ainsi de plus en plus les positions industrielles et commerciales de ses clients-concurrents.

Il faut dire qu'il nourrit lui-même de grandes ambitions : conquérir un monopole industriel et commercial mondial capable de lui assurer également de confortables surprofits, dans le but de soustraire sa population, forte de plus d'un milliard d'habitants, à une bien pénible et spartiate vie de labeur, et forger à son tour à son propre prolétariat de belles "chaînes dorées", afin d'éviter qu'il puisse un jour se révolter contre ceux qui prétendent édifier un "socialisme" aux "caractéristiques chinoises", un "socialisme" qui ne sera rien d'autre que le pendant de celui édifié au cours du dernier demi-siècle dans les pays impérialistes en déclin avec la complicité de nos social-chauvins.

Cette espèce de "socialisme" bourgeois basé sur un nouveau degré d'exploitation impérialiste des pays dépendants, dont Lénine avait envisagé la possibilité il y a maintenant près d'un siècle, a pris forme au cours des dernières décennies dans les pays impérialistes dominants.

Comme nous le soulignons déjà il y a six ans dans notre ouvrage *Impérialisme et anti-impérialisme*, la perspective était alors de voir « **une grande partie de l'Europe occidentale** » « prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent : le sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches ». On verrait alors

« de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut. (...) [Cela] pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre ».

Ce qui n'était il y a un siècle qu'une possible perspective future, est devenue une réalité à l'échelle mondiale au cours des quatre dernières décennies. Ces décennies ont en effet vu la mise en place d'une nouvelle division internationale du travail déléguant aux pays dépendants semi-coloniaux une grande partie de la production des biens de consommation destinés à être exportés vers les métropoles impérialistes, ce que Lénine résumait ainsi :

« L'Europe se déchargera du travail manuel — d'abord du travail de la terre et des mines, et puis du travail industriel le plus grossier — sur les hommes de couleur, et s'en tiendra, en ce qui la concerne, au rôle de rentier, préparant peut-être ainsi l'émancipation économique, puis politique, des races de couleur ».³²

En quelques décennies, les territoires des pays impérialistes d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et du Japon se sont massivement désindustrialisés.

Seules ont été conservées sur leur sol les branches d'industries à plus haute composition organique en capital gourmandes en ingénieurs, techniciens et ouvriers hautement qualifiés (industrie mécanique, électronique, transports ferroviaire et aérien, nucléaire, défense, etc.), faisant au passage de la propriété intellectuelle (brevets) un lucratif commerce et une arme d'asservissement imparable du monopole industriel et technologique de leurs industries de pointe, tandis que la grande masse des industries légères

et même une fraction des industries lourdes gourmandes en main d'œuvre peu qualifiée se trouvaient délocalisées vers leurs sphères d'influence semi-coloniales, depuis le Mexique jusqu'à l'Asie du sud-est en passant par l'Europe centrale et le pourtour méditerranéen.

Au sein même de ces derniers s'est opérée une différenciation croissante, les plus puissants parvenant à se constituer en puissances impérialistes d'envergure régionale – à l'instar de la Corée du Sud ou du Brésil –, tandis que la grande masse des pays dépendants ateliers a vu naître et se renforcer – parallèlement au large développement d'une industrie légère essentiellement tournée vers l'exportation –, une couche prolétarienne privilégiée suffisamment importante pour y engager le mouvement ouvrier sur les rails réformistes – à l'instar du Mexique et de la Thaïlande.

A côté de ces pays, continuent de végéter d'autres pays bourgeois quasiment dépourvus de toute industrie, où la bourgeoisie compradore au pouvoir veille seulement à ce que les masses populaires survivant péniblement d'une agriculture de subsistance veuillent bien attendre docilement et patiemment qu'un pays impérialiste estime le moment venu d'y implanter et d'y faire croître une industrie...

Dans nombre de pays dépendants, en particulier ceux dont l'industrie est inexistante ou à l'état embryonnaire, ce sont le plus souvent "l'aide au développement" concédée par les puissances impérialistes dominantes aux élites bourgeoises-compradore en compensation de leur loyauté, ainsi que le solde positif des transferts courants – c'est-à-dire essentiellement les transferts de fonds réalisés par les émigrés partis vendre leur force de travail à l'étranger –, et parfois enfin le tourisme en provenance des métropoles impérialistes, qui maintiennent sous perfusion ces peuples et empêchent cette immense armée de réserve du travail de mourir de faim.

De même que la *Royal Navy* joua le rôle de "d'huissier" de l'impérialisme britannique tout au long du 19^{ème} siècle, de même les forces de projection aéronavales de l'impérialisme américain – et à une moindre échelle de celles de rapaces de second rang que sont aujourd'hui l'impérialisme britannique et l'impérialisme français –, jouent le rôle de "gendarmes" du monde, intimidant ou punissant régulièrement les mauvais élèves bourgeois-compradore qui seraient tentés de trop se rapprocher de la concurrence...

A l'heure de la débâcle économique des puissances impérialistes en déclin, leur complexe militaro-industriel n'est plus très loin de constituer leur dernier monopole industriel, un monopole d'une importance *fondamentale* dans la mesure où il leur permet de s'assurer de la loyauté de nombreuses

élites bourgeoises-compradore ! Mais pour combien de temps encore, alors que l'impérialisme chinois a commencé à se doter de forces de projection aéronavales ?...

Pour le moment, leur sphère d'influence coloniale tient plus ou moins le coup, puisque dès que l'impérialisme chinois conquiert des positions mettant en péril leurs intérêts stratégiques, ceux-ci agitent le spectre des frappes militaires ou soufflent sur les braises des conflits inter-ethniques et inter-religieux. En dépit de cette agitation fébrile, la situation leur échappe inexorablement et le spectre de la complète dislocation de leur sphère d'influence ne cesse de grandir.

La politique internationale des puissances impérialistes en déclin est aujourd'hui le reflet de leur délabrement économique. Telles des bêtes sauvages blessées, elles enragent et se lancent à corps perdu dans des actions de plus en plus aventureuses et bellicistes, afin de tenter de faire tourner à rebours la roue d'une histoire qui leur a échappé.

Une politique aussi vaine que réactionnaire, qui pourra certes pendant quelques années encore freiner le développement des rapports de production bourgeois dans les pays dépendants qui échappent de plus en plus à leur contrôle... pour se placer sous celui de l'impérialisme chinois, lequel leur promet une extension des rapports de production bourgeois de bien plus grande ampleur !

A la clef, la possibilité pour ces élites bourgeoises-compradore, aujourd'hui aussi arriérées que faméliques, de véritablement prendre une participation active à l'exploitation salariée internationale, et d'engranger elles-aussi de juteux profits...

Il est essentiel de souligner ici qu'outre le volume de la production industrielle et le volume des échanges commerciaux rapportés à son importance démographique, il existe un moyen très simple d'évaluer le degré approximatif qu'ont atteint les rapports de production bourgeois dans un pays, tout en permettant d'évaluer le degré d'embourgeoisement de son prolétariat.

Cet indice, c'est celui du développement du parc automobile privé. Quelques éclaircissements sont nécessaires ici.

En effet, le capitalisme tend, de par sa nature, à restreindre au minimum les investissements dans les infrastructures publiques. Lourds et seulement rentables à long terme pour les consortiums capitalistes (privés ou publics) qui y investissent, ils ne sont d'ordinaire concédés qu'à l'échelle des villes-capitales, qui sinon se trouveraient perpétuellement bouchées par la circulation automobile.

Seules les très grandes villes ont ainsi le droit à un réseau très performant de transports publics inter-urbain (métro, tramway). Le reste des villes grandes à moyennes se voit d'ordinaire doté d'un réseau de bus qui ne remplit qu'à moitié son office, que ce soit de par son extension géographique, ses plages de fonctionnement horaires ou la fréquence à laquelle sont desservies les lignes.

Sous le capitalisme, le premier investissement réalisé par les travailleurs pour assurer leurs déplacements quotidiens domicile-travail consiste donc la plupart du temps dans l'achat d'une automobile comme seule solution viable aux longs trajets et à la flexibilité du travail. Dans les pays impérialistes, à l'exception de quelques villes-capital, la possession d'une automobile est souvent la condition obligatoire pour accéder à un emploi.

Incapable d'organiser efficacement le transport en commun des travailleurs à l'échelle d'un pays, la bourgeoisie fait retomber le poids de cet investissement sur les individus, c'est-à-dire sur les épaules de ses esclaves, peu importe si cela se traduit pour eux par de la fatigue supplémentaire, moins de temps de libre et une lourde dépense contrainte (achat du véhicule, coût du carburant, assurance, entretien, etc.), sans oublier les inconvénients "secondaires" que sont les accidents corporels – qui tuent et mutilent chaque jour leur lot de malchanceux –, l'immense gaspillage de ressources industrielles et énergétiques consacrées à un moyen de transport qui ne sert qu'une petite fraction du temps et dort sur un parking le reste du temps, et enfin les nuisances sonores et sanitaires (à l'instar des maladies respiratoires) engendrées par la circulation quotidienne de légions de véhicules à moteur.

Dans les pays dépendants, il existe une solution plus économique, mais aussi moins confortable et surtout beaucoup plus périlleuse offrant cette souplesse. En Inde, les accidents corporels induits par la circulation de véhicules à moteur, dont le parc est constitué à plus de 70 % par des deux roues, tuent *chaque année* autour de 120 000 malchanceux et en estropient 500 000 autres !³³ Mais après tout, comme nous le rappelle régulièrement le mode de production bourgeois, "on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs"... Pour un investissement initial d'environ 500 euros, soit une petite fraction du prix d'une automobile, il est ainsi devenu possible de se transporter rapidement jusqu'au lieu de son esclavage quotidien...

Sous le socialisme donc, les choses seraient très différentes du fait que la société prendrait à sa charge de titanesques investissements permettant d'édifier un réseau de transports publics de pointe à l'échelle du pays entier et permettrait ainsi aux travailleurs délestés de ce fardeau, de satisfaire d'autres besoins autrement plus épanouissants...

Mais pour l'heure, il en va très différemment sous le capitalisme pour lequel le transport automobile et le transport routier constituent les seuls moyens de transport capables d'offrir la souplesse et la réactivité extrêmes leur permettant de s'adapter à l'anarchie et à l'atomisation des flux marchands et humains.

Sous le capitalisme, le règne de l'automobile succède à celui du deux-roues motorisé dès lors que le prolétariat accède à une large échelle à un mode de vie petit-bourgeois, c'est-à-dire dès lors que le pays en question devient un pays impérialiste dominant.

En 2011, le parc automobile privé a représenté 82,8 % du volume du transport de passagers en France. En 1990, le transport routier assurait 71,1 % du fret marchand intérieur français, contre 19,1 % pour le transport ferroviaire. En 2011, la part du transport routier s'était accrue à 84,0 % et s'était effondrée à seulement 9,1 % en ce qui concerne le transport ferroviaire.³⁴

A partir du moment où les élites d'un pays bourgeois occupent ou parviennent à conquérir une position supérieure (voir dominante) dans la division internationale du travail, elles en viennent à accorder à une fraction plus ou moins grande de leurs esclaves de plus généreuses conditions d'exploitation, tout autant dans le but d'acheter la paix sociale, que d'élargir les débouchés de leur marché intérieur.

Dès lors que le prolétariat d'un pays bourgeois voit son niveau de vie s'élever sensiblement au-dessus de son minimum physiologique vital, on voit naître le règne de l'automobile à l'échelle du pays entier.

D'abord restreinte aux classes sociales possédantes que constituent la grande et la moyenne bourgeoisies qui y voient un moyen d'affirmer leur statut et d'afficher leur réussite sociale (automobiles de luxe), la frénésie automobile finit alors par se saisir des larges couches petite-bourgeoises et prolétariennes relativement privilégiées des pays impérialistes dominants.

En un demi-siècle, la domination impérialiste de quelques poignées d'Etats bourgeois exploitant le reste du monde a permis de donner vie au rêve de du fascinant Henry Ford qui s'était pris à voir dans ses ouvriers « d'excellents clients », du moins dans les périodes où la conjoncture économique était favorable...

Dans tous les pays impérialistes dominants, le parc automobile a aujourd'hui acquis un caractère de masse. La proportion de ménages possédant au moins une automobile y est de l'ordre des quatre-cinquièmes.

Le tableau ci-dessous témoigne du rythme auquel s'est opérée cette mutation en France : encore réservée à une élite en 1950 (on comptait alors

environ une automobile pour vingt habitants), la possession d'une automobile a acquis un caractère de masse dès les années 1970 (plus d'une pour quatre habitants). En France, on compte aujourd'hui en moyenne plus d'une automobile pour deux habitants.

Evolution du parc automobile français (Voitures particulières et utilitaires)		
	Effectif (millions)	Taux d'équipement
1950	2,31	55 ‰
1960	6,24	137 ‰
1970	13,71	271 ‰
1980	20,99	391 ‰
1990	27,76	491 ‰
2000	33,09	545 ‰
2010	37,44	597 ‰

En 1950, les voitures particulières représentaient 66 % du parc automobile français contre 84 % aujourd'hui. En 2010, 83,5 % des ménages français possédaient au moins une voiture, contre 76,8 % en 1990 et 70,8 % en 1990.³⁵ Cela suffit à montrer les proportions gigantesques qu'a pris l'embourgeoisement du prolétariat au sein des pays impérialistes dominants. On notera au passage que la crise économique a mis un brutal coup d'arrêt à la croissance de l'équipement automobile des ménages qui n'était "que" de 599 ‰ en 2013.

Les autres pays impérialistes aujourd'hui dominants ont connu un processus comparable et leur taux d'équipement automobile est aujourd'hui du même ordre, comme en témoignent les chiffres ci-dessous.³⁶

Taux d'équipement automobile dans quelques pays impérialistes en 2011							
USA	790	Allemagne	555	Luxembourg	746	Autriche	585
Canada	618	France	599	Suisse	525	Norvège	552
Australie	688	Royaume-Uni	593	Finlande	644	Pays-Bas	552
Japon	571	Italie	693	Belgique	556	Danemark	481
Corée du Sud	379	Espagne	594	Grèce	567	Portugal	554

Il n'est pas non plus inutile de se pencher sur le taux d'équipement automobile des autres pays bourgeois – que ce soient des aigles émergents revendiquant de vastes espaces, de petits rapaces d'envergure régionale, ou bien de simples carcasses que se disputeront les prédateurs –, car ces différents taux d'équipement fournissent un indice de l'importance numérique de couches prolétariennes relativement privilégiées...

Taux d'équipement automobile dans d'autres pays bourgeois en 2011									
Chine	68	Thaïlande	173	Mali	11	Turquie	165	Mexique	267
Inde	17	Bangladesh	5	Sénégal	37	Rép. Tchèque	498	Brésil	176
Pakistan	13	Indonésie	84	Afrique du Sud	169	Hongrie	342	Argentine	269
Malaisie	379	Algérie	109	Russie	299	Pologne	551	Venezuela	113
Singapour	156	Egypte	58	Ukraine	180	Slovaquie	378	Pérou	55

En dépit de la large palette de taux d'équipement automobile dont témoignent les deux tableaux précédents, on peut établir ici plusieurs grands groupes de pays :

- D'abord celui des pays qui à l'instar de l'Inde, du Bangladesh ou du Pérou, mais aussi de nombreux pays du continent africain (Côte d'Ivoire, Sénégal, Nigéria, etc.) ont un parc automobile réservé à une élite privilégiée peu nombreuse, avec des taux allant jusqu'à 50 %.
- Ensuite celui des pays qui à l'instar de la Turquie, du Brésil ou de la Thaïlande, où le secteur automobile déborde de ce cadre restreint avec un taux d'équipement voisin de 150 ‰, soit une automobile pour six habitants), indiquant l'existence de couches populaires assez nombreuses disposant de revenus relativement élevés.
- Puis celui des pays comme le Mexique et la Russie dans lesquels on compte plus d'une automobile pour quatre habitants, témoignant du poids *prépondérant* de ces couches populaires relativement privilégiées.
- Enfin, celui des pays impérialistes dominants dont le taux d'équipement automobile est voisin ou supérieur à une automobile pour deux habitants, témoignant que ces couches populaires privilégiées y constituent la majorité écrasante de la population.

Notons au passage que si le taux d'équipement automobile de l'impérialisme chinois reste encore bien en deçà de celui de nombre de pays dépendants ateliers (68 ‰ en 2011), cela ne restera pas longtemps le cas. Ce taux a en effet presque triplé au cours de la période 2005-2011 !

A la fin de l'année 2012, le parc automobile chinois comptait 109,4 millions de véhicules.³⁷ La Chine a alors vu pour la première fois son parc automobile dépasser celui des véhicules motorisés à deux roues.³⁸

A la fin de l'année 2013, le parc automobile chinois comptera une vingtaine de millions de véhicules supplémentaires.³⁹ Le taux d'équipement automobile de l'impérialisme chinois se situe ainsi en cette fin d'année 2013 aux alentours de 95 %.

On peut déduire de ce taux que ce sont déjà au moins 250 millions de chinois, mais plus vraisemblablement près de 350 millions, qui se sont déjà hissés à un niveau de vie voisin du nôtre.

A titre de comparaison, la même méthode nous donnerait une estimation haute voisine de 50 millions de personnes pour l'Inde bourgeoise-compradore, soit sept fois moins que pour l'impérialisme chinois, alors que la population des deux pays sont *peu ou prou* équivalentes.

Pour l'impérialisme chinois, l'estimation varie selon que l'on prend en compte un taux d'équipement automobile de l'ordre de 500 %, courant dans les pays impérialistes d'Occident, ou de 380 %, soit du même ordre que celui de son voisin sud-coréen ou que l'impérialisme français en 1980. Vu les quotas limitant les nouvelles plaques d'immatriculation dans les grandes villes chinoises et l'ampleur que prennent les transports ferrés inter-urbains et intra-urbains dans les grandes métropoles chinoises, nous aurions tendance à privilégier la seconde option...

Mais quel que soit le chiffre exact, c'est de toute évidence aujourd'hui une fraction déjà significative – relativement à sa part dans la population chinoise, et numériquement en comparaison du bassin versant démographique drainé par son principal concurrent, l'impérialisme américain –, et de plus de plus en plus large des masses populaires chinoises qui est en train de voir ses revenus réels s'élever *rapidement* et *sensiblement* au-dessus du minimum physiologique vital pour accéder au mode de vie petit-bourgeois qui dominait jusqu'à il y a peu chez ses concurrents impérialistes.

A l'inverse, dans les pays impérialistes en déclin, c'est désormais la stagnation et la baisse du taux d'équipement automobile qui sont à l'ordre du jour. La hausse structurelle du taux de chômage et la baisse des salaires réels y rendent de plus en plus insupportable le poids de dépenses contraintes comme l'automobile.

Le secteur automobile n'est évidemment pas le seul à être impacté par la crise économique. De plus en plus, les masses populaires se trouvent

contraintes de rogner sur leurs dépenses de loisirs pour continuer à assurer leurs dépenses contraintes incompressibles.

Ces couches populaires autrefois privilégiées sont aujourd'hui confrontées à une offensive de grande envergure menée par leur propre bourgeoisie contre leur niveau de vie qui provoque leur paupérisation absolue.

Ainsi, si le revenu annuel moyen des français a continué de progresser durant la période 2009-2011 (+ 0,7 %) – quoique beaucoup plus lentement que précédemment –, le revenu annuel médian, lui, a diminué sensiblement durant cette période (- 1,2 %), indiquant qu'au moins la moitié de la population – la partie la plus pauvre qui plus est ! –, a vu son niveau de vie baisser.⁴⁰

Et dans bien d'autres pays impérialistes en déclin, l'austérité et les sacrifices que l'on a exigé des masses populaires ont été beaucoup plus grands qu'en France, avec à la clef un appauvrissement absolu encore plus prononcé !

A titre d'exemple, avec son taux de chômage officiel de l'ordre de 26 %, l'Espagne a vu le revenu annuel moyen de ses habitants baisser de pas moins de 5,5 % durant la période 2008-2012 !⁴¹

Enfin, aux USA, le revenu annuel médian des foyers a enregistré une baisse de 8,3 % au cours de la période 2007-2012. Dans ces conditions, la pauvreté a explosé. En 2012, c'étaient officiellement 46,5 millions d'américains qui vivaient sous le seuil de pauvreté, soit près d'un sixième de la population américaine.⁴²

De l'aveu même de la presse bourgeoise, « la pauvreté a augmenté en dépit de la reprise économique » américaine enregistrée depuis 2010.⁴³

Ce sont en effet aujourd'hui pas moins de 47 millions d'américains qui bénéficient du programme fédéral d'aide alimentaire, contre "seulement" 40 millions en 2010. En 2012, ce programme d'aide alimentaire a coûté la bagatelle de 78,4 milliards de \$ US au budget fédéral, soit une dotation annuelle moyenne de plus de 1 600 \$ US par bénéficiaire.⁴⁴

Pour ne pas laisser mourir de faim la partie croissante de ses esclaves devenue surnuméraire et préserver la paix sociale, l'ordre bourgeois est aujourd'hui obligé de multiplier *dans l'urgence* les coûteuses rustines, mais jusqu'à quand les finances des Etats bourgeois permettront-elles d'accompagner cette flambée de paupérisme au moyen de la charité ?

Et combien de temps encore les esclaves du Capital supporteront-ils sans (trop) broncher ces souffrances, et l'humiliation de dépendre pour leur survie de la philanthropie (contrainte) des Etats bourgeois ?

Aujourd'hui, l'exaspération et la colère grandissantes des masses populaires des pays impérialistes en déclin en proie à cette situation de plus en plus intenable ne s'en voit pas moins encore détournée en grande partie par la bourgeoisie... contre la classe ouvrière des autres pays qui est désignée responsable de ce déclasserement via la "mondialisation" !

C'est une constance pour le capitalisme que de diviser les travailleurs selon leur catégorie professionnelle ou leur origine ethnique.

Il ne faut jamais oublier, comme le soulignait si justement Staline en 1931, que le capitalisme utilise d'ordinaire le racisme et le chauvinisme « **comme paratonnerre afin que le capitalisme échappe aux coups des travailleurs** ». ⁴⁵

Aujourd'hui, la grande masse des travailleurs du secteur des services – secteur qui représente d'ordinaire les quatre cinquièmes de l'emploi au sein des puissances impérialistes dominantes –, regarde avec dédain la condition d'ouvrier, tandis qu'au sein des lambeaux d'industrie subsistantes, les travailleurs bénéficiant des mêmes chaînes dorées manifestent non moins de d'indifférence, de dédain, voire d'hostilité à l'égard des ouvriers roumains, chinois, etc., incarnant une "concurrence déloyale" faisant planer la menace – désormais bien sensible ! –, d'un retour à des conditions beaucoup moins favorables de l'esclavage salarié...

Cette animosité s'exerce également au sein même des métropoles impérialistes où les emplois les moins valorisants, les moins qualifiés et les biens moins rémunérés sont occupés par les populations d'origine immigrée, couches dont on fait sporadiquement les bouc-émissaires en période de marasme économique.

Ainsi, la flambée des pulsions racistes au sein même des pays impérialistes à l'égard de telle ou telle communauté ou ethnie, conduit à exacerber les tendances communautaristes des populations stigmatisées : racisme et communautarisme s'autoalimentent ainsi mutuellement sans cesse, avec à la clef la division de l'ensemble du prolétariat et donc l'affaiblissement de sa conscience de classe.

Alors que l'exploitation salariée tend à faire naître spontanément dans la conscience des hommes les aspirations au socialisme, la réalité économique induite par la concurrence, et l'existence d'un chômage structurel s'opposent quotidiennement à l'organisation du front commun des travailleurs contre le joug du Capital, avec à la clef la tendance continue à décomposer la lutte anti-capitaliste organisée. En 1845, Karl Marx soulignait déjà que

« Les individus ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste, ils s'affrontent en ennemis dans la concurrence ».⁴⁶

L'embourgeoisement à grande échelle du prolétariat des pays impérialistes dominants l'a donc "naturellement" et "spontanément" conduit à intégrer les principaux traits de la politique impérialiste, comme condition à l'obtention et à la conservation de ses "acquis sociaux".

Dans ces conditions, le prolétariat de ces pays impérialistes a sans surprise complètement fait sienne la politique coloniale et semi-coloniale bourgeoise.

On mesure aujourd'hui combien Lénine avait raison de définir l'attitude des partis ouvriers des métropoles impérialistes à l'égard de la politique coloniale de leur propre impérialisme comme l'indice le plus fiable permettant de mesurer leur degré de contamination par l'opportunisme et le social-chauvinisme... « Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être un peuple libre », résumait Lénine.

Combien de travailleurs occidentaux s'émeuvent réellement des terribles conditions de travail qui sont imposées aux ouvriers et ouvrières du textile indiens, bengalis ou pakistanais, ou encore de la répression sauvage des mineurs sud-africains ? Combien pensent, à la sueur, au sang versé et aux souffrances endurées par ces peuples quand ils font leurs achats de textiles bon-marché au moment des soldes ?

Combien d'entre-eux se battent contre la dépendance économique des pays semi-coloniaux pris au piège d'une asservissante division internationale du travail et estiment qu'elle ne pourrait être brisée qu'en les aidant à édifier une industrie et une agriculture indigènes diversifiées et autonomes, plutôt qu'en ayant ponctuellement recours à la charité internationale pour en limiter les effets les plus scandaleux.

Combien, à l'instar de Confucius, pensent qu'il vaut mieux apprendre à pêcher à un homme qui a faim que de lui donner un poisson ? Bien peu, car sous le capitalisme, cet homme pourrait ensuite venir vous faire de la concurrence...

Et enfin, combien de prolétaires des pays impérialistes en déclin se sont dressés contre les dernières interventions coloniales, putsch militaires et tentatives de dislocation occidentales en Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, à Madagascar, au Niger, en Côte d'Ivoire, en Libye, en Syrie, en Centrafrique, etc. ?

Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'y a pas eu foule... Les syndicats de collaboration de classe et les partis ouvriers bourgeois ne les y ont, il est

vrai, guère poussé. Dans le "moins pire" des cas, ils se sont contentés de timides protestations verbales, quand ils n'ont pas, la plupart du temps, soutenu, justifié et donné carte blanche à nos élites pour aller semer le chaos aux quatre coins du globe, le plus souvent sous de bien mauvais prétextes "humanitaires" et "démocratiques".

Aussi longtemps que le prolétariat des pays impérialistes en déclin n'aura pas rompu avec les "traditions" social-chauvines aujourd'hui si profondément ancrées, tant qu'il n'éprouvera pas d'empathie à l'égard de ses frères et sœurs de classe aux quatre coins du monde, tant qu'il ne ressentira pas les attaques menées contre ses semblables comme des attaques menées contre lui-même, c'est-à-dire tant qu'il n'aura pas renoué avec l'internationalisme prolétarien qui animait la III^{ème} internationale, il restera le jouet des mouvements nationalistes bourgeois et petit-bourgeois social-chauvins et protectionnistes les plus réactionnaires.

Nous ne sommes pas idéalistes, nous savons que rompre avec ces "traditions" social-chauvines nécessitera bien plus que des sermons moralistes. Longtemps privilégié, le prolétariat des pays impérialistes en déclin devra re-faire sa propre expérience de la brutalité et de la sauvagerie du mode de production bourgeois ainsi que de son insolente indifférence à l'égard de la souffrance et de la misère de ses esclaves.

Aussi longtemps que le prolétariat des pays impérialistes en déclin aspirera à reconquérir un "paradis perdu" idéalisé – c'est-à-dire aussi longtemps qu'il rêvera de retourner à l'époque aujourd'hui révolue où il portait les confortables "chaînes dorées" de l'esclavage salarié –, il entrera dans le jeu de ses exploités et sera incapable de prendre en main la défense de ses propres intérêts de classe.

Ce n'est qu'une fois ces chimères petite-bourgeoises brisées, que redeviendra possible la lutte pour sa propre émancipation économique, politique et sociale.

La reconstruction du mouvement communiste révolutionnaire dans les pays impérialistes en déclin implique, comme nous le soulignons déjà il y a cinq ans, de mener une lutte implacable contre toute forme de réformisme bourgeois, contre toutes les mystifications passées et présentes véhiculées par l'ordre bourgeois et ses alliés réformistes, et enfin, *last but not the least*,⁴⁷ de mener **en profondeur et dans la durée** une campagne de démythification des "acquis sociaux" au lieu de faire écho et de se joindre au cœur des lamentations des réformistes et syndicalistes petit-bourgeois qui pleurent leur destruction, **pourtant inéluctable**, et continuent à clamer qu'il serait même possible de revenir à un autre partage des richesses qui soit un

peu moins défavorable aux classes populaires et les spolierait un peu moins en mettant davantage à contribution les plus riches !...

Si les partis politiques réformistes ouvriers bourgeois (que constituent le P"CF, les trotskistes et aujourd'hui le Front de Gauche), ainsi que les syndicats de collaboration de classe se décomposent depuis une quarantaine d'années, et de façon encore accélérée ces dernières années, c'est qu'il existe une raison objective à ceci.

Comment ces champions du spontanéisme en sont-ils arrivés à un tel effondrement ? A cause de la trahison de principes ?

Non, car ils n'en ont jamais changé.

Tout simplement à cause du déclin du mouvement spontané lui-même : dans un pays impérialiste en déclin, quand la bourgeoisie ne peut même plus concéder aux partis et aux syndicats réformistes les miettes pour corrompre le prolétariat et doit même revenir sur un nombre croissant de concessions passées, quand les dernières branches d'industrie déclinent et disparaissent, le prolétariat émietté et démoralisé, voit ses capacités de résistance brisées.

Aujourd'hui, les luttes émergeant du mouvement spontané sont très corporatistes, localisées et revêtent exclusivement un caractère économique.

Or rester sur ce terrain de l'économisme, c'est se condamner à rester le jouet du mouvement général de l'économie en déclin et donc à subir de plein fouet les échecs du mouvement spontané.

Dans le cadre de l'impérialisme agonisant, du déclin économique accéléré des vieux pays impérialistes, la lutte contre les délocalisations et leur corollaire de souffrances pour les travailleurs ne peut être placée que sous l'angle de la nécessité immédiate de la révolution socialiste, car même la réalisation de programmes réformistes de collaboration de classe est devenue chimérique.

Hors de cela, il sera impossible de reconstruire le mouvement communiste qui est le seul à pouvoir donner aux peuples et aux exploités du globe la capacité de porter un coup décisif mortel au régime oppresseur que constitue le mode de production bourgeois.

Le problème fondamental qui se pose aux communistes est qu'une domination révisionniste sans partage de plusieurs décennies a annihilé jusqu'aux références formelles du communisme et de la révolution socialiste auxquels l'immense majorité des exploités est donc hostile, ou qu'elle méconnaît totalement dans le "moins pire" des cas.

La conscience sociale retarde effectivement sur l'être social, *mais à un degré extrême.*

L'immense majorité du prolétariat n'a absolument plus aucune conscience de classe prolétarienne : celle-ci est **complètement petite-bourgeoise**. C'est une réalité. Les marxistes-léninistes doivent donc faire leur propagande *en terrain hostile.*

Si il y a un siècle, dans les sociétés capitalistes où le prolétariat était misérable, les aspirations au socialisme naissaient assez facilement dans sa conscience, de manière presque spontanée, en raison de la brutalité des conditions de l'esclavage salarié et de la concentration d'ouvriers au sein de grandes unités industrielles, il n'en va pas de même aujourd'hui, après qu'il ait vu, un demi-siècle durant, ses conditions de vie s'améliorer substantiellement et les monopoles disperser leurs chaînes de production sur un territoire de plus en plus vaste et dans des unités de production distinctes, avec à la clef l'atomisation de la capacité de résistance et d'organisation du prolétariat industriel.

Sur ce terrain, ce sont naturellement les aspirations petite-bourgeoises qui dominent et persistent au plus profond de la conscience des hommes.

Qu'un membre du prolétariat bourgeois des pays impérialistes dominants en vienne à voir disparaître ses "acquis sociaux", et il ne rêve plus que de les reconquérir ou de préserver le peu qui lui reste.

Ainsi, plutôt que de tourner son regard vers son avenir – lequel ne peut passer que par la destruction des rapports de production capitalistes –, il tourne avec nostalgie son regard vers un passé qu'il se met à idéaliser...

Dans les conditions actuelles, les aspirations au socialisme vont donc à contre-courant et se heurtent à une très forte résistance latente au sein même des masses populaires, alors même, comme nous le soulignons il y a cinq ans, que « **la question de la révolution sociale [y] revêt le caractère d'une nécessité immédiate** ». Et c'est pourquoi continuer à propager « les illusions réformistes (extension ou préservation des acquis sociaux, nationalisations, délocalisations, etc.) », alors même que celui-ci « est condamné », « **ne fait que creuser le lit du fascisme et des guerres (inter-) impérialistes** ». ⁴⁸

Un an plus tard, nous avons réaffirmé cette position à l'occasion de notre polémique de rupture d'avec les éléments révisionnistes partie prenantes du CNU⁴⁹ qui se réclamaient (bien trompeusement) du marxisme-léninisme et prétendaient construire l'embryon d'un Parti communiste marxiste-léniniste en France à partir d'organisations n'ayant pas rompu avec le lourd héritage révisionniste...

Incapables de regarder d'un œil critique l'histoire du mouvement communiste international – ni évidemment de procéder à une analyse matérialiste-dialectique de l'évolution du rapport de force inter-impérialiste contemporain –, les chefaillons de ces organisations cédaient en fait au spontanéisme et refusaient obstinément d'envisager la nécessité d'opérer un saut qualitatif idéologique dans les conditions de la crise économique structurelle qui débutait. Nous insistions pour notre part déjà sur cette nécessité historique comme étant la condition préalable nécessaire à un nouvel essor du mouvement communiste révolutionnaire.

« La classe ouvrière – écrivions-nous en juin 2009 –, ne fera pas la révolution dans l'état actuel des choses. Emiettée, embourgeoisée par le pillage de pays dépendants, intoxiquée par des décennies de domination révisionniste, il est évident qu'il faudra qu'elle fasse sa propre expérience de la crise pour que nous remportions (si nous avons une ligne scientifique aujourd'hui !) une réelle influence sur les masses exploitées. Et encore, ce ne sera pas automatique, comme le prouve l'expérience russe, 20 ans après l'effondrement du social-impérialisme soviétique ! (...) Avec la crise économique actuelle, nous assistons à un tournant majeur de l'histoire. La question est : voulons-nous nous donner réellement les moyens d'influer sur ce qui se passe ? (...) Que les spontanéistes et les gauchistes petit-bourgeois du type [du responsable de la JCML du Rhône] continuent à faire joujou à la "révolution", leur fond de commerce sera bientôt balayé par la crise économique qui n'en est aujourd'hui qu'à ses balbutiements ! »

Aujourd'hui, les revendications réformistes revêtent un caractère particulièrement réactionnaire du seul fait qu'elles ne sont plus guère que l'apanage d'une fraction privilégiée d'un prolétariat bourgeois en pleine décomposition. Cette couche redoute de perdre ses derniers avantages et s'accroche avec l'énergie du désespoir à ce qui en reste encore, craignant notamment de voir ses confortables postes de permanents syndicaux continuer à disparaître...

En 1892, Friedrich Engels ne disait rien qui soit fondamentalement différent en ce qui concerne l'impérialisme britannique, quoiqu'avec un peu plus d'un siècle d'avance !...

« Avec l'effondrement de ce monopole, la classe ouvrière anglaise perdra cette position privilégiée. Elle se verra alignée un jour, – y compris la minorité dirigeante et privilégiée – au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est la raison pour laquelle le socialisme renaîtra en Angleterre ». ⁵⁰

La tâche des communistes révolutionnaires n'est évidemment pas de contribuer à entretenir les illusions réformistes dans lesquelles la bourgeoisie maintient par mille moyens un prolétariat bourgeois en pleine décomposition, mais de mener une intense propagande visant à arracher les éléments avancés à cette influence réactionnaire.

Et cela ne peut être réalisé qu'en aidant ces éléments avancés à mettre en adéquation leur *conscience sociale* avec leur nouvelle *existence sociale*.

Une stratégie dont la mise en pratique est aussi difficile que son énonciation est facile, car elle nécessite de vaincre des préjugés petit-bourgeois très solidement ancrés, préjugés que les réformistes de tous poils s'entêtent d'ailleurs toujours à propager...

Fort heureusement, en dépit de cette trompeuse apparence de solidité, une brèche s'est subrepticement ouverte dans cette citadelle qui semble à première vue imprenable.

En effet, chaque jour qui passe, chaque instant où ce prolétariat bourgeois en cours de paupérisation *fait sa propre expérience* de l'offensive du Capital contre ses conditions de vie et la *ressent* au plus profond de sa chair et de son être, est un instant qui tend à approfondir le fossé existant entre son existence sociale et ses aspirations petite-bourgeoises.

Or plus celles-ci sont infirmés quotidiennement par les vicissitudes de la vie réelle, plus ces cinglants démentis s'accumulent quantitativement, plus grandit le risque de voir se produire un saut qualitatif brutal conduisant à remettre en adéquation son existence sociale avec sa conscience sociale.

C'est évidemment à ce moment que la propagande des communistes doit s'engouffrer dans la brèche ouverte, et y apporter les idées du socialisme scientifique. Qui dit difficile ne dit donc pas impossible !

Si pour reprendre les termes de Karl Marx, les classes moyennes deviennent révolutionnaires lorsqu'elles se voient exposées à tomber bientôt dans la condition des prolétaires,⁵¹ c'est évidemment comme nous l'avons vu à la *stricte condition* qu'elles adoptent le point de vue de classe du prolétariat.

Dans les conditions de la crise de déclin qui frappe les pays impérialistes longtemps dominants, s'ouvre donc aujourd'hui une nouvelle période objectivement révolutionnaire, et ce d'autant plus que la crise économique contemporaine y accélère la décomposition des partis ouvriers bourgeois et des syndicats de collaboration de classe.

En effet, si ces social-traîtres avaient encore une utilité (réformiste) au cours des périodes de relative prospérité économique, quand il s'agissait d'arracher à leur impérialisme quelques "acquis sociaux" – ce qui pouvait alors leur donner l'image d'une certaine radicalité –, l'époque actuelle de profonde décomposition économique – marquée par la destruction accélérée des chaînes dorées de l'esclavage salarié –, a réduit à néant leur fond de commerce réformiste.

Plus de nouveau "acquis sociaux", mais au contraire leur inéluctable destruction !

Plus de hausses salariales, mais au contraire l'acceptation des baisses de salaires, de la hausse de la durée du travail et l'accentuation de la flexibilité !

Comment pourrait-il en être autrement sous le capitalisme – qui exige rappelons-le l'extorsion du maximum de profit afin de ne pas se laisser distancer par la concurrence dans la guerre industrielle et commerciale permanente, puisque c'est *in fine* toujours le plus gros capital qui l'emporte –, à un moment où de nombreux pays impérialistes en déclin connaissent une croissance négative ou anémique ?

Au cours de la période 1950-1974, l'impérialisme français a vu son PIB (mesuré en volume) augmenter à un rythme annuel moyen de 5,3 %. Ce rythme a décéléré très sensiblement dans la période suivante marquée par des délocalisations industrielles à grande échelle et n'a ainsi été que de 2,3 % au cours de la période 1975-2000. L'essor accéléré de l'impérialisme chinois au début du 21^{ème} siècle, puis les années de la crise économique frappant des pays impérialistes en déclin, ont vu ce rythme décélérer encore à 1,8 % en 2001-2007 pour s'effondrer littéralement à 0,1 % au cours des années 2008-2012.⁵²

Du coup, la seule utilité réelle de ces social-traîtres est de poursuivre leur travail de sape au sein du mouvement ouvrier...

Pour les impérialismes en déclin c'est assurément une œuvre d'utilité sociale – pour ne pas dire de "salut public" ! –, que de continuer à instiller les préjugés démocratiques bourgeois désormais complètement dépassés, que de contribuer à duper un prolétariat désormais en voie de paupérisation absolue, que de contribuer à le détourner de sa seule perspective de libération des chaînes de l'esclavage salarié.

En effet, le fardeau de ces chaînes sera de plus en plus difficile à supporter, et il est vital pour l'ordre bourgeois que cela ne conduise pas à une radicalisation du mouvement ouvrier des pays impérialistes en déclin.

Aujourd'hui plus que jamais, les réformistes petit-bourgeois constituent avec le fascisme, l'un des derniers remparts du capitalisme contre la révolution socialiste, les premiers opérant dans le cadre du démocratisme bourgeois auquel ils soumettent le prolétariat, le second advenant quand ces méthodes préventives ont échoué et qu'il devient indispensable pour la bourgeoisie d'abolir sa légalité démocratique-bourgeoise pour perpétuer sa domination.

Pour Staline, la victoire du fascisme devait être considérée

« comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement ; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre ». ⁵³

Au cours du dernier demi-siècle écoulée, la frontière a souvent été bien ténue entre la démocratie bourgeoise et le fascisme.

Les multiples agressions et ingérences coloniales perpétrées à l'égard des peuples des pays dépendants, constituent la face hideuse du visage de nos impérialismes.

Sous cet angle, les parallèles sont nombreux avec la politique d'annexions coloniales menée dans l'immédiate avant-guerre par les pays de l'Axe (Ethiopie, Espagne, Mandchourie, Tchécoslovaquie, Pologne, Albanie, etc.)

C'est cet interventionnisme sauvage, largement accepté par leur prolétariat bourgeois, qui leur permet d'apparaître sous un autre visage, d'apparence plus conciliant et démocratique, à l'égard de ce dernier.

Pourtant les choses changent inexorablement.

En effet, devant la rapide montée en puissance de l'impérialisme chinois contre lequel un conflit militaire frontal apparaît de plus en plus inenvisageable, devant leur impuissance croissante à réprimer le mouvement frondeur "non-aligné" des élites bourgeoises-compradore des pays dépendants que l'impérialisme chinois attire irrésistiblement à lui, devant la nécessité de réduire à néant les chaînes dorées dont a longtemps bénéficié leur prolétariat, les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin en viennent de plus en plus à reconsidérer l'option des méthodes fascistes de gouvernement **à l'égard de leur propre prolétariat.**

Partout dans les pays en crise, sous la pression d'une petite bourgeoisie frappée de plein fouet par la crise et d'un prolétariat qui assiste impuissant à la destruction de ses "acquis sociaux", les mouvements nationalistes et populistes réactionnaires se renforcent comme moyen pour ces impérialismes de détourner la fronde sociale grandissante contre l'étranger et les couches de leur population d'origine immigrée.

Les pulsions petite-bourgeoises "anti-mondialistes", tantôt ouvertement racistes, tantôt "circonscrites" au nationalisme, ne cessent de s'y exprimer

en réaction au déclassement croissant de ces impérialismes sur la scène internationale et contribuent à creuser le lit du fascisme.

Des partis politiques comme le Front National en France, le FPÖ en Autriche, Aube Dorée en Grèce et le Jobbiken en Hongrie⁵⁴ incarnent ce puissant courant réactionnaire qui monte à mesure que s'accroît la paupérisation absolue de couches de plus en plus larges de leur prolétariat bourgeois.

Confrontés à une fronde sociale et à une haine populaire croissante à leur égard, les partis politiques bourgeois traditionnellement au pouvoir jouent également à ce jeu en coulisses.

D'abord, ils ont pour habitude de jeter sur le devant de la scène politico-médiatique les thèmes sécuritaires, tantôt afin de tenter de récupérer une frange de leur électorat, tantôt afin de *faire diversion* quand ils lancent des attaques économiques directes contre les conditions de travail et le niveau de vie des masses populaires.

Ensuite, les partis bourgeois au pouvoir mettent discrètement en place des outils permettant de renforcer la surveillance de leur propre population.

Aux USA, on a désormais la preuve depuis l'affaire Snowden que les services secrets surveillent à grande échelle les communications de leur propre population et même de celles de leurs plus proches "alliés". Un demi-siècle après la chasse aux sorcières du Maccarthysme, ce ne sont plus les seuls intellectuels et sympathisants communistes qui sont traqués et écartés, mais l'ensemble des citoyens qui sont possiblement fichés et dont les communications sont quotidiennement filtrées !

Il fait naturellement peu de doutes que les élites bourgeoises d'Occident *dans leur ensemble* se livrent elles-aussi à de telles "collectes d'informations" dans le cas où surviendrait une explosion sociale.

Avec la destruction croissante des chaînes dorées de l'esclavage salarié dans les pays impérialistes en déclin, c'est indéniablement la remise à l'ordre du jour des méthodes de gouvernement fascistes au sein même des métropoles – du fait que celles-ci n'ont jamais cessé d'être employées dans les zones périphériques ! –, qui constitue le dernier rempart du capitalisme contre toute révolte populaire qui risquerait de remettre en cause les fondements de l'ordre bourgeois.

C'est pourquoi il est criminel, comme le font les réformistes petit-bourgeois, de continuer à propager les préjugés démocratiques-bourgeois, avec à la clef le désarmement idéologique des larges masses populaires. Un désarmement que celles-ci paieront inévitablement au prix fort quand la bourgeoisie aura décidé que le temps est venu d'abolir sa légalité "démocratique"...

A l'époque de l'impérialisme, le capitalisme ne peut revêtir l'habit démocratique à l'égard de ses propres masses populaires, **que tant qu'il dispose d'autres peuples à saigner et à exploiter.**

Quand cette source vient à se tarir, quand la base matérielle qui lui permettait d'acheter la paix sociale s'effondre, alors il est contraint de durcir les conditions de l'esclavage salarié et de faire tomber son masque "démocratique". Apparaît alors au grand jour son visage profondément réactionnaire anti-ouvrier et anti-démocratique.

C'est précisément dans cette période que les pays impérialistes en déclin viennent d'entrer.

Aujourd'hui, les attelages politiques bourgeois des pays impérialistes en déclin sont contraints de faire reporter l'essentiel du poids de la crise de décomposition économique sur le dos de leur propre prolétariat, afin d'épargner les profits de la bourgeoisie monopoliste et donc de ne pas l'handicaper face à une concurrence internationale de plus en plus acharnée.

Leurs politiques de compression budgétaire et de destruction des acquis sociaux sont de plus en plus perçues par les peuples qui en sont victimes pour ce qu'elles sont, à savoir des politiques antipopulaires imposées brutalement d'en haut par une minorité (exploiteuse) privilégiée, politique contre lesquelles les peuples semblent n'avoir absolument aucune prise.

A la clef, un rejet et une haine populaires croissants à l'égard de l'ensemble des partis politiques au pouvoir, indépendamment de leur étiquette politique, laquelle est de plus en plus perçue comme une tromperie manifeste sur la marchandise...

Pour la grande masse des "citoyens", ou disons plus justement des contribuables – puisque la seule chose qu'exige d'eux la bourgeoisie n'est pas de voter périodiquement pour tel ou tel des représentants de la classe exploiteuse au pouvoir, mais de payer des impôts permettant *in fine* le maintien et le renforcement de l'ordre bourgeois –, le pouvoir politique est de plus en plus perçu comme complètement détaché et même farouchement opposé à la défense des intérêts vitaux des masses populaires.

Dans ces conditions de la défiance croissante des masses populaires à l'égard d'un pouvoir politique de plus en plus "indépendant" d'eux, les "incivilités" quotidiennes se multiplient, à l'instar de l'essor du travail non déclaré qui prend des proportions de plus en plus vastes dans les pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie, la France, etc., où les élites bourgeoises,

prises de folie taxatrice à l'égard des classes moyennes, sabrent au même moment dans les dépenses sociales...⁵⁵

Il en résulte qu'une part croissante pour ne pas dire bientôt majoritaire du prolétariat des pays impérialistes en déclin en arrive à comprendre que les institutions de la démocratie "représentative" bourgeoise n'ont **plus rien** de représentatif de leur volonté politique. Ces institutions sont complètement détachées de lui et se meuvent librement une fois leurs représentants élus.

Ces derniers clament gouverner *au nom* de la grande masse des citoyens, mais *agissent* en fait contre eux. Ils en sont ainsi réduits à les caporaliser, à les traiter comme de "grands enfants" bien naïfs et ignorants, au point qu'ils seraient même incapables de voir que c'est là leur propre intérêt que de consentir tous les sacrifices qui leur sont demandés au nom de la sauvegarde des intérêts suprêmes de la nation !...

Ce qu'on se garde bien de leur dire, c'est que cet intérêt suprême se ramène en fin de compte à celui, basement matériel, de leur grande bourgeoisie monopoliste qui a un besoin impérieux de faire regagner en productivité à sa main d'œuvre indigène, fût-ce au prix de la destruction des chaînes dorées de l'esclavage salarié !

De plus en plus, c'est ainsi le pacte social républicain, jusque-là garant de la paix sociale, qui se trouve menacé. Et c'est cela qui fournit la base objective de l'essor des partis bourgeois populistes !

A l'heure où les préjugés démocratique-bourgeois ont amorcé leur décomposition au sein des larges masses populaires de plus en plus désabusées par les politiques institutionnelles, *ou bien* le prolétariat relève le drapeau de la lutte révolutionnaire pour se mettre à la tête de ce mouvement spontané afin de l'orienter dans le sens de la lutte pour le renversement du capitalisme, *ou bien* il échoue à s'y soustraire lui-même rapidement, reste à sa remorque et laisse le champ libre aux partis bourgeois populistes les plus réactionnaires, aboutissant ainsi à la perpétuation de l'esclavage salarié.

Ceci implique de soumettre à une critique implacable l'ensemble des aspects de la décomposition multiforme de nos sociétés, et en particulier de tout ce qui permet à l'ordre bourgeois de perpétuer sa domination en intoxicant et en manipulant les masses populaires à grande échelle afin de détourner leur colère grandissante à l'égard de l'ordre établi.

La critique de la démocratie bourgeoise est évidemment une partie fondamentale de cette lutte.

Si l'ordre bourgeois sollicite quotidiennement l'avis de ses esclaves pour qu'ils élisent les "stars" d'un jour de la télé-réalité – au moyen d'un vote

payant qui lui fournit évidemment une occasion supplémentaire d'empocher de la monnaie sonante et trébuchante –, il est en revanche beaucoup moins ouvert à la consultation populaire quand il s'agit d'enjeux politiques et économiques fondamentaux !

Le prolétariat choisit certes périodiquement à quels membres de la classe politique *bourgeoise* incombera la tâche de gouverner *en son nom*, mais le plus souvent *pas dans son intérêt...* Or une fois ceux-ci élus, il n'a plus son mot à dire, et n'a plus qu'à attendre les prochaines élections pour sanctionner ceux qui n'auront pas tenu leurs promesses de campagne !

C'est pourquoi il faut à l'ordre bourgeois au moins deux grands partis afin de constituer une "alternance démocratique" crédible, partis qui sont d'accords sur l'essentiel – c'est-à-dire la défense des principes de l'esclavage salarié et de la politique extérieure impérialiste –, et ne s'opposent en général que sur des questions secondaires relatives à la définition de la meilleure stratégie à suivre pour assurer la réalisation de ces deux objectifs principaux...

Dans la plupart des vieux pays impérialistes, on assiste depuis des décennies à l'alternance de deux gros partis politiques bourgeois qui sont les représentants directs du grand Capital : Républicains et Démocrates aux USA, Parti libéral-démocrate et Parti social-démocrate au Japon, Conservateurs et Travailleurs au Royaume-Uni, UMP et Parti socialiste en France, CDU et SPD en Allemagne, etc. En bref, en un siècle, rien n'a véritablement changé et la bourgeoisie parvient toujours à duper ses esclaves avec une méthode aussi ancienne qu'éprouvée !

A la fin du 19^{ème} siècle, Friedrich Engels dénonçait déjà au Royaume-Uni le « **jeu de bascule des deux vieux partis qui se succèdent l'un l'autre au pouvoir et qui précisément, par ce moyen, perpétuent la domination de la bourgeoisie** ». ⁵⁶

Il appartient évidemment au prolétariat de mettre un terme définitif à cette parodie de "démocratie" et d'instaurer une véritable démocratie qui ne sera pas circonscrite à la sphère politique – laquelle n'est qu'un vaste théâtre de polichinelle dont les capitalistes tirent les fils dans la coulisse –, mais sera étendue à l'administration des entreprises socialisées et au sein de laquelle chaque élu aura à rendre des comptes en cours de mandat à ses électeurs sous peine d'être débarqué s'il venait à manquer à ses devoirs, mettant ainsi un terme définitif à nombre de pratiques pourtant courantes et presque "normales" sous le règne de la bourgeoisie !

Finie l'immunité implicite ou explicite dont aujourd'hui jouissent les pantins politiques, quand bien même ces élus se sont montrés trop gourmands au

point de tremper dans diverses machinations et malversations les amenant à enfreindre les lois bourgeoises élémentaires.

Finies également leurs très généreuses indemnités et leurs régimes de retraites très "spéciaux"...

Mais il est impossible de procéder à une critique matérialiste-dialectique de la "démocratie" bourgeoise si l'on oublie un autre de ses fondements : le monde médiatique avec lequel le monde politique nourrit des liens étroits.

En effet, tous deux sont dirigés dans la coulisse par le Capital !

La critique de la presse bourgeoise constitue donc le prolongement *naturel* de la critique de la "démocratie" bourgeoise, en particulier à une époque où les médias bourgeois aiment à se parer de vertus imaginaires et se vantent de manière aussi régulière – que mensongère ! –, de leur "liberté" et de leur "indépendance"...

A la face de ceux que nous désignons il y a trois ans déjà comme les « médias prostitués »⁵⁷ de l'ordre bourgeois, il n'est pas inutile de rappeler certains faits.

En premier lieu, comme le soulignait Karl Marx il y a un siècle et demi,

« A toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes : autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps la puissance spirituelle dominante. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose en même temps, de ce fait, des moyens de la production intellectuelle, si bien qu'en général, elle exerce son pouvoir sur les idées de ceux à qui ces moyens font défaut. Les pensées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression en idées des conditions matérielles dominantes, ce sont ces conditions conçues comme idées, donc l'expression des rapports sociaux qui font justement d'une seule classe la classe dominante, donc les idées de sa suprématie ». ⁵⁸

Enseignement fondamental de la conception matérialiste-dialectique du monde dont Lénine traduit les implications directes dans les termes suivants :

« Dans une société fondée sur la lutte des classes, il ne saurait y avoir de science sociale « impartiale ». Toute la science officielle et libérale défend, d'une façon ou de l'autre, l'esclavage salarié, cependant que le marxisme a déclaré une guerre implacable à cet esclavage. Demander une science impartiale dans une société fondée sur l'esclavage salarié, est d'une naïveté aussi puérile que de demander aux fabricants de se montrer impartiaux dans la question de savoir s'il convient de diminuer les profits du Capital pour augmenter le salaire des ouvriers ». ⁵⁹

Nous renvoyons enfin à la caricature soviétique ci-dessous publiée en 1931 et intitulée « La "liberté" de la presse bourgeoise ». Suffisamment équivoque, elle se passe de tout commentaire...



Aussi, il ne fait aucun doute que "l'indépendance", "l'objectivité" et la "liberté" qu'invoquent rituellement les médias bourgeois n'est qu'une *fumisterie* visant à duper des masses exploitées. Un siècle après Karl Marx, alors que les puissances impérialistes dominantes venaient d'entamer une intense campagne de propagande anti-communiste internationale, les communistes soviétiques dénonçaient les mystifications bourgeoises qualifiant leur presse de "libre" dans les termes suivants :

« La division de la presse en contrôlée et non-contrôlée est absurde. Dans la société contemporaine, qu'elle soit bourgeoise ou socialiste, tout journal est soumis à un contrôle. Tous les journaux du monde sont contrôlés, et la seule question qui se pose est de savoir qui les contrôle.

Dans les pays capitalistes, la presse est contrôlée par le grand capital. Dans le pays soviétique, le seul patron de la presse est le peuple soviétique. Les éditeurs capitalistes sont contrôlés à leur tour par la classe dont ils relèvent, à savoir les banques, les firmes industrielles, dispensatrices de la publicité, et les trusts. Les éditeurs des journaux soviétiques sont contrôlés par les organisations soviétiques telles que le Parti communiste, le gouvernement soviétique, les syndicats et les associations coopératives, scientifiques et sociales.

Dans la presse capitaliste, un journaliste est au service de son entreprise ; il sert les intérêts de celle-ci et contribue à l'accroissement des profits de l'entreprise. Dans la presse soviétique un journaliste est au service du peuple et des intérêts de celui-ci. A qui encore pourrait-il servir dans un pays où il n'existe point d'entrepreneurs privés avec leurs intérêts de classe particuliers ?

Lorsque, dans un pays capitaliste, une divergence de vues surgit entre un journaliste et son éditeur, le premier, à moins d'entrer en conflit avec son patron, n'aura qu'à imposer silence à ses sentiments. Dans les cas fort rares où il choisirait la résistance, toute la force serait du côté de l'éditeur. Ni les services rendus dans le passé, ni le talent du journaliste, ni les interventions en sa faveur ne prévaudront contre son patron. Il sera jeté impitoyablement à la rue. C'est alors qu'il aura la liberté entière de mourir de faim. Un tel conflit serait inconcevable dans la vie d'un honnête journaliste soviétique. Il est au service du peuple soviétique. Les intérêts des travailleurs de la presse coïncident entièrement avec les intérêts du peuple.

La presse capitaliste est sujette au même degré que toute autre entreprise industrielle aux lois du capitalisme. Personne n'ignore que la presse en Angleterre ou aux Etats-Unis constitue une importante entreprise privée et que les journaux forment des trusts tout comme le pétrole, le charbon et les métaux. Hearst contrôle plusieurs dizaines de journaux aux Etats-Unis dont le tirage atteint des millions d'exemplaires. Il est grotesque d'entendre un salarié de Hearst ou de Mac Cormack crier : « — Je suis un journaliste libre ! » Il est grotesque de le voir donner des leçons à nous, journalistes soviétiques, qui servons le peuple et rien que le peuple.

Les journalistes et les écrivains bourgeois ont raconté eux-mêmes au monde ce qu'est la liberté de la presse dans les pays capitalistes. Upton Sinclair n'est pas un communiste. Mais son livre *le Tampon d'airain* est une démonstration courageuse et implacable de la servilité de la presse bourgeoise. En Angleterre, parut récemment un livre d'un célèbre journaliste bourgeois, Sidney Mosley, intitulé : « *la Vérité sur le journalisme*. Il avait travaillé dans les journaux de Northcliff et de Beaverbrook. (...)

Il apparaît du récit de Mosley que les mensonges, la déformation des faits, le silence délibéré sur les événements importants constituent une pratique habituelle de la presse bourgeoise, et il conclut en affirmant que cette presse corrompt au même degré les travailleurs de la presse et le public ». ⁶⁰

Ce point de vue était alors partagé par l'un des esprits scientifiques les plus brillants ayant émergé au sein de la société bourgeoise, à savoir le grand physicien Albert Einstein, plus connu pour ses travaux scientifiques – en particulier ses théories de la relativité restreinte et de la relativité générale –, que pour ses prises de position politiques progressistes et éclairées.

Et pour cause !

Au cours des deux dernières décennies de sa vie, Albert Einstein avait en effet publiquement pris le contre-pied de la défense des intérêts fondamentaux du capitalisme, et en particulier de l'impérialisme américain à l'égard duquel il était particulièrement critique.

Au second semestre 1942, alors que l'impérialisme allemand piétinait dans son offensive sur le front Est et s'apprêtait à subir une défaite mortelle à Stalingrad, le physicien enrageait de voir la politique de double-jeu mise en œuvre par l'impérialisme américain dans son improbable et fragile alliance militaire avec l'URSS contre le fascisme allemand.

« Pourquoi Washington a-t-il aidé à étrangler l'Espagne loyaliste [républicaine] ? Pourquoi a-t-il un représentant officiel dans la France fasciste ? (...) Pourquoi garde-t-il des relations avec l'Espagne franquiste ? Pourquoi aucun effort n'est fait pour aider la Russie qui en a le plus grand besoin ? Ce gouvernement est largement contrôlé par des financiers dont la mentalité est proche de l'état d'esprit fasciste. Si Hitler n'était pas en plein délire, il aurait pu avoir de bonnes relations avec les puissances occidentales ».

De même, au lendemain du coup écrasant porté par l'Armée Rouge à la Wehrmacht, Albert Einstein porta un regard toujours aussi lucide sur le déroulement du conflit et les enseignements qui pouvaient en être tirés.

« Sans la Russie, ces chiens sanguinaires (...) auraient atteint leur but ou, en tout cas, en seraient proches. (...) Nos enfants et nous avons une énorme dette de gratitude envers le peuple russe qui a enduré tant d'immenses pertes et de souffrances. La manière dont (la Russie) a mené sa guerre a prouvé son excellence dans tous les domaines de l'industrie et de la technique. (...). Dans le sacrifice sans compter et l'abnégation de chacun, je vois une preuve d'une détermination générale à défendre ce qu'ils ont gagné. (...) En Russie, l'égalité de tous les peuples et de tous les groupes culturels n'est pas qu'une parole en l'air : elle existe vraiment dans la réalité ». ⁶¹

Après la Guerre, il persista dans cette voie courageuse en publiant un essai intitulé *Pourquoi le socialisme ?*, paru pour la première fois en 1949 dans la revue socialiste américaine *Monthly Review*.

Dans cet essai, qui ne souffre que de quelques survivances philosophiques idéalistes secondaires, le brillant scientifique y critiquait les fondements économiques de l'esclavage salarié, les multiples mutilations intellectuelles et sociales en résultant, et affirmait la nécessité pour l'humanité de lui substituer une économie socialiste planifiée.

Critiquant les partis politiques et la presse bourgeoise, Albert Einstein remarquait que les premiers étaient « **largement financés ou autrement influencés par les capitalistes privés** », lesquels « **contrôlent inévitablement, d'une manière directe ou indirecte, les principales sources d'information (presse, radio, éducation)** ».

« Il est ainsi extrêmement difficile pour le citoyen, et dans la plupart des cas tout à fait impossible, d'arriver à des conclusions objectives et de faire un usage intelligent de ses droits politiques ».⁶²

Face aux prises de position de ce dangereux juif athée d'origine allemande qui ne faisait pas mystère de ses sympathies pour le communisme soviétique et critiquait ouvertement l'ordre bourgeois, la "démocratie" américaine en proie à la crise économique puis au Maccarthysme assigna au FBI d'Edgar Hoover la mission de le placer sous étroite surveillance...

A la veille de sa mort, en 1954, Albert Einstein mit en parallèle l'hystérie anticommuniste qui s'emparait des élites américaines avec la montée du fascisme qu'avait connu l'Allemagne au début des années 1930. Le FBI avait alors constitué contre lui un dossier de 1 800 pages...⁶³

Aujourd'hui, dans de nombreux pays bourgeois, les loisirs en général et la télévision, le football et les jeux vidéo en particulier ont pris le relais de la religion en tant que puissants auxiliaires d'abrutissement des masses exploitées.

A une époque où le développement du capitalisme se trouvait à l'état embryonnaire, les esprits révolutionnaires les plus avancés dénonçaient déjà l'asservissement des individus engendré par les sociétés où le pouvoir été confisqué par une minorité exploiteuse. En 1774, dans son ouvrage intitulé *Les chaînes de l'esclavage*, Jean-Paul Marat remarquait ainsi déjà qu'

« Un moyen de soumettre le peuple, c'est de le faire vivre dans l'oisiveté, et de ne point contrôler ses goûts. Alors, sans sollicitude pour la liberté, il ne prend plus de part aux affaires publiques, il ne songe qu'à ses besoins et à ses plaisirs. Une fois affectionné à l'argent, faut-il pour s'en procurer renoncer à ses droits ? il présente sa tête au joug, et attend tranquillement

son salaire. Si d'ailleurs les princes prennent soin de le fêter, il va même jusqu'à bénir ses tyrans ». ⁶⁴

Les similitudes sont nombreuses avec l'époque actuelle, quand bien-même les princes ont été remplacés par de nouveaux tyrans appartenant au monde de la finance et de l'industrie... Et à ceci près que ces tyrans ont de moins en moins les moyens de continuer à faire vivre leur prolétariat, longtemps privilégié, dans "l'oisiveté"!...

Aujourd'hui, les loisirs et les médias bourgeois créent et entretiennent à une large échelle cet avilissement de l'être humain que dénonçait autrefois si justement l'Ami du peuple.

Jamais l'adage romain "*Panem et circences*" dénoncé par Marat n'a atteint une telle ampleur qu'à l'époque actuelle. Mais que les défenseurs de l'ordre bourgeois prennent garde car, comme le disait Abraham Lincoln,

« Vous pouvez tromper une partie du peuple indéfiniment, et l'ensemble du peuple un certain temps, mais vous ne pouvez pas tromper l'ensemble du peuple indéfiniment ». ⁶⁵

Au cours du dernier demi-siècle écoulé, les élites bourgeoises des pays impérialistes sont parvenues – avec le précieux concours du social-impérialisme soviétique –, à tromper à grande échelle les esclaves salariés du monde entier et à les détourner de la lutte révolutionnaire.

Mais avec la profonde crise économique qui frappe aujourd'hui les puissances impérialistes en déclin et déchire inexorablement leur masque "démocratique", il nous appartient, à nous communistes, de dissiper les ténèbres de l'ignorance et du mensonge, d'achever de déchirer ce masque décrépi, et de renvoyer l'image de leur vrai visage.

Il nous appartient d'agir à l'égard de la société bourgeoise en putréfaction, comme un miroir qui reflète l'image insoutenable de cette décomposition.

« Il s'agit de faire le tableau d'une sourde oppression que toutes les sphères sociales exercent les unes sur les autres, d'une maussaderie générale mais inerte, d'une étroitesse d'esprit faite d'acceptation et de méconnaissance, le tout bien encadré par un système de gouvernement qui, vivant de la conservation de toutes les vilénies, n'est lui-même que la vilénie au gouvernement. (...) Il faut rendre l'oppression réelle encore plus oppressive, en lui ajoutant la conscience de l'oppression, rendre la honte plus honteuse encore, en la divulguant. Il faut dépeindre chaque sphère de la société (...) comme la partie honteuse de cette société ». ⁶⁶

Aujourd'hui, il n'est pas besoin de gratter très longtemps le vernis de la société bourgeoise pour voir l'ignorance, l'oppression et la honte suinter par tous ses pores.

Si l'on regarde d'abord la sphère de la production marchande elle-même, il apparaît qu'au sein même de nos si "civilisées" "sociétés de consommation", la plupart des biens de consommation durables sont soumis à une obsolescence programmée dont le seul but est d'induire un rapide renouvellement de la demande. Quant aux biens de consommation courants, beaucoup sont encore de bien plus piètre qualité. Et tant pis pour le gigantesque gâchis de travail et de ressources que cela représente !

De même, les produits ménagers et même les denrées alimentaires ainsi que leurs contenants n'échappent pas à l'emploi d'additifs et de substances potentiellement dangereux.

Il existe aujourd'hui une multitude d'exemples de ces faits relayés quotidiennement par la presse bourgeoise réformatrice, en particulier de son aile petite-bourgeoise dite "de gauche", aussi scandalisée qu'impuissante face à toutes ces pratiques aussi *financièrement profitables* à une minorité d'exploiteurs, que *dangereuses* pour l'espèce humaine et son environnement...⁶⁷

Il nous apparaît ici essentiel d'ouvrir une parenthèse concernant les mouvements revendicatifs gauchistes et réformatrices, qu'il s'agisse par des écologistes ou du mouvement féministe. Ces mouvements prétendent pouvoir faire de la femme l'égale de l'homme ou préserver l'environnement sans jamais sortir du cadre des rapports de production capitalistes. Il s'agit évidemment d'une duperie petite-bourgeoise similaire dans son contenu à celle que dénonçait déjà Lénine quand il évoquait la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme.⁶⁸

En effet, les rapports de production capitalistes engendrent à *chaque instant* l'inégalité homme-femme, que ce soit dans les pays impérialistes dominants – où nulle part les inégalités de salaire ou de représentation n'ont pu être obtenues en dépit de l'établissement de législations contraignantes –, ou dans les pays bourgeois-compradore dans lesquels on peut en observer les manifestations les plus brutales, à l'instar de l'Inde où l'infanticide des bébés filles est érigé en pratique courante. Au cours de la période 1991-2011, ce sont ainsi 2,8 millions de petites filles indiennes qui ont "disparu" !⁶⁹

Une "tradition" qui reflète l'état de semi-esclavage dans lequel est plongée l'immense majorité de la gente féminine appartenant aux masses populaires indiennes. Pour la portion la plus misérable d'entre-elles, la dot payée par la famille de la mariée – le femme étant considérée comme une charge pour son mari –, peut être synonyme de ruine. Le choix est vite fait : il vaut mieux donner naissance à des garçons... et tant pis pour les être humains qui ont eu la malchance de naître filles !

Le fossé entre les vœux pieux des petit-bourgeois réformistes et la réalité n'est pas moins abrupte en ce qui concerne la protection de l'environnement.

Celui-ci est en effet littéralement sacrifié sur l'autel du profit immédiat, là encore en dépit de l'existence de multiples législations bourgeoises prétendant réduire les préjudices les plus visibles portés quotidiennement à notre écosystème par le mode de production capitaliste, législations avec lesquelles le Capital prend régulièrement de grandes libertés, et ce la plupart du temps le plus impunément du monde !... Ces faits, aujourd'hui légion, n'auraient évidemment pas surpris Karl Marx qui en soulignait déjà un des plus importants.

« Le capital ne s'inquiète donc point de la durée de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée. Et il atteint son but en abrégeant la vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité ». ⁷⁰

Comme on le voit, le capitalisme ne rechigne jamais aux sacrifices dès lors que l'extension de ses profits l'exige.

Toujours dans le but de stimuler la demande et donc ses affaires, la bourgeoisie des pays impérialistes dominants a facilité l'accès au crédit à son prolétariat bourgeois, qu'il s'agisse du crédit à la consommation – secteur dans lequel les taux d'intérêts relèvent souvent de l'usure la plus éhontée... –, ou du crédit immobilier.

Ce dernier fait des banques les vrais propriétaires du bien aussi longtemps que les traites de l'emprunt n'ont pas été intégralement payées. A la clef, des profits immédiats certes moins grands, mais s'étalant sur plusieurs décennies, une lucrative situation de dépendance qui n'est pas sans exercer une grande influence sur la conscience de classe des emprunteurs, prêts à de nombreux sacrifices pour s'acquitter de leurs traites et rester à tout prix "propriétaires". Et tant pis si l'emprunteur connaît un "accident de parcours" (accident, chômage, etc.) qui le contraint entre-temps à revendre "son" bien à prix cassé...

Dans le domaine de la culture, l'état des lieux est tout aussi accablant. La grille des programmes télévisés est ainsi d'ordinaire constituée de séries policières, de séries de science-fiction, de programmes de "télé réalité", de jeux télévisés et de compétitions sportives, en bref d'autant de programmes qui distraient et anesthésient les esprits.

Tandis que certains de ces programmes excitent le chauvinisme – comme les quasi-permanents championnats sportifs –, et exacerbent à l'extrême

l'esprit de compétition – à l'instar des multiples compétitions de danse, de chanson, de cuisine, de shopping, de beauté, etc. –, d'autres font l'apologie du règne de l'argent facile ou relatent les crimes sordides perpétrés quotidiennement par les éléments les plus dégénérés et asociaux issus des entrailles de sociétés bourgeoises en putréfaction.

D'autre encore, racontent des aventures fantastiques abracadabrantiques où évoluent loups-garous, vampires, zombies, fées, sorcières, etc., entretenant ainsi à grande échelle l'irrationalité et l'idéalisme philosophique.

Enfin, ce sombre tableau ne serait pas complet si on oubliait de mentionner le dernier-né des programmes de décérébration. Il s'agit évidemment des diverses émissions appartenant au genre de la "télé-réalité" dont les programmes nous font tantôt sentir l'extrême détresse de l'être humain placé dans les conditions sociales hostiles caractérisant le mode de production bourgeois, tantôt plonger dans la plus profonde médiocrité intellectuelle d'individus venus alimenter le voyeurisme le plus malsain, comme moyen d'accéder à une bien éphémère célébrité...

Que ne ferait-on pas pour accéder au monde "merveilleux" des émissions TV "poudre et paillettes" ou évoluent quotidiennement "stars" et "people" divers !? Que ne ferait-on pas pour accéder à un tremplin capable de propulser les individus *les plus médiocres* au sommet du monde de la chanson et du cinéma !?

C'est au sein de ce petit monde de richards parvenus s'auto-congratulant mutuellement – ou se disputant parfois la vedette ! –, et animant quotidiennement la vitrine de séduction de l'ordre bourgeois – qui est accessoirement sa machine d'abrutissement la plus perfectionnée –, qu'évolue la fraction la plus dégénérée de la bourgeoisie moderne, une "élite" dont les excentricités et les frasques monnayables font la une de la presse jaune.

Voilà ce qui est quotidiennement jeté en pâture aux larges masses populaires embourgeoisées des pays impérialistes en déclin afin de les distraire et de les décérébrer au quotidien – non sans succès il est vrai, en particulier auprès des jeunes générations particulièrement perméables et malléables.

Et pour ceux qui échapperaient à ce feu nourri de programmes excitant les plus bas instincts dont se nourrit la société bourgeoise, demeurent les programmes "d'information" destinés à formater l'opinion publique en vue d'obtenir son adhésion aux visées stratégiques nationales et internationales de nos élites bourgeoises, ainsi que quelques chaînes documentaires qui ne

peuvent s'empêcher, dès qu'elles en ont l'occasion, de travestir et de réécrire l'Histoire, avec en ligne de mire l'anéantissement du riche héritage légué par quatre décennies de construction du socialisme en URSS.

Outre la télévision, les jeux vidéo occupent également une place de choix dans la machine d'aliénation bourgeoise. Les actuels et futurs esclaves salariés y trouvent un moyen d'évasion du monde réel alternatif aux substances alcooliques et narcotiques, elles-aussi en vogue.

Notons au passage que la lutte perpétuelle menée par les forces de l'ordre sous le capitalisme contre ces divers trafics, est une lutte qui ne pourra être menée à son terme victorieux aussi longtemps qu'existera le capitalisme. Celui-ci engendre en effet à *chaque instant* des éléments déclassés prêts à s'engager dans n'importe quel trafic pour trouver les moyens de leur subsistance.

Aujourd'hui, ces luttes prennent parfois les dimensions d'une véritable guerre – notamment en ce qui concerne la lutte anti-drogue qui se déroule quotidiennement dans les maquiladoras mexicaines et dans les favelas du Brésil –, une guerre qui à défaut de pouvoir être gagnée, n'en permet pas moins d'entretenir la condition des forces de police bourgeoises et leur évite de se retrouver au chômage technique dans les périodes de relative paix sociale, c'est-à-dire aussi longtemps que l'ordre bourgeois n'a pas besoin de leurs services pour réprimer le mouvement ouvrier par la force !

Mais revenons-en à ce nouvel *opium du peuple* que constitue l'exutoire numérique...

Reflet de la société bourgeoise, la violence est omniprésente dans le secteur du jeu vidéo et y est l'objet d'une véritable surenchère, qu'il s'agisse d'incarner les soldats-mercenaires de l'occident au cours de leurs croisades expansionnistes menées au nom de la "lutte contre le terrorisme", ou bien d'entrer dans la peau du lumpenprolétariat qui fait régner sa loi dans les quartiers pauvres des grandes métropoles.

Un titre récent comme *GTA V*, qui nous place dans la peau de truands et de tueurs de haut vol, est à ce sujet particulièrement révélateur du profond état de décomposition moral et du délitement de l'ensemble du tissu social auquel aboutit le mode de production bourgeois.

Notons au passage qu'il en irait évidemment très différemment sous le socialisme. Les différents médias y œuvreraient au perfectionnement de la démocratie socialiste, serviraient à accroître la participation des larges masses populaires à l'ensemble la vie économique, politique, sociale et culturelle, prendraient leur part dans la lutte contre les vestiges de l'ignorance légués par le capitalisme, et enfin contribueraient à

l'élargissement de l'horizon des connaissances scientifiques et techniques des larges masses populaires.

De même, de vitrine incarnant la "réussite sociale" de jeunes banlieusards fraîchement parvenus et nouvellement mais abondamment friqués – ex-déclassés autrefois dépourvus de toute perspective d'avenir brusquement devenus les ambassadeurs "populaires" du mode de vie grand-bourgeois –, d'exutoire de la violence sociale engendrant le hooliganisme et contribuant à exciter le chauvinisme à l'échelle de chaque clocher (c'est-à-dire au sein du prolétariat d'un même pays) comme à l'échelle internationale (pour monter les différents peuples les uns contre les autres sous couvert de "hausser le prestige national" et de faire "entrer en communion" la nation autour de "son" équipe) –, la pratique sportive deviendrait pour sa part un moyen d'épanouissement physique des masses populaires et un simple moment de détente et de partage.

Dans les pays impérialistes en déclin, les médias sont le reflet de l'état de décomposition avancé de la société bourgeoise toute entière et constituent même un puissant facteur d'accélération de ce profond processus d'avilissement de tous les aspects de la culture bourgeoise qui met toujours davantage l'accent sur le culte de la performance physique et de l'apparence au prix de la mutilation des facultés intellectuelles des individus.

En 1991, la France comptait 10,0 millions de licences sportives, soit 17,6 pour cent habitants. Vingt ans plus tard, elle en comptait 17,5 millions, soit 27,7 pour cent habitants.⁷¹ Bien que ces chiffres ne reflètent que très partiellement les proportions réelles de la pratique sportive – du fait que beaucoup d'individus pratiquent régulièrement un sport sans pour autant acquérir de licence dans un club –, ils suffisent à en démontrer le caractère de masse.

Il y a dix ans c'était déjà une proportion de 39 % de l'ensemble de la population française qui déclarait n'avoir lu aucun livre au cours de l'année écoulée. Déjà élevée, cette proportion a atteint 45 % en 2009. Surtout, c'est la plus jeune génération qui lit de moins en moins : alors que 32 % des 15-24 ans n'avaient lu aucun livre en 2003, cette proportion a atteint 43 % en 2009 !⁷²

A l'inverse de la lecture, le temps dévolu à la contemplation passive de la télévision a pour sa part poursuivi sa croissance. Alors qu'en 2005 c'était 82 % de la population française qui déclarait regarder la télévision tous les jours ou presque, cette proportion s'était élevée à 87 % en 2009. Si en 2005 une proportion de 44 % des 15-24 ans déclarait y consacrer plus de deux heures par jour, cette proportion atteignait désormais 50 % en 2009.⁷³

Mais cette progression n'est rien si on la rapporte à celle qu'a connue le secteur des jeux vidéo qui est devenue une très lucrative industrie au cours de la dernière décennie. Les joueurs ont vu leurs effectifs être multipliés par trois en dix ans et le jeu vidéo représente aujourd'hui « le bien culturel le plus vendu en France et le 2^{ème} marché du divertissement derrière le livre ». ⁷⁴

En 2010, c'était déjà près de deux français sur trois qui disaient avoir joué à un jeu vidéo récemment, avec un âge moyen du joueur de 35 ans (contre 41 ans pour l'âge moyen de la population française), témoignant ainsi de la popularité de cette pratique au sein des plus jeunes générations. Toujours en 2010, c'est ainsi une proportion près de 96 % des enfants qui s'y adonnaient ! Parmi les joueurs, près du tiers déclarent jouer tous les jours et les trois quarts le plus souvent seuls. ⁷⁵

Mais ce sinistre tableau ne serait pas complet si on ne mentionnait pas la prostitution. Celle-ci illustre en effet le degré extrême de dégradation des rapports humains auquel aboutit *naturellement* le mode de production bourgeois.

Sous le capitalisme, le chômage structurel et le coût élevé des grandes études poussent une fraction du prolétariat (en particulier celle appartenant au sexe féminin) à vendre non plus seulement sa force de travail, mais à louer l'usage de son corps à la gente masculine.

Que ce soit aux USA, en France ou au Japon, on ne compte plus les étudiantes issues des "classes moyennes" dont les parents n'ont pas les moyens d'assurer les lourdes dépenses de scolarité et qui se trouvent ainsi contraintes de se prostituer pour pouvoir financer leurs études sans pour autant les mettre en péril avec un trop chronophage travail alimentaire. ⁷⁶

Une situation qui n'est d'ailleurs pas pour déplaire à certains hauts représentants des élites bourgeoises, heureux de ne pas seulement vivre du produit du travail de leurs esclaves, mais aussi de pouvoir profiter à l'occasion de leurs corps, moyennant évidemment une parfois généreuse, mais jamais désintéressée, compensation financière... ⁷⁷

Dans de nombreux pays bourgeois, la prostitution – qu'elle soit légale ou illégale –, est aujourd'hui entrée dans les mœurs de la vie courante, et aucune législation répressive petite-bourgeoise n'y changera rien.

Il n'y a évidemment rien de surprenant à ce que le capitalisme, qui habitue quotidiennement ses esclaves à se vendre au plus offrant pour gagner les moyens de leur subsistance, conduise tout aussi naturellement une portion d'entre eux à vendre un peu plus que l'usage de leurs bras, en particulier quand les conditions de l'esclavage salarié en viennent à se dégrader.

C'est cette logique bourgeoise de dégradation extrême des rapports humains poussée à son paroxysme, qui fait que dans certains pays dépendants comme la Thaïlande ou Cuba,⁷⁸ on observe l'afflux parfois massif d'étrangers provenant des pays impérialistes dominants et venus y pratiquer le tourisme sexuel à bas coût...

Comme on le voit, dans les pays impérialistes en déclin, la société est entrée dans une époque de profonde décadence multiforme et celle-ci ne peut être combattue par un retour à l'époque antérieure idéalisée – comme le revendiquent de façon démagogique les auxiliaires de l'ordre bourgeois agonisant que sont les partis populistes de tous bords –, mais par le renversement du mode de production bourgeois et l'entrée dans une époque nouvelle, socialiste.

Socialisme ou barbarie, voilà en quels termes se pose de nouveau l'équation dans les pays impérialistes en déclin emportés dans un inexorable tourbillon décadent !

Comme il y a près d'un siècle, dans une Russie tsariste rendue exsangue par la première conflagration inter-impérialiste mondiale – et en dépit de l'accroissement considérable qu'ont connu les forces productives depuis cette époque –, se posera à l'avenir avec une acuité de plus en plus grande la question de la nécessité du dépassement révolutionnaire du capitalisme.

Dans cette lutte, il est fondamental de toujours garder à l'esprit les enseignements qui nous ont été légués par les chefs du prolétariat international. Ceux-ci n'ont en effet en rien perdu de leur actualité, quoiqu'en disent nos ennemis.

Ainsi, il y a un siècle, Staline soulignait que le matérialisme-dialectique nous enseignait que la république démocratique bourgeoise revêtait un double caractère, qu'elle était à la fois « bonne » dans la mesure où « elle détruit le régime féodal », et « mauvaise », « dans la mesure où elle consolide le régime bourgeois ».

« On peut en dire autant de la journée de huit heures : elle est en même temps « bonne », dans la mesure où elle renforce le prolétariat, et « mauvaise », dans la mesure où elle consolide le système du salariat ».⁷⁹

Aujourd'hui, le mode de production bourgeois ne revêt plus guère qu'un seul trait de caractère, celui réactionnaire, du fait qu'il s'oppose avec l'énergie du désespoir et la brutalité d'une bête sauvage blessée, à tout ce qui lutte pour l'abolition de l'esclavage salarié.

Même dans les pays dépendants les plus arriérés économiquement, là où subsistent des survivances de modes de production précapitalistes, le capitalisme est devenu une force réactionnaire qui soutient activement –

parfois au grand jour, parfois dans la coulisse –, ces débris obscurantistes dans le but d'entraver le développement des forces productives et d'affaiblir la lutte de libération nationale des peuples (néo-)colonisés.

De même, la lutte pour l'amélioration des conditions de l'esclavage salarié a elle aussi perdu une grande partie de son caractère progressiste.

En aboutissant à la création d'un prolétariat massivement embourgeoisé dans les pays impérialistes dominants – dont beaucoup sont d'ailleurs aujourd'hui en déclin –, elle a en effet conduit à exacerber à un degré extrême la concurrence entre les travailleurs des différentes nations, avec à la clef la méfiance et la haine croissantes entre les peuples, contribuant ainsi à en faire le jouet de leur propre bourgeoisie dans la guerre – industrielle, commerciale, financière, médiatique, culturelle... et militaire ! –, permanente qu'elle livre quotidiennement contre les bourgeoisies concurrentes.

Il y a un siècle et demi, Karl Marx remarquait qu'une formation sociale ne disparaissait « **jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir** ». ⁸⁰

Cela signifie qu'aussi longtemps que le capitalisme disposera d'une réserve d'accumulation dans les pays dépendants les plus retardataires où une grande partie de la population mondiale vit encore d'une agriculture de subsistance en marge de la grande industrie, l'ordre bourgeois disposera d'une réserve de croissance potentielle pour l'extension des forces productives, de ses profits... et pourra donc continuer à utiliser une part de ces derniers pour corrompre le mouvement ouvrier !

Il y a près d'un siècle, la naissance de l'URSS puis les défaites subies par la politique coloniale des puissances impérialistes dominantes – en Chine notamment –, mettaient à l'ordre du jour, comme l'avait si bien souligné Staline, une restriction de la sphère d'influence du capitalisme avec à la clef une baisse de sa capacité d'accumulation et de résistance. ⁸¹

La contre-révolution révisionniste-bourgeoise survenue à sa mort en URSS a naturellement brisé cette perspective et l'impérialisme a de nouveau eu les coudées franches pour mener ses politiques (semi-)coloniales en toute impunité aux quatre coins du globe. Il en a résulté une très large extension de la sphère des rapports de production bourgeois à l'échelle de la planète au cours du dernier demi-siècle écoulé et l'absence de crise économique majeure... du moins jusqu'à récemment !

Pourtant, si à l'échelle planétaire, le capitalisme semble encore disposer de leviers de croissance pour les prochaines décennies, s'il lui reste encore à étreindre pleinement de vastes territoires peuplés et économiquement

arriérés en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, le développement inégal des différents impérialismes et la profonde crise de décomposition qui frappe aujourd'hui certains d'entre eux, met déjà à l'ordre du jour la stagnation et la contraction des forces productives au sein des pays impérialistes en déclin.

Sur ces territoires comme sur ceux des pays dépendants qui voient – et verront de plus en plus –, se développer l'industrie et naître et se renforcer une classe ouvrière, la question de la révolution socialiste se posera comme une nécessité immédiate, comme le seul moyen pour les peuples du premier groupe de pays d'échapper à la déchéance et à la décomposition économique et sociale croissantes, et comme la possibilité pour les peuples du second groupe de pays, de s'affranchir rapidement du joug de l'exploitation capitaliste étrangère comme autochtone.

Si aujourd'hui les pays impérialistes en déclin eux-mêmes sont susceptibles de devenir des maillons faibles de la chaîne impérialiste mondiale – à la condition expresse qu'un parti communiste marxiste-léniniste parvienne à s'y constituer et à transformer "l'indignation" croissante des masses prolétariennes petite-bourgeoises en cours de paupérisation en une puissante vague déferlante anti-capitaliste, il n'en reste pas moins que ce sont des pays bourgeois-compradore comme l'Inde et l'Afrique du Sud qui en constituent aujourd'hui toujours les maillons les plus faibles.

Dans ces pays bourgeois – dont les élites bourgeoises-compradore se posent en "puissances émergentes" pour mieux duper les masses populaires en leur faisant miroiter des rêves de "prospérité générale" future –, existe une classe ouvrière assez nombreuse et soumise à une exploitation et à une répression féroces.

Dans ces pays, chaque grève contribue à forger l'expérience et à hausser la conscience de classe du mouvement ouvrier, à l'instar de la répression armée de la grève des mineurs sud-africains d'Amplats et du lock-out massif qui en a suivi.⁸² Pourtant d'abord circonscrite aux revendications économiques, cette grève et le souvenir de sa répression sanglante ont laissé des traces indélébiles au sein du mouvement ouvrier sud-africain.⁸³

Dans ces pays, la "classe moyenne" est relativement réduite et est physiquement ségrégué du reste des couches populaires en grande partie misérables, que cette ségrégation résulte des survivances du système des castes en Inde, ou de celles de l'Apartheid – qui à l'exclusion d'une minorité bourgeoise noire privilégiée finalement invitée à prendre sa part de profits issus de l'esclavage salarié –, a abouti à la concentration géographique du prolétariat noir dans les bidonvilles-ghettos des grandes villes sud-africaines.

Certes, en sortant de prison le leader nationaliste de la bourgeoisie noire en 1990, les colons blancs d'Afrique du Sud ont décidé d'abolir la ségrégation raciale dans sa forme la plus brutale – c'est-à-dire telle qu'on la rencontrait encore dans certains Etats du sud des USA il y a seulement un demi-siècle.

A cette ségrégation ouvertement raciste, qui ne pouvait qu'amener à la radicalisation sociale des larges masses exploitées assimilés à des sous-hommes, la bourgeoisie blanche a décidé de substituer la démocratie bourgeoise.

Les noirs sud-africains se sont ainsi vus accorder des libertés politiques formelles, mais la bourgeoisie blanche n'a pas lâché un iota de son pouvoir économique, et aujourd'hui siège à ses côtés une bourgeoisie noire, numériquement restreinte, mais socialement suffisamment puissante pour décomposer le mouvement ouvrier révolutionnaire sud-africain et garantir à l'ensemble des exploités une relative paix sociale.

De l'aveu même de la presse bourgeoise, l'Afrique du Sud n'a en rien réglé une autre forme de ségrégation raciale, une ségrégation à la fois économique, sociale et géographique, à l'exception d'une minorité noire privilégiée invitée à prendre sa part de l'exploitation des grandes masses du prolétariat noir misérable d'Afrique du Sud.

Deux décennies après l'abolition de l'Apartheid, un quart de la population sud-africaine ne mange pas à sa faim et plus de la moitié vit au-dessous du seuil de pauvreté alors que le PIB annuel moyen par habitant (7 900 \$ US par habitant) est le plus élevé du continent.

Avec un coefficient de Gini de 63,2 en 2009, l'Afrique du Sud est ainsi le pays le plus inégalitaire du monde. Ce sont 2 millions de personnes qui vivent dans les bidonvilles et le SIDA y constitue une véritable pandémie et touche 6 millions de personnes, soit 11,5 % de la population.

Alors que les noirs représentent 80 % de la population et les blancs 9 %, le taux de chômage officiel des noirs flirte avec les 30 %, un taux qui est plus du septuple de celui des blancs. En 2011, c'était 62 % de la population noire qui vivait sous le seuil de pauvreté, contre 1 % de la population blanche, et au final, à environ 3 000 euros par mois, le revenu mensuel moyen d'un foyer blanc est plus du sextuple de celui d'un foyer noir !

En dépit d'une croissance économique assez soutenue – en moyenne 3 % par an durant la période 2010-2012 –, une croissance notamment induite par le dynamisme de son secteur minier exportateur, la presse bourgeoise est forcée d'admettre que la lutte contre la pauvreté montre de bien « lents progrès » en Afrique du Sud.⁸⁴

Voilà en quoi consiste le bilan économique et social du Parti de la bourgeoisie noire de Nelson Mandela et de Jacob Zuma !

Le moins que l'on puisse dire est qu'il reste encore beaucoup à faire...

Or si l'action de l'ANC avait encore un caractère progressiste dans sa lutte contre l'Apartheid, ce n'est plus le cas maintenant que la population noire s'est vu accorder les libertés politiques les plus élémentaires.

L'action de l'ANC revêt aujourd'hui un caractère *exclusivement réactionnaire*, maintenant que la bourgeoisie noire a obtenu le droit de vivre aux côtés de son homologue blanche dans des quartiers huppés sécurisés, bien loin des quartiers misérables où s'entassaient leurs esclaves salariés noirs.

Le "mandélisme" est aujourd'hui utilisé comme une arme idéologique pour maintenir les larges masses misérables du prolétariat noir *ad vitam aeternam* dans sa condition d'esclave salarié, en lui faisant croire qu'il a obtenu *tous ses droits* alors que les inégalités économiques et sociales les plus criantes persistent et qu'il lui reste encore à lutter pour ses droits économiques !

Notons au passage qu'on pourrait dresser un constat assez similaire en ce qui concerne l'impérialisme américain, un siècle et demi après l'abolition de l'esclavage et un demi-siècle après la fin de la ségrégation raciale.

Comme dans tous les pays impérialistes à vocation "cosmopolite", c'est-à-dire étant parvenus au cours de l'Histoire récente à s'accaparer de vastes sphères d'influences – une catégorie à laquelle appartiennent également l'impérialisme français et l'impérialisme britannique –, la question de la persistance de formes de ségrégation des minorités ethniques ayant longtemps fourni au Capital une main-d'œuvre docile et bon-marché pour l'industrie et la construction au cours des périodes de relative prospérité économique, continue de se poser, et se posera même avec une acuité de plus en plus aigüe à mesure que la crise économique structurelle s'approfondira dans ces pays.

« Les noirs et les hispaniques ont historiquement de moindres revenus, un plus fort taux de chômage et un plus bas niveau d'éducation », reconnaît sans ambages la presse bourgeoise américaine pour laquelle « la ségrégation raciale en matière de richesse n'est pas une nouveauté ».

Selon le Bureau américain du recensement, la richesse médiane nette des foyers américains blancs était de 110 730 \$ US en 2010. Celle des hispaniques n'était pour sa part que de 7 420 \$ US et celle des noirs de 4 950 \$ US, soit respectivement 15 et 22 fois moins !⁸⁵

Pour les foyers noirs et hispaniques, la crise a été terrible : alors que les foyers blancs ont vu leur richesse fondre de "seulement" 11 % durant la période 2007-2010, les foyers noirs et hispaniques l'ont vu s'effondrer de respectivement 31 et 44 %.⁸⁶

Mais fort heureusement pour l'impérialisme américain, l'importante représentation de la minorité grande-bourgeoise noire et hispanique au sein du monde politico-médiatico-culturel – une stratégie de mystification dont l'accession de Barack Obama à la présidence américaine constitue le point culminant –, parvient encore à donner l'illusion aux larges masses misérables des minorités noires et hispaniques que la question de la ségrégation raciale, une ségrégation qui revêt aujourd'hui une dimension aussi bien économique, que sociale et géographique, a été définitivement réglée aux USA...

Quoiqu'il en soit, qu'il s'agisse du prolétariat bourgeois américain paupérisé, des ouvriers indiens du textile ou des mineurs sud-africains, il faudra à l'élite du mouvement ouvrier de ces pays parvenir à rompre et à se soustraire complètement aux mystifications bourgeoises que constituent "l'obamisme", le gandhisme et le "mandelisme" avant de pouvoir hausser la lutte anticapitaliste à son niveau révolutionnaire.⁸⁷

Il nous apparaît ici également essentiel de procéder à une "piqûre de rappel" contre une autre mystification bourgeoise de grande ampleur : le trotskisme. En effet, cette idéologie petite-bourgeoise anti-matérialiste et capitularde resurgira forcément sous une variante ou une autre au sein du mouvement ouvrier révolutionnaire qui s'éveillera dans les pays dépendants.

Sous sa trompeuse apparence de radicalité, le trotskisme nie en fait la possibilité concrète d'édifier le socialisme dans un pays isolé encerclé d'Etats bourgeois hostiles, à plus forte raison encore s'il est économiquement arriéré, comme l'était alors l'URSS qui venait de naître.

Pour les trotskistes, il était impossible à la jeune URSS d'édifier de façon autonome une industrie de production des moyens de production et il était tout aussi impossible pour elle d'amener la paysannerie russe arriérée et misérable à s'intégrer dans le socialisme. Pour Trotski, il n'y avait donc pas de salut pour l'URSS en dehors de la victoire de la révolution socialiste dans les pays impérialistes avancés...

Or l'Histoire a prouvé que dans les années 1924 et suivantes, l'URSS alors dirigée par le PCUS(b) avec à sa tête le camarade Staline, a non seulement édifié une puissante industrie lourde qui a servi à industrialiser l'agriculture tout en intégrant la grande masse de la paysannerie aux rapports de

production socialistes, mais est également parvenue à résister aux assauts furieux de l'impérialisme allemand, puis à les briser, alors même que cet impérialisme s'appuyait sur le potentiel industriel d'une grande partie de la vieille Europe.

Outre ce cinglant démenti *pratique* aux prophéties trotskistes, il est ici nécessaire d'insister sur l'implication principale de la théorie dite de la "révolution permanente".

Sous l'impérialisme, les rapports de production n'atteignent en effet jamais un degré de développement homogène, commun à tous les pays.

Jamais les conditions révolutionnaires objectives et subjectives ne sont donc mures partout au même moment, comme l'illustre encore aujourd'hui le rapide essor de l'impérialisme chinois et le déclin de ses plus puissants concurrents. Aussi, propager les théories trotskistes revient à s'opposer à la thèse léniniste qui prône la rupture de la chaîne impérialiste en son point le plus faible.

De plus, dans les pays impérialistes dominants, on voit l'opportunisme submerger le mouvement ouvrier pour finir par le soumettre complètement au réformisme bourgeois dès que les classes dominantes parviennent à redistribuer les miettes de surprofits provenant de l'exploitation coloniale. Et comme on l'a vu, le sursaut révolutionnaire ne viendra pas des pays coloniaux, jugés trop arriérés pour pouvoir mener les transformations économiques...

C'est pourquoi Staline avait très lucidement qualifié la théorie de la "révolution permanente" de « **théorie de la désespérance permanente** »,⁸⁸ parce qu'elle poussait le prolétariat à *capituler d'avance* face à la bourgeoisie intérieure et internationale et le condamnait donc et à *rester pour toujours* sous le joug de l'exploitation salariée !

Il n'est évidemment pas surprenant que la bourgeoisie ait fait une généreuse publicité aux théories et aux organisations trotskistes, comprenant parfaitement qu'elles lui servaient à semer le trouble au sein du mouvement ouvrier international et à éloigner *concrètement* le spectre de la révolution, aussi bien dans les pays impérialistes dominants – du fait du processus d'embourgeoisement du prolétariat –, que dans les pays dépendants – du fait de leur "insurmontable" arriération économique !...

Pour ces peuples se pose aujourd'hui – et se posera également à l'avenir avec une acuité de plus en plus aigüe –, la question de la destruction des rapports de production bourgeois qui perdent chaque jour un peu plus leur caractère progressiste – c'est-à-dire quand ils contribuent à la destruction des derniers vestiges des rapports de production précapitalistes –, pour

devenir de plus en plus réactionnaires – quand ils résistent et s'opposent avec des moyens de plus en plus désespérés au remplacement de ce que Karl Marx définissait comme étant « **la dernière forme contradictoire du processus de production sociale** », ⁸⁹ par une société nouvelle, socialiste, débarrassée de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Comme le soulignait Staline il y a un siècle, le mode de production bourgeois représente une période de transition historique entre les modes de production pré-capitalistes et le socialisme.

En effet, sous le capitalisme, les richesses sont essentiellement produites par les ouvriers au sein de grandes unités industrielles, alors que sous le mode de production féodal, elles l'étaient par les paysans individuels et les artisans isolés. La propriété privée avait alors pour base matérielle la production privée.

« Et voici enfin le temps, — le temps d'aujourd'hui, — où la production prend de nouveau un caractère social ; par conséquent, la propriété ne tardera pas à prendre, à son tour, un caractère social, — et c'est pourquoi le socialisme pénètre peu à peu dans la conscience des hommes ».

Mais comme Staline le remarquait ensuite, cette modification de la conscience humaine ne se fait d'ordinaire pas sans difficulté ni sans un certain délai. Prenant l'exemple d'un artisan cordonnier ruiné par la grande industrie et contraint de vendre sa force de travail à l'usine, il montrait comment au début, sa conscience restait petite-bourgeoise et *retardait* sur l'évolution de ses conditions matérielles et de sa condition sociale, devenue prolétarienne.

Il montrait ensuite que ce n'était qu'*après* avoir fait sa propre expérience de la difficulté à amasser suffisamment d'argent – « car son salaire lui suffit à peine pour pourvoir à son existence » –, pour rouvrir un atelier privé qui, comprend-t-il bien vite, devrait de nouveau affronter la concurrence des gros capitalistes, que la conscience de notre ex-artisan commençait à se mettre en conformité avec sa nouvelle condition sociale.

Finalement, notre homme en était réduit à devoir abandonner ses anciens rêves de retour à l'état antérieur, et à chercher les moyens de mieux vivre dans sa nouvelle condition de prolétaire.

Il en arrivait ainsi bien vite à revendiquer une augmentation de salaire lui permettant de vivre moins misérablement et se trouvait ainsi entraîné, avec ses compagnons d'esclavage, dans la lutte syndicale puis finalement politique contre le patronat, lutte culminant par son adhésion aux idées socialistes visant à l'abolition de l'esclavage salarié.

Staline montrait ainsi comment « changent d'abord les conditions matérielles, puis changent, en conséquence, la pensée des gens, leurs mœurs, leurs coutumes, leur conception du monde ».

« Il s'ensuit que le développement du côté idéal, de la conscience, est *précédé* par celui du côté matériel, des conditions extérieures : d'abord changent les conditions extérieures, le côté matériel, et *ensuite* change, en conséquence, la conscience, le côté idéal. (...) Il faut en dire autant de l'histoire du développement de la société humaine ».⁹⁰

Staline démontrait ainsi de façon dialectique le caractère scientifique du matérialisme philosophique pour lequel la matière est la donnée première, tandis que la conscience est la donnée seconde, dérivée de la première.

Contrairement à ce qu'affirme l'idéalisme philosophique – qui autonomise et rend indépendante la conscience par rapport à la matière –, la conscience ne saurait donc exister en dehors de cette dernière.

Il nous faut insister ici sur ce fait que le retard de la conscience sur l'évolution des conditions matérielles ne prend *que très partiellement fin* avec la révolution socialiste. Même après cette dernière, persistent des survivances de l'idéologie bourgeoise dans la conscience des êtres humains nouveaux, des survivances qu'il faudra du temps (et de l'expérience !) pour vaincre et extirper complètement.

Karl Marx avait parfaitement compris l'impossibilité de se soustraire totalement à cet héritage négatif, à l'inverse du cortège des petit-bourgeois idéalistes, qui tout au long du dernier siècle écoulé, n'ont cessé de critiquer le socialisme soviétique ou albanais – à l'instar d'André Gide et plus récemment de Jean Bertolino⁹¹ –, au point de passer sous silence leur supériorité intrinsèque sur le capitalisme et leurs immenses réalisations, alors même que ces sociétés étaient assiégées par un monde bourgeois hostile, fournissant alors à la bourgeoisie des armes idéologiques redoutables et donc une aide précieuse pour duper le mouvement ouvrier international.

Que la grande presse bourgeoise, "traditionnellement" hostile au socialisme, calomnie quotidiennement le socialisme indiffère tout ouvrier conscient, mais quand c'est un soi-disant "ancien ami", cela peut semer le trouble...

A la face de tous les défenseurs passés, actuels et futurs de l'ordre bourgeois, il est donc essentiel de rappeler ces quelques vérités universelles autrefois assénées par Karl Marx aux ennemis déclarés ou masqués du mouvement ouvrier révolutionnaire.

En parlant de la première phase d'édification de la société socialiste, Karl Marx insistait sur l'inévitable héritage négatif qui lui serait légué par la société bourgeoise.

« Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue ». ⁹²

Aussi, pour Karl Marx, cette première phase ne pouvait pas aboutir rapidement à l'avènement d'une société idéale où n'existeraient plus la moindre trace d'antagonisme de classe – société qui ne pourra advenir qu'une fois la période de transition menant au communisme achevée.

Notons au passage que ceci présuppose la victoire du nouveau mode de production à l'échelle internationale, que ce soit d'un point de vue absolu – ce qui signifie dans tous les pays –, soit plus probablement d'un point de vue relatif – synonyme d'existence d'au moins une société communiste ayant pris un net ascendant technologique sur le reste du monde bourgeois et ainsi capable d'agir comme un catalyseur accélérant sa décomposition : une perspective qu'aurait pu offrir l'Union Soviétique à relativement court terme si la naissance d'une nouvelle classe exploiteuse ne l'avait pas transformée en une nouvelle puissance impérialiste au début des années 1950...

« L'anticipation doctrinale et nécessairement imaginaire du programme d'action pour une révolution future ne fait que nous détourner du combat présent. (...) La compréhension scientifique de la décomposition – inévitable et de plus en plus visible – de l'ordre social dominant et la haine grandissante des masses contre les vieux fantômes au pouvoir, en même temps que le développement gigantesque des moyens de production, tout cela est une garantie qu'au moment où une véritable révolution prolétarienne éclatera, on verra surgir également les conditions (certes peu idylliques) dans lesquelles elle réalisera ses mesures immédiates les plus urgentes ». ⁹³

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel ». ⁹⁴

Karl Marx n'était en effet pas un niais optimiste. Il savait certes que si objectivement le mode de production bourgeois contenait en lui les germes de sa propre destruction et les développait à une échelle toujours plus vaste, la révolution socialiste n'en serait pour autant pas une chose aisée ou spontanée et comprenait qu'elle couvrirait toute une période historique, autant du fait de la résistance acharnée qui serait opposée par les classes

exploiteuses – à l'échelle nationale comme internationale –, que des survivances de l'idéologie bourgeoise dans la conscience des hommes.

Pour Karl Marx, il était évident que ce legs qui impacterait négativement non seulement l'essor du mouvement ouvrier au sein des pays bourgeois, mais également la marche en avant des premières sociétés socialistes.

Là encore, nos critiques petit-bourgeois "de gauche" auraient beaucoup à apprendre de lui...

En effet, pour Karl Marx, il ne fallait pas s'adresser aux ouvriers en leur promettant que la révolution socialiste serait une réalité *demain*, mais en les avertissant que la voie conduisant à la révolution socialiste serait semée d'embûches.

« Vous aurez à traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles et de guerres entre peuples, non seulement pour changer les rapports existants, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre capables d'exercer le pouvoir politique ». ⁹⁵

La révolution d'Octobre a été la première expérience pratique de longue durée de l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière.

Si le prolétariat veut s'instruire de cette riche expérience pour que la prochaine révolution socialiste soit synonyme de la destruction complète et définitive du système impérialiste mondial, alors il ne saurait passer à côté de l'étude scientifique de ses succès, mais aussi – pour ne pas dire surtout ! –, des insuffisances qui ont mené à sa défaite. ⁹⁶

Le prolétariat international a certes perdu sa première grande bataille contre le Capital, mais il n'a pas encore perdu la guerre qui l'oppose à ses oppresseurs depuis maintenant près de deux siècles.

Pour reprendre les termes de Lénine à une époque où les travailleurs n'avaient encore jamais exercé durablement le pouvoir,

« Le capitalisme a vaincu dans le monde entier mais cette victoire n'est que le prélude de la victoire du Travail sur le Capital ». ⁹⁷

En effet, plus le capitalisme accroit sa sphère d'influence, plus il étend son bassin versant d'accumulation – source de progrès technique –, plus il amène dans le même temps à la déchéance et à la soumission croissante de la grande masse des êtres humains prolétarisés et dépouillés du produit de leur travail, plus ses contradictions fondamentales s'exacerbent et deviennent destructrices pour la société humaine toute entière, d'où la nécessité croissante de renverser ce mode de production historiquement borné et condamné que Karl Marx définissait avec justesse comme « [achevant] la préhistoire de la société humaine ». ⁹⁸

Friedrich Engels ne disait pas autre chose en 1876 quand il remarquait que

« Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du reste du monde animal au point de vue social de la même façon que la production en général les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, notamment les sciences de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui l'aura précédé ».⁹⁹

En effet, comme le remarquait si justement Lénine il y a un siècle, la guerre perpétuelle que se livrent les capitaux privés sous le capitalisme, amène à la fois à stimuler le progrès technologique, mais également à le freiner. Telle est la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste.

D'un côté, dans sa guerre commerciale contre les entreprises concurrentes, chaque entreprise privée tend à stimuler la recherche et l'innovation dans le but de réduire la quantité de travail nécessaire à la production et donc de vendre à plus bas coût. De ce point de vue, le mode de production bourgeois génère du progrès technologique.

Mais de l'autre côté, les innovations mises au point pour vendre à plus bas coût restent la propriété d'une entreprise. Or cette dernière fera tout pour éviter que la concurrence ne s'approprie ces innovations, sans quoi elle en perdrait immédiatement le bénéfice.

C'est là qu'intervient la propriété intellectuelle bourgeoise, dont fait partie le système de brevets, et qui n'est rien d'autre que l'instauration du protectionnisme économique dans le secteur de l'innovation et de la recherche.

Sans ce système, même les plus puissantes entreprises monopolistes perdraient le bénéfice de leurs lourds investissements de recherche et développement qui deviendraient inutiles.

La société bourgeoise ferait alors entrer les sciences fondamentales et appliquées dans une ère de stagnation qui ne laisserait d'autre choix aux entrepreneurs privés que de durcir les conditions de l'esclavage salarié pour gagner en productivité face à la concurrence. Une voie qui deviendrait rapidement intenable.

Le capitalisme a donc en apparence trouvé une porte de sortie, avec la protection de la propriété intellectuelle.

A une échelle réduite, c'est indéniablement vrai. Mais à l'échelle de la société humaine, il en va fondamentalement différemment. La propriété privée intellectuelle conduit en effet de nombreux monopoles à déposer des brevets qui demeurent "rangés dans des cartons", dans le seul but que la concurrence ne puisse mettre en œuvre les innovations technologiques dont personne ne possède encore la maîtrise complète.

Et quand un monopole décide enfin que le temps est venu d'utiliser un nouveau processus industriel, c'est pour continuer à empêcher sa généralisation à l'échelle de la société humaine toute entière !

Ce système contribue également à répéter les mêmes efforts de recherche et développement au sein de chaque entreprise d'une même branche d'industrie, d'où un gâchis évident de compétences qui gagneraient à être mises en commun.

Enfin, le fonctionnement même du mode de production capitaliste réserve la recherche technologique à un cercle très restreint de savants et maintient dans le même temps les larges masses populaires dans une ignorance plus ou moins grande. La grande masse des esclaves salariés est ainsi exclue d'une participation directe à la recherche scientifique.

Rien de tel sous le socialisme, où n'existe aucune entrave majeure à la généralisation de chaque progrès technologique et où l'ensemble de la communauté des techniciens, ingénieurs et chercheurs verrait ses travaux coordonnés dans un seul et même flot directeur.

Enfin, la réduction de la durée du travail à une durée journalière de l'ordre de quatre heures permettrait de hausser considérablement le niveau culturel et technologique de l'ensemble des travailleurs, avec à la clef une extension considérable du champ de la recherche appliquée et fondamentale.¹⁰⁰

Dans quel but et avec quel stimulant, puisque ceux constitués par le profit et la concurrence auraient disparu ?

Les mêmes que ceux assurant la reproduction élargie au sein de l'économie socialiste : à savoir la claire conscience pour chaque travailleur de ne pas seulement travailler à l'accroissement du bien-être matériel et culturel de soi et des ses proches – à l'inverse du capitalisme où il travaille avant tout à enrichir une minorité d'exploiteurs –, mais également de contribuer au progrès de la société humaine toute entière, ce que l'on appelle l'émulation socialiste, car contrairement aux préjugés bourgeois, le communisme

n'oppose pas les intérêts individuels à l'intérêt collectif, mais les fait se rejoindre et correspondre de façon symbiotique.

On pourrait de la même façon dire que seul le communisme pourrait éviter que l'intérêt des générations futures, *c'est-à-dire celui de nos propres enfants*, ne continue à être sacrifié de façon aussi éhontée à l'intérêt présent d'une minorité exploiteuse – soit-dit en passant aussi réactionnaire qu'égoïste –, ayant érigé la maltraitance généralisée de ses esclaves salariés, sans oublier le gaspillage universel de travail et de ressources naturelles en une juteuse source de profits...

Il appartient évidemment au prolétariat et à lui seul, c'est à dire à la grande masse des esclaves salariés qui souffrent *quotidiennement* des bien piètres conditions sociales que leur "offre" le mode de production capitaliste, de mettre un terme définitif à cette parodie de "civilisation" et de faire entrer notre espèce dans une nouvelle époque de son développement historique.

Dans cette guerre contre les exploiters, il ne devra jamais se faire d'illusions sur leurs intentions et sur les moyens qu'ils emploieront pour prolonger à tout prix l'agonie du mode de production capitaliste. En effet, comme le soulignait si bien Karl Marx il y a maintenant un siècle et demi,

« Le capital, qui a de si "bonnes raisons" pour nier les souffrances de la classe ouvrière qui l'entoure, est aussi peu ou tout autant influencé dans sa pratique par la perspective de la dégénérescence de l'humanité et finalement de sa dépopulation, que par la chute possible de la terre sur le soleil. Dans toute affaire de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge ! telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. A toute plainte élevée contre lui à propos de la dégradation physique et intellectuelle, de mort prématurée, de tortures du travail excessif, il répond simplement : "Pourquoi nous tourmenter de ces tourments, puisqu'ils augmentent nos joies (nos profits) ?" Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes ».¹⁰¹

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 09/12/2013

Plus d'informations sur l'OCF : <http://www.orgcomfr.com>
info@orgcomfr.com

***Autres documents écrits pour l'OCF
(2012-2013)***

"Démocratie" ?

« Le pouvoir du peuple », telle est la définition littérale du terme "démocratie". Certes, les régimes bourgeois modernes montrent depuis plusieurs décennies un visage emprunt des libertés politiques fondamentales — à l'instar du suffrage universel et de la liberté de parole et de réunion —, mais ces droits sont-ils suffisants et ces régimes sous lesquels nous vivons sont-ils pour autant de véritables démocraties ?

Est-il "démocratique" par exemple d'organiser des élections qui consacrent le départ et l'arrivée d'attelages gouvernementaux sur lesquels le peuple n'a aucun contrôle direct en cours de mandat et qui sont ainsi libres de ne pas tenir leurs promesses électorales ?

Est-il "démocratique" que de puissants groupes de pression économiques et en particulier les lobbies patronaux — non élus évidemment —, puissent faire pression, court-circuiter et corrompre les instances élues ?

Est-il "démocratique" que les masses populaires censées posséder le pouvoir politique soient totalement dépossédées du pouvoir économique qui est en définitive la véritable assise du pouvoir politique ?

La réponse à ces trois questions est évidemment non !

Dans des sociétés composées de classes sociales antagonistes — comme peuvent l'être le prolétariat et la bourgeoisie dont les intérêts sont sauf "accident" profondément divergents —, dans des sociétés où une minorité d'exploiteurs détient le monopole sur l'outil de production, les commerces, les médias tandis que la majorité est forcée de se vendre pour obtenir les moyens de sa subsistance, la "démocratie" est forcément tronquée, limitée et en définitive *mensongère*.

Est-ce à dire que nos "démocraties" bourgeoises sont des dictatures ? Dans un sens oui.

Comme l'ont démontré il y a longtemps Marx et Lénine, la démocratie ne peut exister sous l'ordre bourgeois dans la mesure où il ne peut y avoir de libertés et d'égalité véritables "pour tous" dans des sociétés basées sur des classes sociales aux intérêts antagonistes, dans des sociétés où le pouvoir politique appartient plus ou moins directement à la classe qui détient le pouvoir économique.

Pendant des décennies, et en particulier au cours du dernier demi-siècle écoulé, le prolétariat des pays impérialistes d'Occident a certes pu avoir l'impression de l'avènement d'une "démocratie pour tous", que ce soit en termes de hausse du niveau des salaires ou de protection sociale. Une démocratie faite d'acquis sociaux qui a vu une large frange du prolétariat

des puissances impérialistes dominantes accéder à un relatif confort matériel et même aux loisirs de masse, gages pour la bourgeoisie de stabilité et de paix sociale. Dans ces conditions, c'est l'ensemble des strates de la société bourgeoise qui s'est embourgeoisée, et les partis dits "d'extrême gauche" n'y ont pas échappé.

Mais à quel prix ces chaînes dorées ont-elles été forgées ?

Au prix d'abord des guerres coloniales qui, en ce qui concerne l'impérialisme français, ont fait couler le sang des patriotes malgaches, algériens et indochinois.

Au prix ensuite de la délocalisation de toute une série de branches d'industries et en premier lieu celles dédiées à la production de biens de consommation destinés au prolétariat des pays impérialistes dominants. Ce dernier a ainsi vu sa condition matérielle s'améliorer sensiblement, mais au prix de l'exploitation à grande échelle du prolétariat des pays dépendants semi-coloniaux.

Les avancées "démocratiques" de l'Occident au cours du dernier demi-siècle écoulé sont donc étroitement dépendantes de l'exploitation forcenée et parfois féroce du prolétariat des pays ateliers, qu'ils soient semi-coloniaux ou des puissances impérialistes naissantes. Depuis le Chili jusqu'au Mexique, depuis la Thaïlande en passant par la Corée du Sud jusqu'à la Chine, c'est en définitive la sueur du prolétariat d'autres pays qui a permis aux puissances impérialistes d'Occident de créer leur "modèle économique", leur "modèle social" et leur "modèle démocratique".

Le comble, c'est évidemment quand ces pays continuent à perpétuer dans la coulisse leurs coups d'Etat (comme l'impérialisme français l'a récemment fait au Niger et en Côte d'Ivoire), ainsi que de souffler sur les braises des tensions ethniques et confessionnelles (comme l'Occident l'a fait en Libye et continue de le faire impunément en Syrie), afin d'attiser et d'appuyer le séparatisme sous de bien fumeux prétextes "humanitaires" et "démocratiques".

Ce qui paraît aujourd'hui presque naturel à un prolétariat embourgeoisé des décennies durant, à savoir imposer notre "démocratie" si besoin par la force des armes aurait fait bondir ceux que l'ordre bourgeois continue de dépeindre comme de cruels et sanguinaires "dictateurs", à l'instar des camarades Staline et Hodja.

Pour Staline, imposer le socialisme par la force depuis l'extérieur — bien que la finalité d'abolir toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme soit des plus louables —, était jugé aussi impensable que nuisible. Sous sa direction, l'URSS s'abstint ainsi de toute tentative d'exporter par la force la

révolution bolchévique, que ce soit en Yougoslavie ou en Grèce dans l'immédiate après-guerre.

Au contraire, les auteurs de la contre-révolution bourgeoise ne rechignèrent pas à faire marcher les chars sur Budapest (1956) et Prague (1968) afin de réprimer les pulsions séparatistes dans leur nouvelle sphère d'influence.

Si la "démocratie" bourgeoise pacifique est une fiction, elle devient le plus éhonté des mensonges quand on prétend l'imposer par la force.

A l'ère de l'impérialisme, c'est-à-dire du capitalisme pourrissant, la "démocratie pure", c'est-à-dire "pour tous" est impossible, car en définitive, **toute forme d'Etat est une dictature.**

Le régime bourgeois, sous son masque démocratique comme sous son masque fasciste, reste ainsi toujours la dictature du Capital, c'est-à-dire le pouvoir exercé plus ou moins directement par une minorité d'exploiteurs avec bien souvent très peu d'égards à l'attention des masses populaires exploitées et au contraire beaucoup de souplesse, de prévenance et d'indulgence avec les possédants et leurs représentants politiques.

Même le régime socialiste, tel qu'instauré en URSS pendant trois décennies et en Albanie pendant quatre décennies ne pouvait être cette chimère de démocratie bourgeoise prétendument "universelle".

Comme le soulignait déjà Marx et comme le réaffirmèrent et le prouvèrent Lénine et Staline, il fallait que le nouveau régime, bien que synonyme de démocratie pour les masses populaires, se montre intransigeant avec ses ennemis qui ne rêvaient que d'une chose : sa destruction et le retour de l'ancien ordre. L'Etat socialiste ne peut ainsi se passer de la nécessité de réprimer les débris des anciennes classes dominantes qui aspirent à reconquérir le pouvoir perdu et de tenir en respect les pays bourgeois hostiles comme le fit l'URSS au cours de ses trois premières décennies d'existence.

Durant cette période et en dépit des menées hostiles d'éléments bourgeois de l'intérieur (koulaks) ainsi que des visées rapaces des puissances impérialistes — une première fois au lendemain de la révolution bolchévique puis dans les années 1930), l'URSS mît en œuvre les institutions les plus démocratiques possibles pour les masses populaires : la dictature du prolétariat. De tous côtés, les éléments hostiles (depuis les trotskistes jusqu'aux impérialistes étrangers), s'unirent en chœur pour dénoncer la "dégénérescence thermidorienne" et la "dictature personnelle" exercée par l'homme qui personnalisait le pouvoir soviétique : Staline.

Si ces clameurs ont pu duper pendant des décennies le prolétariat des pays bourgeois, il n'en est pas moins évident que ces théories sont en complète

contradiction avec les fondements du matérialisme dialectique pour lequel toute dictature personnelle est impossible.

Même personnalisé dans un homme, le pouvoir politique appartient en effet à la classe sociale qui détient les moyens de production. Le mythe (petit-) bourgeois des dictatures personnelles, qu'il s'agisse de Staline — chef du prolétariat soviétique et du mouvement communiste international durant trois décennies —, ou de Hitler — qui avait su exprimer avec perfection les intérêts et les ambitions d'un impérialisme allemand revancharde —, ne servent en définitive qu'à masquer et éluder le caractère de classe du pouvoir économique et politique.

Dans le cas d'Hitler, ce mythe sert également à absoudre le Capital de ses crimes en les imputant à la prétendue "folie" d'un homme, une folie qui a cependant très longtemps eu le soutien des magnats allemands de l'industrie tels Krups et Thyssen.

La vérité est qu'hier comme aujourd'hui, la frontière est souvent mince entre la forme "démocratique" et la forme terroriste de la dictature du Capital. Cette différence tient en définitive aux surprofits extorqués à l'international par les puissances impérialistes dominantes qui permettent à leur bourgeoisie d'en faire profiter les masses populaires pour garantir la paix sociale.

Mais l'existence de ce type de "démocratie" est bien précaire, car il suffit d'une crise économique majeure ou de la perte de la position privilégiée dans la division internationale du travail — deux phénomènes aujourd'hui à l'œuvre —, pour tarir la source matérielle de la démocratie bourgeoise.

Dans ces conditions, l'offensive de la classe dominante en Occident contre les acquis sociaux et le niveau réel des salaires bafouent de plus en plus ouvertement les intérêts fondamentaux des masses populaires. Et plus la situation économique se dégradera et imposera la prise de mesures aussi radicales qu'impopulaires — ce qui est inévitable dans les années et décennies à venir —, plus les élites bourgeoises seront tentées de substituer au discours "démocratique" du "cause toujours", le discours terroriste du "ferme ta gueule".

Dans ces conditions, il deviendra de plus en plus urgent pour les masses exploitées hier privilégiées de mettre au pilori une "démocratie" bourgeoise tronquée et de plus en plus illusoire, pour la remplacer par une nouvelle, infiniment plus juste et complète, la démocratie socialiste.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, novembre 2012

Travail salarié : un esclavage moderne !

De prime abord, rien n'apparaît plus légitime que le travail salarié par lequel le prolétaire reçoit en échange de son travail pour autrui une somme d'argent déterminée.

Pourtant, à l'instar des modes de production esclavagiste et féodal, le travail salarié masque des rapports d'exploitation, en particulier l'appropriation par une minorité exploiteuse du produit du travail social. Cette appropriation semble à priori moins brutale et évidente que dans le cas où le travailleur est lui-même propriétaire privée ou doit accomplir des travaux non rémunérés, mais elle n'en est pas moins une réalité.

Par le travail salarié, le patronat ne paie en effet pas toute la valeur du travail réalisé, mais paie à son ouvrier la valeur des moyens de subsistance et les frais divers que nécessite l'entretien et la reproduction de sa main d'œuvre : nourriture, habillement, logement, loisirs, etc.

Dans des conditions de productivité du travail déterminées, il se peut en effet que le travailleur n'ait besoin de travailler quotidiennement que deux ou trois heures pour produire l'équivalent des moyens de sa subsistance, mais cela ne l'empêche nullement de travailler trois ou quatre fois plus.

C'est ce surplus de travail que le patronat ne lui paie pas et qui constitue la source réelle de toute forme de profit. Cela fait maintenant un siècle et demi que Karl Marx a démontré scientifiquement que c'est le travail non payé contenu dans toute marchandise qui constituait l'unique source du profit.

Un profit qui a de bien fâcheuses conséquences : les marchandises produites ont en effet bien du mal à trouver toutes des débouchés alors qu'il existe une inadéquation constante avec les salaires.

Pour ne rien arranger, la concurrence qui en résulte pousse les capitalistes à se livrer une guerre des prix dont la marchandise travail est la première victime et qui aboutit à aggraver encore davantage la contradiction fondamentale entre la production et la consommation, entre le Travail et le Capital, entre le caractère social de la production, et l'appropriation privée de son produit.

L'URSS a montré en son temps que l'abolition du salariat était capable de surmonter cette contradiction. Sous le socialisme, le "profit" est d'une toute autre nature : l'excédent de production ne sert plus à enrichir une classe d'exploiteurs, mais permet d'augmenter le niveau des salaires réels, de diminuer le temps de travail, d'envisager la satisfaction de nouveaux besoins, etc.

Sous le capitalisme, les profits sont partagés et répartis à tous les échelons de la société bourgeoise au prorata du Capital engagé. Les profits issus de la sphère productive sont également partiellement redistribués dans le secteur des services qui ne produit directement aucune richesse matérielle, ce qui ne signifie pas pour autant que ces services soient tous inutiles. Les services de santé, d'éducation et de la culture servent en effet à "réparer" et à former la main-d'œuvre.

Dans certaines conditions, en particulier lorsqu'un pays occupe une place privilégiée au sein de la division internationale du travail, ses élites bourgeoises concèdent à leurs exploités indigènes des avantages matériels et sociaux, assurant ainsi la paix sociale autant qu'une certaine extension des débouchés à la consommation.

Les pays impérialistes se trouvant au sommet de la division internationale du travail comme le sont les USA et la France — c'est-à-dire ceux possédant les entreprises de haute technologie —, ont ainsi pendant plusieurs décennies des salaires considérablement supérieurs au seuil physiologique minimal — qui a notamment prévalu dans l'industrie au 19^{ème} siècle —, ainsi qu'un plafonnement de la durée du temps de travail et des avantages et protections sociales diverses.

Mais aujourd'hui, à l'heure où l'Occident est confronté à une grave crise économique que la réduction inéluctable de son avance technologique — et la menace directe que cela fait peser sur sa position privilégiée au sein de la division internationale du travail —, au profit de l'impérialisme chinois ne risque pas d'arranger, la bourgeoisie est de plus en plus tentée de réduire à néant ces avantages et concessions devenues un fardeau hors de prix.

Que peuvent espérer les travailleurs pour eux et leurs enfants dans ces conditions ?

Continuer à rêver de l'ascension sociale qu'autorisait la période précédente de relative prospérité économique — une ascension qui prend aujourd'hui des allures de descente aux enfers de contingents de plus en plus larges d'éléments petit-bourgeois en cours de précarisation et de paupérisation —, ou bien prendre leur destin en mains pour renverser un ordre exploités qui a de moins en moins à leur offrir et les pressurera de plus en plus.

Individuellement, le travailleur reste certes "libre" de réussir, c'est-à-dire d'essayer de se faire une place parmi le chœur des exploités, mais collectivement, le prolétariat est prisonnier de sa condition d'esclave condamné à un labeur servile au profit quasi-exclusif d'autrui toute sa vie durant.

Telle est la réalité.

Limiter les revendications des travailleurs à une lutte pour la hausse du niveau des salaires a toujours signifié demeurer sur le terrain du réformisme bourgeois. Mais à l'heure où les Etats-majors capitalistes d'Occident passent à l'offensive contre le niveau de vie de leur "classe moyenne", continuer à propager ces lubies réformistes n'est plus seulement synonyme de trahison des intérêts fondamentaux du prolétariat, mais revient à propager un mensonge éhonté.

En son temps, Karl Marx avait en effet montré que les travailleurs ne pouvaient espérer voire le niveau des salaires s'élever que dans des conditions économiques favorables.

Récemment, la bourgeoisie chinoise a même montré que le capitalisme pouvait dans ces conditions décider de lui-même, c'est-à-dire sans contestation sociale majeure, d'augmenter sensiblement le niveau réel des salaires.

Mais nous ne sommes pas dans un pays pour lequel la crise économique est vécue comme une opportunité et qui continue à enregistrer une croissance économique "insolente", de l'ordre de 8 %, alors même que la récession frappe à la porte de ses principaux concurrents.

Chez nous, le langage de la bourgeoisie est celui du goût de l'effort, de l'austérité et des sacrifices. Dans des conditions économiques défavorables telles qu'elles se présentent aujourd'hui, il est impossible que la bourgeoisie concède aux travailleurs une hausse de leurs salaires réels.

Mais la revendication réformiste de hausse des salaires a beau avoir été tuée par la crise économique, la flambée du chômage et l'aggravation de la concurrence entre les travailleurs qui en résulte, cela n'empêche pas les défenseurs masqués de l'ordre bourgeois de continuer à la propager.

Continuer à propager ces revendications — comme l'a fait encore récemment le Front de gauche qui faisait miroiter la possibilité d'instaurer un SMIC à plus de 1 500 euros —, c'est donc duper doublement les travailleurs.

Les duper d'abord en leur faisant croire dans la possibilité d'une amélioration de leur condition matérielle à l'heure où la guerre économique s'exacerbe, et ensuite en les détournant de la seule voie qui puisse réellement amener à une réelle amélioration de leur condition : la révolution socialiste et le renversement de l'ordre bourgeois.

Plus que jamais, les réformistes de tous poils continuent de voir dans le capitalisme un horizon indépassable. Dans ces conditions, ils se chargent de la sale besogne du Capital en maintenant le prolétariat dans l'illusion qu'il est possible de revenir à l'état économique antérieur de relative prospérité.

Une illusion que les années à venir finiront par balayer, mais à quel prix ! Le développement de la conscience sociale retarde sur la transformation de la condition et de l'existence sociale, remarquait déjà il y a un siècle le camarade Staline dans son ouvrage *Anarchisme ou socialisme*.

Aujourd'hui, ce décalage entre l'être et la conscience sociale persiste et s'est même considérablement accru avec la crise, d'où la flambée des aspirations réactionnaires spontanées qui touchent une large fraction d'un prolétariat longtemps embourgeoisé.

C'est dans ce décalage qu'il faut voir la base matérielle de l'adhésion massive des travailleurs aux idées véhiculées par les partis politiques comme le FN et autres partis bourgeois nationalistes.

Face à cette réalité, les communistes doivent réaffirmer la nécessité d'abolir l'esclavage salarié comme condition nécessaire à la résolution des problèmes posés par la décomposition multiforme des pays impérialistes en déclin.

Ce n'est pas le retour au protectionnisme bourgeois qui relancera l'économie mondiale, résorbera le chômage pléthorique, ni ne contribuera à établir la paix entre les nations et les peuples.

Ce ne peut être que le socialisme qui, en supprimant l'esclavage salarié et en instaurant une rétribution du travail ne permettant à aucune classe exploiteuse de vivre du travail d'autrui, permettra de construire une économie dynamique à l'abri des crises et une société dont le souci premier sera d'assurer le bien-être matériel et spirituel des larges masses travailleuses, une société où même la concurrence entre les nations et les peuples finira par disparaître.

A l'heure où les pulsions colonialistes de puissances impérialistes déclinantes s'épanouissent en plein jour sans que cela n'émeuve leur prolétariat qui est de plus en plus accaparé par les nécessités immédiates de la survie, faire la promotion de la révolution socialiste est certes une tâche aussi ardue que titanique, mais c'est la seule véritable alternative !

Vincent Gouysse, pour l'OCF, janvier 2013

Crise économique : le début de la fin...

Cela fait déjà cinq ans que le système capitaliste mondial affronte la pire crise économique qu'il ait connu depuis la Grande Dépression des années 1930.

Si au début, les élites bourgeoises prédisaient une "sortie de crise" rapide, ce n'est aujourd'hui clairement plus le cas.

Aux USA, la reprise asthmatique n'a toujours pas permis à la production industrielle de retrouver son plus haut niveau d'avant-crise, et la crise de la dette souveraine combinée aux plans d'austérité commence à faire s'effondrer la consommation intérieure en Europe, avec de sévères répercussions sur les débouchés et donc la croissance.

Dans les pays impérialistes en déclin, les prédicateurs bourgeois qui auguraient une sortie de crise dès 2010 en sont donc aujourd'hui pour leur frais.

Après une année 2011 qui a vu le redressement économique partiel induit par les plans de relance subir un brutal coup de frein et une année 2012 qui a vu l'Europe retomber en récession, l'optimisme n'est aujourd'hui clairement plus de mise.

En France le nouvel attelage gouvernemental "socialiste" devra ainsi au mieux se contenter d'une croissance nulle en 2013. Dans ces conditions, les licenciements vont se poursuivre à un rythme élevé et le chômage continuera à enfler bien au-delà de 2013. Impossible évidemment de tenir ses engagements budgétaires dans ce contexte.

Même aux USA qui font tout pour différer au maximum l'application de plans d'austérité budgétaire, le spectre de l'austérité se fait de plus en plus sensible alors que le plafond de la dette souveraine devra très vite être de nouveau relevé.

Comme nous l'avons déjà souligné, les pays impérialistes en déclin – l'Occident –, sont inexorablement entraînés dans une spirale infernale : celle du déclin, du déclassement, avec à terme la paupérisation absolue de leur population.

La crise actuelle a débuté comme une crise de surendettement de puissances impérialistes incapables d'empêcher l'émergence d'un redoutable concurrent, l'impérialisme chinois, un concurrent qui remonte à grande vitesse l'ensemble de la chaîne de la valeur mondiale et les déloge de leur position longtemps privilégiée, une position qui avait permis aux élites de ces pays de créer une large aristocratie ouvrière.

Cette époque est aujourd'hui révolue, car leur main-d'œuvre la plus qualifiée est aujourd'hui de plus en plus mise en concurrence avec celle, bien meilleur marché, de l'impérialisme chinois.

Que ce soit dans l'électronique ou dans l'aéronautique, dans l'industrie ferroviaire ou dans le secteur énergétique, dans l'industrie de la défense ou dans celle de la connaissance, l'impérialisme chinois brise leur ancien monopole.

Les années à venir n'ont donc aucune chance de ne pas voir la crise économique actuelle se poursuivre en Occident. Se poursuivre ? Non, s'accroître et les lamener de plus en plus profondément !

Dans ces conditions les miettes avec lesquelles nos élites bourgeoises ont acheté la paix sociale vont continuer à se réduire comme peau de chagrin.

Mais cela signifie-t-il pour autant la fin automatique du capitalisme ?

Non, car en Occident, le très haut degré de dépolitisation des masses exploitées ainsi que leur espoir de revenir à l'état antérieur de relative prospérité favorisent non pas les aspirations au socialisme, mais les aspirations petite-bourgeoises les plus réactionnaires, avec à la clef le maintien de l'ordre bourgeois.

Comme la démontré la dislocation du social-impérialisme soviétique et la paupérisation qui en a résulté la révolution socialiste n'arrive pas de façon mécanique. Il faut aux peuples et aux travailleurs un Etat-major conscient, capable de s'orienter justement dans les situations les plus troubles, le Parti communiste marxiste-léniniste.

Si la poignée de communistes que nous sommes ne parvient pas à réveiller la flamme révolutionnaire des peuples des pays impérialistes en déclin, ces sociétés s'enfonceront alors durablement dans une période de déclin et de décadence dont nous ne vivons aujourd'hui que les prémices.

Pourtant, le déclin des capitalistes occidentaux ne sera pas synonyme du déclin de l'ensemble du capitalisme. Au contraire, celui-ci poursuivra sa rapide expansion dans les territoires les plus reculés, et même encore plus rapidement que durant les dernières décennies.

Car pendant que ses concurrents se débattront dans des problèmes internes insolubles, l'impérialisme chinois créera pour un temps – car les lois immuables régissant le capitalisme ne manqueront pas de se rappeler à lui –, les conditions de sa propre prospérité et nourrira une aristocratie ouvrière (aujourd'hui naissante) de plus en plus nombreuse.

Les capitaux chinois afflueront alors librement – c'est-à-dire sans que ses anciens concurrents ne puissent plus s'y opposer –, aux quatre coins du

monde, et en particulier en Asie, en Amérique Latine et en Afrique. Ces continents s'industrialiseront alors à grande échelle.

En l'absence d'un sursaut révolutionnaire des peuples occidentaux – aujourd'hui autant anesthésiés que résignés –, la crise actuelle ne marquera donc pas la fin du capitalisme.

Cette crise ne marquera "que" la fin de la domination économique, politique et militaire de puissances impérialistes sur le déclin qui totalisent moins de 800 millions d'être humains. Un déclin dont on perçoit aujourd'hui aisément les dernières – mais violentes – convulsions, à la fois contre les peuples des pays dépendants et contre leurs propres peuples.

Pour le capitalisme, la crise économique actuelle marque une époque de transition et en particulier l'avènement d'une nouvelle puissance impérialiste dominante, l'impérialisme chinois.

Par son envergure démographique, cette jeune puissance impérialiste amènera inévitablement le capitalisme à son extension géographique maximale. Il faudra en effet suffisamment de miettes pour acheter durablement la paix sociale d'un pays qui compte aujourd'hui plus ou moins 1,4 milliard d'habitants.

En d'autres termes l'impérialisme chinois fera entrer de plein pied au moins trois milliards d'êtres humains d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique vivant aujourd'hui – ou devrions-nous plus justement dire « survivant péniblement » –, aux marges de la grande industrie.

Une fois réalisée, cette entrée ne manquera pas de pousser à leur paroxysme les contradictions économiques, démographiques, politiques et sociales inhérentes au mode de production bourgeois.

A terme : la perspective de la fin du capitalisme ou une nouvelle époque de chaos pour les peuples asservis si les communistes venaient à manquer à l'appel ! Mais ça, ce sera l'Histoire d'une autre crise économique majeure,... dans quelques décennies ou dans un siècle !

En attendant, il nous faut continuer notre combat et notamment empêcher que la bourgeoisie ne parvienne un jour à anéantir notre héritage et donc notre "espèce".

Vincent Gouysse, pour l'OCF, février 2013

Le socialisme, seule alternative au capitalisme

Le monde impérialiste s'écroule

Le monde capitaliste affronte la sixième année d'une crise économique majeure dont l'ampleur est sans équivalent depuis celle des années 1930. Dans l'ensemble des pays impérialistes en déclin, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis ou au Japon, la bourgeoisie sur la défensive économique est passée à l'offensive politique. Alors que les rangs des chômeurs et des travailleurs pauvres et à statuts précaires s'agrandissent, les États bourgeois sabrent dans les dépenses publiques et détruisent ce qui reste des systèmes de retraite, d'enseignement et de santé qui ont été – depuis les années soixante environ –, le prix à payer (i.e. le coût de la force de travail) pour obtenir la stabilité politique et la paix sociale dans le monde occidental.

Pendant ce temps, rongées par le réformisme et le démocratisme-électorale, les dernières organisations prétendument communistes continuent de se décomposer au profit des partis nationalistes bourgeois les plus réactionnaires qui accaparent leur électorat traditionnel alors que le syndicalisme de collaboration de classe n'en finit plus de se compromettre avec les dirigeants du Capital et leurs politiciens serviles en donnant son aval à la destruction des chaînes dorées des esclaves salariés (exit les régimes de retraite raisonnables, les salaires permettant de survivre, le crédit bon marché, l'aide sociale et les soins de santé accessibles, l'allocation chômage, etc.).

En dépit de cette offensive de grande ampleur, la classe ouvrière et ses alliés semblent apathiques et méfiants vis-à-vis des organisations censées les représenter, davantage résignés que révoltés, et quand la révolte éclate, elle est spontanée-inorganisée-désorientée. Alors que jamais au cours de l'histoire récente les fondements garantissant la stabilité sociale dans les vieux pays impérialistes n'ont semblé aussi fragiles, jamais la résistance opposée par la classe ouvrière et ses alliés – travailleurs, étudiants, chômeurs – n'a semblé aussi faible. En témoignent les "réformes" successives du système de retraite qui aboutiront à une augmentation de la durée du travail pour les actifs et à une baisse du niveau réel des pensions pour les retraités. Le Capital continue à dégrader les conditions d'exploitation du travail salarié le plus impunément du monde.

Alors que jamais dans l'histoire récente, la possibilité et la nécessité de la destruction du mode de production capitaliste n'ont paru aussi évidentes, jamais les conditions subjectives n'ont paru aussi défavorables, présentant la classe ouvrière internationale plus divisée, plus désorientée que jamais.

Pourtant, la révolte gronde sourdement

La faute en revient d'abord, aux conditions matérielles objectives et à un approfondissement constant et inexorable de la crise qui précarise l'emploi ; paupérise des millions de familles de plus en plus obnubilées par les nécessités impératives de la survie ; terrorise les travailleurs craignant de perdre leur emploi et entrave toute velléité de résistance organisée.

La bourgeoisie a veillé au grain et elle a perverti les organisations de la classe ouvrière en assurant la domination sans partage des directions et cadres révisionnistes, opportunistes et réformistes sur le mouvement ouvrier et sur le mouvement pseudo-communiste international. Une domination si prégnante que pour nombre d'ouvriers, le socialisme n'est même plus une hypothèse de solution aux maux du capitalisme. C'est que le mot « socialisme », tant galvaudé, dissimule dans la bouche des réformistes toutes les tares inexpugnables de l'impérialisme.

La conséquence la plus immédiate de cette trahison des clercs gauchistes, sociaux-démocrates et réformistes résulte en une conscience politique de la classe ouvrière qui retarde par rapport à l'évolution des conditions économiques, politiques et sociales objectives.

Cependant, prenez garde manants, à l'**Organisation Communiste de France**, nous pensons que la braise couve sous la cendre, les tensions révolutionnaires se multiplient et se concentrent et les forces de la révolte s'accumulent si bien qu'un jour, pas si lointain (voyez les camarades brésiliens), l'insurrection jusqu'ici réprimée, éclatera en une guerre de classe inextinguible. **Ce jour-là, la question de la direction révolutionnaire se posera avec acuité.** Le grand Capital le sait et il s'y prépare fébrilement alors qu'il lance une vague de répression fasciste après l'autre. Au même moment, il intime à ses régiments de réformistes, d'opportunistes et de gauchistes et à leurs consorts fascistes de monter à l'assaut de la citadelle ouvrière désorganisée-désorientée.

C'est pourquoi, il est plus que jamais nécessaire de rappeler à tous ceux pour qui le terme « socialisme » est synonyme de direction "*social-démocrate-nationaliste-véreuse*" à la mode *PS-PCF-Front-de-Gauche-NPA-LCR-PRCF-URCF* ou synonyme de "*dictature prolétarienne sanguinaire*" bafouant les libertés élémentaires – un épouvantail brandi par la bourgeoisie pour effrayer les esclaves salariés et les détourner du chemin de leur liberté économique, politique et sociale. À tous ceux-là, il importe de rappeler de quoi le mot **socialisme** était le nom.

Le socialisme, c'est d'abord la classe ouvrière au pouvoir

En tant que **période de transition** vers une société communiste en partant d'une société capitaliste-impérialiste maltraitant quotidiennement les travailleurs en les soumettant pour la plupart aux tortures d'un travail excessif, aux dangers des chantiers meurtriers, des mines et des usines contaminées et polluées ; et pour une autre fraction à la menace du chômage sans rémission, au travail précaire jusqu'à la mendicité ; le **socialisme, société débarrassée de l'exploitation**, ne pourra faire l'économie d'un certain degré de répression à l'encontre des reliquats de la classe capitaliste monopoliste (dépouillés de leurs propriétés mais tapis dans l'antichambre attendant leur revanche) ; à l'encontre du grand capital financier-banquier-boursier, de ses suppôts et de ses affidés petits bourgeois, espérant tirer leur épingle du jeu, et se vendre pour bien peu.

La société bourgeoise de « démocratie pour les riches » connaît bien cette problématique et ces pratiques de contentions à l'encontre des ouvriers militants et de leurs partisans. Écrasez-vous, ouvriers-étudiants-employés et vous serez saignés à blanc sans être matraqués. Si vous résistez, vous serez saignés à blanc et matraqués "démocratiquement". En d'autres termes, sous l'impérialisme en crise, la frontière est ténue entre le ton "démocratique" du « cause toujours », et le ton fasciste du « ferme ta gueule ».

Longtemps après leur expropriation sans indemnisation, les anciens exploités continueront à nourrir leur rancœur et leur rêve de retour au pouvoir et à fomenter des complots visant à renverser le nouvel ordre économique et politique **socialiste prolétarien** (Il suffit d'observer cette politique revancharde, anti-ouvrière, qui s'exerce en ex-Union Soviétique, en Russie et dans tous les ex-pays « de l'Est »).

Que l'**État socialiste** soit, du point de vue des riches, assimilable à une "**dictature du prolétariat**" est tout à fait normal. Pour la grande masse des ouvriers, étudiants et employés – ceux qui auparavant étaient exploités et spoliés –, le socialisme sera en revanche synonyme de libertés et de droit renouvelés : assurance de pouvoir travailler – sans jamais connaître les affres du chômage ou du travail précarisé – ; extension de la démocratie populaire à la gestion de l'entreprise ; droit d'exercer un contrôle direct (y compris post-électoral) sur l'ensemble des élus gérant l'appareil d'État (national, régional et municipal) ; depuis les fonctionnaires jusqu'aux administrateurs d'entreprises, ainsi que des gestionnaires de la justice, de la police et de l'armée du peuple qui organiseront la répression des conspirations des reliquats de la bourgeoisie, pour la défense des intérêts du prolétariat et de ses alliés de classe.

Ce mécanisme est certes à l'origine, comme il l'a été en URSS durant les décennies de pouvoir socialiste (1917-1953), d'une tension continuelle au sein de l'appareil étatique — un mécanisme que la bourgeoisie a diabolisé et calomnié, effrayée d'y être un jour confronté. Une véritable démocratie populaire ne saurait faire l'économie de la vigilance et du nettoyage permanent de l'appareil gouvernemental et de ses directions judiciaire, policière et militaire. Il n'existe pas d'autres moyens pour prévenir la formation d'une nouvelle caste dirigeante et d'une nouvelle classe exploiteuse au sein d'un appareil de direction unique aussi puissant que le sera l'État socialiste prolétarien détenteur de tout le pouvoir économique d'un pays indépendant (**la véritable indépendance étant vis-à-vis de tous les impérialistes**) et menant la politique ordonnée et harmonieuse d'une économie planifiée.

Le socialisme, c'est la fin du profit et de la concurrence

Cette vigilance socialiste de tous les instants est nécessaire pour qui désire préserver les multiples bienfaits résultant du nouvel ordre socialiste ! Le socialisme met fin à la concurrence entre les travailleurs pour l'emploi et les salaires en mettant fin à la concurrence pour la production des biens et des services et permet la naissance et l'épanouissement d'une nouvelle idéologie : la certitude de ne pas travailler pour engraisser une classe de parasites spoliateurs, mais de travailler pour son bien-être personnel et ceux de sa communauté.

Sous le socialisme, l'accès aux biens et aux services ne sera plus déterminé par l'exigence de produire au moindre coût afin d'accumuler des profits et de faire face à la concurrence acharnée d'entrepreneurs privés (qui auront tous été expropriés) ; l'accès aux biens et aux services sera déterminé par l'augmentation de la productivité du travail afin que chacun puisse subvenir à ses besoins et aux besoins de tous les siens, besoins en biens de consommation courant ; extension de la gratuité des soins de santé, de l'éducation-formation et des transports ; accès pour tous à un logement décent et gratuit ; accès aux loisirs, aux sports et à l'enrichissement moral et culturel pour tous ceux qui participeront à l'économie générale de la société socialiste, tandis que « *l'oisif ira loger ailleurs* ».

Sous la dictature du prolétariat le salariat disparaîtra peu à peu. Il subsistera un temps comme « supplément » pour acheter des semences pour son jardin (le socialisme n'abolit pas la propriété privée limitée, cependant, jamais aucun moyen de production et d'échange ne sera privé), de la peinture pour son logement, des vêtements pour ses enfants, des livres pour de bons moments. Pour tous les biens et les services qui ne seront pas

gratuits, l'État socialiste du prolétariat fixera des prix bas pour la consommation alimentaire, vestimentaire, énergétique, culturelle et les loisirs. À terme, le socialisme abolira complètement ce veau d'or qu'est l'argent, « cet entremetteur universel ».¹⁰²

La société socialiste sera la société des travailleurs, point de place pour l'arnaqueur, le spoliateur, le parasite, évidemment tout cela effraie les accapareurs de profits, les pilleurs de bénéfices et les spoliateurs de dividendes !

En d'autres mots, la loi du développement économique et social ne sera pas la course aux profits maximums pour une minorité de parasite comme c'est le cas de nos jours ; la loi fondamentale du développement économique socialiste tendra irrémédiablement vers le principe : « *De chacun selon ses capacités – à chacun selon ses besoins* ».

La répudiation de la loi du profit entraînera qu'il ne sera plus requis de **sacrifier l'environnement – de détruire irrémédiablement la Terre-mère nourricière** poussé par l'unique souci d'enrichir une coterie de ploutocrates avilie. Les ouvriers et le peuple n'ont aucun intérêt à détruire la planète berceau de leur survie et de leur reproduction élargie. Seul le socialisme peut sauver l'humanité menacée par l'impérialisme pollueur et destructeur.

Certains seront tentés de demander : « Puisque le socialisme est un ordre économique et politique de progrès et de bien-être pour le peuple, pourquoi les États socialistes ont-ils tous disparu ? ».

Le renversement du socialisme en URSS

En URSS, le mécanisme ayant mené au triomphe de la contre-révolution et au retour du capitalisme (1953) est simple, il peut être résumé ainsi : en 1917, la Russie était un pays misérable semi-féodal, formée d'une paysannerie appauvrie et illettrée, et dont l'industrie avait été détruite par la Guerre (1914-1917). Le Parti Bolchévique au pouvoir (octobre 1917) dû faire face à l'hostilité des pays capitalistes coalisés militairement pour le ramener dans le giron du capitalisme jusqu'à leur défaite, après sept années de guerre civile et d'invasion.

Il fallait désormais s'occuper d'organiser la production industrielle et agricole et donc entrer en conflit avec les restes de l'ancienne société (qui ne s'éteignent pas après la prise du pouvoir par le prolétariat). Cadres corrompus, propriétaires fonciers avides (koulaks), saboteurs infiltrés de l'étranger (trotskystes et terroristes blancs), rendirent nécessaire le plein exercice de la *Dictature du Prolétariat*. le Parti communiste-bolchévique est

parvenu en moins d'une décennie à redresser l'économie du pays ; à le doter d'une puissante industrie mécanique capable d'insuffler un dynamisme colossal à toute les branches d'industrie ; capable de produire la machinerie agricole permettant de sortir la paysannerie de sa condition misérable et à donner des perspectives d'avenir et un idéal à un peuple multi-ethnique autrefois divisé par les pogroms, le racisme et la pauvreté abjecte.

Mais la trêve fut brève, en 1933, Hitler prenait le pouvoir (démocratiquement) en Allemagne avec le plein soutien de la classe des capitalistes monopolistes allemands (Krupp, Messerschmitt, etc.). Il avait clairement exprimé ses visées sur l'URSS « ghetto » du « judéo-bolchévisme », disait-il. Les soviétiques avaient depuis longtemps compris le message et le *Komintern* (organisation internationaliste des communistes) avait clairement analysé la situation. Hitler et les puissances occidentales passaient accords secrets sur accords secrets dans le dos de l'URSS. Mais pour le pouvoir prolétarien socialiste, aucune surprise en-cela.

Sur la base de ces informations, l'industrie lourde fût donc mise au service de la production d'armement. Les peuples de l'URSS sont entrés dans une période de guerre dont l'enjeu était tout autant la destruction du premier État du prolétariat qu'un nouveau partage du monde (affaiblissement de l'impérialisme anglais et montée en puissance de l'impérialisme étatsunien). Avant, pendant et après la guerre, qui dura cinq ans, les puissances occidentales jouèrent en permanence un double jeu, laissant porter l'effort de guerre à l'Est dans l'espoir ouvertement déclaré de voir Hitler « faire le sale travail » de destruction de l'État socialiste.

En 1945, l'URSS était toujours debout – ayant brisé définitivement les reins de l'hydre NAZIE –, le capital international dû s'incliner. Le Parti Communiste avait su mobiliser les peuples soviétiques, vaincre le nazisme et maintenir l'État socialiste prolétarien. Les peuples du Monde avaient là un modèle éclatant. Un exemple trop dangereux pour les impérialistes. La puissance anglaise rabaissée, laissait désormais la place à l'impérialisme étatsunien et ce dernier marquait son hégémonie sur la scène internationale capitaliste en larguant les premières bombes atomiques sur les populations civiles du Japon. **Ce crime contre l'humanité prenait une intense signification avec l'approbation tacite de la « communauté internationale »** (ONU) déjà assujettie à son nouveau maître.

En URSS, après 18 millions de victimes (civils pour les 2/3), il fallait tout reconstruire, former de nouveaux cadres, rétablir l'économie. Depuis 1917, ce pays n'avait connu que 16 années de paix (1924/1940), ses cadres avaient été décimés par la guerre, ses infrastructures détruites. Staline, et la

direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique, conscients de cette problématique se mirent à rédiger des documents essentiels qui nous permettent encore aujourd'hui de saisir la justesse des orientations, avant la guerre autant qu'après la guerre, tant sur le plan politique, idéologique, qu'économique. Mais Staline meurt en mars 1953.

Dès 1956, au 20^{ème} congrès du PCUS, Khrouchtchev, nouveau Secrétaire Général, présente un réquisitoire (publié simultanément à Washington !) contre les politiques du Comité central du PCUS et contre Staline – ex-Secrétaire Général –, non sans avoir auparavant "épuré" le Comité Central du PCUS de 40 % de ses membres.

Sur le plan international, la "nouvelle URSS" khrouchtchévienne utilisera :

- La force militaire pour maintenir les "pays de l'Est" dans sa sphère d'influence, dont certains dirigeants furent corrompus par les services spéciaux des États-Unis. Ce seront les dramatiques répressions en Hongrie (1956), en Tchécoslovaquie (1968) et l'invasion de l'Afghanistan (1980).

- La compromission et l'ère de la soi-disant « coexistence pacifique » avec l'impérialisme étatsunien ; retirant les missiles de Cuba aux premiers aboiements de J.F Kennedy (l'homme qui affréta un corps expéditionnaire pour occuper et bombarder le Vietnam).

Toute différente avait été la ligne suivie par Staline et le PCUS lorsque Tito, en Yougoslavie, avait trahi le Mouvement Communiste International à la veille des années 1950. Le PCUS s'était refusé à intervenir militairement, en dépit de la persécution des marxistes-léninistes. Pour Staline, une intervention aurait donné du grain à moudre aux impérialistes et n'aurait pas servi les intérêts du socialisme dans le monde.

Le droit des nations et des peuples fut grossièrement bafoué par Khrouchtchev le révisionniste. Ses concurrents impérialistes de « l'Ouest » surent en profiter dans leur propagande anti-communiste pendant la « **Guerre froide** ».

Le premier État socialiste-prolétarien de l'histoire venait d'être renversé, remplacé par un État capitaliste monopoliste d'État ou le profit fut rétabli et pour lequel les « pays frères » devenaient de simples colonies à exploiter et dominer. Dans les décennies suivantes, cette nouvelle classe exploiteuse à la rhétorique prétendument socialiste et anti-impérialiste sera incapable de suivre le rythme imposé par ses concurrents impérialistes d'occident et finira par voir son territoire se disloquer définitivement après la « chute du mur », ravalant l'impérialisme russe au rang de puissance impérialiste de second rang. Le peuple soviétique sombra dans un abîme de misère dont il ne se relèvera que par une nouvelle révolution socialiste.

Le prolétariat mondial n'a qu'une seule alternative

L'instauration et la défense du mode de production et du régime socialiste d'économie politique sont des combats de tous les jours où le prolétariat et son avant-garde ont malheureusement essuyés des revers jusqu'à présent. Rappelez-vous cependant que dans la vieille Europe archaïque, la bourgeoisie a bataillée deux siècles pour abattre le régime oppressif aristocratique-féodal et pour le remplacer par le système bourgeois-capitaliste. Il est compréhensible que les ouvriers aient besoin d'accumuler des forces et de l'expérience avant de parvenir à remplacer radicalement et totalement le régime oppressif bourgeois décadent par le seul régime qui ne remplacera pas une forme d'exploitation de l'homme par une autre forme, mais par un système économique, social et politique qui abolira toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Il y a soixante ans, les prolétaires et les travailleurs du monde entier ont certes essuyé un revers majeur avec la restauration du capitalisme en URSS, et en Albanie par la suite, pourtant, il n'y a pas d'alternative au socialisme.

Le mythe réformiste cherchant à forger un impérialisme à visage humain « éco-socialiste, alternatif, chaviste, cubain, national-chauviniste, etc. » ; mythe largement relayé par les médias bourgeois aux ordres des capitalistes, et par tous les groupes ou groupuscules de "gauche", n'a d'autre fonction que de duper la classe prolétarienne et de détourner les alliés des ouvriers de la voie socialiste révolutionnaire en leur faisant croire qu'un troisième mode social de production serait possible sans détruire les fondements économiques de la société impérialiste **érigée sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, sur le travail salarié et la plus-value spoliée.**

Cette troisième voie n'est qu'un leurre avancé par les petit-bourgeois déçus du capitalisme et incapables de surmonter leur frayeur de la violence révolutionnaire populaire, leur soumission au parlementarisme bourgeois, au réformisme, à la prétendue voie pacifique vers le socialisme, leur peur de perdre leurs maigres avantages de fonctionnaires et de couche sociale temporairement privilégiée.

Il n'y a pas de troisième voie. Tout comme il n'y a que deux classes antagonistes : les exploités et les exploités ; il ne peut y avoir que l'abolition de l'exploitation ou la perpétuation de l'esclavage salarié. Quand l'insurrection prolétarienne éclatera, ils se rallieront s'ils le souhaitent ; d'ici là, le prolétariat doit se tenir aussi loin que possible de leur impudence et de leurs manigances visant à désorienter et liquider le mouvement révolutionnaire ouvrier.

Bien qu'aujourd'hui les exemples de l'URSS et de l'Albanie socialistes appartiennent au passé, ils restent d'actualité pour comprendre ce que les ouvriers devront faire pour renverser le régime impérialiste guerrier, le garder en échec et maintenir le prolétariat au pouvoir du futur État socialiste, avenir de l'humanité.

Article coécrit avec le camarade Robert Bibeau, pour l'OCF, le 26/06/2013

Contribution à la réunion de formation

Au sein de la société bourgeoise, rien n'apparaît plus naturel et légitime que le fait de réaliser un profit. Pourtant, c'est la recherche du profit qui est à l'origine de tous les maux de la société bourgeoise : tortures du travail excessif pour les uns, épée de Damoclès du chômage pour les autres, excitation de la haine entre les peuples, guerres coloniales et inter-impérialistes, etc.

Les idéologues bourgeois imputent généralement ces "défauts" de leur système à un "excès" de concurrence, une concurrence qu'il faudrait donc encadrer pour l'assagir. Qu'en est-il dans la réalité ?

La source du mal, c'est le profit, qui naît de la propriété privée d'une minorité d'exploiteurs sur les moyens de production (usines, etc.)

Le profit, comme l'a démontré Karl Marx il y a maintenant un siècle et demi, naît de l'exploitation du travail salarié. Certes, le patron individuel n'est plus l'esclavagiste de l'antiquité, propriétaire exclusif d'un d'esclave qui lui appartient en totalité, ni le clerc ou le seigneur du Moyen-âge qui fait travailler le paysan serf sur ses propres terres.

Pourtant, le bourgeois individuel n'en reste pas moins un exploiteur, et la bourgeoisie une classe de parasites, dans la mesure où comme ses ancêtres, la bourgeoisie s'accapare une fraction du produit du travail des masses populaires.

Le patron individuel n'est certes plus directement propriétaire des bras de ses esclaves, mais il reste le propriétaire d'une usine, d'un commerce, etc.

En bref, la bourgeoisie dans son ensemble reste la propriétaire de l'ensemble des moyens de production, un outil dont le prolétariat n'a pas la jouissance. Pour être en mesure d'assurer leur survie et celle de leurs proches, parfois même un certain confort matériel et des loisirs — mais souvent de moins en moins à l'époque actuelle —, les prolétaires sont forcés de proposer leurs services à la classe possédante.

Un patron, comme nous l'avons dit, n'a donc certes plus de droit de propriété sur le prolétaire individuel, mais le patronat, dans son ensemble, n'en reste pas moins dans la réalité le propriétaire de la force de travail de ses esclaves, qui sinon devraient se résoudre à cesser de vivre.

Pour obtenir les moyens de sa subsistance (logement, habillement, alimentation, etc.), le prolétaire loue donc ses bras et son intelligence à son patron un certain nombre d'heures par jour. C'est là qu'entre en scène notre profit.

Que notre esclave moderne ait aujourd'hui théoriquement besoin de travailler quotidiennement deux à trois heures pour produire la richesse correspondant à ses moyens de subsistance (une durée qui dépend de plusieurs paramètres comme la productivité du travail), ne l'empêche nullement de travailler le double ou le triple de ce temps.

Le profit est en d'autres termes la différence entre le coût de la reproduction de la force de travail du prolétaire et la valeur des marchandises qu'elle est capable de produire.

Dans la société bourgeoise, le travail du prolétaire n'est donc pas rémunéré en fonction de la valeur des marchandises qu'il produit, mais en fonction de ce que coûte sa formation, son entretien et sa reproduction, et ce quels que soient les artifices employés par la bourgeoisie pour brouiller le jeu et cacher ce fait.

L'existence de primes, d'intéressement aux bénéfices, du salaire aux pièces, etc., ne changent rien à ce qu'en définitive, en louant à la classe exploiteuse sa force de travail, le prolétariat renonce à la propriété sur le produit de son travail, dont une partie passe alors inéluctablement dans l'escarcelle des classes exploiteuses sous la forme d'un profit.

Dans la société bourgeoise, le prolétaire n'existe socialement que s'il existe économiquement et est donc rentable pour son patron. Il n'existe donc que s'il trouve à se louer et la production sociale n'a nullement pour but premier la satisfaction de ses besoins matériels et spirituels, mais l'extorsion du maximum de profit, c'est-à-dire de travail "gratuit".

Il faut dire en effet que ce vol aboutit à mettre en concurrence les entrepreneurs privés qui se battent par prolétaires interposés. Les entreprises produisant trop, comparativement au salaire des exploités, cette surproduction relative permanente entraîne une guerre commerciale permanente qui les pousse à accroître l'exploitation et ainsi à réduire les débouchés. Une guerre qui déborde évidemment du cadre national, et qui oppose alors l'ensemble de la classe bourgeoise de chaque nation (ou d'un groupe de nations) aux autres. Seul l'anéantissement de la concurrence — une politique menée avec un certain succès par les pays impérialistes depuis un siècle, peut permettre de déplacer cette contradiction chez eux.

Dans ces conditions, la hausse du salaire du prolétaire à un niveau supérieur à la satisfaction de ses besoins physiologiques essentiels n'est elle-même qu'un moyen pour la bourgeoisie de tel ou tel pays, d'extorquer davantage de profits au prolétariat de pays bourgeois économiquement retardataires et dépendants, des pays dont les élites bourgeoises sont inféodées — parfois de leur plein gré, parfois par la force —, aux élites bourgeoises des

pays impérialistes disposant du monopole sur les moyens de production, un monopole qui inclut l'exportation de capitaux et le monopole de la propriété intellectuelle (brevets), des monopoles qui permettent aux entreprises « multinationales » de ces pays d'exploiter la sueur et la souffrance des peuples des cinq continents.

En son temps déjà, Karl Marx raillait impitoyablement la bourgeoisie qui cherchait à travestir ses désirs d'exploitation sous couvert de l'avènement d'une paix universelle. « La fraternité que le libre-échange ferait naître entre les différentes nations, *disait-il*, ne serait guère plus fraternelle que celle qu'il fait naître entre les classes d'une même nation »...

Dans cette époque de crise économique qui frappe les pays impérialistes en déclin d'Occident alors qu'émerge une nouvelle puissance impérialiste dominante, les témoignages de cette "fraternité" bourgeoise se multiplient : les guerres commerciales et monétaires se mêlent aux agressions coloniales. Il faut dire que la concurrence entre la bourgeoisie des différentes nations s'exacerbe et que celles dont les difficultés sont les plus aigües sont alors tentées d'employer les moyens les plus désespérés et les plus réactionnaires pour préserver leurs positions menacées.

Telle est la source matérielle de la flambée contemporaine des pulsions nationalistes et protectionnistes.

Il n'est pas difficile de comprendre qu'aussi longtemps que le prolétariat et les masses populaires restent prisonniers de l'influence bourgeoise, leur mécontentement ne peut se tourner contre leurs propres exploiters "nationaux", mais contre la bourgeoisie et les peuples des autres nations.

Les élites bourgeoises savent cela par cœur et ne rechignent pas à souffler sur les braises du chauvinisme dès lors qu'elles se sentent menacées par un concurrent ou une contestation sociale croissante.

La tâche des communistes n'est évidemment pas de laisser les peuples tomber dans ce piège de l'excitation de la concurrence et de la haine entre les peuples, ou d'y tomber eux-mêmes — comme les représentants de la soi-disant "extrême gauche".

Leur tâche consiste à opposer au poison du social-chauvinisme qui émerge et suinte spontanément par tous les pores de la société bourgeoise, l'antidote de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs doivent plus que jamais construire une solidarité de classe, dans et par delà les frontières. La bourgeoisie elle-même connaît bien la nécessité de s'unir parfois (au sein d'un Etat, d'un groupement d'Etats impérialistes), quand il s'agit de défendre ses intérêts contre la concurrence étrangère.

Les peuples et le prolétariat des différentes nations doivent donc s'unir autour d'un idéal commun, non pas ceux, réactionnaires, véhiculés par la bourgeoisie, grande ou petite, mais celui de la défense de leurs propres intérêts de classe. Cet idéal, quel est-il ?

Comme l'a montré la riche expérience soviétique avant le triomphe de la contre-révolution bourgeoise-révisionniste, un peuple doit d'abord mettre à bas chez lui ses propres classes exploiteuses, c'est-à-dire socialiser l'appareil de production sans compensation. Une fois constitué en nation et disposant du pouvoir économique, il doit veiller à ce que les débris des anciennes classes déchues ne puissent pas renverser le pouvoir, ou se reconstituer en une nouvelle classe exploiteuses au sein de l'appareil d'Etat socialiste.

Dans ce but, il faut établir la participation croissante et la plus large des masses populaires à l'administration de cet appareil, à l'instauration et au renforcement du contrôle populaire — en particulier postélectoral — sur les représentants élus, afin de les dissuader de dévier dans une mauvaise direction une fois élus.

Alors seulement, l'édification d'une économie et d'une société radicalement nouvelles, socialistes, devient possible. Une société débarrassée de l'exploitation, du chômage, une société où la concurrence entre les travailleurs et les entreprises cède la place à leur émulation. Une émulation qui prend naissance dans la conscience que chaque parcelle de son travail nous revient, directement (salaire) ou indirectement (santé, éducation, etc.) et sert donc à accroître le bien-être matériel et spirituel aussi bien individuel que collectif sans jamais permettre à une classe d'exploiteurs de se l'accaparer.

Alors seulement, une fois la concurrence vaincue au sein de nouvelles nations, devient possible le développement d'un nouveau type de rapports entre les pays. Des rapports qui ne sont plus basés sur la volonté de contrôler ou d'entraver le développement des peuples des autres nations, mais au contraire sur la volonté d'aider concrètement — notamment par l'assistance technique et l'aide à l'édification d'une industrie indigène de production des moyens de production —, les peuples de pays retardataires à conquérir une autonomie industrielle et ainsi une véritable indépendance économique.

Une telle politique n'est pas une utopie, elle a été mise en œuvre pendant près d'une décennie par le premier Etat socialiste, l'URSS, à l'égard des peuples des pays frères, qui sortaient souvent à peine du colonialisme et du féodalisme. Jusqu'en 1953, l'URSS apporta en effet une inestimable aide technique et matérielle aux pays socialistes ou anti-impérialistes (comme la

Chine), une aide qui a contribué à la création d'une industrie de production des moyens de production dans des pays parfois totalement dépourvus d'industrie. Dans quel but ?

Dans le but que les peuples de ces pays, après s'être libérés des chaînes du colonialisme et de leur propre bourgeoisie, puissent s'affranchir de la menace de retomber aussitôt sous le joug d'une nouvelle dépendance économique.

Il faut marteler aujourd'hui qu'il n'existe pas d'autre alternative et que le capitalisme n'est pas réformable du fait que c'est sa cellule de base — la production marchande qui prend sa source dans la propriété privée des moyens de production —, qui engendre la concurrence entre travailleurs, entreprises et nations, et ravale le travailleur au rang de marchandise.

Il faut marteler qu'aujourd'hui les travailleurs n'ont que deux choix : ou bien se battre pour une société alternative comme celle dont nous avons parlé, ou bien continuer de considérer la société actuelle comme un horizon indépassable.

Mais que ceux qui acceptent cela ou s'y résignent comprennent bien ses implications. Vouloir que les choses continuent "comme avant" ou s'améliorent, voir leurs acquis sociaux préservés — comme leur promettent les réformistes de tout poils, y compris "d'extrême gauche" —, n'est qu'une illusion et une duperie (petite-) bourgeoise.

La vérité c'est que la société bourgeoise n'a plus aujourd'hui à offrir aux masses populaires que la perspective de rester ad vitam aeternam le jouet des forces aveugles (et aujourd'hui combien destructrices) des forces du marché, à accepter de rester les esclaves d'une classe d'exploiteurs dont la devise « diviser pour mieux régner » pousse à souffler sur les braises du chauvinisme tout en aspirant à exploiter les peuples du monde, à accepter le chômage comme un phénomène de masse "naturel" et surtout se résigner à voir leurs conditions de vie se dégrader très fortement à l'avenir.

En effet, la roue tourne. Nos pays, ceux de l'Occident "développé" et "post-industriel", sont en effet aujourd'hui sur le déclin et proches de l'agonie, alors qu'émerge un redoutable concurrent face auquel ils sont de plus en plus impuissants, l'impérialisme chinois. Un concurrent qui brise inexorablement leur ancien monopole économique sur l'ensemble du front de la chaîne industrielle et de la valeur, avec à la clef une hausse continue des salaires et des acquis sociaux en Chine et une inévitable paupérisation des masses populaires de nos pays !

Cette paupérisation "naturelle" est d'autant plus redoutable qu'elle est accélérée par la crise de la dette des Etats bourgeois, qui font retomber le

poids de cette crise sur les masses populaires, via notamment l'aggravation des conditions d'exploitation et la destruction des "amortisseurs sociaux" (santé, éducation, assurance chômage).

Aujourd'hui, les organismes économiques bourgeois admettent l'existence de ce phénomène de paupérisation à large échelle, et s'alarment de ses conséquences multiples. Ce processus d'appauvrissement massif de masses populaires autrefois privilégiées n'en est pourtant qu'à ses tout débuts. Il vise à la destruction des chaînes dorées de l'esclavage salarié, de ce confort et de ce relatif bien-être, un coût qui devient de plus en plus un surcoût inacceptable et intenable alors que l'impérialisme chinois remonte de plus en plus la chaîne de valeur industrielle.

Se battre pour le maintien de ce niveau de vie tout en restant dans le cadre des rapports de production bourgeois est aussi utopique que réactionnaire.

Utopique, car la crise économique (récession et dette souveraine) se chargera de réduire à néant toute tentative de résistance aux lois économiques immuables du capitalisme qui condamnent aujourd'hui l'Occident à la ruine économique et à une paupérisation durable et à très large échelle au cours des prochaines années.

Réactionnaire car c'est en définitive signer un chèque en blanc à nos élites bourgeoises pour continuer à jouer avec nos vies et celles de nos semblables des pays économiquement retardataires, pour continuer à monter les travailleurs les uns contre les autres et à exciter la haine entre les peuples afin de détourner le mécontentement populaire croissant qui naît de la crise et du vaste mouvement de paupérisation contemporain dans un sens qui évite la remise en cause du fondement de l'ordre bourgeois : l'exploitation du travail salarié.

Aujourd'hui, l'inévitable aggravation du processus de paupérisation à l'œuvre en Occident met en lumière l'urgente nécessité du bouleversement révolutionnaire. Une question qui se posait déjà il y a un siècle : « socialisme ou barbarie », c'est-à-dire soit le renversement du pouvoir des classes exploiteuses, soit pour les peuples des pays impérialistes d'Occident, une interminable plongée dans les ténèbres et un retour à la barbarie. Aujourd'hui, des ténèbres faites de guerres coloniales et d'une flambée du paupérisme inconnue depuis le 19^{ème} siècle.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 30/09/2012

Contribution à la réunion de formation

A l'heure où le lobby politico-médiatique bourgeois ose timidement parler de "reprise" économique, les travailleurs sont pourtant loin d'apercevoir la lumière au bout du tunnel. Comme le reconnaissait dernièrement *La Tribune* dans un article intitulé « La crise fête ses cinq ans et elle se porte bien » daté du 16 septembre, « la crise a pris plusieurs visages » et « malgré l'optimisme ambiant, elle est loin d'appartenir à l'histoire ».

Que ce soit aux USA, au Japon ou en Europe, les signes d'une reprise sont bien timides. Bien que soutenue à bout de bras par la politique de rachat de dette souveraine par la FED et stimulée par l'augmentation de la production d'hydrocarbures non conventionnels domestique, l'économie américaine peine à résorber un taux de chômage qui reste historiquement élevé. La croissance économique américaine apparaît ainsi comme très fragile, d'où la poursuite de la politique monétaire à taux directeurs quasi-nuls.

En Europe, ce n'est pas mieux. Les principales productions industrielles ont poursuivi leur contraction, que ce soit par exemple dans la sidérurgie ou dans l'automobile, et si les profits des grandes entreprises se sont partiellement redressés, d'où une relative "embellie" boursière, ce n'est qu'au prix d'une saignée continue dans les effectifs de main d'œuvre.

Partout dans les pays impérialistes en déclin, la paupérisation non plus seulement relative, mais absolue d'un prolétariat longtemps embourgeoisé est à l'œuvre à une large échelle : que signifie par exemple en France une croissance du PIB nulle ou quasi-nulle quand les inégalités sociales et la population s'accroissent, sinon une baisse du niveau de vie réel des larges masses exploitées ?

Dans ces conditions, le décalage entre l'optimisme relatif des discours officiels et le ressenti réel des masses exploitées ne cesse de croître. En France par exemple, les instituts de sondage tirent régulièrement la sonnette d'alarme au sujet de l'approfondissement constant de ce gouffre. Qui peut croire sérieusement que dans les conditions d'une croissance au mieux asthmatique, on verra bientôt une diminution (réelle et sensible) du taux de chômage ? Qui peut croire que la frénésie taxatrice des gouvernements bourgeois aboutira à autre-chose qu'à réduire le revenu réel destiné à la consommation des larges masses exploitées ? Qui peut croire que la hausse de la durée de la durée de cotisations à 43 ans ne soit pas autre chose qu'un report déguisé du recul de l'âge légal de la retraite ?

Alors que le prolétariat des pays impérialistes en déclin voit son avenir s'assombrir de manière continue, l'absence de toute perspective révolutionnaire interdit de canaliser ce mécontentement croissant dans la

direction menant à la défense de ses intérêts fondamentaux. Les déceptions et les humiliations croissantes qu'il subit quotidiennement se traduisent dans ces conditions par son adhésion de plus en plus large aux idées petite-bourgeoises les plus réactionnaires : repli nationaliste, indifférence ou hostilité à l'égard du prolétariat des autres nations considéré comme un concurrent.

C'est ainsi qu'aujourd'hui notre bourgeoisie a les coudées franches pour déployer librement ses politiques intérieures et extérieures réactionnaires.

Sur le plan intérieur, les travailleurs ont ainsi renoncé à protester contre une énième réforme des retraites jugée de toute façon inévitable par les syndicats de collaboration de classe qui trahissent de façon de plus en plus éhontée les intérêts fondamentaux de ceux qu'ils sont censés défendre.

Sur le plan extérieur, bien peu ont jugé inadmissible la politique belliciste agressive franco-anglo-saxonne à l'égard d'un pays souverain tel que la Syrie.

Aujourd'hui manipulé et intoxiqué à grande échelle par les médias bourgeois occupés à justifier qu'on piétine les intérêts fondamentaux des travailleurs et des peuples d'ici et d'ailleurs, le prolétariat n'a d'autre alternative que de reprendre en mains la défense de ses intérêts de classe.

Sans cela, les esclaves du Capital sont condamnés à demeurer les jouets des forces aveugles du capitalisme, et à devoir eux-mêmes ainsi que leurs enfants en payer le prix croissant. Car il ne faut pas croire que les exploiters deviendront plus cléments à leur égard s'ils continuent à courber l'échine : au contraire, cette fuite en avant se traduira par des conditions toujours plus pénibles et brutales de l'esclavage salarié.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 21/09/2013

Contribution à la réunion de formation – Pays impérialistes en déclin : une décomposition multiforme toujours aussi évidente

Alors que les politiciens bourgeois font comme si la crise économique était révolue ou tout du moins comme si le pire était derrière nous, la décomposition économique, politique et sociale continue à s'approfondir inexorablement.

Sur le front économique d'abord, on ne pourrait estimer que l'économie américaine serait en convalescence que si elle n'était pas maintenue sous perfusion par le trésor américain qui via la FED poursuit ses rachats massifs de dette souveraine, à hauteur de 85 milliards de \$ US par mois !

Le 22 octobre 2013, l'encours de la dette publique américaine se montait à 17 079 milliards de \$ US, contre 16 199 milliards de \$ US un an plus tôt et "seulement" 9 054 milliards de \$ US à la même époque en 2007 ! Durant la période 2007-2013, l'encours de la dette publique US a ainsi augmenté de 88,6 % quand le PIB n'a augmenté dans le même temps que de 15,0 % ! Le ratio d'endettement s'est naturellement envolé, passant de 62,1 à 101,9 % du PIB. Mais jusqu'à quand l'impérialisme américain pourra-t-il faire illusion et faire l'économie de mesures d'austérité drastiques, alors que les derniers mois ont montré une dangereuse hausse des taux d'intérêts obligataires à long terme ?

Le taux de chômage étasunien a certes légèrement baissé au cours des deux dernières années, mais n'en reste pas moins à des niveaux historiquement élevés (7,2 %), grâce (ou en dépit) de la forte hausse de la production pétrolière et gazière étasunienne enregistrée en 2011-2012. En 2012, la production pétrolière étasunienne a enregistré une croissance historique de 13,9 % en glissement annuel à 8,9 millions de barils par jour. Du fait de l'importante hausse de la production d'hydrocarbures et de gaz non conventionnels, le gaz américain se vend aujourd'hui 2,5 fois moins cher que le gaz européen, ce qui constitue un atout indéniable pour l'économie américaine.

Dans une moindre mesure, cette manne énergétique profite aux autres puissances impérialistes, dans la mesure où elle tend à exercer une pression à la baisse sur le marché pétrolier et gazier international puisque les USA ont vu leurs importations nettes de produits pétroliers et gaziers s'effondrer. Pour elles, cette tendance est tout au plus synonyme de bref répit, on est pourtant bien loin de pouvoir parler "d'embellie" économique tant la croissance reste anémique, mais jusqu'à quand ce ballon d'oxygène sera-t-il capable de contrebalancer les effets délétères à long terme des politiques d'austérité ?

Pour la plupart des puissances impérialistes en déclin, il y a bien peu de matière à illusions : le Japon et la vieille Europe n'en finissent pas de végéter entre récession et stagnation économique. L'impérialisme français, dont la croissance repose grandement sur la consommation domestique commence à voir la consommation des ménages vaciller alors que rien ne semble pouvoir faire fléchir et s'inverser la courbe du chômage, toujours orientée à la hausse, contrairement aux piètres et optimistes prédications présidentielles. Si les profits des entreprises monopolistes se sont partiellement redressés depuis 2010, c'est à grand renforts de coupes dans leurs effectifs salariés et structurellement nos économies poursuivent leur décomposition économique.

Loin de se "réindustrialiser", même partiellement, l'économie française continue de voir ses derniers lambeaux d'industrie se réduire comme peau de chagrin, en dépit du soutien financier et législatifs direct et indirect mis en œuvre par l'Etat bourgeois, ce dont témoigne l'évolution récente des effectifs de l'emploi industriel. Au 2^{ème} trimestre 2013, celui-ci ne comptait plus que 3,21 millions de salariés, contre 3,30 millions en 2010, 3,63 millions en 2007 et plus anciennement 5,74 millions en 1974. (INSEE)

Dans ces conditions, la fronde sociale latente continue de monter en sourdine. En France, les masses populaires qui avaient crû aux promesses de campagne du nouvel attelage gouvernemental déchantent déjà... à peine un an et demi après son arrivée au pouvoir ! Pour tous ceux, dégoutés par les politiques «siamoisés » de l'UMP et du PS, le prochain choix électoral sera simple : le FN.

Alors que la fausse "extrême gauche" et ses syndicats jaunes affidés sont parvenus au cours du dernier demi-siècle à ôter toute perspective révolutionnaire au prolétariat, celui-ci longtemps embourgeoisé et aujourd'hui massivement en voie de paupérisation absolue cède pour ainsi dire naturellement et spontanément aux sirènes du national et du social-chauvinisme.

Ces relents ne sont d'ailleurs pas contre le système, mais sont amplement relayés par lui et l'ensemble du lobby politico-médiatique, autant pour conjurer le spectre de la révolution sociale (en stigmatisant les petits profiteurs, la population d'origine immigrée, etc.), que dans celui de détourner la colère des masses populaires fatiguées de se voir imposer des sacrifices de plus en plus lourds.

Dans chaque entreprise, les travailleurs assistent impuissants au durcissement de leurs conditions d'exploitation, et le joug de l'esclavage salarié devient pour eux de plus en plus insupportable à un moment où le

syndic de leurs capitalistes nationaux n'en finit plus de ponctionner le reliquat du produit de leur travail via les impôts.

Plutôt que de risquer les voir un jour relever le drapeau de la lutte résolue et implacable contre le Capital et l'esclavage salarié, les élites bourgeoises préfèrent se ménager une porte de sortie, au cas où... D'où la publicité croissante qui est faite au parti frontiste.

Alors que les pays impérialistes en déclin sont en train de perdre au petit jeu de la « mondialisation » et des délocalisations qu'ils ont pourtant initié, une fraction de leurs élites aimerait maintenant en changer les règles, en vain naturellement, car les nouveaux "gagnants", et au premier chef l'impérialisme chinois ne les laisseront pas faire.

La question décisive se ramène donc à celle-ci : le prolétariat des pays impérialistes en déclin continuera-t-il d'entrer dans le jeu de ses tortionnaires, c'est-à-dire de laisser sa colère grandissante être détournée contre ses frères et sœurs esclaves d'autres pays, ou parviendra-t-il à se soustraire aux influences petite-bourgeoises social-chauvines afin de reprendre en mains lui-même la défense de ses propres intérêts de classe ?

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 24/10/2013

Enjeux du développement et du perfectionnement de la démocratie soviétique

*En marge de l'article de Grover Furr intitulé
"Staline et la lutte pour la réforme démocratique"*

Le grand mérite de cet article est d'abord de remettre en cause la version officielle de l'Histoire soviétique telle qu'elle nous est dépeinte par l'ordre bourgeois et en particulier de détruire le mythe trotskiste-khroutchéviste bourgeois d'un Staline ayant régné sur l'URSS comme un dictateur sanguinaire.

Cependant, dans son œuvre de re-découverte de la réalité politique soviétique, le camarade Grover Furr n'a pu éviter tous les écueils. L'essentiel est que pour lui, loin d'être le "dictateur" totipotent qu'ont dépeint les ennemis du socialisme, Staline n'a au contraire pas pu mettre en œuvre ce qu'il aurait voulu et a, à plusieurs reprises, été mis en minorité notamment en ce qui concerne la gestion de la démocratie au sein du PCUS (b) et de l'Etat soviétique. Comme nous allons le voir, c'est partiellement vrai.

Il faut d'abord bien avoir en vue un fait évident : la jeune URSS est née et s'est développée dans la douleur. Aux destructions provoquées par l'intervention militaire étrangère impérialiste soutenant les armées blanches aussitôt après la première Guerre mondiale s'est succédée dans les années 1930 la volonté d'établir un blocus diplomatique autour de l'URSS afin de fédérer contre elle les régimes fascistes d'Europe et d'Asie qui devaient voir en elle des territoires à coloniser librement, c'est-à-dire sans avoir à empiéter sur les plates-bandes anglo-américano-françaises. Au final, le système impérialiste mondial est ainsi parvenu à imposer à l'URSS et à ses peuples une guerre barbare d'extermination.

Même au lendemain de cette terrible épreuve, les puissances impérialistes continuèrent à envisager l'usage de la force contre l'URSS : à peine l'Allemagne et le Japon furent-ils vaincus qu'à Washington, certains rêvaient de raser les grands centres industriels soviétiques à l'aide de la bombe atomique, et seule la puissance militaire soviétique couplée à la haine de l'opinion publique pour de telles aventures les en dissuada. Pour autant, avec la proclamation de la Guerre froide par Winston Churchill en 1946, la pression resta grande sur l'URSS qui ne ménagea pourtant pas son soutien à la lutte de libération anti-impérialiste (Chine, Corée, etc.)

Au cours des trois premières décennies de son existence, l'URSS a ainsi été telle une citadelle assiégée, et quand bien même, dès la fin des années 1930, il n'existait plus de classe exploiteuse constituée, les débris des classes

exploiteuses déchuées continuaient de représenter un danger potentiel dans la mesure où ils pouvaient compter sur l'hostilité constante des puissances impérialistes qui ne cessèrent jamais de rêver à la destruction du premier Etat des travailleurs.

Nous pouvons maintenant entrer dans le sujet qui nous préoccupe, l'instauration et le développement de la démocratie socialiste en URSS sous la direction de Staline, au lendemain même de la mort du chef historique de la révolution d'Octobre, Lénine.

La première préoccupation du pouvoir soviétique fût d'assurer le relèvement de l'économie nationale après plus de huit années de destructions, de désorganisation et de pénurie.

Cette tâche, menée parallèlement à l'expropriation immédiate des capitalistes nationaux et étrangers dans toute la grande industrie et de confiscation des terres appartenant à la noblesse dans les campagnes, fût menée à bien en une poignée d'années et dès 1927, Staline ouvrit une perspective nouvelle : tout en continuant à donner la priorité au développement accéléré de l'industrie lourde de production des moyens de production, consolider et diversifier cette industrie et l'utiliser pour finir de refouler les petits capitalistes de la ville tout en éliminant la dernière classe d'exploiteurs de la campagne, les koulaks, au moyen de la mécanisation de l'agriculture. Le premier plan quinquennal (1928-1932) vit ainsi la grande masse des paysans pauvres et moyens se hisser au rang de paysans coopérés n'ayant plus à redouter le pouvoir des anciens usuriers.

Ce processus posa une base solide pour le rapprochement de la grande masse de la paysannerie soviétique d'avec le pouvoir prolétarien. Cette alliance se consolida sans surprise au cours du second quinquennat (1933-1937) et dans ces conditions, c'est tout naturellement que le pouvoir soviétique envisagea la fin des restrictions électorales frappant les citoyens soviétiques des campagnes.

Dès lors, il peut sembler légitime de déclarer qu'à priori le risque intérieur de renversement du pouvoir soviétique n'existait plus, et que dès lors, comme le sous-tend Grover Furr, se posait la question de la disparition de l'Etat et de la relégation du rôle du Parti aux tâches d'agitation et de propagande.

Comme le soulignait Karl Marx alors qu'il tirait les enseignements de la Commune de Paris, la dictature du prolétariat ne peut exister que si les représentants élus du peuple n'ont pas la possibilité de se couper de lui, c'est pourquoi il soulignait la nécessité que ces élus soient potentiellement révocables en cours de mandat.

Cette conception de la démocratie est à l'opposé de celle de la bourgeoisie où les élus jouissent d'une immunité de facto, pendant, et même souvent après leur mandat. La bourgeoisie sait en effet remercier grassement ceux qui font la sale besogne au grand jour pour elle, alors qu'elle leur donne les ordres en coulisse...

Mais en quoi cette révocabilité des élus, à priori inutile sous le socialisme (puisque n'existe plus de classe exploiteuse constituée qui pourrait exercer son lobbying), est pourtant vitale à la survie et au développement du nouvel ordre social ?

La raison fondamentale en est simple : sous le socialisme, l'appareil d'Etat est infiniment plus puissant que sous le capitalisme où il n'est en fait qu'une forme sophistiquée de syndicat des capitalistes nationaux maquillé en "représentant légitime" de tout le peuple dans le but de duper les masses exploitées.

Sous le socialisme, l'Etat concentre le pouvoir politique comme économique. Le Parti communiste, en tant qu'élite de la classe ouvrière, doit évidemment être aux commandes. Pourtant, cela ne suffit pas à garantir que l'on restera sur les rails menant au socialisme.

En effet, comme l'a si bien souligné Staline, la conscience des hommes retarde souvent sur l'évolution de leur existence sociale. La transformation des mentalités est ainsi une œuvre de longue haleine et certaines survivances léguées par le capitalisme sont difficiles à extirper de leur conscience. Une attention particulière doit être réservée aux individus qui occupent une place sensible au sein des appareils d'Etat et de l'administration des entreprises : détourner une partie de produit social à des fins personnelles ou de jouir de privilèges "inhérents" à une haute fonction, des pratiques habituelles en régime bourgeois, peuvent être une tentation et un danger réels même sous le socialisme.

En effet, si ces faits venaient à devenir non plus l'exception combattue, mais une généralité acceptée, le capitalisme s'en trouverait restauré le plus "pacifiquement" du monde, par la transformation des effectifs des appareils en membres d'une nouvelle classe exploiteuse détournant à son profit une partie de la production sociale. Ce que l'on a appelé la nomenklatura soviétique.

Comme le reconnaissent les historiens bourgeois sérieux, et comme nous l'avons déjà souligné dans d'autres écrits, sous Staline, cette nomenklatura n'a jamais pu se constituer comme classe sociale, du fait notamment des "purgés" sporadiques de l'appareil d'Etat et du Parti qui rendaient son existence précaire et périlleuse. A la mort de Staline, ces éléments ont par

contre eu le champ libre et ont rapidement constitué une nouvelle classe exploiteuse à part entière régnant sur un capitalisme monopoliste d'Etat déguisé en "Etat de tout le peuple".

Pour autant, derrière cette réalité qui semble au premier abord justifier une forme de "culte de la personnalité" ou donner au moins une apparence de "totipotence" de Staline, se cache une réalité plus complexe.

Ce n'est pas pour rien si Staline fût pendant trois décennies le chef incontesté du PCUS (b) et de la révolution soviétique. Tout au long de cette période, il ne perdit en effet jamais de vue la nécessité de développer les rapports de production socialistes parallèlement au perfectionnement de la démocratie soviétique. De manière synthétique et chronologique, voici ses principales actions dans ce sens :

- l'industrialisation de l'URSS et la collectivisation des campagnes (1928-1937) qui ont haussé considérablement le niveau de conscience de la classe ouvrière et de la paysannerie soviétiques parallèlement à la hausse de leur niveau de vie.
- la consécration des acquis du socialisme dans la nouvelle constitution soviétique (1937) et l'appel au contrôle accru de l'activité des élus par la base pendant l'exercice de leur mandat, si besoin est par leur révocation.
- l'ouverture de perspectives nouvelles au cours de l'immédiate après-guerre, en particulier la réduction de la journée de travail à cinq heures afin d'accélérer la formation d'une main d'œuvre très hautement qualifiée.

Toutes ces actions auraient abouti à un perfectionnement redoutable du contrôle post-électoral sur l'ensemble des administrations et de l'appareil d'Etat et du Parti. Mais ces actions se sont heurtées à de multiples obstacles parmi lesquels 1° la mise à l'ordre du jour d'autres priorités au cours de l'invasion nazie et 2° la résistance latente opposée par les éléments dégénérés des appareils qui craignaient la mise en œuvre complète de ces mesures.

Comme le souligne justement Grover Furr, ces obstacles et contre-temps ont permis aux éléments qui voulaient se soustraire à ce contrôle de s'y soustraire effectivement en prétextant de dangers autrement plus imminents que le risque de bureaucratisation accéléré des appareils.

C'est dans ces conditions complexes que se sont produites les deux grandes vagues de lutte au sein des administrations du Parti et de l'Etat, d'abord au tournant des années 1937-1938, puis dans les années de l'immédiate après-guerre.

Au cours de celles-ci, Staline a systématiquement proposé le renforcement des mécanismes de contrôle des organes dirigeants par les larges masses travailleuses comme moyen d'empêcher la constitution d'une nouvelle classe exploiteuse. Cette lutte n'a pas épargné le PCUS(b) et a même culminé en 1952 avec le remplacement de la dizaine de membres du Comité Central du Parti par un nouveau composé d'une vingtaine de membres.

Pourtant, ces luttes ne doivent pas être interprétées, comme le fait Grover Furr, comme une volonté de Staline de limiter les prérogatives du Parti sur toute la vie économique et sociale pour l'empêcher de se transformer en une nouvelle caste d'exploiteurs, mais comme un moyen de l'épurer de ses éléments dégénérés et donc de le renforcer.

Quand Staline insiste sur le fait que la constitution de 1937 devait permettre la présentation de plusieurs candidats, y compris sans-Parti (c'est-à-dire non membres du PCUS) c'est dans le double but de 1° dénicher les éléments "communistes" dégénérés qui font mal leur travail ou cherchent des privilèges et 2° de hausser encore le niveau de conscience et de vigilance politique des larges masses travailleuses tout en en promouvant les meilleurs éléments, y compris quand ils ne sont pas encore encartés.

Sans aucun doute, si ces mécanismes avaient pu être appliqués en URSS comme Staline a sans relâche cherché à le faire en s'appuyant sur son autorité et sur les éléments les plus dévoués à la défense des intérêts des travailleurs, une nouvelle classe exploiteuse n'aurait pu se reconstituer au sein même des appareils d'Etat et du Parti et notre Histoire aurait été bien différente...

Mais au gré des luttes internes comme internationales, Staline n'a pu mener à son terme victorieux cette importante lutte intérieure. La faute sans aucun doute, comme nous l'avons déjà souligné, à la vague de décès suspects et prématurés qui ont frappé le PCUS (b) et d'autres partis communistes frères dans les années 1946-1952, des décès qui sont sans aucun doute à mettre sur le compte des éléments "communistes" dégénérés qui ont employé les moyens les plus désespérés pour différer ces réformes et éliminer leurs promoteurs.

Aujourd'hui, les communistes ne peuvent refaire l'Histoire. Ils peuvent seulement en tirer des leçons pour l'avenir, afin que la prochaine fois, les travailleurs n'aient pas à souffrir de nouveau de tels revers, preuve que les ennemis et fossoyeurs de l'intérieur ne sont pas moins dangereux que ceux de l'extérieur.

Vincent Gouysson, pour l'OCF, le 20/10/2013

Critique de la présentation de la CGT du 17 septembre 2013 intitulée

« Le coût du capital et notre stratégie syndicale »

Dans sa présentation, la CGT remarque d'abord (pp. 3-4) que la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a reculé d'une dizaine de points durant la période 1983-1989 (de 73 à 64 % précisément), et se propose de ramener la part des salaires à son « niveau d'il y a trente ans » pour obtenir des retombées positives sur l'emploi » ainsi que « les caisses de l'Etat et de la Sécurité sociale ».

Ce que la CGT se garde bien de commenter, c'est le fait que la remontée de la part des salaires dans la valeur ajoutée d'un peu plus de 63 % à près de 67 % durant la période 2007-2012 s'est effectuée sans que cela ne profite le moins du monde au niveau des salaires ou à l'emploi...

La CGT oppose ensuite la « gestion classique » à la « gestion financiarisée » des entreprises, la première faisant passer la distribution des dividendes en dernière position derrière l'emploi, les salaires et les investissements tandis que la seconde donne la primauté à la distribution des dividendes et subordonnent l'emploi, les salaires, les investissements et les délocalisations à la réalisation de cet objectif. (p. 5)

La CGT définit le coût du capital comme la somme des intérêts versés aux créanciers et des dividendes versés aux propriétaires. (p. 6) Elle sous-entend en outre que les premiers seraient admissibles tandis que ce sont les seconds qui seraient la cause de tous nos malheurs...

En effet, elle montre ensuite que le montant des dividendes a été multiplié par vingt au cours des trois dernières décennies et que sa part dans la valeur ajoutée est passée de 13 à 30 % au cours de cette période. Les dividendes qui représentaient 7 % des salaires il y a trente ans en représentent aujourd'hui 34 %, soit près de cinq fois plus. (pp. 10-11)

Le constat semble simple et sans appel : « c'est bien le coût du capital » et non (sous-entendu) celui du travail – comme se plaisent à le répéter les médias et politiciens bourgeois –, « qui handicape notre économie », car contribuant à affaiblir « l'investissement productif », à faire reculer « l'emploi industriel », les dépenses de formation et de R&D, avec à la clef un « chômage massif », le « développement de la pauvreté » et la « hausse des inégalités sociales ». (pp. 9-16 et 23)

La CGT en donne ensuite quelques exemples concrets : baisse des pensions réelles des retraités (c'est-à-dire compte tenu de l'inflation), hausse du nombre de ménages surendettés, augmentation du taux de pauvreté. (pp. 18-21)

Au cours de la dernière décennie, ajoute la CGT, « la fortune des 500 français les plus riches a plus que quadruplé, alors que le PIB, lui, n'a que doublé », ainsi, 1/10^e de la richesse est détenue par 1/100 000^e de la population. (p. 20) Certes, mais la CGT sous-entend-elle par là que seules 500 familles de capitalistes sont responsables des malheurs de la France ?

La CGT insiste ensuite lourdement à l'aide de graphiques sur la hausse des dividendes au cours des trois dernières décennies. Ces graphes ne permettent cependant pas de montrer une corrélation entre une hausse des dividendes et une baisse des investissements (p. 25) C'est en effet la part des salaires qui en a pâtit... Pour la CGT ce qu'il faut c'est « **établir un autre partage des richesses** ». (p. 33)

Pour elle le « problème » vient non pas des fondements du capitalisme que sont l'esclavage salarié et la production marchande qui ne sont d'ailleurs évoqués à aucun moment, mais d'« **un mode de gestion des entreprises** » particulier, c'est-à-dire celui désigné plus haut comme « libéral », qui « favorise la rentabilité et la financiarisation de l'économie » au détriment du travail considéré « comme un coût qu'il faut réduire ». (pp . 34-35)

La CGT se contente ainsi, comme Marx le reprochait d'ailleurs aux économistes bourgeois de traiter de la distribution des richesses indépendamment du mode de production et clame haut et fort qu'il est possible de réaliser ces objectifs... sans abattre le capitalisme, mais seulement en faisant une meilleure utilisation des outils fiscaux bourgeois, par exemple revenir sur une partie des « exonérations de cotisations sociales patronales » et durcir la lutte contre la « fraude fiscale » ! (pp . 39-44), afin de « mettre à contribution les actionnaires ». (p. 45)

Sans aucun doute, les actionnaires accueilleraient ce programme avec un enthousiasme débordant et seraient ravis de participer au redressement de la nation en sacrifiant une fraction de leurs profits ! Et tout cela le plus pacifiquement et le plus démocratiquement du monde !...

Mais trêve de plaisanterie, que dire d'autre sinon que la CGT nous donne ici un bien piètre cours d'économie bourgeoise ?!

Pourquoi si mauvais ?

Parce qu'à aucun moment le torchon concocté par la CGT ne va jusqu'au bout de la logique bourgeoise dont il accepte pourtant les fondements – l'exploitation du travail salarié. A aucun moment, la CGT n'évoque en effet la concurrence livrée par les autres pays bourgeois. Celle-ci se chargerait en effet aussitôt d'anéantir les "bienfaits" de ses réformes en anéantissant les débouchés internationaux des entreprises exportatrices françaises dont la compétitivité s'en trouverait laminée.

En vérité, la CGT regrette la période révolue il y a maintenant trois décennies au cours de laquelle la large entente inter-impérialiste occidentale dominante s'était partagée l'essentiel du marché international.

La concurrence était alors "limitée" entre pays "civilisés" industriels, et chacun d'entre eux veillait à garder l'essentiel de son tissu industriel sur son sol, en laissant aux pays semi-coloniaux la production de matières premières et de quelques produits industriels semi-ouvrés.

Puis sont venues les premières délocalisations massives de branches entières de l'industrie anglo-saxonne en Asie du sud-est. Le social-impérialisme soviétique et ses satellites s'en sont certes trouvés laminés, incapables de résister à la force de frappe de cette concurrence à bas coût.

Mais les trois dernières décennies ont vu cette division internationale du travail se lézarder, car un de ces pays atelier n'était pas un pays semi-colonial, c'est-à-dire un pays dont les élites bourgeoises leur étaient soumises, et la situation leur a échappé. Au cours des deux dernières décennies en particulier, l'émergence de l'impérialisme chinois, qui a su habilement s'engouffrer dans cette brèche, n'a cessé de briser toujours plus profondément le monopole industriel et technologique des puissances impérialistes dominantes.

Or c'est ce monopole qui a longtemps permis à ces pays d'importer des matières premières à bas coûts en provenance des pays semi-coloniaux, de les transformer sur leur sol et a ainsi permis de financer les "acquis sociaux" devenus aujourd'hui un luxe.

Face à une concurrence internationale de plus en plus féroce, non seulement face à l'impérialisme chinois, mais aussi face à d'autres puissances impérialistes "alliées" comme l'Allemagne, ce luxe est devenu bien superflu, et la crise économique contemporaine a même révélé qu'il était devenu un handicap beaucoup trop lourd à assumer pour les finances publiques lourdement grevées et sur lesquelles bien peu d'investisseurs bourgeois avisés se risqueraient encore à risquer un kopeck – du moins sur le long terme.

Ces chaînes dorées de l'esclavage salarié (éducation, sécurité sociale, retraites, etc.) dont a bénéficié pendant près d'un demi siècle le prolétariat des pays impérialistes dominants, sont devenues un fardeau dont cherchent aujourd'hui à se débarrasser les élites bourgeoises qui les avaient accordé **parce que c'était alors leur intérêt**, de la même façon que c'est aujourd'hui la grande bourgeoisie chinoise qui décide d'utiliser une fraction des gains de productivités de la dernière décennie pour accorder des augmentations salariales massives au prolétariat chinois en vue d'augmenter la

consommation intérieure et donc de soutenir la croissance économique à un moment où ses marchés d'exportations "traditionnels" vers l'UE, le Japon et les USA sont en sursis.

En dépit de hausse annuelles à deux chiffres, l'impérialisme chinois ne prend qu'un risque limité, car le salaire minimum dans les grandes métropoles du pays reste très compétitif face à ceux de nombre de pays impérialistes en déclin et la montée en gamme de son industrie se poursuit à un rythme rapide dans les principaux secteurs de pointe comme l'aéronautique, l'aérospatiale, l'énergie, l'informatique, etc.

Il n'en va pas de même pour les pays impérialistes en déclin qui sont sur la pente descendante, et où la bourgeoisie est parfois confrontée à une baisse absolue de ses profits. Ainsi le montant des dividendes versés en France durant la période 2009-2012 n'a toujours pas retrouvé son niveau de 2008. (pp. 29 et 46)

Dans ces conditions, il est "naturel" que les élites bourgeoises en difficulté intiment à leurs esclaves l'ordre de se serrer la ceinture pour qu'elles puissent voir leurs comptes revenir au vert. Pourquoi ?

En vue naturellement de continuer à investir ailleurs, afin de prendre une part, même minoritaire, sur des marchés jugés prometteurs et pleins d'avenir, comme peut l'être le marché intérieur chinois. Investir ici ? Mais pourquoi s'obstiner à investir dans des industries à priori condamnées par l'exacerbation de la concurrence internationale ?

Seuls les travailleurs, en renversant le capitalisme et en anéantissant la concurrence, peuvent replacer la satisfaction de leurs besoins matériels et culturels au centre des préoccupations et en faire la finalité première de l'économie. Mais cela n'est possible que sous le socialisme, et de cela, le papier de la CGT n'en dit mot !

Au contraire, la CGT joue sans le dire sur la fibre du "patriotisme économique" (bourgeois) qui permettrait à un parti social chauvin réactionnaire comme le Front national d'adopter une grande partie de son programme économique face au grand capital "financier" "apatride".

Comme tous les petit-bourgeois qui n'ont rien compris et ne veulent pas comprendre les mécanismes économiques fondamentaux qui régissent le capitalisme, le papier de la CGT nous refait le coup du combat entre le "bon capital industriel" contre le "mauvais capital financier".

Ce mauvais remake de l'opposition entre le "mauvais et le bon flic" vise uniquement, est-il besoin de le préciser, à duper les travailleurs et à les empêcher de comprendre que non seulement que le capitalisme n'est pas

réformable (et ne l'a jamais été !), mais que son joug va devenir de plus en plus insupportable pour la grande masse des travailleurs exploités auxquels on en demandera toujours plus, avec à la clef l'inévitable poursuite et aggravation de la composition économique des pays impérialistes en déclin.

Comme on le voit, la présentation de la CGT pue (et nous sommes polis !) le réformisme bourgeois à plein nez, et ce à un moment où nos élites bourgeoises, mises au pied du mur par la concurrence croissante livrée par l'impérialisme chinois à nos dernières branches d'industries les plus technologiques, **sont déterminées à ne rien céder et même à en reprendre le maximum**, afin de tenter de repousser l'échéance fatidique d'un déclasserement comme en a connu le social-impérialisme soviétique il y a deux décennies.

Dans ce contexte d'offensive général du Capital contre les travailleurs, la CGT mystifie les travailleurs et continue de prôner leur soumission la plus complète vis à vis d'un mythologique capital « classique », dont la mécanique est sous-entendue vertueuse, à un vilain capital « financiarisé » qui sacrifie tout sur l'autel du profit immédiat à court terme.

Que la CGT soit tombée aussi bas dans la collaboration de classe ne doit pas nous surprendre, elle est en effet parfaitement fidèle à la ligne du pseudo Parti "communiste" français qui a également sans retour rompu avec les dernières bribes de phraséologie marxiste dans lesquelles il se drapait il y a encore quelques décennies pour masquer sa complète trahison des intérêts de la classe ouvrière et sa soumission aux hommes de paille de la bourgeoisie à une époque de relative prospérité économique. Mais ce "temps béni" est bel et bien révolu avec la crise économique structurelle actuelle qui fête aujourd'hui son cinquième anniversaire.

Affirmer le contraire et en faire le but ultime de sa « stratégie syndicale » relève de la plus grande escroquerie et aucun spécialiste bourgeois censé ne parle d'ailleurs aujourd'hui d'autre langage que celui de la "rigueur budgétaire" et des "nécessaires sacrifices" présents... et futurs !

Plutôt que de pondre des graphiques pour tenter de justifier ses lubies réformistes démodées, la CGT aurait mieux fait de rééditer des ouvrages de Marx comme *Salaires, prix et profit* ou *Travail salarié et capital*...

Ces fascicules auraient en effet appris mille fois plus aux travailleurs sur les mécanismes fondamentaux du capitalisme, à l'instar de la relation inconciliable entre travail et capital, des méfaits de la propriété privée et de la concurrence, etc., que cette présentation CGTiste aussi moderne dans sa forme, que surannée, dépassée et mystificatrice dans son contenu.

Mais à leur décharge, le but des syndicats jaunes n'est il est vrai pas de défendre les intérêts des travailleurs et de leur apprendre à se battre contre leur ennemi de classe, mais au contraire de les désarmer idéologiquement pour les soumettre à l'idéologie (petite-) bourgeoise dominante et ainsi d'éloigner le spectre de la révolution sociale en cette trouble et dangereuse période de crise économique que traverse aujourd'hui le système mondial de l'impérialisme.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 16/11/2013

Au lendemain même de la publication de ce texte, le journal *Libération* publiait un article faisant la promotion de la "nouvelle" stratégie de la CGT dont l'ambition affichée n'était rien de moins que de « prendre à revers l'offensive patronale contre le « coût du travail », en s'appuyant sur les travaux d'un groupe d'économistes ». ¹⁰³

Vincent Gouysse, le 10/12/2013

Rendez-vous sur les pages suivantes pour télécharger *Travail salarié et Capital* ainsi que *Salaire, prix et profit* :

http://www.marxisme.fr/download/Marx_Travail_salarie_et_capital.pdf

http://www.marxisme.fr/download/Marx_Salaire_prix_et_profit.pdf

Documents antérieurs dénonçant la continuité du réformisme petit-bourgeois du P''C''F et des altermondialistes dont le Front de gauche de J.-L. Mélenchon est l'héritier direct et dont il a aujourd'hui repris le flambeau.

(2004-2006)

Citations de Karl Marx, Lénine, Staline et Enver Hoxha à propos de la démocratie bourgeoise et de la démocratie véritable

Karl Marx

« Toute classe qui aspire à la domination – même si cette domination a pour condition, comme c'est le cas pour le prolétariat, l'abolition de toute l'ancienne forme de société et de la domination en général – doit d'abord s'emparer du pouvoir politique afin de présenter, elle aussi, son intérêt comme l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dès le début ». ¹⁰⁴

« [Le communisme] consiste à transformer l'État, organisme qui est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle (...) Dès lors la question se pose : quelle transformation subira l'État dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ?

Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un pouce. Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que **la dictature révolutionnaire du prolétariat**.

Le programme [de Gotha] ne s'occupe pas, pour l'instant, ni de cette dernière, ni de l'État futur dans la société communiste. Ses revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique connue de tout le monde : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc.

Elles sont simplement l'écho du Parti populaire bourgeois, de la Ligue de la paix et de la liberté. Rien de plus que des revendications déjà **réalisées**, pour autant qu'elles ne sont pas des notions entachées d'exagération fantastique ». ¹⁰⁵

« La démocratie vulgaire (...), voit (...) dans la République démocratique, l'avènement du royaume millénaire et (...) ne soupçonne nullement que c'est précisément sous cette dernière forme étatique de la société bourgeoise que se livrera la suprême bataille entre les classes ». ¹⁰⁶

« Si la classe ouvrière conspire (elle qui forme la grande masse de toute nation, elle qui produit toute richesse, et au nom de qui les puissances usurpatrices prétendent régner), elle conspire publiquement, tel le soleil qui conspire contre les ténèbres, avec la pleine conscience qu'en dehors d'elle-même il n'existe pas de pouvoir légitime ». ¹⁰⁷



Lénine

« Les élections pour la Douma d'Etat obligent tous les partis à intensifier leur agitation, à rassembler leurs forces pour faire élire le plus grand nombre possible de députés de « leur » parti.

A cet effet, on déploie chez nous comme dans tous les autres pays une réclame électorale sans vergogne. Tous les partis bourgeois, c'est-à-dire ceux qui montent la garde autour des privilèges économiques des capitalistes, font de la réclame à leurs partis respectifs exactement comme les capitalistes font de la réclame à leurs marchandises. Regardez les annonces commerciales publiées dans les journaux, et vous verrez que les capitalistes inventent pour leurs marchandises les noms les plus « sensationnels », les plus tapageurs, les plus à la mode, et qu'ils les vantent avec un sans-gêne absolu, sans reculer devant aucun mensonge ni aucune supercherie.

Le public — du moins dans les grandes villes et dans les centres de commerce — est habitué depuis longtemps à la réclame commerciale, et sait ce qu'elle vaut. Malheureusement, la réclame politique induit en erreur infiniment plus de monde, il est beaucoup plus difficile de la démasquer, le mensonge s'ancre ici bien plus solidement. Les appellations des partis — en Europe comme chez nous — sont choisies parfois avec le but manifeste de servir de réclame ; les « programmes » des partis sont couramment rédigés à seule fin de tromper le public. Bien souvent, plus il y a de liberté politique dans un pays capitaliste, plus il y a de démocratisme, c'est-à-dire plus il y a de pouvoir populaire et de représentants du peuple, et plus impudente est la réclame que font les partis.

Mais ceci étant, comment s'orienter dans la lutte des partis ? Cette lutte, avec ses mensonges et sa réclame ne prouve-t-elle pas que les institutions représentatives, les parlements, les assemblées des représentants du peuple sont en général inutiles et même nuisibles, comme le prétendent les réactionnaires avérés, ennemis du parlementarisme ? Non point. Avec l'absence d'institutions représentatives, *il y a encore beaucoup plus* de mensonges, d'hypocrisie politique, de supercheries de toute sorte, et le peuple a beaucoup moins de ressources pour démasquer le mensonge et trouver la vérité. Pour s'orienter dans la lutte des partis, il ne faut pas les croire sur parole ; il faut étudier l'histoire véritable des partis, étudier bien moins ce que les partis disent d'eux-mêmes que ce qu'ils *font*, comment ils s'y prennent pour résoudre différents problèmes politiques, comment *ils se comportent* dans les questions qui touchent aux intérêts vitaux des

différentes classes sociales : propriétaires fonciers, capitalistes, paysans, ouvriers, etc. Plus un pays possède de liberté politique, plus ses institutions représentatives sont stables et démocratiques, et plus il est facile aux masses populaires de s'orienter dans la lutte des partis et de *s'initier à la politique*, c'est-à-dire d'apprendre à dénoncer le mensonge et à trouver la vérité ». ¹⁰⁸

« Il est souvent dit et écrit que le point principal dans la théorie de Marx est la lutte des classes. Mais c'est faux. Et cette fausse notion aboutit très souvent à une altération opportuniste du marxisme et sa falsification dans un esprit acceptable pour la bourgeoisie. Quant à la théorie de la lutte des classes elle n'a pas été créée par Marx, mais par la bourgeoisie avant Marx et, en général, c'est acceptable pour la bourgeoisie.

Ceux qui reconnaissent seulement la lutte des classes ne sont pas encore des marxistes ; ils peuvent toujours se trouver encore dans les limites de la pensée et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la théorie de la lutte des classes signifie tronquer le marxisme, le déformant, le réduisant à quelque chose acceptable pour la bourgeoisie. Seulement est marxiste celui qui prolonge l'identification de la lutte des classes à l'identification de la dictature du prolétariat. C'est ce qui constitue la distinction la plus profonde entre le Marxiste et l'ordinaire petit (aussi bien que grand) bourgeois. C'est la pierre de touche sur laquelle la compréhension réelle et l'identification de marxisme doit être évaluée (...)

L'essence de la théorie de Marx de l'état a été maîtrisée seulement par ceux qui se rendent compte que la dictature d'une seule classe est nécessaire non seulement pour chaque société de classes en général, non seulement pour le prolétariat qui a renversé la bourgeoisie, mais aussi pendant la période entière historique qui sépare le capitalisme de "la société sans classe" du communisme ». ¹⁰⁹

« Quiconque n'a pas compris la nécessité de la dictature de toute classe révolutionnaire pour remporter la victoire n'a rien compris à l'histoire des révolutions ou ne veut rien savoir dans ce domaine ». ¹¹⁰



Staline

« La dictature du prolétariat ne peut être la démocratie « intégrale », la démocratie pour *tous*, pour les riches et pour les pauvres ; elle « doit être un Etat démocratique, mais uniquement *pour le prolétariat et les non-possédants* ; un Etat dictatorial, mais uniquement *contre la bourgeoisie...* » (*L'Etat et la révolution*).

Les discours de Kautsky et consorts sur l'égalité universelle, la démocratie pure, parfaite, ne sont que des phrases bourgeoises voilant l'inadmissibilité d'une égalité entre les exploités et les exploités. La théorie de la démocratie « pure » est celle de l'aristocratie ouvrière apprivoisée et entretenue par les pillards impérialistes. Elle a été élaborée pour couvrir les plaies du capitalisme, farder l'impérialisme et lui conférer une force morale dans sa lutte contre les masses exploitées.

En régime capitaliste, il n'y a pas et il ne peut y avoir de libertés véritables pour les exploités, car les locaux, les imprimeries, les entrepôts de papier, etc., nécessaires pour l'utilisation de ces libertés, sont le monopole des exploités.

En régime capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir de participation véritable des masses exploitées à l'administration du pays, parce que, dans les pays les plus démocratiques, les gouvernements sont instaurés non pas par le peuple, mais par les Rotschild et les Stinnes, les Rockefeller et les Morgan.

En régime capitaliste, la démocratie est une démocratie *capitaliste* ; c'est la démocratie de la minorité exploitante basée sur la limitation des droits de la majorité exploitée et dirigée contre cette majorité. Ce n'est que sous la dictature du prolétariat que sont possibles les libertés véritables pour les exploités et la participation réelle des ouvriers et des paysans à l'administration du pays. Sous la dictature du prolétariat, la démocratie est *prolétarienne* ; c'est la démocratie de la majorité exploitée, basée sur la limitation des droits de la minorité exploitante et dirigée contre cette minorité ». ¹¹¹

« De là, trois côtés fondamentaux de la dictature du prolétariat : 1. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour la répression des exploités, la défense du pays, la consolidation des relations avec les prolétaires des autres pays, le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays ; 2. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les travailleurs et les masses exploitées, pour renforcer l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à la réalisation du socialisme et assurer leur direction politique par le prolétariat ; 3. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour l'organisation du socialisme, l'abolition des classes, l'acheminement vers une société sans classes, sans Etat. La dictature du prolétariat est la réunion de ces trois côtés, dont aucun ne peut être considéré comme l'indice caractéristique *unique* de cette dictature, et dont l'absence d'un seul suffit pour que la dictature du prolétariat cesse d'être une dictature dans un pays encerclé par le capitalisme ». ¹¹²

« La question n'est pas que nos élections seront générales, égales, secrètes et directes, encore que ce fait ait par lui-même une grande importance. La question est que nos élections générales seront les plus libres et les plus démocratiques, comparativement aux élections de tout autre pays du monde.

Les élections générales se font également dans un certain nombre de pays capitalistes, dits démocratiques. Mais dans quelles conditions s'y font-elles ? Au milieu des collisions de classes, de l'hostilité des classes, cependant que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les banquiers et autres requins du capitalisme exercent une pression sur les électeurs. De telles élections, fussent-elles générales, égales, secrètes et directes, on ne saurait les dire parfaitement libres, parfaitement démocratiques. (...)

Je voudrais ensuite, camarades, vous donner un conseil, un conseil de candidat-député à ses électeurs. Si l'on prend les pays capitalistes, on y voit s'exercer entre députés et électeurs des relations originales, je dirais même-assez singulières.

Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec les électeurs, sont aux petits soins pour eux, leur jurent fidélité, leur prodiguent une foule de promesses. C'est à croire que les députés dépendent entièrement des électeurs. Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent du tout au tout. Au lieu de la dépendance des députés vis-à-vis des électeurs, c'est leur entière indépendance.

Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre et indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais ; il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables ; il peut faire toutes les culbutes qu'il veut : il est indépendant.

Ces relations, peut-on les regarder comme normales ? Pas du tout, camarades. Tenant compte de ce fait, notre Constitution a promulgué une loi conférant aux électeurs le droit de rappeler avant terme ceux de leurs députés qui commencent à biaiser, à dévier de la bonne voie, à oublier leur dépendance vis-à-vis du peuple, vis-à-vis des électeurs.

Loi remarquable que celle-là, camarades. Le député doit savoir qu'il est le serviteur du peuple, son délégué envoyé au Soviet suprême, et il doit s'en tenir à la ligne qui lui a été tracée dans son mandat par le peuple. Si le député a dévié de son chemin, ses mandants ont le droit de demander de

nouvelles élections et de blackbouler le député fourvoyé. (*Rires, applaudissements.*) Loi remarquable que celle-là.

Mon conseil, conseil de candidat-député à ses électeurs, est qu'ils n'oublient pas ce droit, le droit qu'ils ont de rappeler avant terme les députés, de surveiller leurs députés, de les contrôler et, s'ils s'avisent de dévier de la bonne route, de les secouer de leurs épaules, d'exiger de nouvelles élections. Le gouvernement a le devoir de fixer de nouvelles élections. Mon conseil est de ne pas oublier cette loi et de s'en servir à l'occasion ». ¹¹³



Enver Hoxha

« Dans le domaine politique Khrouchtchev et son groupe ont sali et ont renoncé à la théorie marxiste-léniniste et à la pratique de la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, l'appelant "une altération staliniste" et proclamant la période entière historique de la direction de Staline "une période sombre, anti-démocratique, une période des violations de la légalité socialiste, de terreur et de meurtres, de prisons et de camps de concentration". La route a été ainsi ouverte pour la liquidation de la dictature du prolétariat et pour son remplacement par la dictature bureaucratique et contre-révolutionnaire de la nouvelle aristocratie "socialiste" qui est née et se développait, tout cela étant couvert de slogans trompeurs de "démocratisation" et de "la restauration de la liberté et la justice socialiste" prétendument "perdue et maintenant regagnée" ». ¹¹⁴

« Dans toutes les formations économiques et sociales non socialistes, dans tous les Etats capitalistes et révisionnistes, la société n'est pas guidée par la classe ouvrière ni, en conséquence, par son parti révolutionnaire nourri de la théorie de Marx et de Lénine. Là existent diverses classes antagonistes qui sont dirigées par leurs partis, et ceux-ci ne représentent pas les intérêts véritables des masses ; mais ceux de l'aristocratie ouvrière ou de la grande aristocratie bourgeoise. Ces partis font semblant de s'affronter dans leur action politique et de mener une lutte « démocratique » parlementaire, mais dans les parlements bourgeois,

«... on ne fait que bavarder à seule fin de duper le « peuple » ». ¹¹⁵

Les Etats où dominent les partis politiques de la bourgeoisie, bien qu'ils se camouflent en s'intitulant eux-mêmes « démocratiques », n'ont en fait dans leur action pas un brin de démocratie ni de liberté véritable, individuelle ou sociale.

La "démocratie", dans certains des pays non socialistes, s'exprime formellement à travers l'organisation de nombreux partis, qui, au cours de

la campagne des élections législatives, en exerçant une puissante influence sur les masses travailleuses, en les dupant, ainsi qu'en manipulant le scrutin et ses résultats, arrivent à avoir chacun un groupe de députés au parlement. Les députés de ces partis ne sont que des politiciens chevronnés, passés maîtres dans la défense du régime au pouvoir, dans le renforcement de la position des trusts et des monopoles dans l'Etat capitaliste. Au parlement, ils se présentent comme s'ils donnaient au pays et au peuple la "liberté" et la "démocratie". Bien que les députés bourgeois discourent comme des moulins tournant à vide sur les "droits de l'homme", là-bas, en dernier ressort, c'est le capitalisme qui domine, c'est la grande bourgeoisie, qui, de temps à autre, partage le pouvoir avec la bourgeoisie moyenne et maintient sous sa domination le prolétariat, la paysannerie pauvre, ainsi que l'autre partie des travailleurs, les artisans et les intellectuels pauvres, que le chômage et la faim ont réduits à une couche sociale révolutionnairement faible. Ces malheureux électeurs décident, comme le dit Marx,

« ... une fois tous les trois ou six ans... quel membre de la classe dirigeante doit représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement... »¹¹⁶

Les partis politiques, au pouvoir ou à l'opposition, ont organisé leurs syndicats, qu'ils dirigent sous des formes soi-disant démocratiques, et auxquels ils permettent d'élever des protestations ou d'avancer des revendications. Mais ces protestations ou revendications encouragées par ces partis n'ont pas un caractère politique, elles ne tendent pas à renverser l'ordre capitaliste, qui exploite impitoyablement les travailleurs, mais seulement à faire introduire certaines réformes économiques d'une si faible importance qu'elles ne gênent guère la bourgeoisie (et c'est pourquoi de temps à autre celle-ci satisfait certaines de ces revendications) et n'apportent aucun profit substantiel au prolétariat et aux autres couches opprimées et exploitées. Mais ces « revendications » ont leur importance pour les défenseurs de l'ordre bourgeois, car elles leur servent à créer dans l'opinion la fausse impression que, sous le capitalisme, la classe ouvrière et les autres travailleurs font entendre "librement" leur voix.

Pour se convaincre du caractère totalement mystificateur de ces pratiques, il n'est que de rappeler que, lorsque les revendications des masses dépassent les orientations données par les partis politiques et que celles-ci insistent pour obtenir réellement les libertés et les droits qui leur reviennent, alors interviennent les forces de défense de l'ordre capitaliste qui les noient dans le sang. L'histoire mondiale connaît une infinité de faits de ce genre. Les capitalistes cherchent à démontrer leur thèse mystificatrice selon laquelle dans leur système social existe la "démocratie", par l'argument éculé que là-bas les partis politiques ont leur presse, où ils peuvent exprimer leurs vues sur les problèmes du pays, sur le pouvoir et sur

ses hommes. Lénine, démasquant la "liberté de la presse" invoquée par la bourgeoisie, a écrit :

« Les capitalistes... appellent « liberté de la presse » la suppression de la censure et la possibilité pour tous les partis d'éditer des journaux à leur gré. En réalité, c'est non pas la liberté de la presse, mais la liberté pour les riches, pour la bourgeoisie, de tromper les masses populaires opprimées et exploitées ». ¹¹⁷

Mais qu'est-ce en réalité la démocratie bourgeoise ? C'est une forme de domination de la bourgeoisie, alors que les droits et les libertés proclamés «pour tous», y ont un caractère purement formel et mensonger, car, sous un régime dominé par la propriété privée, les moyens socio-économiques qui en assurent l'application effective, font défaut. Avec cette démocratie bourgeoise, on peut critiquer tel ou tel dans la presse, dans des réunions, ou au parlement, on peut critiquer un parti ou un gouvernement qui accède au pouvoir, on peut dissenter tant qu'on veut, mais on ne peut rien changer, on est contraint d'en rester aux paroles, car le pouvoir économique et politique capitaliste, avec ses appareils, est préparé à se jeter comme une fauve contre quiconque s'en prend par des actes à la classe dominante, à l'oligarchie financière. (...)

Les lois qui sont approuvées dans les parlements bourgeois et révisionnistes expriment la volonté de la classe dominante et elles défendent ses intérêts. Ces lois profitent aux partis du capital qui forment la majorité au parlement. Mais les partis prétendent à l'opposition et qui, souvent, représentent les intérêts de l'aristocratie ouvrière et des koulaks, ne manquent pas non plus d'en profiter. Ces partis "d'opposition", qui sont soi-disant en contradiction avec ceux qui ont obtenu la majorité des sièges et qui appuient le grand capital, mènent grand bruit, ils "critiquent", etc., mais leur bruit ne guérit ni le chômage, ni l'émigration, ni l'inflation. Quels que soient les cris et les critiques de l'opposition au parlement, les prix montent, la vie se corrompt et dégénère, les assassinats, les hold-ups et les enlèvements dans la rue, de jour et de nuit, deviennent toujours plus inquiétants. Ce chaos et cette confusion, cette liberté des malfaiteurs pour perpétrer leurs crimes, voilà ce que les capitalistes et les révisionnistes appellent "démocratie véritable" ! » ¹¹⁸

Quelques aspects du révisionnisme du P"C"F

I – La lutte contre le « stalinisme », prétexte pour attaquer les fondements du marxisme-léninisme

Nous allons montrer principalement à l'aide des ouvrages *Démocratie*,¹¹⁹ publié en 1990 par Georges Marchais (secrétaire général du PCF de 1972 à 1994) et *Communisme : La Mutation*,¹²⁰ publié en 1995 par Robert Hue (secrétaire général du PCF de 1994 à 2001, puis président du PCF depuis 2002), le fait qu'à travers l'anti-stalinisme, les révisionnistes du PCF attaquent en fait le marxisme-léninisme. Ce ne sont pas là des attaques portant sur des points de détails de la théorie marxiste, mais sur ses fondements mêmes, attaques qui aboutissent à la révision totale du marxisme dans tous les domaines.

A – Attaques contre le matérialisme dialectique

« Le « marxisme-léninisme » tel que le codifie Staline est un système cohérent, simpliste et accessible. La dialectique s'y trouve ramenée à quelques « lois » universelles. Tout se déroule avec la tranquille assurance des « lois de la nature », jusqu'au « soleil radieux du communisme ». Cette cohérence se double d'un fort souci de « pédagogie de masse ». »¹²¹

Y-a-t-il dans ce passage une réfutation un tant soit peu sérieuse de la philosophie marxiste telle que l'a exposé Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* ? Assurément non. On se contente de dénoncer l'aspect « simpliste », « accessible » et « absolu » de la dialectique telle qu'elle fût « codifiée par Staline ». Telle qu'elle fut codifiée par Staline, seulement ? Allons donc, M^r Hue, ne vous attaquez-vous pas par là également à la dialectique telle qu'elle fût codifiée par Engels et Lénine ?

« La conception matérialiste du monde, dit Engels, signifie simplement la conception de la nature telle qu'elle est sans aucune addition étrangère ». ¹²²

Robert Hue, en rejetant la « dérive scientiste du stalinisme » ne se place-t-il pas en fait également en contradiction avec Engels ? A quoi s'attaque-t-il donc ici sinon au caractère scientifique de la théorie marxiste, à son caractère populaire et à sa diffusion dans les masses ?

Le passage de Robert Hue est remarquable en ce sens qu'il synthétise à lui seul d'une façon parfaitement claire ses conceptions philosophiques antimatérialistes et antimarxistes. Si Robert Hue s'abstient de parler des conceptions philosophiques de Lénine, c'est bien parce qu'il est en opposition flagrante avec ce dernier. Robert Hue est d'accord avec les empiriocriticistes russes autrefois si justement dénoncés par Lénine :

« Bogdanov déclare : « Le marxisme implique pour moi la négation de l'objectivité absolue de toute vérité quelle qu'elle soit, la négation de toutes les vérités éternelles ». (*Empiriomonisme*, livre III, pp. IV et V) »¹²³

Ce à quoi Lénine répond que :

« La négation de la vérité objective par Bogdanov, c'est de l'agnosticisme et du subjectivisme ». ¹²⁴

Plus loin, Lénine traitant du rapport entre la vérité relative et la vérité absolue affirme qu'

« Au point de vue du matérialisme moderne, c'est-à-dire du marxisme, les *limites* de l'approximation de nos connaissances par rapport à la vérité objective, absolue, sont liées à des conditions historiques, mais l'existence même de cette vérité est *inconditionnelle* comme l'est également le fait que nous en approchons. (...) La dialectique matérialiste de Marx et d'Engels inclut sans contredit le relativisme, mais ne s'y réduit pas ; c'est-à-dire qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la relativité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité ». ¹²⁵

On le voit, Robert Hue, sous couvert d'attaquer l'aspect « absolu » [« totalitaire » !] de la philosophie marxiste-léniniste telle que codifiée par Staline, a rejeté toute prétention scientifique du marxisme et attaqué en fait le léninisme. On remarquera au passage le fait que la dénonciation de l'aspect « absolu » de la dialectique marxiste-léniniste n'est pas propre à Robert Hue. La dénonciation par les tenants de la philosophie idéaliste et agnostique de la « dérive scientiste » de la philosophie marxiste est en effet la cible des attaques de tous les anticommunistes et n'est pas sans nous rappeler un certain Jacques Généreux. ¹²⁶

Robert Hue se situe donc sur le terrain de la philosophie agnostique, dernier refuge de l'idéalisme et du fidéisme :

« Le fidéisme contemporain ne répudie nullement la science ; il n'en répudie que les «prétentions excessives», notamment celle de découvrir la vérité objective. S'il existe une vérité objective (comme le pensent les matérialistes), si les sciences de la nature, reflétant le monde extérieur dans l'«expérience» humaine, sont seules capables de nous donner la vérité objective, tout fidéisme doit être absolument rejeté ». ¹²⁷

Ces conceptions philosophiques, anciennes au PCF, expliquent son attitude libérale-pragmatiste envers la religion dans le sens de l'acceptation de la conception bourgeoise de la laïcité (« L'État socialiste sera laïque et respectera les croyances des uns comme l'incroyance des autres »¹²⁸) et sa

politique de main-tendue aux chrétiens, politique dont on reparlera un peu plus loin.

« L'agnostique dit : J'ignore s'il existe une réalité objective reflétée, représentée par nos sensations, et je déclare impossible de le savoir (...). D'où la négation de la vérité objective par l'agnostique et la tolérance petite-bourgeoise, philistine, pusillanime envers la croyance aux loups-garous, aux lutins, aux saints catholiques et à d'autres choses analogues ».¹²⁹

Remarquons également que les méthodes employées par Georges Marchais et Robert Hue pour attaquer le matérialisme dialectique à travers Staline ne sont pas sans nous rappeler les méthodes employées par les empirocriticistes russes pour attaquer la philosophie marxiste :

« Parce que les disciples de Mach craignent la vérité. Ils font la guerre au matérialisme tout en feignant de combattre seulement Plékhanov : procédé pusillanime et sans principes ».¹³⁰

De la même façon que les empirocriticistes essayaient d'opposer Marx à Engels, « *ce dernier étant accusé de professer un « matérialisme naïvement dogmatique » et le « dogmatisme matérialiste le plus grossier »...* », ¹³¹ de la même façon Robert Hue et Georges Marchais tentent d'opposer Lénine à Staline :

« L'un [Lénine] enrichit la théorie, l'autre [Staline] la pétrifie ».¹³²

« À l'évidence, Lénine et ses compagnons d'alors furent en l'occurrence autre chose que des « dogmatiques » incapables de créativité... »¹³³

Les dirigeants du PCF, on le voit, ont attaqué les fondements de la philosophie marxiste sous le prétexte de la lutte contre le dogmatisme et de ce fait légitimé l'épanouissement de toutes sortes d'idéologies « marxistes ». On a donc vu que le PCF se plaçait sur le terrain de la philosophie agnostique, laquelle comme le soulignait avec force Lénine, était une concession inadmissible à l'idéalisme. Ces conceptions philosophiques sont très anciennes au sein du PCF, très influencé par les idées de la révolution française de 1789.

Le camarade Patrick Kessel avait montré dans « *Du Parti de Thorez* » à la « *pensée de Mao* » le fait que le PCF déjà du temps de Maurice Thorez était très attaché à la tradition républicaine et à la philosophie du siècle des Lumières.¹³⁴

Cela ne fait pas exception chez Georges Marchais et Robert Hue, qui tous deux soulignent leur fierté de s'appuyer sur les idées du siècle français des Lumières et des intellectuels engagés des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Chose inadmissible aussi bien chez Georges Marchais qui utilise les idées des penseurs de la bourgeoisie démocratique (qui représentait à l'époque du

renversement de la féodalité une classe progressiste) dans le but d'enrichir le marxisme (Sic !), que chez Robert Hue qui mélange pêle-mêle penseurs communistes et anti-communistes déclarés (comme André Gide et Jean-Paul Sartre) !

L'anti-stalinisme est l'un des credo des intellectuels de « gauche » français qui aiment à marcher sur les pas d'André Gide « déçu par le stalinisme ». ¹³⁵
Cette "tradition" s'est perpétuée avec le livre *Albanie, la sentinelle de Staline* de Jean Bertolino. ¹³⁶

« Sur des centaines de millions d'hommes règne aujourd'hui le gouvernement des philosophes dont la tradition occidentale a tant rêvé. Mais voilà, les philosophes n'ont pas la tête qu'on croyait. C'est que, pour régner, la philosophie a dû passer par la police, et elle y a perdu un peu de son objectivité et de sa bienveillance. (...) La révolution faite par des travailleurs a triomphé en 17 et ce fut alors vraiment l'aube de la liberté réelle et le plus grand espoir que ce monde ait connu. Mais cette révolution, encerclée, menacée à l'intérieur comme à l'extérieur, s'est armée, s'est munie d'une police. Héritière d'une formule et d'une doctrine qui par malheur lui rendaient la liberté suspecte, la révolution alors s'est peu à peu essoufflée pendant que la police se renforçait, et le plus grand espoir du monde s'est sclérosé dans la dictature la plus efficace du monde ». ¹³⁷

Georges Marchais et Robert Hue ont repris ces conceptions pourtant autrefois dénoncées par le PCF lui-même :

« Pour ces messieurs, de même que pour Mounier qui, on s'en souvient, avait consacré à ce sujet un numéro spécial de la revue *Esprit*, le marxisme est devenu « une scolastique ». J.-P. Sartre et Rousset tirent d'ailleurs plus franchement leurs conclusions et parlent de la nécessité d'une « révision théorique ». Ils nous montrent ainsi très clairement que les accusations de cet ordre visent purement et simplement à s'affranchir du marxisme. (...) Des gens comme J.-P. Sartre et David Rousset reprennent, dans leur lutte contre le Parti de la classe ouvrière, les calomnies éculées du trotskisme et rejoignent le vaste front antisoviétique, où ils se trouvent en compagnie des chefs droitiers de la social-démocratie et même du R.P.F., qu'ils prétendent combattre. Sur le problème de l'U.R.S.S. et de ce qu'ils appellent le Stalinisme, il n'y a pas de différence entre leur position et celle d'un Blum ou d'un Malraux ». ¹³⁸

Mais pour Georges Marchais,

« L'originalité de notre histoire inscrit leur effort individuel et collectif pour contribuer au renouvellement d'un marxisme vivant dans celui de la longue lignée de penseurs et de créateurs qui ont, inséparablement, éclairé la voie aux luttes populaires et constitué le génie français. Car telle est la France : les plus grands furent ceux qui scellèrent leur vie et leur œuvre aux destinées de notre peuple. Ce fut l'anticonformisme d'un Rabelais, le refus de

l'argument d'autorité d'un Descartes, la critique sociale d'un Molière ou d'un Beaumarchais, la conviction démocratique d'un Rousseau, l'engagement républicain d'un Hugo ou d'un Zola. Cette donnée s'est pleinement confirmée au 20^e siècle avec Langevin, Joliot-Curie, Aragon, Eluard, Picasso, qui étaient communistes, ou avec des hommes comme Malraux et Sartre, qui ne l'étaient pas. J'ai la conviction que cette tradition française, qui fait puiser la force et la grandeur de ses créateurs dans leurs liens avec le peuple et la nation, n'est pas près de s'éteindre ». ¹³⁹

Un constat très largement partagé par Robert Hue pour lequel,

« Notre pays, c'est (...), de Langevin à Malraux, de Sartre à Aragon, la poursuite d'une grande tradition d'intellectuels liés aux luttes populaires. C'est un stimulant pluralisme, un « équilibre dans la diversité » comme dit Gide, qui fait qu'à travers divisions et conflits un Pascal a toujours répondu à un Montaigne, un Voltaire à un Rousseau, un Victor Hugo à un Lamartine, un Valéry à un Claudel. C'est l'éducation nationale pour tous, gratuite et obligatoire jusqu'à seize ans. C'est l'esprit de la laïcité française ». ¹⁴⁰

On conçoit donc sans mal le fait que cette « tradition française » « stimulant » le « pluralisme », (ce charabia philosophique où se mêlent toutes les variétés d'idéalisme, de matérialisme mécaniste et de psychologisme) aboutisse à la confusion idéologique la plus complète et empêche à la philosophie matérialiste marxiste de triompher !

« Penser qu'un mot unique — fût-ce le beau mot de communisme auquel je tiens si fort — pourrait résumer l'avenir de la libération humaine, quelle folie ! L'avenir de la civilisation n'est certainement pas enfermé dans l'uniformité. Et tant mieux ! La diversité des pensées qui s'en préoccupent — et parmi elles, il y a bien sûr la pensée communiste — ne saurait donc être un obstacle. La Révolution française n'est pas sortie d'une seule formule inscrite dans tous les cerveaux. Elle a au contraire été la rencontre d'innombrables rêves de liberté. Ce sera bien plus vrai encore de la civilisation pleinement humaine qui s'impose aujourd'hui ». ¹⁴¹

Il nous faut cependant insister sur le fait que lorsque Robert Hue et Georges Marchais soulignent l'héritage des idées de la révolution française, il passent scrupuleusement sous silence (comme toute la littérature bourgeoise), deux des penseurs les plus brillants du siècle des Lumières, Jean Meslier et Jean-Paul Marat, penseurs qui à de nombreux égards avaient poussé bien plus loin la critique sociale et le démocratisme que les esprits les plus éclairés de la bourgeoisie.

Jean Meslier, dit *le curé Meslier* était mort en 1729 léguant un manuscrit dans lequel il démontrait l'imposture du christianisme et où, un siècle avant Marx, il dénonçait le rôle de la religion comme opium du peuple. Il appelait également celui-ci à se révolter et prônait un communisme utopique où la famille et la propriété privée étaient abolies.

Quant à Jean-Paul Marat, il prit la défense du peuple contre les classes aisées durant la Révolution française de 1789 et en appelait à la violence révolutionnaire du peuple pour qu'il établisse sa dictature suprême sur les classes nanties.

On peut dire que dans le cadre des conditions historiques de leur époque (durant laquelle la bourgeoisie essayait de s'arracher aux chaînes du féodalisme et le prolétariat moderne, lui, n'existait pas encore), Jean Meslier et Jean-Paul Marat ont poussé la critique sociale aussi loin qu'elle était possible.

« Lorsque par une suite de rapines et de brigandages, par l'avarice des uns et la prodigalité des autres, les fonds de terre sont passés en peu de mains, ces rapports changent nécessairement : les richesses, cette voie sourde d'acquérir la puissance, en deviennent une infaillible de servitude ; bientôt la classe des citoyens indépendant s'évanouit, et l'état ne contient plus que des maîtres et des sujets ». ¹⁴²

Quant aux communistes utopiques du XIX^{ème} siècle, il n'en est même pas fait mention ! C'est Robert Hue, que son instinct de classe ne trompe pas, qui nous avoue le pourquoi de la chose : nous parlant des racines historiques qui ont permis au stalinisme de s'implanter en France sans qu'il soit « imposé » par l'extérieur, il met en avant 1° l'identification par les communistes français des révolutions russes de Février et Octobre 1917 à celles de 1789 et 1793 et 2° « les violentes querelles de sectes et de courants » qui agitaient le mouvement socialiste français.

« Les premiers communistes français « pensent » immédiatement les deux révolutions russes de Février et d'Octobre 1917 dans les termes de « 1789 » et « 1793 ». (...) Dès lors tout se mêle : révolutionnaires et contre-révolutionnaires, girondins et montagnards, « indulgents » et « enragés », bolcheviks et mencheviks... Dès lors, procès, complots, emprisonnements, déportations, intrigues, justice expéditive prennent un sens : celui non de monstruosité condamnables mais de violences inévitables. « Voulez-vous une révolution sans révolution ? » avait dit Robespierre... » ¹⁴³

« [Le mouvement ouvrier et socialiste français] avait eu ses saint-simoniens, ses anarchistes, ses blanquistes, ses anarcho-syndicalistes, ses marxistes, ses guesdistes, ses jaoussistes... Comment aurait-il pu être dépayé par le sectarisme et le manichéisme, par la traque aux trotskistes, aux « titistes », aux opportunistes, aux révisionnistes, aux « droitiers », aux « gauchistes », aux « renégats »... Quand Staline multiplie les formules rhétoriques de « luttés sur les deux fronts », « contre les deux dangers » : opportunisme-sectarisme, révisionnisme-gauchisme, il rencontre parfaitement une sensibilité — davantage même, une « pratique » — française ! » ¹⁴⁴

On voit que Robert Hue, lorsqu'il affirme avoir montré qu'il y a en France « une pensée communiste qui vient de loin » et lorsqu'il rejette le stalinisme, rejette également la violence révolutionnaire et les luttes entre les courants socialistes. Mais alors de quelle « pensée communiste » nous parle donc Robert Hue sinon celle des penseurs éclairés de la bourgeoisie ?

Comme tout petit-bourgeois, Robert Hue redoute la voix des masses et n'arrive pas à comprendre ce simple fait que la résonance du bolchévisme en France (d'ailleurs entravée par les conceptions républicaines qui ont exercé une forte influence sur les communistes français) découle avant tout de ce que la France est un pays capitaliste, une société de classes, et de ce que le marxisme-léninisme n'est pas un phénomène spécifiquement russe que l'on pourrait expliquer en cherchant les causes dans l'histoire de la Russie tsariste. Notre historien en herbe et Georges Marchais, nous expliquent avec gravité que Staline utilisait « les méthodes, les « traditions » venues pour certaines du fond des âges, qui avaient assuré précédemment la domination des tsars ». ¹⁴⁵

« Le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou, plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier ». ¹⁴⁶

Mais nous n'irons pas parler de « léninisme » à Robert Hue, lui qui ne veut même pas entendre parler de « marxisme », car cela, voyez-vous, ouvrirait la voie au « dogmatisme ». Et Robert Hue de « défendre » Marx contre les « déformations qu'il a subies dans l'histoire ». Mais quand Robert Hue parle des déformations de la pensée de Marx (et contrairement à son assurance de refuser d'en faire un « auteur bien-pensant » « séparé de tout engagement et combat politique »), il ne vise en fait nullement les déformations opportunistes droitières flagrantes visant à affadir la pensée marxiste (puisqu'il lui-même l'a « affadit » magistralement comme nous continuerons de le montrer par la suite), mais les déformations que lui ont fait subir « la secte de ses disciples ». Écoutons donc notre Docteur ès dogmatisme :

« Cela m'amène à dire un mot à propos du « marxisme ». Pas pour clore le débat, mais pour y inviter. Et par là je n'ai pas en vue le « marxisme-léninisme » — l'ossification doctrinaire opérée par Staline dont j'ai parlé, et sur laquelle je ne reviens pas — mais la notion même de « marxisme » appliquée à la pensée de Marx. On cite souvent la boutade de Marx rapportée par Engels : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste ». On en fait parfois la réflexion d'un penseur ulcéré devant ce qu'il considère comme une caricature de sa pensée. Quelque chose du genre « si c'est ça le marxisme, alors je n'en suis pas ! ». Mais ne peut-on voir dans cette repartie plus loin que l'anecdote ? Plus profond : comme une invitation

à ne pas transformer sa pensée en système : en « marxisme » ? (...) Et même si l'on répète que le « marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action », la tentation du dogme est visiblement présente en sa dénégation ! Voir « Marx dans ses limites » comme disait Althusser. Il me semble qu'il avait raison. (...) Mais pour ma part, je m'en tiens au nom de Marx et le préfère au « marxisme ». Et je crois qu'il est vain de caresser le rêve d'une pensée globale, d'une sorte de science absolue, même en y ajoutant toute la dialectique qu'on veut comme ciment ». ¹⁴⁷

Robert Hue se met donc ici à la remorque des libéraux qui clament également à l'occasion que « Marx » était « contre le marxisme ». Soulignons au passage que nous sommes reconnaissants à la bourgeoisie de veiller à ce que les déformations dogmatiques de la pensée de Marx ne se produisent pas.

Toujours est-il que lorsque certains représentants de la bourgeoisie crient au « dogmatisme » des dirigeants du PCF, c'est avec on ne peut plus de raison que Georges Marchais s'insurge : comment en effet ignorer les efforts faits par le PCF pour se libérer de la conception doctrinaire du marxisme ?

« Dans la panoplie des clichés anticommunistes, l'expression « dogmatisme de la pensée » est une valeur sûre. Je pense sincèrement que c'est un des reproches les plus injustes parmi ceux qu'on nous adresse. Car ce n'est pas d'hier que nous avons fait effort pour nous dégager de la conception doctrinaire du marxisme ! L'acte décisif qui marqua cette rupture date, à mon avis, de 1966, avec la tenue d'une réunion du Comité central à Argenteuil, qui définit la politique de notre parti en matière de création et de théorie, en affirmant la pleine liberté de l'une et de l'autre. Ses travaux furent publiés. On peut relire aujourd'hui les interventions de Waldeck Rochet, Aragon, Jean Kanapa, Roger Garaudy, Guy Besse, André Stil, Michel Simon, Lucien Sève, d'autres... « Dogmatisme » ? Allons... » ¹⁴⁸

Et Georges Marchais de mieux lui préciser sa conception de la liberté d'épanouissement de différents courants idéologiques :

« Nous avons ainsi renoncé à toute idée d'un marxisme officiel, à toute définition d'une « orthodoxie » à laquelle notre parti accorderait son label. Cette conception neuve des rapports entre théorie et politique nous a conduits à créer l'Institut de recherches marxistes, où se développent dans la rigueur et le pluralisme des démarches des travaux d'une grande diversité, à poursuivre le déploiement des éditions Messidor et de nombreuses revues, à organiser des débats et rencontres multiples, à contribuer ainsi à la vitalité du marxisme dans la bataille d'idées ». ¹⁴⁹

Et combien de générations de "marxistes" remarquables et pleines de vitalité cette « conception neuve » n'a-t-elle pas formé !!!

Mais de quelle « bataille d'idées », de quelle « liberté » de « création » et de « théorie » peut-il donc s'agir ? A ce sujet, nous laisserons répondre Lénine :

« La « liberté de critique » est sans conteste, de nos mots d'ordre actuels, le plus à la mode, celui qui revient le plus fréquemment dans les discussions entre socialistes et démocrates de tous les pays. Au premier abord, rien de plus étrange que de voir une des parties en litige se réclamer solennellement de la liberté de critique. (...) « Il y a là-dessous autre chose ! » se dira nécessairement tout homme non intéressé à la discussion et qui a entendu ce mot d'ordre à la mode répété à tous les carrefours, mais n'a pas encore saisi le fond du désaccord ».¹⁵⁰

« Ceux qui ne ferment pas sciemment les yeux ne peuvent pas ne pas voir que la nouvelle tendance « critique » n'est, dans le socialisme, qu'une nouvelle variété de l'*opportunisme*. Et si l'on juge des gens, non pas d'après le brillant uniforme qu'ils ont revêtu ou le nom à effet dont ils se sont affublés, mais par leur façon d'agir et les idées qu'ils propagent effectivement, il apparaîtra clairement que la « liberté de critique » est la liberté de l'*opportunisme* dans la social-démocratie, la liberté de transformer cette dernière en un parti démocratique de réformes, la liberté de faire pénétrer dans le socialisme les idées bourgeoises et les éléments bourgeois. La liberté est un grand mot, mais c'est sous le drapeau de la liberté de l'industrie qu'ont été menées les guerres les plus spoliatrices ; c'est sous le drapeau de la liberté du travail qu'on a dépouillé les travailleurs. L'expression « liberté de critique », telle qu'on l'emploie aujourd'hui, renferme le même mensonge. Des gens vraiment convaincus d'avoir poussé en avant la science ne réclameraient pas pour des conceptions nouvelles la liberté d'exister à côté des anciennes, mais le remplacement de celles-ci par celles-là. Or, les cris actuels de : « Vive la liberté de critique ! » rappellent trop la fable du tonneau vide ».¹⁵¹

On voit décidément que la bourgeoisie est bien ingrate à l'égard des "communistes" de la trempe d'un Marchais qui œuvrent à décomposer les rangs communistes ! « Dogmatisme » ?¹⁵²

Certes, en ce sens que les révisionnistes ont ressorti de leurs vieux cartons poussiéreux les dogmes petit-bourgeois éculés de Bernstein et Kautsky. Mais la bourgeoisie ne peut tout de même demander aux pseudo-communistes de renoncer à leurs illusions réformistes et de prôner des idées ouvertement libérales !!!

De toute façon, ce ne serait pas là rendre service à la bourgeoisie étant donné que les partis "communistes" opportunistes constituent son meilleur rempart contre la diffusion des idées du marxisme.

La frange la plus éclairée de la bourgeoisie le sait bien et fera tout pour que son masque "communiste" ne soit pas complètement arraché au PCF, et

surtout que celui-ci ne disparaisse pas de la scène politique en tant que Parti de duperie des masses.

A ce sujet, Lénine citait le discours « d'une franchise digne d'éloge » d'un opportuniste déclaré avertissant qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie de voir la social-démocratie dériver encore plus à droite :

« Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné ».¹⁵³

Dans un rapport sénatorial, le sénateur UMP Louis de Broissia, s'inquiétant de la situation financière difficile de *l'Humanité*, affirmait que sa « *disparition porterait un rude coup au pluralisme de la presse française* ». L'Etat impérialiste français, a versé 9,7 millions d'euros à *l'Humanité* de 1999 à 2002 au titre de « l'aide au maintien du pluralisme de la presse ». Le groupe « Société Humanité Investissements Pluralisme » (Hachette – TF1 – Caisse d'Epargne) possède actuellement 20 % du capital de *l'Humanité*.¹⁵⁴

C'est dire comment la grande bourgeoisie française tient à sauver de la faillite le quotidien de ce pompier de la révolution qu'est le PCF !

B – Attaques contre l'économie politique marxiste

« Il y aurait d'abord beaucoup à dire sur la confusion entre appropriation par l'État et appropriation collective. (...) Et puis la vie a fait litière de cette conception, ignorante au fond du rôle déterminant des hommes, selon laquelle leurs rapports dans la société, les relations entre eux et l'État, les méthodes de gouvernement, etc., changeraient radicalement dès lors que la question de la propriété serait réglée et que le parti se proclamant « de la classe ouvrière » serait au pouvoir ».¹⁵⁵

On voit ici les conséquences pratiques des conceptions philosophiques idéalistes de Robert Hue, conceptions qui l'amènent à nier la définition donnée par Marx selon laquelle

« Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux ».¹⁵⁶

Que l'évolution de la forme (c'est-à-dire de la superstructure juridique et politique) puisse retarder sur le contenu (les rapports de propriété formant la base matérielle de l'économie), c'est là quelque chose que Robert Hue ne semble pas soupçonner un seul instant.

« Que le contenu soit inconcevable sans la forme, c'est juste. Mais il n'en est pas moins juste que la *forme existante* ne correspond jamais entièrement au

contenu existant : la première retarde sur le second ; le contenu nouveau revêt toujours, dans une certaine mesure, la forme ancienne, ce qui fait qu'entre la forme ancienne et le contenu nouveau il y a toujours conflit ». ¹⁵⁷

La forme retarde d'autant plus sur le contenu tout au long de la période de transition de la société capitaliste à la société communiste, que la société socialiste doit faire face à l'encerclement capitaliste-révissionniste qui tend par ses menées subversives à retarder l'évolution des consciences et donc l'évolution de la superstructure juridique et politique, alors même que les rapports de propriété bourgeois ont été liquidés.

Le capitalisme, c'est la domination d'une minorité possédant les moyens de production, tandis que la majorité est forcée de vendre sa force de travail pour subsister.

Quand le prolétariat vend à la bourgeoisie sa force de travail, il lui vend la marchandise « travail ». Le prix de la marchandise travail est déterminé par le minimum de marchandises nécessaires à la conservation et à la reproduction de la force de travail auquel s'ajoute un standard de vie social.

Le capital, en lutte sur le marché contre les capitaux concurrents, cherche donc à abaisser le prix de toutes les marchandises et tend ainsi à abaisser le salaire au minimum vital (donc à réduire le standard de vie au minimum) et à prolonger la journée de travail afin d'augmenter la partie de la journée où le travailleur fournit un travail gratuit au capitaliste, une fois atteint le temps de travail destiné à compenser la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la reproduction de sa force de travail.

Mais en diminuant le salaire des travailleurs, la bourgeoisie diminue la demande en bien de consommation et aggrave la lutte pour les débouchés sur le marché mondial. C'est alors que parallèlement à la polarisation de la société et à l'accumulation de la richesse en un nombre de mains toujours plus réduit, les séismes des crises économiques ébranlent la société capitaliste en putréfaction.

« Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus la civilisation bourgeoise et le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise ». ¹⁵⁸

Alors qu'à l'échelle de la société, le capitalisme aboutit la concentration de la production et à la socialisation du travail, l'appropriation des produits du travail social (l'excédent sur le salaire du travailleur : le profit) reste privée, au sens qu'elle se fait au bénéfice de la classe qui possède les moyens de production.

« La socialisation de la production ne peut manquer d'aboutir à la transformation des moyens de production en propriété sociale, à « l'expropriation des expropriateurs » ». ¹⁵⁹

C'est pourquoi Marx avait pour habitude de dire que l'on pouvait résumer le communisme par l'abolition de la propriété privée.

« Le régime de la propriété a subi de continuel changements, de continuelles transformations historiques. La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise. Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. Or, la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée ». ¹⁶⁰

Georges Marchais, en révisionniste "classique" qu'il est, déclare franchement être contre l'abolition de la propriété privée. Pour lui, en France, la transformation « socialiste »

« respectera en outre l'existence d'un secteur économique fondé sur le régime de la petite propriété privée – artisanale, commerciale et industrielle – et de l'exploitation agricole familiale, qui permettent dans une série de domaines une meilleure satisfaction des besoins ». ¹⁶¹

« Cela fait bien longtemps que nous avons expliqué que nous sommes opposés à tout « collectivisme », entendu comme la dépossession de chacun par la contrainte. Et, pourtant, je suis sûr qu'il y a encore des gens, en France, qui sont persuadés que les communistes souhaitent s'en prendre à la propriété personnelle ou à sa transmission par héritage ! J'aurais envie de leur répondre : « Ça nous avancerait à quoi ? En quoi le fait de vous retirer la propriété de votre pavillon ferait-il progresser d'un millimètre la construction du socialisme en France ? » Nous voulons précisément le contraire : ouvrir à celles et à ceux qui le souhaitent le droit d'acquérir son logement, sa voiture, une maison de campagne sans être, comme aujourd'hui, saigné par les banques ». ¹⁶²

En tant que laquais zélé de la bourgeoisie entretenant les conceptions libérales vulgaires sur la propriété, Georges Marchais embrouille (sciemment ou par ignorance ?) les conceptions communistes (pourtant claires) à propos de deux types de propriété bien distincts : d'une part la propriété privée des moyens de production, et d'autre part la propriété privée des biens de consommation. Les communistes voudraient-ils abolir la propriété privée des biens de consommation ? Nullement, rétorquait Marx lui-même, les communistes s'efforceront tout au plus d'abolir le caractère misérable de cette appropriation !

Au-delà de cette confusion grossière entre le mode de propriété des moyens de production et l'appropriation du produit social du travail, on voit bien ici la résurgence du proudhonisme et du socialisme français petit bourgeois du XIX^{ème} siècle qui rêvait de faire de tous les travailleurs des petits propriétaires et voyait dans l'oligarchie financière (et non dans le travail salarié) les causes de l'injustice. Selon Georges Marchais, la « racine du mal », ce n'est pas le travail salarié, mais le règne de « l'oligarchie financière ». A l'heure de l'impérialisme et de la toute puissance de cette oligarchie financière, il était naturel que cette sorte de « socialisme » qui prend racine dans le sein de la petite bourgeoisie (dont l'existence est menacée par le développement du marché concurrentiel) réapparaisse sous une forme ou une autre.

« Nos propositions visent à dégager notre économie de ce véritable cancer financier qui la ronge. Notre programme insiste sur la nécessité de « soustraire l'économie à l'emprise du capital » ». ¹⁶³

Si nous sommes d'accord avec Georges Marchais pour dire que retirer la propriété de son pavillon au travailleur ne ferait pas progresser d'un millimètre la construction du socialisme en France, en tout cas pas plus que le fait de collectiviser les brosses à dent (Mais le « socialisme » de Georges Marchais laissera-t-il au spéculateur immobilier la propriété de son parc immobilier ?), nous nous étonnons de ne pas voir Georges Marchais s'interroger sur l'utilité de collectiviser les moyens de production en général ! Que la bourgeoisie se rassure donc, le « socialisme » de Georges Marchais ne sapera pas sa domination économique ! Ceci d'autant plus qu'il n'y aura pas de « dépossession de chacun par la contrainte » ! Sous le « socialisme » de Georges Marchais, il n'y aura donc pas d'abolition du travail salarié !

Comme Georges Marchais n'entend nullement abolir la domination du capital et le travail salarié, il était fatal de le voir chercher à camoufler la persistance des rapports de propriété bourgeois sous son « socialisme » par une « nouvelle » forme de « participation » des travailleurs à l'entreprise, et c'est là que Tito, le pionnier de « l'autogestion » et du « socialisme à visage humain », intervient !

« Pour assumer leur rôle, des entreprises publiques modernes doivent être gérées de façon souple, décentralisée, grâce à l'intervention des salariés concernés tout comme des usagers. (...) De même, une planification nationale est indispensable ». ¹⁶⁴

« Nous attachons une grande importance au contrôle, par les salariés eux-mêmes et leurs élus, de l'utilisation des fonds dans chaque entreprise ». ¹⁶⁵

Ainsi pour Georges Marchais, « le communisme est l'autogestion ». ¹⁶⁶ Il est bon de rappeler qu'Enver Hoxha avait magistralement démontré que la réalité du « socialisme autogestionnaire », c'était le capitalisme :

« La prétendue planification qui se fait dans les entreprises « autogestionnaires » yougoslaves non seulement ne peut être qualifiée de socialiste, mais, du fait même qu'elle suit l'exemple de toutes les entreprises capitalistes, elle conduit aux mêmes conséquences que l'on observe dans toute économie capitaliste, comme l'anarchie dans la production, la spontanéité et une série de contradictions, qui se manifestent de la manière la plus nette et la plus dure dans l'économie et sur le marché yougoslaves ». ¹⁶⁷

Robert Hue, qui ne prend même pas la peine de se camoufler avec la fameuse autogestion, déclare pour sa part sans ambages que le communisme signifie

« une économie incluant la propriété et l'initiative privées. Avec un puissant secteur public, rénové et démocratisé. Une nouvelle mixité, à prédominance publique et sociale, faisant prévaloir pour tous les capitaux — privés et publics — des critères privilégiant l'emploi, la justice, la satisfaction des besoins des hommes, le respect de leur environnement ». ¹⁶⁸

Robert Hue et Georges Marchais ne proposant aucun modèle de société alternative pour remplacer la société capitaliste, on pouvait s'attendre à ce qu'ils ne s'élèvent pas contre le travail salarié.

Une parenthèse s'impose ici : qu'est-ce que le travail salarié ? Le travail salarié ne subsiste-t-il pas sous le socialisme, puisque les ouvriers continuent de percevoir un salaire ?

C'est la vieille rengaine des trotskistes et des anarchistes qui méconnaissent les bases de l'économie politique marxiste et qui clament que sous le socialisme persisterait l'esclavage salarié.

Nous avons dit plus haut qu'à travers le travail salarié, le prolétaire était forcé de vendre sa force de travail au patronat et que la journée de travail comprenait un certain nombre d'heures de travail « gratuit », c'est-à-dire non rémunéré, appelé « profit » qui allait directement dans la poche du patronat. Dans la société socialiste, le prolétaire *disparaît* et devient ouvrier en ce sens qu'il ne subit plus le joug de l'exploitation capitaliste parce que les moyens de production sont la propriété collective. L'ouvrier perçoit-il pour autant le « produit intégral » de son travail ?

Nullement, Marx avait réfuté cette thèse de Lassalle en ce qu'elle méconnaissait le processus de reproduction social qui nécessitait plusieurs défalcatiions. ¹⁶⁹

Extérieurement, le travail revêt toujours la forme du salaire, mais ça n'est plus du travail salarié, c'est-à-dire du travail exploité par autrui. Cela est vrai aussi longtemps que les fonctionnaires assignés à la gestion de la production et à l'appareil d'Etat restent révocables et ne s'octroient pas des privilèges,¹⁷⁰ car alors, dès ce moment une partie du produit du travail social est détournée et le travail redevient du travail salarié.

Parce que Georges Marchais et Robert Hue ignorent *tout* de l'économie politique marxiste, ils se placent sur le terrain du réformisme, et plutôt que d'arborer le mot d'ordre de lutte pour l'abolition du salariat, ils lui substituent le mot d'ordre de lutte pour la seule hausse des salaires.

« Car augmenter les salaires permettrait aux gens d'acheter plus, et donc accroîtrait la consommation intérieure. Il s'agit d'une condition indispensable — ce qui ne veut pas dire suffisante — pour relancer nos productions et donc créer des emplois ».¹⁷¹

« J'ai montré que la France était devenue un pays de bas salaires. C'est inacceptable du point de vue de la justice, et c'est contraire aux impératifs d'une économie moderne. Si on veut disposer de salariés qualifiés et efficaces, déployant toutes leurs capacités dans leur travail, il faut les payer en conséquence. En France, ce n'est pas le cas. C'est pourquoi nous proposons, comme le fait également la CGT, de fixer le SMIC à 6 500 francs et de faire réellement respecter la règle « aucun salaire inférieur au SMIC ». Le Premier ministre a d'abord cru pouvoir ironiser sur cette revendication : « Pourquoi pas 7 000 ou 8 000 francs ? » avait-il déclaré à l'Assemblée nationale. Très drôle ! »¹⁷²

M^r Marchais, c'est bien là la preuve que votre premier ministre est bien plus "marxiste" que vous ne l'êtes, en ce qu'il reconnaît la nécessité pour la bourgeoisie de disposer de travailleurs à meilleur marché possible sur le marché concurrentiel mondial. Que ce soit contraire à la justice et à la morale, nous voulons encore bien l'admettre, mais que ce soit contraire à la nécessité économique du capitalisme, c'est là en effet une affirmation « très drôle » ! Si vous aviez lu Karl Marx, vous vous seriez aperçu qu'il affirmait sans détours que

« La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser ».¹⁷³

Marx, sans nier la nécessité pour la classe ouvrière de lutter afin d'empêcher les empiètements du Capital sur les salaires, était cependant loin d'aboutir à la conclusion réformiste de la seule perspective de l'augmentation des salaires. Marx invitait les ouvriers à ne « pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne » :

« Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement

descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par les escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat » ». ¹⁷⁴

On voit que Georges Marchais est tombé dans l'économisme le plus vulgaire et il semble tout ignorer de l'économie à l'époque de l'impérialisme lorsqu'il déclare que la racine du mal est

« dans le fait que son accélération est conçue comme un moyen d'accroître la rentabilité des capitaux et que ceux-ci s'accumulent désormais beaucoup plus et beaucoup plus vite en s'investissant dans la finance que la production et ce qui l'accompagne : la formation, la recherche, les salaires, la protection sociale ». ¹⁷⁵

Ainsi, pour ce petit bourgeois kautskiste, la racine du mal n'est pas dans la production marchande, mais dans le fait que la sphère spéculative a pris le pas sur la sphère productive !

« Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion ». ¹⁷⁶

Que cette excroissance de capitaux spéculatifs soit justement un trait *non réformable* de l'impérialisme, c'est ce qui ne vient même pas à l'esprit de Georges Marchais.

« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *marchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux* ». ¹⁷⁷

Quand Georges Marchais critique « l'oligarchie financière » et le terrorisme des banques (et c'est là depuis longtemps un des chevaux de bataille du PCF), il critique non pas l'impérialisme comme on pourrait le croire au premier abord, mais son aspect le plus inadmissible : le parasitisme de la sphère spéculatrice.

Car pour ce qui est de l'interpénétration des banques et de l'industrie, sans même parler de leurs attaches avec l'Etat bourgeois, ¹⁷⁸ celles-ci sont soigneusement escamotées dans la "critique" de Georges Marchais.

C'est donc avec une grande perspicacité que Lénine avait défini les traits de la critique kautskiste de l'impérialisme, traits qui s'appliquent admirablement à notre "marxiste" :

« toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme ; elle craignait de s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un «vœu innocent». Telle est aussi la position fondamentale de Hobson dans sa critique de l'impérialisme. Hobson a anticipé sur les thèses de Kautsky, en s'insurgeant contre l'«inélucltabilité de l'impérialisme» et en invoquant la nécessité «d'élever la capacité de consommation» de la population (en régime capitaliste !). C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous, tels que Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : *L'Angleterre et l'impérialisme*, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire œuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des « vœux innocents » de paix, etc. »¹⁷⁹

Ne comprenant rien à l'analyse économique de l'impérialisme, il n'est pas non plus étonnant que Georges Marchais soit la victime de cette mystification bourgeoise qu'est la nationalisation de certains secteurs de l'économie, ce que l'on appelle le « service public » :

« J'ai évoqué l'importance cruciale pour la modernisation de la France de son secteur public. Les nationalisations datent de 1936, de 1945 et de 1981, trois moments où le mouvement populaire a pu faire entendre sa voix ».¹⁸⁰

Le mouvement populaire aurait ainsi fait « entendre sa voix ». Il est vrai que dans le vocable de Georges Marchais, « populaire » n'a pas la même signification que dans le vocable marxiste.

En effet, les nationalisations de 1936, 1945 et 1981 correspondent certes à des périodes de lutte sociales, parce que ces périodes se superposaient avec des crises économiques ou des réorganisations économiques du capitalisme.

La question primordiale est celle-ci : les nationalisations se sont-elles faites *contre* la bourgeoisie, ou bien *sur son initiative* et donc en accord avec elle ? Sur son initiative, assurément !

La vague de nationalisations des années 1930 correspondait à la nécessité de sauver des pans entiers de l'économie de la faillite, consécutivement à la crise de 1929 (en France, la chute de la production industrielle se poursuit jusqu'en 1935).

La vague de nationalisations de 1945 correspondait à la nécessité de la reconstruction de l'économie française d'après-guerre. (Elle engloba Renault, les houillères du Nord, la chimie lourde, le gaz, l'électricité, Air France, les assurances et le crédit, etc.) Enfin la vague de nationalisations de 1981 fut utilisée par la bourgeoisie française afin de renflouer de grands groupes industriels auparavant déficitaires aux frais de l'Etat (CGE, St Gobain, Pechiney Thomson, Bul, etc.) avant de les re-privatiser en 1985-1986, une fois à nouveau bénéficiaires.

Pour illustrer cela, nous laisserons parler Lénine remarquant que

« le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite ; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les «consortiums» privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces «consortiums» se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché : il faudra une fois de plus les remettre à un «monopole privé contrôlé par l'Etat», l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses ; il en est ainsi de celui du pétrole ; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente ».¹⁸¹

L'excellent *Principes d'économie politique* tirait de ceci des conclusions similaires en ce qui concerne les années de la Grande Dépression :

« Lorsque, en 1931, commença la série des faillites des grandes banques, des trusts et des konzerns le capital monopoliste se mit à utiliser de façon intensive le trésor de l'Etat pour sauver les entreprises en faillite et pour prévenir de nouvelles banqueroutes. L'Etat accorde à ces entreprises d'énormes subventions sous la forme d'achat d'une partie de leurs actions, et il se procure les moyens de le faire par l'augmentation des impôts, par la réduction des secours aux chômeurs et aux invalides, par la compression des dépenses pour l'instruction publique, etc... Ce pillage des masses travailleuses au profit de l'oligarchie financière est présenté par les chefs social-démocrates comme une intervention de l'Etat (qui, selon la théorie social-démocrate, n'est pas un Etat de classe, mais un Etat « au-dessus des classes », l'Etat « de tout le peuple ») dans les affaires des capitalistes ; en achetant une partie des actions, l'Etat, paraît-il, devient un des associés des entreprises sauvées et obtient le contrôle de ces entreprises qui cessent

d'être capitalistes et deviennent prétendument des organismes de capitalisme d'Etat ne se distinguant en rien des organismes socialistes. Mais même si ces entreprises passaient entièrement entre les mains de l'Etat, même si elles devenaient vraiment des organismes de capitalisme d'Etat, elles ne seraient pas socialistes parce que, dans la société bourgeoise, l'Etat n'est que l'organe exécutif de la classe des capitalistes ».¹⁸²

Alors, d'accord avec Georges Marchais, nous pouvons affirmer haut et fort le fait que « de tout cela se dégage une leçon incontestable et évidente » :

« c'est quand le Parti communiste a pu influencer sur le cours des événements que la justice et la liberté [*lisez « les profits de notre bourgeoisie nationale » – NR*] ont pu progresser. Et, à chaque fois, la France [*lisez « la bourgeoisie française » – NR*] s'en est mieux portée ».¹⁸³

C – Lutte de classe ou conciliation de classes ? – La dictature du prolétariat « dépassée »

« Nous disons à ces millions de Français que l'on désigne du nom de couches moyennes : vous êtes artisans, petits commerçants, petits et moyens entrepreneurs, et c'est bien. Vous jouez un rôle utile, et vous trouverez aussi votre place dans le socialisme que nous voulons car il aura besoin de vous ».¹⁸⁴

Etant donné ce que nous avons dit au paragraphe précédent, nous n'avons absolument pas à être étonnés de ce fait que sous le « socialisme » de Georges Marchais continueront de s'épanouir « artisans », « petits commerçants » et « moyens entrepreneurs ».

« Libérer la société n'implique pas aujourd'hui, on le voit bien, de privilégier les intérêts d'une classe particulière, mais d'agir pour rassembler en vue de cet objectif toutes celles et tous ceux qui subissent, à un titre ou à un autre, une politique qui heurte leurs vies et mutile leurs aspirations. Cela nous conduit donc à renoncer à toute approche en termes d'« alliances » entre catégories sociales ».¹⁸⁵

Georges Marchais souligne en effet que cette conception de l'alliance a de sérieux inconvénients politiques car elle

« a souvent été perçu comme un appel au ralliement à la classe ouvrière, qui aurait conduit à l'abandon par les autres couches sociales de leurs propres aspirations, de leur originalité ».¹⁸⁶

Certes, il est vrai que la petite bourgeoisie éprouve toujours un sentiment de « mutilation » face à la domination du grand capital, mais la « mutilation » de ses aspirations bourgeoises donne-t-elle à la petite bourgeoisie une conscience communiste ? Nous en doutons fortement. Dès lors, en préservant les « aspirations » et « l'originalité » des moyens entrepreneurs et des petits commerçants, le PCF montre que les idées

socialistes ne l'ont même pas effleuré ! Le PCF ressuscite la vieille utopie de Proudhon qui, au XIX^{ème} siècle rêvait d'un « socialisme » d'artisans !

Et voici ce qui nous est présenté aujourd'hui, à l'heure du capitalisme monopoliste, comme du « socialisme » ! Sous le socialisme de Georges Marchais continuera donc de s'épanouir la petite bourgeoisie, et il ne s'agira nullement pour elle d'abandonner ses « propres aspirations » ! Ceci est évidemment en opposition complète avec Lénine pour qui

« il faudra, sous la dictature du prolétariat, rééduquer des millions de paysans, de petits patrons, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, les soumettre tous à l'Etat prolétarien et à la direction prolétarienne, triompher de leurs habitudes et de leurs traditions bourgeoises ». ¹⁸⁷

Cette conception « spécifique » du « socialisme à la française », autorise la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein du Parti et aboutit à sa liquidation totale en tant que Parti du prolétariat. Selon Lénine,

« Le prolétariat des villes, le prolétariat industriel formera inmanquablement le noyau central de notre parti ouvrier social-démocrate ; mais nous devons attirer vers notre parti, instruire, organiser tous les travailleurs et tous les exploités, comme le dit d'ailleurs notre programme, tous sans exception : artisans, pauvres, mendiants, domestiques, vagabonds, prostituées, à la condition expresse, bien entendu, que ce soit eux qui adhèrent à la social-démocratie, et non l'inverse ; que ce soit eux qui adoptent le point de vue du prolétariat, et non le prolétariat qui adopte le leur ». ¹⁸⁸

« Halte là ! », nous diront alors Georges Marchais et Robert Hue ! « C'est là une conception dépassée ! »

« Si la «dictature du prolétariat» ne figure pas dans le projet de document pour désigner le pouvoir politique dans la France socialiste pour laquelle nous luttons, c'est parce qu'elle ne recouvre pas la réalité de notre politique, la réalité de ce que nous proposons au pays ». ¹⁸⁹

Georges Marchais, reprenant les "conseils" de la bourgeoisie "soucieuse" de préserver la bonne image du communisme au sein des masses, n'hésite également pas à affirmer de la dictature du prolétariat que « l'expérience a montré qu'elle n'a pas contribué à rapprocher l'heure du communisme, ni dans les pays où elle a été instaurée, ni — par l'image qu'elle a donnée des pays socialistes — dans les pays capitalistes développés ». ¹⁹⁰

« Tous ces messieurs, qui jouent un rôle considérable et très souvent prépondérant dans l'activité parlementaire et dans les publications du parti, rejettent ouvertement la dictature du prolétariat et pratiquent un opportunisme non déguisé. Pour ces messieurs, la « dictature » du

prolétariat « contredit » la démocratie !! Au fond, rien de sérieux ne les différencie des démocrates petit-bourgeois ». ¹⁹¹

Il nous faut tout d'abord souligner le fait que si le PCF renonce officiellement à la « dictature du prolétariat » en 1976, il y avait en fait renoncé depuis bien plus longtemps. Léo Figuères affirmait ainsi en 1969 que « l'édification du socialisme » devait englober « toutes les couches intéressées au renversement du pouvoir des monopoles et à l'établissement d'un ordre social favorable à l'immense majorité des producteurs ». Il en concluait que :

« De là découle la nécessité de l'unité et de la collaboration confiante des partis qui se prononcent pour un véritable régime démocratique et pour le socialisme. La participation de tous ces partis sur un pied d'égalité à la direction du futur État socialiste, l'émulation qui s'établira entre eux, sera à notre avis un des traits originaux d'une France socialiste ». ¹⁹²

Mais peut-on sérieusement parler de « dictature du prolétariat » quand on prône le pluralisme politique ainsi que l'émulation entre le prolétariat et la petite bourgeoisie sous le socialisme ? Quand à Georges Marchais, pour lui le socialisme est caractérisé par ces traits :

« multipartisme, pluralisme de l'information, institutions démocratiques, respect en toute circonstance du suffrage universel, possibilité de l'alternance... C'est parfaitement clair : si notre peuple veut majoritairement revenir en arrière, il aura pleine liberté d'exprimer ce choix et celui-ci sera respecté ». ¹⁹³

En bref, c'est là le tableau idéalisé de la démocratie bourgeoise. Il allait naturellement de soi que la réalité du « socialisme » proposé par Georges Marchais, puisqu'elle englobe la petite bourgeoisie, ne pouvait pas s'accommoder d'une dictature du prolétariat qui menacerait les "aspirations" de la petite bourgeoisie ! Pour tenter de masquer cette déviation sans renier ouvertement Marx et Lénine, Georges Marchais affirme qu'il reste fidèle à la « lutte des classes » et essaie même de se poser en "léniniste" :

« Il existe des lois générales. Leur universalité tient à leur abstraction. Elles ne précèdent pas l'expérience, elles généralisent une expérience multiforme. A ce titre, elles sont historiquement relatives. C'est-à-dire, d'une part, qu'elles n'ont pas d'existence indépendante hors de la réalité concrète des luttes ouvrières, démocratiques, révolutionnaires ; d'autre part, que plus l'expérience se diversifie et s'enrichit, plus le contenu de ces lois se relativise et plus de nouvelles lois s'ajoutent ou se substituent à d'anciennes. » Anciennes « lois » qui disparaissent : Marx et Lénine avaient élevé la notion de dictature du prolétariat au rang de signe distinctif de toute position révolutionnaire ; nous l'avons rejetée en 1976. Nouvelles exigences qui apparaissent : nous avons défini il y a plus de dix ans, en 1979, la

démocratisation de toutes les sphères de la société comme une « composante universelle du socialisme » ». ¹⁹⁴

Robert Hue, lui, plus honnête, affirme carrément que

« Le communisme ce n'est pas, pour moi, l'appel à la revanche sociale. Je l'ai écrit dernièrement dans une tribune libre du *Monde*, « ce que j'appelle de mes vœux, ce n'est pas la victoire d'une France sur une autre. C'est le choix pour la France de développer ce qu'il y a de meilleur en elle. Et c'est le choix d'un changement décidé et mis en œuvre d'abord par l'intervention des citoyens et des salariés. Un choix majoritaire de notre peuple. Son rassemblement dans la richesse de sa diversité, de son pluralisme. Le contraire de sa division » ». ¹⁹⁵

Nous comprenons parfaitement le fait que la « nouvelle exigence » du ralliement de la petite bourgeoisie devait amener le PCF à l'abandon de la dictature du prolétariat (et même de la notion de lutte des classes chez Robert Hue qui pratique un opportunisme éhonté !), cet abandon de l'idée de l'hégémonie du prolétariat étant comme l'a dit Lénine, l'aspect le plus vulgaire du réformisme. Lénine parlait certes de la relativité de certaines lois du marxisme, en fonction des conditions historiques concrètes de chaque pays, mais il estimait également qu'il existait des lois générales, *absolues* du marxisme. La question se pose donc : Lénine incluait-t-il la notion de dictature du prolétariat dans ces lois « relativement historiques », ou bien alors dans ces lois générales, valables pour tous les pays et à toutes les époques ? Écoutons donc Lénine qui a été parfaitement clair sur cette question :

« Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme ». ¹⁹⁶

On voit bien que Lénine, tout comme Marx avant lui, a été catégorique sur cette question fondamentale du marxisme. ¹⁹⁷ Aussi, c'est en vain que Georges Marchais tente d'embrouiller les choses, pourtant si bien clarifiées par Lénine dans son ouvrage *L'Etat et la révolution*. Cet ouvrage, dont la colonne vertébrale est la défense de la notion de « dictature du prolétariat », a été écrit par Lénine juste après la Révolution de Février 1917 afin de défendre la théorie marxiste de l'Etat contre tous ses altérateurs. On trouve donc dans *L'Etat et la révolution* une dénonciation implacable de l'opportunisme kautskiste, intégralement ressuscité par Georges Marchais :

« L'opportunisme contemporain, en la personne de son principal représentant, l'ex-marxiste K. Kautsky, répond entièrement à la caractéristique, donnée par Marx, de l'attitude *bourgeoise*, car il circonscrit le cadre de la reconnaissance de la lutte des classes à la sphère des rapports bourgeois. (Il n'est pas un seul libéral instruit qui, dans ses limites, ne consente à admettre « en principe » la lutte des classes !) L'opportunisme *n'étend pas* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ce qui est précisément l'essentiel, jusqu'à la période de *transition* du capitalisme au communisme, jusqu'à la période de *renversement* et de *suppression* complète de la bourgeoisie. En réalité, cette période est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité. L'Etat de cette période-là doit donc nécessairement être démocratique *d'une manière nouvelle* (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial *d'une manière nouvelle* (contre la bourgeoisie). Poursuivons. Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat qui ont compris que la dictature *d'une classe* est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le *prolétariat* qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la *période historique* qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme. Les formes d'Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, *une dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : *la dictature du prolétariat* ». ¹⁹⁸

Dans *L'Etat et la révolution*, Lénine avait synthétisé magistralement la conception marxiste de l'Etat. L'existence de l'Etat démontre que la société est divisée en classes antagonistes, et que ces antagonismes de classes sont inconciliables. L'Etat est un organisme d'oppression d'une classe sur une autre, une machine d'oppression utilisée par la classe dominante pour retirer certains moyens de lutte aux classes exploitées et les soumettre. Lénine montrait ensuite que le prolétariat, lorsqu'il veut marcher vers la révolution et construire le socialisme, doit briser cette machine d'oppression et la remplacer par une nouvelle.

Et c'est un fait incontestable que ni Georges Marchais ni Robert Hue (qui nous parlent bien ci et là de l'arrogance du patronat ou de la totipotence des banques, plainte habituelle du petit capital opprimé par le gros et saigné par l'oligarchie financière) ne remettent à aucun moment en cause l'Etat bourgeois et n'en parlent à aucun moment comme d'une « dictature de la bourgeoisie ».

Il nous faut souligner que les communistes français ne se sont jamais assimilés la conception marxiste de l'Etat et envisageaient simplement la

conquête du pouvoir d'Etat. Robert Hue, lui, va plus loin en niant même la conception kautskiste réformiste de la prise du pouvoir d'Etat autrefois dénoncée par Lénine qui affirmait que

« La révolution ne doit pas aboutir à ce que la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la *vieille* machine d'Etat, mais à ceci, qu'après l'avoir *brisée*, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine *nouvelle* : c'est cette idée *fondamentale* du marxisme que Kautsky escamote ou qu'il n'a absolument pas comprise ». ¹⁹⁹

Robert Hue déplore ainsi que

« Cet « étatisme » nous conduisait, à tout focaliser sur la question du « pouvoir d'État » qu'il fallait « prendre » ». ²⁰⁰

Là où les anarchistes, veulent d'emblée abolir tout Etat, les marxistes, eux, estiment indispensable pour le prolétariat de se doter d'une machine d'Etat pour réprimer les classes exploiteuses renversées durant toute la période d'édification de la société socialiste.

Les thèses des anarchistes sur l'Etat (qui influencent sous une forme ou une autre tous les démocrates petit-bourgeois et les trotskistes) nient la nécessité de la dictature du prolétariat : ils hurlent à l'autoritarisme et à la violation de la légalité révolutionnaire quand la dictature du prolétariat se trouve instituée, faisant en cela écho aux classes exploiteuses renversées, elles aussi mécontentes... On comprend alors aisément quels éléments servent les slogans relatifs à la "démocratisation" des sociétés socialistes.

Georges Marchais ne l'entend visiblement pas ainsi puisque selon lui

« pour assurer le succès du socialisme, le problème n'est pas de priver de libertés la minorité que constituent les forces réactionnaires, c'est d'en donner aux travailleurs qui constituent la grande majorité de la nation ». ²⁰¹

On ne s'étonnera pas encore une fois de voir Georges Marchais s'opposer à Lénine qui affirmait catégoriquement que

« La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent *briser* la résistance des capitalistes exploités ». ²⁰²

Mais peut-on pour autant parler d'une dictature au sens où l'entendent couramment les démocrates petit-bourgeois, c'est-à-dire le règne de la terreur et de l'arbitraire illimités ? Très certainement si l'on écoute Robert Hue qui n'hésite pas à affirmer que,

« présentée à l'origine comme provisoire et devant être dépassée, la « dictature du prolétariat » n'a cessé d'être renforcée. Au point de devenir dictature *sur* le prolétariat. Cette réalité monstrueuse conduisant à la ruine

finale du système qui s'en est réclamé montre à mes yeux l'échec définitif du mode de pensée qui l'engendra et l'imposa comme « modèle » à tous les partis communistes du monde ». ²⁰³

C'est la vieille antienne trotskiste qui met sur le compte du « stalinisme » la restauration du capitalisme en URSS ! Que la restauration du capitalisme soit justement le fait de la liquidation de la dictature du prolétariat et des « réformes de marché » initiées par Khrouchtchev, c'est là quelque chose qu'un petit bourgeois imbus de préjugés démocratiques ne peut soupçonner ! Mais revenons-en à la signification de la dictature du prolétariat en tant que

« Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploités, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme ». ²⁰⁴

Il est vrai que ce genre de démocratie n'est pas la démocratie à laquelle rêvent la petite et la moyenne bourgeoisie qui "aspirent" également à "s'épanouir" (c'est-à-dire à exploiter les travailleurs...).

A travers le rejet de la dictature du prolétariat Georges Marchais et Robert Hue nous offrent une idéalisation non déguisée de la démocratie bourgeoise qu'ils fardent de toutes les manières, ne présentant que des revendications à caractère purement économiques et éludant soigneusement les revendications politiques.

Pour Georges Marchais, on accèdera ainsi au socialisme à travers le suffrage universel, la majorité des suffrages devant suivre la majorité parlementaire.

« Les démocrates petit-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation « socialiste » aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e ». ²⁰⁵

Lénine disait de la « participation socialiste » aux gouvernements bourgeois qu'elle

« consiste à former un ministère dit de « coalition », c'est-à-dire réunissant les représentants de la bourgeoisie et les transfuges du socialisme. Dans les pays où la liberté et la démocratie existent depuis plus longtemps qu'ailleurs,

à côté du mouvement ouvrier révolutionnaire, en Angleterre et en France, les capitalistes ont maintes fois usé de ce procédé avec grand succès. Les chefs « socialistes » entrés dans un ministère bourgeois ne manquaient pas de se révéler des hommes de paille, des marionnettes, qui servaient de paravent aux capitalistes, d'instrument de mystification des ouvriers ».²⁰⁶

On ne peut nier que les communistes français aient une très longue et "riche" expérience en ce domaine, comme nous le verrons un peu plus loin.²⁰⁷

Mais revenons-en à la démocratie telle que se la représente Georges Marchais. C'est avec raison que Lénine disait de la « démocratie pure » qu'elle « n'est qu'une phrase mensongère d'un libéral qui cherche à duper les ouvriers ». Le kautskiste Georges Marchais, qui nous offre une dissertation de 300 pages sur cette espèce de « démocratie », élude totalement le fait que sa « démocratie pure » est une démocratie bourgeoise,

« une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif le plus essentiel de la doctrine marxiste, que le « marxiste » Kautsky n'a pas comprise ».²⁰⁸

« Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie ».²⁰⁹

Fermons maintenant cette parenthèse dénonçant les *rêves* malades des révisionnistes et ouvrons un instant les yeux sur la *réalité* de l'actuelle démocratie bourgeoise. Nous pouvons alors légitimement nous demander quelle est la valeur de la dissertation "démocratique" que nous offrent les petit-bourgeois Georges Marchais et Robert Hue à l'heure où, dans un contexte de profonde récession économique, l'on enregistre les prémices d'une crise économique périodique majeure du capitalisme susceptible de s'enchevêtrer avec la crise générale de l'économie impérialiste, à l'heure où la bourgeoisie française renforce son appareil policier et militariste répressif, et enfin à l'heure où dans l'armée professionnalisée, on va jusqu'à interdire aux soldats d'appartenir à un parti politique !

« La crise actuelle s'est étendue aussi à la vie politique, suscitant une agitation fébrile dans les milieux dirigeants des Etats capitalistes et révisionnistes. On en a un clair témoignage dans la fréquence accrue des crises gouvernementales et le renouvellement des équipes au pouvoir. La bourgeoisie et les cliques dominantes sont obligées de changer toujours plus fréquemment les chevaux des attelages gouvernementaux, afin d'abuser les travailleurs et de leur faire espérer que les nouveaux seront meilleurs que les anciens, de leur faire croire que la crise et l'impossibilité d'en sortir sont

imputables aux anciens, que les nouveaux amélioreront la situation, et ainsi de suite. Toute cette mystification menée à grande échelle est couverte de slogans mensongers sur la liberté, la démocratie, etc., surtout durant les campagnes électorales. Dans le même temps, la bourgeoisie des pays capitalistes et révisionnistes renforce ses armes féroces de violence, l'armée, la police, les services secrets, les organes judiciaires, elle renforce le contrôle de sa dictature sur tous les mouvements et les efforts du prolétariat. La tendance qui apparaît clairement aujourd'hui dans les pays capitalistes et révisionnistes est à l'accentuation de la violence bourgeoise et à la limitation des droits démocratiques. La tendance à la fascisation de la vie du pays s'affirme toujours davantage et la bourgeoisie se prépare à instaurer le fascisme dès qu'elle trouvera impossible de maintenir sa domination par les méthodes et les moyens « démocratiques » ». ²¹⁰

D – Le PCF, pionnier de l'euro-constructivisme et de l'altermondialisme

« En apparence, la « sérénité » règne partout : les Etats-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des Etats-Unis, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette « sérénité » puisse se maintenir « pour l'éternité » ; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des Etats-Unis ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher de la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance ». ²¹¹

En créant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951, c'est ce but que poursuivait la grande bourgeoisie européenne. En créant la CEE en 1957, c'est la même perspective qui se dégageait : unir les grandes bourgeoisies nationales européennes au sein d'un bloc économique pour mieux s'arracher à la domination américaine.

« Pris individuellement, le bourgeois lutte contre les autres, mais en tant que *classe*, les bourgeois ont un intérêt commun, et cette solidarité, que l'on voit se tourner au-dedans contre le prolétariat, se tourne au-dehors contre les bourgeois des autres nations. C'est ce que le bourgeois appelle sa *nationalité* ». ²¹²

La CEE, c'était la création d'un grand marché européen sans barrières douanières entre les pays membres, la mise en place de droits de douane communs concernant les importations des pays hors de la CEE, ainsi que la création d'une politique protectionniste commune de soutien à l'agriculture. Au cours des années 60 à 70, la CEE, en tant qu'union des capitalistes européens, s'est élargie. En 1979 était créée le Système monétaire européen (SME), première étape dans la voie de l'établissement d'une Union monétaire européenne (consolidée en 1999 avec l'adoption de l'Euro et sa mise en circulation en 2002). En 1992 était signé le Traité de Maastricht, institutionnalisant entre autre la coopération inter-

gouvernementale en matière de politique étrangère et de sécurité ainsi que dans les affaires de justice et de police.

Mais que nous disent Georges Marchais et Robert Hue devant la réalité de cette construction européenne ? Nous devons tout d'abord souligner que Georges Marchais et Robert Hue partagent une même vision de l'Europe, et qu'ils ne s'opposent nullement à la construction européenne, tout au plus veulent ils lui apporter certains amendements. Robert Hue affirme ainsi que

« Sur le plan européen, la coopération économique et monétaire doit non se substituer aux politiques nationales mais les consolider. Et j'ai proposé, lors de la campagne présidentielle, que l'on développe « un Écu — à vrai dire, le nom à choisir n'est pas la question principale ! — qui soit un instrument monétaire commun de coopération, fondé sur les monnaies nationales et se référant aux richesses produites dans les pays de l'Union européenne » ». ²¹³

Plus loin il affirme également que « l'impulsion pour de vrais changements positifs dans la construction européenne ne peut venir que des citoyens eux-mêmes » qui doivent refuser « l'alignement par le bas » des politiques sociales. Georges Marchais affirme pour sa part qu'il faut « construire l'Europe autrement » :

« En premier lieu, nous voulons une Communauté européenne conçue et construite pour tous les hommes et toutes les femmes. Cela suppose une utilisation radicalement nouvelle des ressources financières ; je m'en suis déjà expliqué. Et cela suppose un progrès des droits sociaux dans toute la CEE : plus on abaisse les barrières entre les pays, plus il faut élever les garanties, les protections, la formation, les possibilités d'intervention des populations. Sinon, c'est la jungle, la loi du plus fort. En deuxième lieu, nous agissons pour une Europe où les coopérations se fassent d'égal à égal. Car non seulement le rapprochement des peuples et les échanges culturels répondent à une aspiration universelle, mais, de nos jours, aucun pays n'est en mesure de maîtriser seul les technologies ou les ressources financières. La coopération excluant toute domination est une nécessité vitale. (...) En troisième lieu, nous voulons une Europe de paix, à l'écoute des peuples du tiers monde et contribuant à la protection des équilibres naturels de la planète. (...) Construire l'Europe autrement serait apporter une contribution au combat pour un nouvel ordre économique mondial ». ²¹⁴

On le voit, Georges Marchais et Robert Hue demandent beaucoup à l'Europe. Ils lui demandent d'abord de préserver les acquis sociaux acquis de haute lutte par les travailleurs à l'échelle nationale, et même de les renforcer (Avec la bénédiction des bourgeoisies des autres pays membres ??? Dans le cadre d'une concurrence internationale acharnée ?). Ils lui demandent ensuite de ne pas remettre en cause la souveraineté nationale, mais de la renforcer à travers une « coopération »

européenne excluant la « domination », et partant de là toute violence. Ils demandent donc une Europe « pacifique » capable de contribuer à un « nouvel ordre économique mondial » à l'écoute des pays du « tiers monde » et soucieux des préoccupations écologiques.²¹⁵

On peut observer là les conséquences pratiques sur la question européenne des conceptions kautskistes de Robert Hue et Georges Marchais sur l'Etat. Pour eux, les institutions supranationales européennes sont là non pas pour opprimer les travailleurs, mais pour les protéger (ou du moins, dans le cadre de la « démocratie représentative », seraient en état de les protéger). Une des conséquences logiques de cette conception réformiste de l'Etat était donc, dans le cadre de la mondialisation des flux de capitaux et de l'hypertrophie de la sphère spéculative, d'aboutir à une conception mondialisée du réformisme. C'est ainsi que Robert Hue demande aux citoyens de faire pression sur les institutions supranationales afin d'agir « en commun pour taxer les mouvements de capitaux qui spéculent contre l'emploi et le progrès social ». En effet,

« Cela dégagerait des moyens considérables pour la promotion des capacités humaines. Un prix Nobel d'économie américain, M. Tobin, a ainsi calculé — c'est le Programme des Nations unies pour le développement qui l'affirme — qu'en taxant seulement de 0,5 pour cent toutes les transactions spéculatives, on libérerait l'équivalent de cinq fois le budget de la France, chaque année ! Les parlementaires communistes à Strasbourg ont proposé à toutes les forces progressistes d'Europe de mener une bataille commune en faveur d'une telle mesure. Prise par un seul pays, elle attirerait sans doute des représailles des « marchés financiers ». Mais décidée au niveau de toute l'Union européenne, elle ne laisserait guère d'échappatoires aux spéculateurs, car un marché comme celui des « Quinze » est incontournable. Pour peu qu'ils aient la volonté politique de se mobiliser vraiment pour l'emploi, les dirigeants européens ont le moyen de mettre ensemble les milieux financiers à la raison ».²¹⁶

Et voilà que Robert Hue, qui se propose par là de réduire l'instabilité et la volatilité des marchés financiers afin de limiter les mouvements purement spéculatifs et de rediriger les capitaux dans la sphère productive, vient sous ses dehors "modestes" "d'inventer" l'altermondialisme avant les altermondialistes !!! C'est ce qui explique qu'aujourd'hui que le PCF ait pratiquement fusionné avec ATTAC ! Mais qu'est-ce que ces conceptions ont donc en commun avec le léninisme ? Absolument rien puisque Lénine affirmait à l'attention des réformistes kautskistes, aujourd'hui relookés en « altermondialistes », que

« Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer

au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme ».²¹⁷

Nous voyons donc que ni Georges Marchais, ni bien sur Robert Hue n'ont compris cette simple vérité que la mise en place d'une Europe « unie » était en régime capitaliste, ou bien impossible ou bien réactionnaire, que cette Europe « unie » ne pouvait se mettre que *dans l'intérêt* du capital et *contre l'intérêt* des travailleurs :

« Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes *européens*... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique ».²¹⁸

Les dirigeants du PCF, tout imbus de préjugés démocratiques qu'ils sont, nous ressortent donc sous une forme "améliorée" la thèse kautskiste de l'ultra-impérialisme, selon laquelle la "nouvelle phase" de l'impérialisme offrirait la possibilité de développement économique pacifique, et exclurait la politique d'annexions coloniales. Mais que reste-t-il alors des thèses de Lénine sur l'impérialisme ?

« L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique ».²¹⁹

A l'époque des agressions impérialistes ouvertes contre tout pays refusant son dépeçage par l'impérialisme, on peut mesurer la clairvoyance politique « géniale » de Georges Marchais qui venait nous parler de la perspective d'une « Europe de paix à l'écoute des peuples du tiers monde » se construisant selon « les principes de la coopération d'égal à égal » !

« Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie ».²²⁰

II – Thorez et Marchais, le « stalinisme » à la française

A écouter les médias bourgeois, on pourrait être tenté de croire que Georges Marchais (secrétaire général du PCF de 1972 à 1994) et à plus forte raison encore Maurice Thorez (secrétaire général du PCF de 1930 à 1964), sont des communistes de type « staliniens ».

Nous avons déjà pu voir à quel point cette assertion était fondée concernant Georges Marchais, d'après sa révision complète des principales questions du marxisme-léninisme...

Les trotskistes s'accordent également sur ceci, et quand ils critiquent le PCF, c'est toujours les "relents" du "stalinisme" qui sont visés. Nous allons démontrer que si ces deux dirigeants historiques du PCF se sont parfois dits *en paroles* (et selon les circonstances historiques) pour le « stalinisme », Maurice Thorez s'étant même affirmé comme le « premier stalinien de France », le PCF n'a jamais été un Parti communiste « stalinien » dans sa *pratique*.

A – L'anti-stalinisme de Georges Marchais

« « Soit, nous dira-t-on, les communistes ont été et sont des gens estimables, dévoués, souvent courageux. Mais ne faites pas l'impasse sur une réalité : vous avez été staliniens. Et puis, au fond, est-ce que vous ne continuez pas à l'être ? » C'est une question grave et, s'il est des gens qui ne la prennent pas à la légère, ce sont bien les communistes. J'ai parfois, malheureusement, l'impression qu'ils sont un peu seuls dans ce cas... (...) Et puis, reconnaissons-le, le mot « stalinisme » est aujourd'hui employé à propos de tout et de n'importe quoi. Des ouvriers se mettent en grève et s'opposent à leur patron ? Ce sont des « pratiques staliniennes ». Georges Marchais critique telle ou telle déclaration du gouvernement ? C'est un « procès stalinien ». Nous agissons pour une société socialiste originale, de bout en bout « à la française » ? Ce ne peut être qu'un « socialisme stalinien ». Telle ou telle opinion émise par un communiste est minoritaire au sein de son parti ? C'est la preuve que celui-ci est un « parti stalinien »... Bref, dans le vocabulaire politicien courant, est désormais « stalinien » ce qui n'est pas « consensuel », ce qui rompt avec le conformisme ambiant, ce qui ne courtise pas les « centristes » et ne cajole pas les patrons. Tant que nous n'aurons pas accepté de clamer qu'il est normal, juste, stimulant et, pour tout dire, moderne que les pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches, nous serons traités de « staliniens ». C'est ignoble. Mais qu'on n'espère pas nous impressionner par ce véritable terrorisme intellectuel. L'injure ne nous fera renoncer ni à notre combat contre les injustices et les oppressions, ni à notre effort de renouvellement profond qui nous a permis, précisément, d'extirper tout ce qui, chez nous, relevait de la déviation stalinienne ».²²¹

On comprend à juste titre que Georges Marchais s'emporte contre la bourgeoisie qui voit du « stalinisme » dans tout ce qui heurte un tant soit peu ses intérêts. Il nous faut d'abord remarquer le fait que pour la bourgeoisie française, il relève de la pathologie grave de voir du stalinisme là où il n'y a en fait que l'opportunisme et le réformisme le plus pur ! Georges Marchais a donc parfaitement raison de souligner qu'il est

terriblement injuste « d'injurier » le PCF en usant de l'épithète « stalinien », et que c'est là du « terrorisme intellectuel », puisqu'il affirme qu'au PCF,

« Nous nous sommes totalement affranchis du stalinisme ».²²²

Et ce ne sont pas là des paroles en l'air, n'en déplaise aux trotskistes qui aiment également à coller l'étiquette « stalinienne » au PCF des années Marchais ! Afin de démontrer à quel point le PCF s'est « totalement affranchi » du stalinisme et à quel point il est « tout simplement dérisoire » de parler du PCF comme d'un « parti stalinien », nous utiliserons donc essentiellement la dénonciation du stalinisme faite par Georges Marchais lui-même (Robert Hue jouant à très peu de choses près sur le même registre), afin de démontrer qu'elle n'a pas grand-chose à envier à la critique que font du « stalinisme » les anti-communistes déclarés.

Selon Georges Marchais, les années staliniennes, si « elles ont permis l'industrialisation de l'URSS en un temps record, un rattrapage indéniable des pays capitalistes, la victoire sur le nazisme, l'expansion du camp socialiste », n'en furent pas moins des années « de grandes avancées et de terribles régressions ».²²³ On aura amplement l'occasion de voir comment Georges Marchais liquide en un tour de main les « grandes avancées » pour ne parler que des « terribles régressions ». Même chose pour Robert Hue qui reconnaît que l'URSS sous Staline s'est industrialisée.

« Le stalinisme est d'abord, bien sûr, un drame humain : les millions de victimes, l'horreur des camps, la monstruosité des procès, un régime criminel. Avec les archives qui s'ouvrent à Moscou, les historiens ajoutent sans cesse la cruauté des révélations à la poursuite de leurs analyses. (...) Le Parti communiste français a clairement, nettement et fermement condamné le stalinisme et toutes les pratiques attachées à ce mot. J'ai rappelé en quels termes Georges Marchais l'avait fait en 1975. À peu près à la même époque, un historien comme Jean Ellenstein s'est efforcé d'étudier ce qu'il appelait alors « le phénomène stalinien » ».²²⁴

Nous estimons important d'ouvrir d'abord une parenthèse pour souligner le fait qu'il serait faux de dire que l'anti-stalinisme soit nouveau à la direction du PCF. L'anti-stalinisme ne date pas de la critique publique qu'en a fait Georges Marchais en 1975. On en a un bel exemple dans l'ouvrage de Léo Figuères, *Le trotskisme cet antiléninisme*.²²⁵

Au-delà de la dénonciation, la plus souvent juste, des théories trotskistes, Léo Figuères ne peut s'empêcher de calomnier Staline. Ce qu'il reproche à Trotski, au-delà de ses théories anti-léninistes sur la construction du socialisme en URSS, ce n'est pas tant le fait de s'être opposé à Staline, mais de s'être opposé à Staline *grossièrement* et de lui avoir ainsi permis d'établir une « autorité omnipotente » sur le Parti.

Ainsi, Léo Figuères, parlant des appels de Trotski à renverser la « couche des bureaucrates » en URSS alors que le fascisme avait proclamé son plan de détruire l'URSS affirme que

« Ses écrits et ses attitudes pratiques donnèrent alors de la crédibilité à l'analyse fautive et dangereuse de Staline selon laquelle la lutte de classe allait sans cesse s'exacerber dans les conditions du socialisme. Ils fournirent une base à l'idée que les ennemis du socialisme se camouflaient désormais en «révolutionnaires» Staline put plus facilement convaincre de la nécessité de renforcer les pouvoirs des services de sécurité et de renseignements et de procéder à des épurations, à des répressions massives et préventives ». ²²⁶

Léo Figuères, parlant des conséquences des luttes menées par Staline pour défendre la théorie léniniste sur l'édification du socialisme en URSS contre les théories capitulardes de Trotski sur la "révolution mondiale" remarque que

« Ce qui est vrai, c'est que l'autorité personnelle de Staline sortit considérablement grandie de toutes ces luttes. (...) D'un certain point de vue, on peut avancer que Trotski et ses alliés furent la chance de Staline. Pour en avoir fait la cible de leurs attaques, pour avoir concentré sur sa personne toutes leurs haines, Trotski et ses compagnons de route contribuèrent à personnaliser la direction du Parti et à faire de Staline non plus l'un des leaders, mais *le* dirigeant du Parti. (...) Cela fit oublier les critiques que lui avait adressées Lénine ». ²²⁷

On voit bien là le refrain khrouchtchévien et c'est donc tout naturellement que Léo Figuères parle de l'arbitraire de Staline :

« Le contrôle exclusif qu'il exerça sur les organes de répression, le conduisit à les utiliser de façon arbitraire, hors de la légalité révolutionnaire, y compris contre des militants responsables du Parti ». ²²⁸

Nous voyons donc que même lorsqu'elle s'attache à combattre le trotskisme, la direction du PCF se fait un devoir de lutter également contre le « stalinisme ». De là à reprendre mot pour mot les attaques des trotskistes et de la bourgeoisie contre "Staline le dictateur", le pas sera vite franchi à la direction du PCF. Cette parenthèse fermée, revenons-en donc à Georges Marchais pour qui le « stalinisme » fut

« tout à la fois une interprétation du marxisme trahissant l'essence de celui-ci en le transformant en quelques préceptes figés auxquels la réalité devait se soumettre ; une conception du socialisme fondé sur l'étatisme, le nivellement social et les formes les plus extrêmes de la contrainte, qui s'est traduite par des crimes monstrueux ; la transformation de l'expérience singulière de l'Union soviétique en « modèle » pour les autres pays socialistes et pour tous les partis communistes ; l'instauration de rapports autoritaires entre communistes, ainsi qu'entre partis communistes. Bref, un ensemble de « conceptions et de pratiques totalement étrangères à notre

idéal et à notre politique », comme je l'avais déclaré en 1975, il y a quinze ans ». ²²⁹

Nous ferons d'abord remarquer au lecteur qu'il nous a largement été donné de voir Georges Marchais trahir le léninisme, non pas « en le transformant en quelques concepts figés » et en instaurant des « rapports autoritaires entre communistes », mais en lui substituant un réformisme et un libéralisme non voilés.

Georges Marchais, pour expliquer cette « trahison du léninisme » par Staline n'estime pas utile de parler des principes fondamentaux défendus par Lénine (car se serait là se démasquer à coup sur). Comment va-t-il donc s'y prendre pour "démontrer" cette trahison ? Georges Marchais commence son argumentaire ainsi :

« L'histoire du socialisme est l'histoire des pays dans lesquels il s'est construit ». ²³⁰

Jusque-là, nous déclarons être d'accord avec Georges Marchais qui va certainement nous raconter l'histoire économique de la Russie (s'il veut s'en tenir au matérialisme historique, cela s'entend).

Nous devrions donc logiquement entendre parler de l'abolition du servage sous le tsarisme, de la différenciation de la paysannerie, de l'introduction de la grande industrie à l'aide des emprunts franco-anglais, de la guerre russo-japonaise avec ses conséquences : la ruine du pays et la révolution de 1905, de la terreur noire de Stolypine contre les bolchéviks, de la guerre impérialiste de 1914-1918 et de ses conséquences : la montée irrésistible du mécontentement contre le tsarisme, de la révolution bourgeoise de Février 1917, de la trahison du gouvernement "socialiste" de Kerenski et des menchéviks prêts à poursuivre la guerre de rapine, de la révolution socialiste d'Octobre 1917, de l'intervention étrangère des 14 Etats contre le jeune pouvoir soviétique, de la réforme agraire et du relèvement de l'industrie, de la création d'une industrie lourde soviétique, de la lutte des classes à la campagne et de la collectivisation de l'agriculture, de la crise économique mondiale de 1929 et de ses conséquences : l'avènement du fascisme et la Seconde Guerre Mondiale, du début de la Guerre Froide et des agressions impérialistes contre la Grèce et la Corée, etc.

Nous serions en effet en droit de nous attendre à un tel rappel, fût-il aussi succinct que celui-ci, des conditions économiques et politiques, intérieures comme extérieures qui ont rendu possible le triomphe du « stalinisme ». Mais il n'en est rien !

Comment Georges Marchais va-t-il donc "prouver" historiquement que le stalinisme n'était pas « contenu en germe dans Lénine, voire dans Marx »,

ce qui (horreur suprême !), accrédirait les thèses selon lesquelles « les valeurs communistes sont intrinsèquement perverses » ?

« Comment ne pas voir que le stalinisme ne fut pas une « conséquence » du socialisme, mais la continuation, pendant, malgré et contre le socialisme, des traditions les plus ancrées de la vieille Russie ? Je ne suis pas un spécialiste de l'histoire et de la littérature russes, mais j'ai tout de même un peu lu... Ivan le Terrible, au 16^e siècle, souffrant de mégalomanie et voyant des traîtres partout, qui installa un régime de terreur ; Pierre le Grand, à la charnière des 17^e et 18^e siècles, violemment antisémite, animé par l'idéal du service de l'État, qui se fit attribuer le titre de « Père de la Patrie » et fit exposer mille corps suppliciés de comploteurs présumés ; Nicolas I^{er}, au 19^e siècle, despote obsédé par les complots, entouré de conseillers serviles, qui installa un régime militaire et bureaucratique et imposa une censure implacable sur la presse et la création... Tout cela ne fait penser à rien ? Staline n'eut pas à chercher dans l'essence du marxisme l'autocratie, la violence et la cruauté, les déportations en Sibérie, la méfiance malade, la toute-puissance d'un État bureaucratique et le sentiment religieux à l'égard de son chef qui caractérisèrent son pouvoir : il lui suffit de puiser dans la longue tradition de la Russie. De même qu'il n'eut pas à inventer la volonté de brûler les étapes et l'aspiration égalitariste à la revanche sociale : il lui suffit de traduire ce qui était fortement ancré dans le peuple russe, si longtemps brimé et réprimé de la manière la plus brutale qui soit ». ²³¹

Et voici que Georges Marchais "explique" le phénomène « stalinien » comme la perpétuation des « traditions » du tsarisme !

Il est vrai que dans les rêves de Georges Marchais, bercé depuis sa plus tendre enfance politique par les idées de la "coexistence pacifique" khrouchtchévienne, le communisme se doit d'être démocratique "pour tous", y compris pour les anciens exploités.

Pour Georges Marchais c'est une évidence que depuis Khrouchtchev, le capitalisme s'est « assagi ».

Mais quand bien même cela serait vrai, ne faudrait-il pas là rendre justice à Staline qui n'avait alors en face de lui aucun capitalisme prétendument "assagi" ? (Puisque sous Staline l'URSS s'attirait les foudres de la réaction mondiale du fait qu'on y construisait le socialisme !)

Et bien non ! Là encore, Georges Marchais n'en est même pas capable ! Comment va-t-il donc procéder pour expliquer le fait que la « violence », la « cruauté » et la « méfiance malade » de Staline n'étaient pas une fatalité dans un pays économiquement et culturellement arriéré, placé dans un contexte international d'encerclement capitaliste-fasciste des plus hostile ?

Eh bien il oppose "simplement" Lénine et Staline, comme si avec Lénine à sa tête, l'URSS aurait pu être en de meilleurs termes avec les Etats hostiles et

les classes exploiteuses renversées du dedans, en ne rechignant pas à faisant passer Lénine pour un vulgaire libéral :

« Il fallait la lucidité et la créativité marxiste d'un Lénine pour mesurer les handicaps considérables que constituaient ces éléments d'arriération et comprendre qu'il fallait lutter résolument contre eux pour que le socialisme soit réellement le socialisme en Russie. C'est en ce sens que le stalinisme fut véritablement une trahison du léninisme. Car Lénine appelle au mouvement des masses, Staline se méfie d'elles et les caporalise. L'un enrichit la théorie, l'autre la pétrifie. L'un mise sur l'effort de conviction, l'autre réprime. L'un part en guerre contre la bureaucratie, l'autre la renforce. L'un prône l'intéressement du producteur, l'autre institue le nivellement social. L'un vante l'esprit d'initiative, l'autre enrégimente l'économie. L'un encourage la diversité dans la création, l'autre confond art et propagande. On ne dira jamais assez à quel point le régime stalinien s'imposa contre le parti et sa direction : en 1939, tout le bureau politique de l'époque de Lénine — à la seule exception de Staline et de Trotski, assassiné un an plus tard — avait disparu et en 1937-1938, 70 % des membres du Comité central furent fusillés ! »²³²

« On ne dira jamais assez à quel point » Georges Marchais calomnie ici le plus grossièrement du monde Lénine et Staline !!!

Georges Marchais n'a d'ailleurs pas oublié de faire sien les préjugés bourgeois les plus vulgaires sur le communisme ni de reprendre les falsifications bourgeoises les plus éhontées sur les "purges staliniennes", mais a par contre soigneusement "oublié" les vérités historiques les plus élémentaires (Staline s'étant selon lui imposé au Parti comme un dictateur !), ce qui l'amène tout naturellement à avoir une pensée émue pour Trotski « assassiné » ! (Ce contre-révolutionnaire professionnel auquel il doit certainement sa peinture macabre du « stalinisme »...)

Cette pseudo-argumentation "hurle" si fort contre Georges Marchais qu'il ne vaut pas la peine de nous y arrêter plus longtemps.

Et ce n'est pas la seule chose que Georges Marchais ainsi que Robert Hue ont empruntée à l'arsenal trotskiste. Georges Marchais, dont on connaît l'attachement sans borne à la liberté de critique, lorsqu'il traite de la « déviation stalinienne » affirme ainsi que :

« Le schéma qui rendait possible cette déviation était, sommairement, le suivant : le Parti communiste étant l'avant-garde, sa direction était l'avant-garde de l'avant-garde. Par voie de conséquence, le fait d'être un véritable révolutionnaire se reconnaissait à l'accord a priori avec ce que décidait cette direction. La moindre critique ou idée personnelle était considérée comme un indice de « faiblesse politique » ; et si quelqu'un combattait de front une opinion ou une décision émanant d'« en haut » — pas seulement du Comité

central, mais aussi de sa direction fédérale ou de section —, c'est qu'il épousait, sans même en être conscient, les conceptions de l'adversaire ». ²³³

Quand donc nous voyons Georges Marchais pousser de si grands cris sur la « trahison du léninisme » par Staline, c'est à seul dessein d'essayer de masquer sa propre trahison du léninisme.

« Regardez le genre d'accusations que portent les révisionnistes ! Etant eux-mêmes pourris, ils attribuent aux autres leurs propres maux ». ²³⁴

B – Georges Marchais, ardent partisan de l'autogestion, de la Perestroïka et de la Glasnost

« Notre voie vers le socialisme est une voie originale. Comme nous l'avons écrit dans « Le défi démocratique », la politique du Parti communiste français définit une voie française vers le socialisme et un socialisme à la française. (...) Il existe déjà une diversité certaine de la réalité socialiste et il faut la mauvaise foi de la propagande anticommuniste pour l'escamoter. Le socialisme possède des traits différents en Union Soviétique et au Vietnam, en Hongrie et à Cuba, en République démocratique allemande et en Yougoslavie. Et plus nombreux seront les pays socialistes, plus la diversité de la réalité socialiste s'accroîtra. Il n'existe donc et il ne peut exister de « modèle » de socialisme, qu'il serait possible de transposer d'un pays à un autre ou de copier ». ²³⁵

Là encore, nous sommes parfaitement d'accord avec George Marchais pour affirmer qu'il faut faire preuve de la pire « mauvaise foi » pour « escamoter » la « réalité » de la « diversité socialiste » ! Et si Georges Marchais cite la Yougoslavie titiste comme un pays où l'on construit le socialisme, ça n'est pas le fait du hasard.

Avant d'aller plus loin, il nous faut d'abord ouvrir une parenthèse sur les différentes « espèces de révisionnisme » afin de donner au lecteur les repères essentiels lui permettant de ne pas s'égarer dans le dédale révisionniste.

La première espèce de révisionnisme moderne est le titisme, qui s'est opposé ouvertement au marxisme-léninisme dès 1948. Le titisme revendiquait son droit à édifier un socialisme "spécifique" » (intégrant les koulaks dans le "socialisme") et "autogestionnaire" (capitalisme camouflé derrière les théories anarcho-syndicalistes). Le PCY est allé jusqu'à soutenir dès 1950 les américains durant la Guerre de Corée. La Yougoslavie titiste, bien que prétendant au "non-alignement" », était liée par milles attaches à l'impérialisme.

Le révisionnisme khrouchtchévien a réhabilité Tito, proclamé caduque la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, miné l'économie planifiée soviétique et a proclamé la coexistence pacifique avec

l'impérialisme. Le révisionnisme Brejnévien, continuation du révisionnisme khrouchtchévien sans Khrouchtchev, a tout fait pour maintenir sa domination au sein du camp révisionniste. Le révisionnisme khrouchtchévien-brejnévien s'est opposé à diverses cliques révisionnistes dont il avait lui-même provoqué l'épanouissement.

Parmi ces tendances "opposées" (en ce qu'elles défendaient chacune un modèle de "socialisme spécifique"), il faut distinguer plusieurs tendances principales : 1° les polycentristes italiens, aspirant à une autonomie complète vis-à-vis de Moscou et pionniers de l'eurocommunisme ; 2° les révisionnistes ne prétendant pas s'affranchir de la tutelle des khrouchtchéviens (tel le PCF de Maurice Thorez et les révisionnistes castristes) ; 3° les révisionnistes d'inspiration titiste, mais soucieux de profiter des crédits impérialistes sans forcément se fâcher avec Moscou (tels Gomulka et Ceausescu) ; 4° les révisionnistes chinois, s'appuyant sur l'impérialisme américain pour lutter contre l'hégémonisme soviétique.

Il pourrait sembler au premier abord que ce sont là des tendances très diverses, mais il est trois points communs fondamentaux sur lesquels s'appuient toutes ces tendances révisionnistes : a) une reconnaissance plus ou moins marquée au père du révisionnisme moderne "spécifique", Tito ; b) la lutte contre le marxisme-léninisme ; c) l'appui sur une bourgeoisie nationale (dans le cas des partis révisionnistes n'étant pas au pouvoir) ou sur une caste de fonctionnaires-bureaucrates coupés des masses et liés par des emprunts au système impérialiste (dans le cas de partis révisionnistes au pouvoir).

Que représentent donc Dubček, Gorbatchev et Walesa ? Ils représentent une clique non pas *uniquement* anti-socialiste (ce que sont également les cliques révisionnistes "modérées" au pouvoir dans les années Khrouchtchev-Brejnev), mais une clique anti-nationale aspirant à la liquidation des pays révisionnistes en tant qu'Etats indépendants, une clique visant donc à mettre les pays révisionnistes sous la dépendance *directe* du système impérialiste et à liquider toute trace d'indépendance nationale.

C'est dans ce sens qu'Enver Hoxha remarquait que

« l'entrée de capitaux américains en Union soviétique aura pour effet d'éliminer rapidement les moindres vestiges des victoires de la grande Révolution socialiste d'Octobre, elle aura pour effet de désagréger l'Union soviétique en tant qu'union de républiques. C'est là le but de l'impérialisme américain : démanteler l'Union soviétique en tant que dangereuse puissance capitaliste rivale. Les « intelligents » diront : « Cela est difficilement réalisable ». Au contraire, cela se réalise facilement lorsque l'autre s'écarte

des rails du marxisme-léninisme. Le révisionnisme implique aussi l'exaltation des sentiments nationalistes, et les États-unis souffleront avec zèle sur ce feu. Les « intelligents » diront : « Cela est irréalisable ». Mais que disent les faits ? Khrouchtchev a accédé au pouvoir, mais qu'a-t-il apporté avec lui et que s'est-il passé en Union soviétique ? Khrouchtchev est tombé, les Brejnev sont venus, et où en est-on arrivé ? L'Union soviétique a été vendue aux États-Unis. Demain leurs successeurs démantèleront aussi l'Union soviétique en tant qu'État. Que les révisionnistes le veuillent ou non, c'est là où conduit leur voie, et l'aide des États-unis et l'alliance avec eux tendent à cet objectif : « diviser pour régner », car il est absurde de penser que l'impérialisme puisse vous aider pour que vous vous renforciez et creusiez sa tombe ». ²³⁶

Cette liquidation de l'indépendance nationale s'accompagne également de la liquidation de tout ce qui rappelle le socialisme, et donc également des vestiges de la superstructure juridique et politique du socialisme qui n'avaient pas encore été liquidées par les révisionnistes khrouchtchéviens.

De même que l'évolution de la conscience des hommes retarde sur leurs conditions matérielles, de même l'évolution de la superstructure juridique et politique retarde sur les rapports de production. Dans le cas de la restauration du capitalisme, des acquis sociaux du socialisme demeurent longtemps après la liquidation des rapports de production socialistes.

Qualifier l'URSS social-impérialiste de socialiste équivaldrait à dire de la France que sa législation sociale en fait un pays socialiste !

Revenons-en donc à Georges Marchais, maintenant que nous avons dissipé le brouillard révisionniste, afin d'essayer de déterminer la place qu'il occupe dans le panier de crabes révisionniste.

Ce qui attire irrésistiblement Georges Marchais vers Tito, c'est son idée de voie « spécifique vers le socialisme », et en cela, nous devons dire sans ambages à Georges Marchais que lorsqu'il parle de « réalités » « propres » au PCF, on voit la démagogie révisionniste dans toute sa splendeur !!!

D'accord avec Khrouchtchev sur la voie d'accession au socialisme par la voie parlementaire et d'accord avec Tito sur une économie « socialiste » « autogestionnaire », Georges Marchais affirme que

« La France socialiste serait une société de liberté, garantissant l'exercice de toutes celles qui existent, les étendant dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives, jusqu'aux formes neuves de l'autogestion. (...) nous pensons que, pour favoriser la transformation socialiste, le pouvoir — démocratisé, décentralisé, débureaucratisé — devra être celui du peuple, et qu'il devra permettre à la force sociale la plus directement intéressée à faire progresser la société, la classe ouvrière, d'accéder à des responsabilités dirigeantes lui permettant d'impulser le processus transformateur ». ²³⁷

C'est une véritable fascination que Tito exerce sur Georges Marchais qui n'hésite pas à affirmer qu' « en 1968, l'aspiration à un « socialisme au visage humain » souleva le peuple tchécoslovaque » et qu'en France

« Nous consacrons tous nos efforts à aider les gens à prendre eux-mêmes en main leurs propres affaires, à emprunter une voie nouvelle, celle de la démocratisation de la société dans tous les domaines, de la construction d'un socialisme autogestionnaire ». ²³⁸

Nous avons toutes les raisons de penser que cette fascination pour Tito n'est pas nouvelle chez Georges Marchais lorsqu'il nous raconte comment il a failli être exclu à deux reprises du PCF, la première fois soi-disant « pour être allé voir un match de football entre l'équipe de France et celle de Yougoslavie alors que les dirigeants de ce pays avaient été condamnés par Staline ». (N'y avait-il là que le match ?)

« Dans les deux cas, les choses se sont arrangées, mais, tout de même, quels changements ! Je ne veux pas enjoliver les choses, mais nier les progrès que les communistes ont accomplis en matière de respect mutuel, d'écoute, de liberté de ton, de tolérance, d'absence de formalisme, bref, d'esprit démocratique dans leurs rapports entre eux et avec les gens qui les entourent, parler à leur propos de « parti stalinien » est tout simplement dérisoire ». ²³⁹

Seule la propagande éhontée des trotskistes et des médias bourgeois peut en effet parler du PCF comme d'un « parti stalinien ».

En effet, Georges Marchais a *en commun* avec toutes les espèces de révisionnisme la construction d'un socialisme "spécifique" niant les lois générales du marxisme relatives à la révolution socialiste et à la construction de la société socialiste.

Mais reconnaissons que c'est là assurément une « réalité propre » et « spécifique » au PCF que de jouer le rôle d'épouvantail pour détourner les masses « françaises » du communisme et de faire office de larbin de la bourgeoisie « française » et non pas d'une autre bourgeoisie !

Georges Marchais, on l'a vu, est un titiste convaincu, ce qu'il confirme par son jugement très favorable sur Togliatti, lui-même grand ami de Tito :

« Contrairement à d'autres partis, tel le Parti communiste italien de Palmiro Togliatti, qui ont immédiatement fait leurs conclusions du rapport de Nikita Khrouchtchev au 20^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique de 1956 qui dénonçait les crimes de Staline, nous avons minoré la portée — essentielle pour chaque parti communiste — de la critique de cette période, nous n'avons pas saisi l'occasion qui s'offrait alors de procéder au renouvellement nécessaire de notre stratégie et de notre mode de fonctionnement. Nous avons ainsi pris du retard, et celui-ci s'est prolongé

une vingtaine d'années puisque ce n'est qu'en 1976, au 22^e Congrès, que nous avons procédé à ces transformations dans toute leur ampleur ».²⁴⁰

Ces transformations « dans toute leur ampleur », c'est le passage d'une ligne franchement opportuniste à une ligne typiquement sociale-démocrate.

Il est révélateur de voir Georges Marchais prendre comme référence les togliattistes, qui furent en effet les plus zélés à propager les thèses révisionnistes de Khrouchtchev en demandant immédiatement après le rapport Khrouchtchev à ce que l'on tire toutes les conclusions qui en découlaient, à savoir la liberté pour chaque parti de créer un "socialisme spécifique" en n'ayant de comptes à rendre à personne. Il est également révélateur d'observer l'attitude de Georges Marchais à l'égard des pays se réclamant du socialisme.

Pour lui, ils se divisent en deux camps : d'une part les « staliniens » et d'autre part les « non-staliniens ». Georges Marchais dénonce sans hésiter les régimes « staliniens » :

« Ces régimes qui continuèrent dans la tradition criminelle de Staline, qui s'isolèrent ainsi des autres partis communistes, des autres pays socialistes, firent beaucoup de mal à leur peuple et à la cause du communisme ».²⁴¹

Pour Georges Marchais,

« La logique de l'histoire a ainsi voulu que la perversion stalinienne aille jusqu'au bout de sa nature monstrueuse. Ce fut, en Chine, la pseudo-« révolution culturelle », qui fit au moins un million de morts et des dizaines de millions de victimes humiliées, déportées, torturées — et, malheureusement, Tiananmen montre que le recours à la violence n'est pas écarté. Ce fut la plongée dans l'horreur absolue avec les Khmers rouges de Pol Pot. Ce fut la tyrannie du clan Ceausescu. Et qui sait ce qui s'est passé et se passe actuellement en Albanie ? Mis à part ce dernier pays, le point commun de tous ces régimes est d'avoir bénéficié d'une extraordinaire complaisance des pays capitalistes ».²⁴²

Pourquoi Georges Marchais, qui en appelle encore à « la logique de l'histoire », n'essaie-t-il pas d'expliquer pourquoi *justement* l'Albanie socialiste est le seul pays à n'avoir bénéficié d'aucune « complaisance » de l'impérialisme ? (Ou d'une bourgeoisie « nationale » comme dans le cas des eurocommunistes...) Si Georges Marchais s'abstient de se poser cette question gênante, il ne manque pas en revanche de faire preuve d'une certaine indulgence vis-à-vis du PCC :

« Il est certain, par exemple, que la rupture du Parti communiste chinois avec le reste du mouvement communiste se fit pour une large part en réaction au comportement hégémonique des dirigeants soviétiques qui ne toléraient pas la volonté d'indépendance légitime de Mao Zedong et de son peuple ».²⁴³

En Bref, Georges Marchais reproche aux révisionnistes soviétiques d'avoir refusé de cautionner la voie "spécifique" des révisionnistes chinois. Et en cela, il a parfaitement raison.

Nous avons donc pu juger amplement du révisionnisme éhonté de Georges Marchais, mais le tableau que nous en donnons ne serait pas complet si nous ne parlions pas de la crise qui a démantelé l'URSS en tant qu'Etat impérialiste indépendant et qui en a fait un Etat capitaliste de second rang. Voyons donc quelle est sa position face aux "révolutions démocratiques"²⁴⁴ en Europe de l'Est.

« L'ampleur et la soudaineté des crises qui ont mis à bas les régimes de l'Est étaient pour une large part imprévisibles. Pour autant, cette véritable accélération de l'histoire n'est pas incompréhensible. Car elle n'est pas née de rien. Elle est le résultat d'une situation qui s'est créée années après années. Y voir plus clair suppose donc, comme toujours, de faire retour sur le passé ».²⁴⁵

On a déjà pu juger plus haut des compétences en histoire de Georges Marchais, nous épargnerons donc au lecteur un pénible « retour vers le passé » à travers les élucubrations historiques de Georges Marchais, « retour vers le passé » qui se ramènent en fait à ceci : l'évolution actuelle de ces pays serait due au fait qu'ils se seraient vu imposer de l'extérieur les régimes communistes, ainsi qu'à leur absence de « traditions démocratiques » et leur arriération économique. Georges Marchais synthétise ainsi « sa » pensée :

« **Partout l'arriération et la violence.** Industrie inexistante ou détruite, pauvreté, dictature... »²⁴⁶

Il nous faut remarquer ici que le rejet du « stalinisme », et donc de la ligne d'industrialisation de Lénine et Staline, aboutit logiquement à ressusciter le trotskisme qui nie lui aussi la possibilité de construire le socialisme dans un pays isolé et à plus forte raison arriéré économiquement. Et ça n'est pas là le seul point important de convergence avec les trotskistes :

« En 1970, la classe ouvrière polonaise se souleva ; on lui fit des promesses qui ne furent pas tenues. En 1980, la crise polonaise éclata dans toute son ampleur ; elle dura près de dix ans avant de trouver une issue politique conforme aux vœux de ce peuple ».²⁴⁷

Conforme aux vœux du peuple polonais ? Le mécontentement de la population devant la ruine économique provoquée par les révisionnistes n'a-t-il pas été instrumentalisé par Solidarnosc ? Syndicat prétendument ouvrier, Solidarnosc était en fait mouvement réactionnaire ayant à sa tête Lech Walesa et derrière lui l'Eglise catholique polonaise et le Vatican. Il visait à faire sortir la Pologne du Pacte de Varsovie pour la rapprocher de

l'Occident. Et ce ne sont pas là des "accidents" ou un aveuglement politique momentané, car Georges Marchais, qui n'hésite pas à affirmer de la Perestroïka qu'elle est une « **seconde révolution** », soutient activement Michaël Gorbatchev !

Le soutien à Solidarnosc et à Gorbatchev est encore un point de convergence essentiel avec les trotskistes : Ernest Mandel, le chef de la "IV^{ème} Internationale" trotskiste affirmait que « ce que nous vivons en RDA et en Tchécoslovaquie est une véritable révolution, avec une ampleur et une profondeur sans précédent depuis la révolution russe de 1917 ». ²⁴⁸

C'est donc avec un immense enthousiasme que Georges Marchais parle de la Perestroïka initiée par Michaël Gorbatchev.

« De fait, les réformes enclenchées ces dernières années sont considérables. L'économie ? Elle était entièrement étatisée, planifiée à outrance, souffrant de lourds retards et du manque généralisé de motivation. On débureaucratisait, on rompt avec le dirigisme, on diversifie les modes de propriété, on fait renaître le mouvement coopératif, on construit un marché socialiste, on investit massivement dans le secteur des nouvelles technologies, on responsabilise le producteur et l'entreprise, on accorde l'autofinancement aux soviets, on prépare une refonte du système de formation des prix. On introduit ainsi des éléments de souplesse indispensables dans cette économie hier bloquée si on veut qu'elle reparte de l'avant. Le social ? On donne la priorité aux services, à la construction de logements et à la production de biens de consommation, on modernise la formation et le système de santé, on s'attaque aux maux que l'on taisait avant : la délinquance, l'alcoolisme, la toxicomanie. La politique ? On en fait enfin ! La glasnost est l'autre mot russe qui, avec la perestroïka, a fait le tour du monde. On rompt avec le monolithisme et le culte du secret, on libère la presse, on supprime les privilèges de la nomenklatura, on redonne à l'Etat ses prérogatives normales de gestion et aux soviets leur pouvoir de contrôle, on va vers le multipartisme. L'Union soviétique est un pays où il n'y a plus de prisonniers ou d'internés pour leurs opinions politiques. L'idéologie, la culture ? On édite Soljénitsyne et Rostropovitch se produit à Moscou. La censure a été levée. La liberté de conscience, de création, de culte ne sont plus des objectifs proclamés, mais des réalités. Cette brève énumération fait comprendre pourquoi nous soutenons l'œuvre entreprise par Mikhaïl Gorbatchev et les communistes soviétiques, même si elle ne va pas sans tâtonnements, sans contradictions, sans erreurs ». ²⁴⁹

On comprend désormais sans mal l'engouement de Georges Marchais pour la politique de Gorbatchev dont la ligne politique ressemble à la sienne comme deux gouttes d'eau ! (A ceci près que Gorbatchev est un révisionniste à la tête d'un Etat !) Georges Marchais fait de la Glasnost et de la Perestroïka de Gorbatchev une « **question posée à toutes les sociétés socialistes** » :

« Depuis 1985, le Parti communiste de l'Union soviétique a pris à bras-le-corps cette question de la démocratisation de sa société socialiste. Il le fait en avançant ses propres réponses, et je me garderai bien de leur donner une portée universelle. J'ai écrit « Pas de modèle, jamais plus de modèle » ; je persiste et signe. C'est, d'ailleurs, la démarche même de la perestroïka. La dernière fois que j'ai rencontré Mikhaïl Gorbatchev, en septembre 1989, il m'a dit : « Je répète toujours à nos amis étrangers : « Dans la perestroïka, choisissez vous-mêmes ce qui vous convient et rejetez ce qui ne vous convient pas, car il faut tenir compte de la situation de chaque pays. » L'idée que la perestroïka pourrait convenir partout n'est pas marxiste, ce n'est que balivernes, sottises. Cette démarche est sage, car il n'est pas deux pays socialistes qui aient les mêmes peuples, le même niveau économique et social, les mêmes besoins. Le problème de la démocratisation de leur société ne se pose pas dans les mêmes termes et les réponses à imaginer ne peuvent être identiques. Pour autant, je suis persuadé que les exigences contemporaines rendent partout cette démocratisation indispensable pour que le socialisme aille de l'avant ».²⁵⁰

On comprend sans mal pourquoi Gorbatchev a pu conquérir à ce point le cœur de Georges Marchais avec ces discours sur la « démocratisation » et la « spécificité » du « socialisme » ! Georges Marchais est sans conteste un gorbatchévien avant Gorbatchev : il affirme ainsi, citant son livre *Parlons franchement* (1977) être parfaitement d'accord avec Gorbatchev pour dire que toutes les leçons n'avaient pas encore été tirées en URSS du fait qu'y persistaient des « méthodes bureaucratiques ou répressives injustifiées ».

De la même façon, Georges Marchais s'entend avec Gorbatchev pour qualifier la période Brejnev de période de « stagnation » et « d'occasion manquées ». Georges Marchais, d'accord avec Gorbatchev oppose « l'audace de Khrouchtchev » au « conservatisme » de Brejnev, estimant que ce conservatisme ne pouvait que « saper les fondements » du « socialisme ». C'est injuste quand on sait que Brejnev n'a pas remis en cause les réformes économiques de Khrouchtchev et a persisté dans la voie de la décentralisation de l'économie. Certainement pas à un rythme assez soutenu d'après l'appréciation de Georges Marchais pour lequel,

« l'étatisme, la planification et l'autoritarisme généralisés » « sont profondément inadaptées à toute économie moderne. Elles ont permis à l'Union soviétique de se développer jusqu'au milieu des années soixante-dix, mais, à partir de ces années, elles ont de plus en plus brisé son dynamisme et recommencé à accentuer ses retards ».²⁵¹

En d'autres termes : *Vive le libre-marché !*, voilà où mènent toutes les conceptions révisionnistes de Georges Marchais ! La bourgeoisie ne contesterait pas une telle perception de "l'économie socialiste" ! Notons également que Georges Marchais ne comprend pas que ce sont justement

les réformes économiques impulsées par les révisionnistes qui ont provoqué la faillite de l'économie de ces pays, qui sous Staline, se sont développés à un rythme accéléré. Il nous faut enfin reconnaître que Georges Marchais a le nez fin quand il rapproche les idées titistes « autogestionnaires » et « non-alignées » de celles de Gorbatchev :

« Au fond, ce qui donne sa pleine valeur à notre soutien à la perestroïka, c'est qu'il ne provient d'aucun alignement. (...) A la fin de notre conversation, en septembre 1989, Mikhaïl Gorbatchev avait dit à la délégation que je conduisais : « Nous avons pu constater une convergence de nos approches vis-à-vis des problèmes principaux : de l'avenir du socialisme, de l'Union soviétique, de la situation de la France, de l'Europe, du monde, du mouvement communiste. C'est la chose la plus importante qui ait présidé à notre entretien ». ²⁵²

« Nous attachons une grande importance au contrôle, par les salariés eux-mêmes et leurs élus, de l'utilisation des fonds dans chaque entreprise. Il faut la transparence — la « glasnost » à la française ! — pour combattre efficacement les gâchis et encourager une autre utilisation des ressources ». ²⁵³

Devant un tel aveuglement politique, on ne peut que rester perplexe, d'autant que le leader du SPD, Willy Brandt, avait lui été capable de dire en 1985 à Moscou :

« J'ai déjà vu beaucoup de choses dans ma vie, mais jamais encore un anticommuniste occuper les plus hautes fonctions au Kremlin ». ²⁵⁴

Et ça n'était pas exagéré quand on sait ce que Michael Gorbatchev a déclaré en 1999 à l'université américaine d'Ankara que :

« Le but de mon existence était la destruction du communisme qui, pour le peuple, ne signifie rien d'autre qu'une insupportable dictature. Mon épouse me soutenait en m'invitant à assumer des fonctions plus élevées qui m'aurait permis d'en faire plus. Quand j'ai davantage fait connaissance avec l'Occident, ma décision a été prise : je devais faire en sorte d'écarter toute la direction du Parti communiste de l'Union soviétique. Je devais également évincer la direction de tous les Etats socialistes. Mon idéal était la voie des partis social-démocrates. L'économie planifiée avait tellement limité les capacités du peuple qu'elle ne pouvait s'épanouir. Seul le marché peut mettre ce développement sur la bonne voie ». ²⁵⁵

C'est là assurément également "l'idéal" de Georges Marchais qui hurle contre tout ce qui rappelle la dictature du prolétariat, qui prône une sociale-démocratisation complète du parti ainsi que le pluralisme politique et qui peste contre l'économie planifiée. En conclusion, nous pouvons donc dire que Georges Marchais représente une étape de transition entre le révisionnisme pro-soviétique de Maurice Thorez, vers le révisionnisme sans

gants des eurocommunistes et de Gorbatchev, stade qui caractérise la phase terminale de dégénérescence du révisionnisme et sa transformation en allié direct de la bourgeoisie : dans un pays capitaliste, le révisionnisme d'un Georges Marchais aboutit à la transformation d'un parti communiste en un parti typiquement social démocrate tandis que dans un pays socialiste, ce type de révisionnisme aboutit à liquider l'indépendance nationale et tout ce qui subsistait des acquis sociaux non encore démantelés par les révisionnistes.

C – La « mutation » : le communisme transformé en humanisme bourgeois

« Chômage, précarité, bas salaires, fins de mois difficiles, crise du logement, crise urbaine, «exclusion», avenir bouché pour les jeunes... Il y a la dure réalité, les difficultés — souvent les drames — les inquiétudes — souvent les angoisses — et aussi les interrogations, les révoltes devant l'injustice. C'est que les inégalités n'ont cessé de s'accroître en France, à compter du milieu des années quatre-vingt. Inégalités dans les revenus du travail. Inégalités entre les revenus salariaux qui stagnent ou reculent, et les revenus issus de placements financiers ou immobiliers qui « explosent ». Inégalités des fortunes et des patrimoines : entre les 10 pour cent des Français les mieux pourvus et les 10 pour cent les moins dotés, l'écart tient dans un rapport moyen de 1 à 86 ! Inégalités des chances face à l'éducation. Inégalités face au chômage qui frappe davantage ceux qui déjà sont les moins favorisés. Inégalités entre les sexes, entre les générations... »²⁵⁶

Georges Marchais et Robert Hue ne manquent pas, du moins en apparence, de critiquer les disfonctionnements de la société capitaliste. Mais par quoi veulent-ils remplacer cette société et par quels moyens ? Certainement pas par une société socialiste, et certainement pas à travers la révolution, comme nous l'avons vu.

Remarquons d'abord que selon Robert Hue, jusque vers le milieu des années 80 tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Il est vrai que développement de la petite bourgeoisie avait connu son apogée jusque vers le début des années 70.

Mais le premier choc pétrolier en 1973 aggrava la profonde crise énergétique mondiale et vint troubler cette situation idyllique. Le deuxième choc pétrolier en 1979-1980, vient encore aggraver la crise. De 1973 au début des années 80, l'inflation était passée de 3-4 % par an à 11,5 %.

Pour préserver ses profits, la grande bourgeoisie (qui avait depuis les années 30 largement utilisé les politiques keynésiennes), fit retomber le poids de la crise sur les travailleurs et lança de vastes attaques contre le secteur public et les acquis sociaux, fatiguée qu'elle était de financer les déficits de sa machine d'Etat.

Dans le même temps, la bourgeoisie monopoliste initia une vague de délocalisations du tissu industriel dans les pays où la main d'œuvre était meilleur marché, afin de rester dans la course aux profits sur un marché mondial toujours plus féroce, où c'est le plus gros capital qui l'emporte.

Ce sont ces éléments pris dans leur ensemble qui expliquent pourquoi, dès le début des années 80, les "néo-libéraux" accédèrent au pouvoir, avec à leur tête Reagan et Thatcher, encouragés par la Perestroïka de Gorbatchev qui annonçait le démantèlement de l'URSS en tant qu'Etat indépendant. Dans ce contexte de récession économique, de crise finale des pays révisionnistes et de réorganisation de la structure de production, les quelques miettes accordées jusque-là par la grande bourgeoisie à la petite et à la moyenne bourgeoisie se réduisirent. De larges couches petite-bourgeoises, qui avaient jusque-là été relativement épargnées commencèrent à tomber dans la ruine.

Aujourd'hui, ce phénomène, non seulement ne se dément pas, mais prend des proportions toujours plus gigantesques. C'est cette réalité économique où de larges masses petite-bourgeoises subissent la crise et le joug de l'oligarchie financière liée aux entreprises monopolistes qui constituent la base des revendications altermondialistes. C'est cette histoire économique et sociale "bassement" matérielle, qu'il nous faut avoir en vue lorsque l'on traite de la résurgence actuelle de l'influence petite-bourgeoise au sein de "l'extrême gauche" française en général, et dans le cas qui nous importe ici en particulier, c'est-à-dire au sein du PCF.

On a vu au paragraphe I – C qu'il n'y a là rien d'étonnant ni de nouveau dans le fait que l'influence de la petite bourgeoisie ait pu pénétrer aussi profondément au sein du PCF au point de le submerger complètement et de lui ôter toute trace d'idéologie marxiste. Car aujourd'hui, nous devons dire haut et clair le fait que le PCF, lors de sa "mutation", s'est transformé de parti communiste franchement opportuniste, sous Maurice Thorez, en un parti typiquement social-démocrate "de gauche", sous Georges Marchais et Robert Hue, Georges Marchais ayant assuré la "transition" entre ces deux types de formation politique.

Quand le PCF réclame la hausse des salaires mais pas l'abolition du salariat, quand le PCF réclame la nationalisation des grandes entreprises monopolistes et des banques, mais affirme que sous son « socialisme » la petite propriété privée sera « utile », quand le PCF déclare que le temps de l'alliance des masses exploitées sous la direction du prolétariat est révolu et qu'il faut unir sur un pied d'égalité toutes les couches sociales opprimées par le capital monopoliste, quand le PCF déclare que la notion de dictature du prolétariat est révolue et qu'il appelle à l'élargissement de la démocratie

bourgeoise, ce sont là les revendications et les "aspirations" typiques de la petite bourgeoisie. Sous quelle forme se manifestent les "aspirations" exploiteuses de la petite bourgeoisie ? C'est Georges Marchais qui nous donne la réponse :

« Si on veut que la France réduise sa dépendance vis-à-vis des pays qui la dominent et qu'elle se donne les atouts nécessaires à une véritable coopération d'égal à égal, il lui faut une industrie puissante et moderne : industries de base, d'équipement, automobile, électronique, industrie aéronautique et spatiale, secteur énergétique, industries de consommation, bâtiments et travaux publics. Il n'y a qu'ailleurs qu'on serait apte à réussir dans ces secteurs ? Les ouvriers, les techniciens, les cadres de notre pays en seraient incapables ? S'il est un mot d'ordre du Parti communiste qui reste d'actualité, c'est celui-ci : il faut produire français ! »²⁵⁷

A l'exemple du terme « coopération », nous pouvons remarquer comment la petite bourgeoisie sait travestir son matérialisme vulgaire en s'aidant de la phraséologie idéaliste. Aujourd'hui, la petite et moyenne bourgeoisies française sont exploitées par la bourgeoisie monopoliste de la même façon qu'au XIX^{ème} siècle la bourgeoisie allemande était dominée par ses homologues française et anglaises, plus puissantes. C'est pourquoi, d'accord avec Marx, nous pouvons affirmer au sujet de Georges Marchais :

« Il a honte de parler des vilaines valeurs d'échange qu'il convoite, il parle forces productives ; il craint de parler de concurrence et parle d'une confédération nationale des forces productives nationales ; il a peur de parler de son intérêt privé, il parle d'intérêt national ». ²⁵⁸

L'idéalisme de la petite bourgeoisie française se manifeste également par son attachement aux "valeurs républicaines", par sa foi aveugle dans l'expression idéalisée des idées de la révolution bourgeoisie de 1789, par l'idée d'un contrat social unissant les classes, et enfin, par l'humanisme bourgeois. Nous avons justement vu précédemment²⁵⁹ comment Georges Marchais et Robert Hue "enrichissaient" l'héritage philosophique des théoriciens du communisme scientifique, à l'aide de l'héritage des penseurs éclairés de la bourgeoisie nationale. On voit nettement ici qu'il ne s'agit pas d'un "enrichissement" mais d'une substitution.

C'est Robert Hue, qui nous donne la forme la plus achevée de cet humanisme abstrait au dessus des classes. Il commence d'abord par définir la société socialiste comme « une société de solidarités nouvelles, de dignité reconnue : un humanisme vrai », une société caractérisée par les termes « coopération, entraide, solidarité, fraternité ». ²⁶⁰ Il ajoute également que « pour les communistes français de 1995, communisme rime avec humanisme ». ²⁶¹ On voit donc que la négation des lois générales du marxisme-léninisme par le PCF et sa dégénérescence idéologique complète,

l'amènent à critiquer le capitalisme d'un point de vue strictement "humanitaire" et "moral" :

« J'ai parlé de l'inhumanité du capitalisme comme système social, de son caractère profondément « amoral », en ce sens que toute finalité humaine lui est par essence extérieure, totalement étrangère ».²⁶²

Cette espèce de "critique" a-t-elle quelque chose de commun avec le communisme scientifique ? Nullement, puisqu'elle ignore les lois scientifiques du renversement de la société capitaliste et du développement de la société socialiste, puisqu'elles aboutissent à la négation de la lutte des classes et de la nécessité de la dictature du prolétariat. Ces conceptions aboutissent donc à liquider l'idéologie du communisme scientifique et à ressusciter les conceptions d'une espèce de communisme utopique. A quoi peut donc aboutir cette ligne politique sinon à semer le désarroi au sein des masses et à les priver d'une direction prolétarienne armée de la théorie marxiste-léniniste ?

Ce désespoir et cette déroute idéologique vont même jusqu'à se traduire par des affirmations comme quoi dans le mot communisme, Robert Hue dit entendre « communion ».²⁶³ Et ça n'est pas là un écart de langage malheureux :

« Dans «communisme», j'entends aussi bien des valeurs que les chrétiens mettent par exemple dans le mot « partage » ».²⁶⁴

Cette dérive est loin d'être imputable au seul Robert Hue :

« La diversité n'est pas seulement sociale. Elle est aussi philosophique et politique. Nous concevons l'Union du peuple de France comme le rassemblement dans le respect de leur libre expression des multiples courants de pensée, des familles spirituelles, qui reflètent l'histoire et la réalité de la nation française et concourent à son progrès. Le projet de document indique à ce propos que le rapprochement des communistes et des chrétiens prend une importance nouvelle. Je voudrais souligner qu'il ne s'agit pas là d'une clause de style ».²⁶⁵

Georges Marchais détaille ainsi ce qu'il entend par le « rapprochement des communistes et des chrétiens » :

« Les conséquences économiques et sociales de la crise entraînent ensemble travailleurs chrétiens et athées dans les luttes quotidiennes. Parallèlement, ce qu'il y a d'aspiration à la justice, de souci de solidarité et d'exigence de dignité humaine dans la foi d'innombrables chrétiens prend un aspect plus concret, plus engagé dans le contexte social. Comment ceux-là ne se retrouveraient-ils pas aux côtés des travailleurs, des démunis, des exploités ? Leur réflexion, leur recherche sur ce qu'ils estiment devoir être la présence du christianisme dans la société les conduisent de plus en plus souvent à donner à leur foi une expression ou un prolongement politique qui les fait

participer à l'action pour un changement démocratique, pour une société socialiste. Un nombre désormais significatif de ces hommes et de ces femmes, sans rien abandonner de leur croyance, non plus que de leur pratique religieuse, fait même le choix de militer dans notre Parti. (...) Sans doute, certains de ses représentants lancent-ils encore parfois l'anathème aux marxistes, aux communistes. Nous n'en poursuivons pas moins nos efforts pour favoriser toutes les formes de rapprochement, depuis la simple rencontre jusqu'à l'action unie, entre les communistes et les chrétiens ».²⁶⁶

Nous pouvons donc voir qu'à travers la dénonciation des « crimes de Staline », la découverte de « thèses périmées » de Lénine et le prétendu « retour à Marx », les révisionnistes idéalisent en fait la démocratie bourgeoise et transforment le communisme en humanisme bourgeois, allant jusqu'à fusionner avec le "communisme" chrétien.

Au sujet du communisme à teinte sentimentale et chrétienne, on rappellera les charges de Marx et Engels contre Hermann Kriege. Ces charges, on peut en résumer la substance ainsi :

« La foi, et plus précisément la foi dans « l'esprit-saint de la communauté » est bien la dernière chose qui soit exigée pour la réalisation du communisme ».²⁶⁷

Car ce que nous donnent Georges Marchais et Robert Hue n'est au fond que cette « image lâche et hypocrite d'un communisme, qui ne serait pas la « destruction » mais l'« accomplissement » des mauvaises conditions sociales existantes et des illusions que les bourgeois entretiennent à leur égard », image qui « compromet au plus haut degré le parti communiste » et ne peut « que démoraliser au dernier point les travailleurs, si d'aventure ils [la] font leur ».²⁶⁸

A l'évidence, le PCF n'est donc plus qu'une caricature de "socialisme vrai" :

« Le « socialisme vrai », qui ne se soucie plus des hommes réels, mais de « l'Homme », a perdu toute passion révolutionnaire et proclame à sa place la philanthropie universelle. Il ne s'adresse donc pas aux prolétaires, mais aux deux classes de gens les plus nombreuses de l'Allemagne, aux petit-bourgeois avec leurs illusions philanthropiques et aux idéologues de ces mêmes petit-bourgeois, les philosophes et leurs émules ».²⁶⁹

D – Les "mérites" historiques du "stalinien" Maurice Thorez

« Oui, c'est vrai, le Parti communiste français s'est lui-même proclamé « stalinien », à une époque — des années trente aux années cinquante — où tous les partis communistes l'étaient ». (...) Et c'est un fait : ce n'est pas sans mal, ni sans retard, que nous avons pris la mesure de l'ampleur du mal que constituait le stalinisme. (...) Pourquoi les communistes français, et notamment leurs principaux dirigeants, ont-ils réagi ainsi, alors qu'ils avaient

su montrer en d'autres circonstances une réelle capacité d'innovation politique ? »²⁷⁰

Au-delà de la remarque très pertinente de Georges Marchais selon laquelle tous les partis communistes des années 30-50 étaient staliniens, dans ce sens que la ligne révolutionnaire du PCUS et les consultations entre partis frères au sein du Komintern puis du Kominform influèrent positivement sur eux en refoulant les tendances opportunistes les plus flagrantes, nous allons voir dans ses grandes lignes en quoi consistait la « réelle capacité d'innovation politique » de Maurice Thorez.

C'est Georges Marchais, membre du Comité Central du PCF depuis 1956, qui nous rappelle les « mérites historiques » de Maurice Thorez dans la lutte contre les « dogmatiques » au sein du PCF qui dut

« se guérir du « gauchisme », cette « maladie infantile du communisme », selon les termes de Lénine. Vers 1929-1930, l'autoritarisme à l'intérieur du parti, l'étroitesse et le sectarisme à l'extérieur prirent le dessus. Maurice Thorez, à qui notre parti doit tant, contribua pour une part décisive à vaincre ce fléau en appelant en 1931, dans une série d'articles, à l'intervention des communistes. « Les remèdes, écrivait-il, sont avant tout dans la réponse quotidienne aux préoccupations de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, et dans la possibilité pour chacun de nos adhérents de dire franchement son opinion sur la politique du parti dans le cadre régulier de nos organisations ». Des « remèdes » que nous continuons aujourd'hui à appliquer ».²⁷¹

... pour prolonger l'agonie de la société capitaliste, aurait du avouer Georges Marchais qui essaye de faire passer en contrebande sa marchandise "économiste" en se posant en léniniste !!!

Remarquons d'abord que l'accession de Maurice Thorez à la tête du PCF en 1930 marquait, comme le reconnaît à sa manière Georges Marchais (qui on l'a vu amplement n'a aucune sympathie pour le « stalinisme »), non pas un pas vers la bolchévisation du parti, mais un pas vers le triomphe d'une ligne opportuniste au sein du PCF, une ligne spontanéiste misant davantage sur les luttes quotidiennes à "résultats concrets et tangibles" que sur la perspective révolutionnaire.

Sans doute nous dira-t-on que Maurice Thorez a malgré tout eu de grands mérites et qu'il faut faire une analyse "dialectique" de ses mérites et de ses erreurs. Soit ! Mais alors ne faisons pas cette analyse dans l'esprit "aprioriste" du mao-thorézisme en mettant dans chaque plateau de la balance "marxiste" d'un côté ses *points positifs*, et de l'autre, ses *erreurs* ! (Car c'est là une conception proudhonienne de la dialectique qui voit d'un côté le bon côté des choses, et de l'autre leur mauvais côté).

On nous dira d'abord que le PCF de Maurice Thorez a initié le Front Populaire *pour le pain, pour la paix et pour la liberté* (encore que ce front ait été utilisé de manière opportuniste comme nous le verrons ensuite), ou qu'il a mené une lutte d'avant-garde dans la résistance au fascisme, ou bien encore qu'il a soutenu les indochinois contre l'impérialisme français. Certes, nous trouverons là des points positifs, mais ces points font-ils pour autant du PCF de Maurice Thorez un parti communiste marxiste-léniniste ?

Nous rappellerons au passage que même Tito avait travaillé honnêtement au sein du Komintern dans les années 30 et qu'il avait eu de grands mérites dans la lutte contre le fascisme. Ce n'est que lorsqu'il a été confronté à une âpre lutte de classe après la libération, au moment où il lui fallut choisir entre la voie socialiste et la voie capitaliste, qu'il capitula devant les forces de la réaction intérieure et passa ouvertement dans le camp de l'impérialisme.

Répondre par l'affirmative à cette question en ce qui concerne le PCF serait donc commettre une grave erreur : certes on doit souligner que Georges Marchais et Robert Hue représentent la transformation du PCF en un pur parti bourgeois, mais on ne doit pas oublier que cette dégénérescence était contenue en germe dans la ligne politique de Maurice Thorez. Critiquer Georges Marchais et Robert Hue comme des anti-marxistes fieffés n'autorise nullement à idéaliser le PCF de Maurice Thorez, mais doit au contraire nous pousser à jeter un coup d'œil critique sur une ligne politique opportuniste qui se fit jour parfois même du vivant de Staline. Robert Hue nous invite à cette approche en remarquant à juste titre que

« Les historiens montrent que l'Internationale communiste d'abord, puis le « Kominform » (ou Bureau d'information) créé à sa suite en 1947 ne ménagèrent pas leurs efforts pour « discipliner » le Parti communiste français qui avait la réputation d'être « remuant », « brouillon », « défensif » ». ²⁷²

Parmi les conceptions « brouillonnes » du PCF de Maurice Thorez nous critiquerons : 1° les conceptions philosophiques et l'attitude du PCF à l'égard de l'intelligentsia ; 2° les conceptions petite-bourgeoises sur l'économie politique ; 3° l'utilisation opportuniste du Front Populaire ; 4° la non assimilation de la doctrine marxiste de l'Etat.

Nous allons donc montrer succinctement en quoi consistaient les grandes lignes de la politique thorézienne et en quoi elles ont grandement facilité la social-démocratisation totale du PCF. Remarquons d'abord que ni le social-démocrate Robert Hue, ni le gorbatchévien Georges Marchais ne tiennent véritablement rigueur à Maurice Thorez de s'être proclamé « stalinien ».

En effet, Georges Marchais parlant des « conceptions et pratiques staliniennes » souligne le fait que

« Prétendre que le Parti communiste français les fit siennes sans nuances ne serait pas conforme à la vérité. J'ai déjà indiqué que, depuis toujours, il avait été partie prenante de toutes les luttes pour la liberté. Et il lui est arrivé de résister aux pressions des dirigeants du mouvement communiste. Ce fut le cas à l'automne 1934, lorsqu'il lança le mot d'ordre de « Front populaire », vivement critiqué par l'Internationale, et encore en 1946, lorsque Maurice Thorez exprima publiquement sa conviction que le peuple français saurait emprunter « d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes » — réflexion malheureusement arrêtée par la suite. Je pourrais aussi évoquer les rapports qu'il développa avec les intellectuels à partir d'une politique culturelle originale dont l'affirmation commença dans les années trente. Nous avons ainsi pu prendre appui sur ces traditions, ces réalités qui sont propres à notre parti pour procéder à un profond renouvellement de sa conception du socialisme et de la voie qui y mène, de sa politique, de sa pratique, de son mode de fonctionnement. Cela dit, constater que des éléments préexistants ont facilité cet effort ne saurait conduire à en diminuer l'ampleur. Le changement de tout ce qui fait la vie du Parti communiste français a été considérable ». ²⁷³

Ce qui est le plus important dans ce passage, outre les premiers éclaircissements sur le "socialisme spécifique" de Maurice Thorez, c'est Georges Marchais affirmant que les grandes lignes de la politique thorézienne constituaient les « éléments préexistants » qui ont facilité la « mutation » du PCF. C'est là un aveu précieux qu'il ne nous faudra pas perdre de vue pour comprendre la dérive réformiste du PCF.

Notons pour conclure que le terme « mutation », désignant la social-démocratisation totale du PCF, n'est pas une "invention" de Robert Hue, puisque Georges Marchais l'employait déjà pour définir ce phénomène :

« On peut parler à ce propos d'une véritable mutation. J'y ai fait allusion dans le premier chapitre de ce livre, lorsque j'ai expliqué en quoi et comment le Parti communiste s'était totalement affranchi du stalinisme ». ²⁷⁴

1° les conceptions philosophiques et l'attitude à l'égard de l'intelligentsia

« Le Parti communiste est le continuateur de la France, l'héritier légitime de ses meilleures traditions, l'authentique représentant de sa culture, un parti dans la lignée des esprits puissants qui, de Rabelais à Diderot et à Romain Rolland, ont lutté pour l'émancipation de l'homme. Ainsi, se réclamant du passé dont il a assimilé les conquêtes, le Parti communiste entraîne le pays vers des destinées plus hautes ». ²⁷⁵

Maurice Thorez parle également des communistes français comme les héritiers des encyclopédistes et du « matérialisme philosophique » d'Helvétius, de Diderot et d'Holbach, en passant sous silence le fait que leur conception du matérialisme philosophique, mécaniste en fait, était loin d'être achevée. Nous ne nous attarderons pas sur cet aspect que nous avons déjà explicité précédemment²⁷⁶ et qui amène logiquement chez Maurice Thorez à la conclusion suivante :

« Nous aimons notre France, terre classique des révolutions, foyer de l'humanisme et des libertés ».²⁷⁷

Ce qui ouvre sans conteste la voie à l'humanisme abstrait dont nous avons parlé au paragraphe précédent. C'est dans ce cadre que s'inscrivent Georges Marchais et Robert Hue qui n'hésitent pas à pousser cet humanisme bourgeois jusqu'à sa conclusion logique, la *conciliation* de classes au sein d'une république démocratique bourgeoise idéalisée.

L'ensemble de ces conceptions philosophiques, héritées des encyclopédistes, a naturellement pesé sur l'attitude du PCF à l'égard de l'intelligentsia. Lénine et Staline avaient clairement mis en garde sur les dangers d'une politique libérale à l'égard des intellectuels en tant que facteur d'instabilité et de décomposition du Parti.²⁷⁸ L'attitude du PCF face aux intellectuels communistes équivalait en fait à leur créer un statut particulier, ce qui amenait par une voie détournée à exacerber leur esprit d'indiscipline et à conférer à leur organisation au sein du Parti un caractère purement formel.

Les larges vagues de désertion d'intellectuels communistes connues par le PCF sont à ce sujet très révélatrices. La bourgeoisie et les révisionnistes, qui ne manquent pas de louer cet aspect de la politique "originale" du PCF des années Thorez à l'égard des intellectuels, ont bien compris l'intérêt de ce type de politique à l'égard de l'intelligentsia.

« Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, *les intellectuels en tant que couche particulière* dans les sociétés capitalistes contemporaines, c'est *justement l'individualisme* et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation (...). C'est ce qui entre autres distingue désavantageusement cette couche sociale d'avec le prolétariat ; c'est aussi ce qui explique la mollesse et l'instabilité des intellectuels, dont le prolétariat a si souvent à se ressentir ».²⁷⁹

Georges Marchais et Robert Hue, ont donc pris appui sur ces traditions léguées par le PCF de Maurice Thorez lequel, bien que reconnaissant le fait que les intellectuels communistes doivent se mettre au service du prolétariat, leur accordait en fait une large autonomie vis-à-vis des statuts du parti. Ceci ne doit pas taire le fait que les successeurs de Maurice Thorez

sont allés beaucoup plus loin : c'est ainsi que la direction du PCF reconnut la totale « liberté de création » en 1966 à Argenteuil, ou que Robert Hue s'empessa de réclamer, à travers l'abandon de la notion d'alliance du prolétariat avec les intellectuels communistes (qui impliquait selon lui un rapport de dépendance inadmissible), une totale autonomie des intellectuels vis-à-vis du prolétariat, c'est-à-dire *en fait* la liberté totale pour l'idéologie bourgeoise de pénétrer et d'étendre son influence au sein du parti.

2° la non assimilation de la doctrine marxiste de l'Etat

« La marque propre du Parti communiste français, c'est l'attachement aux libertés de la République et à la démocratie. Il y a une pensée communiste française marquée par une réflexion sur les liens entre démocratie et nation, démocratie et union du peuple travailleur. Et l'originalité communiste française, c'est aussi le choix de l'union lors de la préparation du Front populaire. C'est dans la foulée des combats et des valeurs de la Résistance, la déclaration de Maurice Thorez au *Times* [en 1946] : « Les progrès de la démocratie à travers le monde permettent d'envisager pour la marche du socialisme d'autres chemins que ceux suivis par les communistes russes [...] Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès, de justice sociale » ». ²⁸⁰

Et ces affirmations de Maurice Thorez ne sont pas un accident. Cela se ressent également quand Maurice Thorez s'appuie sur Engels et Lénine pour dire que la République est « la meilleure forme de gouvernement pour le prolétariat, sous le capitalisme ». ²⁸¹ Certes, c'est ce que disaient Engels et Lénine, en ce sens que la république parlementaire bourgeoise offre au prolétariat les meilleures conditions de lutte possibles sous le règne du capital. Mais est-ce une raison pour idéaliser la démocratie bourgeoise ? Pour Lénine, il n'était nullement question d'idéaliser la république bourgeoise qui restait *malgré tout* une dictature de la bourgeoisie.

Face à la crise économique qui exacerbe les contradictions du capital et qui pousse la bourgeoisie à passer aux méthodes fascistes (c'est-à-dire à la dictature terroriste de la bourgeoisie monopoliste) en réduisant à néant les droits des travailleurs, les communistes ne doivent nullement avancer le mot d'ordre qu'avancait Maurice Thorez, en détachant la lutte contre le fascisme de la lutte pour le socialisme :

« Le problème n'est pas de choisir entre le communisme et le fascisme, mais entre le fascisme et la démocratie ». ²⁸²

C'est la ni plus ni moins que le rêve (kautskiste) de retour vers une démocratie bourgeoise "pacifique" ! (Dans les conditions de l'impérialisme,

qui comme le soulignait Lénine est caractérisé par les tendances à la réaction, quelles que soit la forme du gouvernement).

Or l'histoire a prouvé que devant la crise économique et la montée du fascisme, le prolétariat est confronté à deux choix : ou bien se mettre à la remorque de la social-démocratie "de gauche" et de ses chefs corrompus qui, en dernier ressort, opteront *toujours* pour le fascisme (et ainsi s'exposer au danger fasciste), ou bien démasquer la collusion de ces chefs corrompus avec le fascisme afin de détacher autant que possible les masses placées sous leur influence (avec la perspective de passer au socialisme). Ce serait là la seule ligne juste, mais cette ligne s'oppose à la conception thorézienne d'ascension au socialisme.

Ce « socialisme », accessible à travers la « démocratie » en tant que « création continue » est, est-il besoin de le souligner, foncièrement incompatible avec le saut qualitatif révolutionnaire, et ne peut évidemment être synonyme ni de destruction de la machine d'Etat bourgeoise ni de dictature du prolétariat ! En effet,

« pour Maurice Thorez en 1947, il ne s'agit pas seulement de dire que « le chemin est nécessairement différent pour chaque pays » — ce qui déjà nous éloigne du « modèle », mais d'affirmer haut et fort que, pour lui, en France, ce chemin ne peut être que la démocratie ». ²⁸³

Il nous faut affirmer que Robert Hue est indéniablement doué d'un flair « révisionniste » extrêmement aiguë, lorsqu'il oppose aux « analyses péremptoires » du « modèle soviétique » le chemin thorézien « spécifique » vers le « socialisme ».

« Imagine-t-on après cela le trouble, le déchirement, que purent provoquer des analyses péremptoires, tranchées au couteau, sur les « libertés bourgeoises », la « démocratie bourgeoise », directement tirées du modèle soviétique ? » ²⁸⁴

On comprend dès lors comment les social-démocrates "purs" n'hésitent pas à s'appuyer les conceptions révisionnistes de Maurice Thorez pour embrouiller un peu plus encore les principales questions du marxisme et tenter de justifier leur trahison complète du marxisme :

« J'ai montré que nous avons totalement extirpé de nos têtes la conception d'une société socialiste qui succéderait en bloc à la société capitaliste, d'une révolution qui se ferait un « grand soir ». (...) Progresser toujours plus dans le sens de la justice, de la liberté, de la paix, oui, c'est ce qui nous semble devoir être la transformation socialiste chez nous, le socialisme à la française ». ²⁸⁵

Si l'on met ces revendications en parallèle avec celles du PCF du temps de Maurice Thorez, on remarquera aisément qu'il n'y a pas de rupture. Une

question légitime se pose dès lors : quelle est donc la force qui a permis de contenir une déviation latente pendant les années 1930-1940, sinon la ligne révolutionnaire du PCUS (b), du Komintern puis du Kominform ?

Faisant référence à l'influence du Kominform sur le PCF, Robert Hue nous rapporte qu'il y eut alors « comme une « ossification » de la pensée du Parti ». ²⁸⁶

« L'élan avait été donné dans les années du Front populaire à une recherche originale sur la démocratie « création continue », elle avait été relancée en 1947, puis une sorte de chape de plomb se mit à peser sur tout cela. Que mes camarades qui vécurent cette époque ne s'y méprennent pas : nous savons, nous communistes des générations suivantes, qu'ils n'ont pas alors cessé de réfléchir ; nous voyons bien, en lisant les textes — quelquefois « entre les lignes » comme on dit —, en prenant connaissance de ce qui se disait dans telle ou telle réunion (...). Mais le fait est là : la pensée communiste française, marquée par l'importance prioritaire accordée à la démocratie, est alors mise en sommeil, voire refoulée. Sans doute est-ce là un des traits principaux de ce Parti des années cinquante, se proclamant lui-même « stalinien », que je viens d'évoquer. Et plus que du seul « modèle », c'est, me semble-t-il, de cela que nous avons tardé à nous dégager ». ²⁸⁷

Ce dont le PCF a ainsi mis du temps à se dégager, ce n'est pas tant du stalinisme lui-même, mais plutôt de sa fascination pour le grand frère soviétique. Alors que les titistes, les togliattistes et les autres espèces de révisionnisme « spécifique » précoces n'avaient pas hésité à fanfaronner leur voie spécifique au socialisme après le rapport Khrouchtchev, les dirigeants du PCF, eux, avaient quelque peu hésité à s'engager totalement sur la voie du socialisme spécifique et de la « [social-] démocratisation ».

Malgré ce « retard », Georges Marchais parlant des « progrès démocratiques » dans la lutte pour affranchir complètement le PCF du stalinisme reconnaissait que, même s'il y en avait beaucoup à faire,

« même à l'époque de Staline, on n'a pas rencontré chez nous l'obsession des complots et la méfiance maladive entre communistes, l'arbitraire le plus total, la coupure complète des dirigeants avec la réalité ». ²⁸⁸

S'il est certain que le PCUS (b) a exercé une forte attraction et une influence positive sur le PCF des années 1930-1940, il est non moins vrai que l'attachement du PCF au PCUS était bien plus sentimental que doctrinal, car le PCF a toujours considéré le socialisme soviétique davantage comme un socialisme "spécifique" à la Russie, que comme un modèle de socialisme que l'on pouvait appliquer dans les conditions de la France.

Et Maurice Thorez, s'il a clamé avoir été le « premier stalinien de France » n'en a pas moins en fin de compte, et malgré quelques hésitations, suivi le gaillard Khrouchtchev sur le chemin du "socialisme" spécifique, chemin dans

lequel prend sa source l'affirmation de Maurice Thorez en 1963 selon lequel « l'existence d'un parti unique « n'est pas une condition du socialisme » et qu'elle ne correspond pas aux réalités de la France », une affirmation qui n'est évidemment pas pour déplaire à Georges Marchais qui s'empresse de prendre appui sur cette thèse révisionniste avancée par Maurice Thorez afin de justifier le pluralisme des partis sous le socialisme.²⁸⁹

Voici ainsi la dictature du prolétariat liquidée ! C'est là encore une "spécificité" commune avec le révisionnisme de Mao que le fait de prétendre avancer sur la voie du « socialisme » et même soi-disant « sous la dictature du prolétariat », tout en consacrant le pluripartisme !...

Voilà où mènent l'idéalisation de la démocratie bourgeoisie et l'affirmation selon laquelle la « démocratie est une création continue » !

« Les « communistes » italiens et français se firent de grandes illusions sur la démocratie bourgeoise et la voie parlementaire. Ces deux partis participèrent également aux gouvernements bourgeois des lendemains de la Seconde Guerre mondiale. C'était là encore une tactique de la bourgeoisie pour conjurer les grèves et le chaos, redresser l'économie, et surtout pour consolider ses positions non seulement économiques, mais aussi militaires et policières. La participation des communistes aux gouvernements bourgeois ne fut qu'un feu de paille. La bourgeoisie chassa les communistes du pouvoir, les désarma, les rejeta dans l'opposition et fit adopter des lois électorales en vertu desquelles, malgré le grand nombre de voix obtenues par les communistes, le nombre de leurs députés au parlement était réduit au minimum ».²⁹⁰

On voit ainsi que la dégénérescence du PCF, qui se laissa très tôt prendre aux hochets du parlementarisme bourgeois, si elle fut assurément amplifiée par l'influence de la thèse khrouchtchévienne du passage au communisme par la voie parlementaire, n'était cependant pas nouvelle et avait déjà des antécédents profonds.

3° les conceptions petite-bourgeoises sur l'économie politique

« Les communistes veulent socialiser les grands moyens de production ; ils n'entendent nullement supprimer la petite propriété agraire, commerciale ou industrielle. Ils estiment que l'organisation de la vie économique, dont les bases seront constituées par la socialisation des grands moyens de production, ne pourra se réaliser que par une collaboration librement consentie des paysans petits et moyens, des petits commerçants et industriels avec la classe ouvrière ».²⁹¹

Ce qui est en totale opposition avec les thèses de Lénine qui n'hésite pas à affirmer que

« La petite bourgeoisie s'oppose à *toute* intervention, à tout enregistrement ou contrôle effectué par le capitalisme d'Etat ou le socialisme d'Etat. Fait réel, absolument indéniable, dont la méconnaissance constitue la source de toute une série d'erreurs économiques. Le spéculateur, le commerçant accapareur, le saboteur du monopole, tel est notre principal ennemi « intérieur », l'ennemi des mesures économiques du pouvoir des Soviets ». ²⁹²

Cette seule conception de Maurice Thorez nous montre à quel point le mouvement communiste français a été influencé par les théories proudhoniennes et n'est jamais parvenu à totalement s'en affranchir. C'est de là que provient l'acharnement du PCF à lutter contre les seules « 200 familles » et l'oligarchie financière, thème que l'on retrouve abondamment chez Maurice Thorez et dont nous avons déjà parlé précédemment. ²⁹³

Maurice Thorez se fait également de graves illusions concernant la nationalisation d'entreprises monopolistes dans le cadre de l'économie impérialiste. (Nationalisations dont nous avons parlé plus haut) Pour lui,

« Les nationalisations stimuleraient la reprise économique ; elles protégeraient les petits producteurs et les consommateurs ». ²⁹⁴

Cette fable des économistes bourgeois, dénoncée par Lénine, serait bien belle *en théorie*, mais *dans la pratique*, qu'en est-il ? Le PCF a exposé son plan de nationalisations durant l'été 1945. La bourgeoisie l'a évidemment accepté, *parce que c'était à son intérêt*.

En a-t-il donc résulté une baisse des prix pour le consommateur ou bien la sauvegarde des petites entreprises privées ?

Tout au contraire ! La vague de nationalisations des années 1945 et 1947 a au contraire favorisé l'inflation, accéléré la ruine des petits industriels et nécessité la marshallisation de la France afin de créer un important secteur du capitalisme d'Etat !

Quelles sont ces manières de farder l'impérialisme en tentant de faire passer le capitalisme d'Etat pour un capitalisme régulé ?

Selon Maurice Thorez, les nationalisations permettraient aux « principales sources de richesses du pays » de « faire retour à la nation » et d'être « exploitées dans l'intérêt du peuple ». Certes, il se défend de vouloir faire passer cela pour du socialisme, mais il n'en affirme pas moins que les nationalisations sont des « mesures de caractère démocratique » avant d'ajouter que

« La nationalisation des banques, des assurances, des houillères, de l'électricité, de l'industrie sidérurgique, à condition que la classe ouvrière prenne à la direction des affaires une part toujours plus grande, permettrait

de rationaliser et de développer la production, de libérer de nouvelles forces de travail ». ²⁹⁵

Dès lors que l'on considère les nationalisations bourgeoises comme une extension de la « démocratie » et comme une possibilité pour la classe ouvrière de prendre une part active à la direction des affaires, n'ouvre-t-on pas en grand la porte aux conceptions autogestionnaires ?

4° l'utilisation opportuniste du Front Populaire

« Le gouvernement des octobristes et des cadets, des Goutchkov et des Milioukov, *ne peut donner* — si même ils le désiraient sincèrement — ni la *paix*, ni le *pain*, ni la *liberté*. Il ne peut donner la paix, parce que c'est un gouvernement de guerre, un gouvernement qui continue la boucherie impérialiste (...) Il ne peut donner le pain, parce que ce gouvernement est bourgeois. (...) Il ne peut donner la liberté parce que ce gouvernement est celui des grands propriétaires et des grands capitalistes, et *qu'il a peur* du peuple ». ²⁹⁶

C'est pourquoi Lénine affirmait à la suite de cette démonstration (dont nous n'avons donné que les grands axes), que *seul le socialisme* « donnera aux peuples martyrisés par la guerre, la *paix*, le *pain*, et la *liberté* ». C'est cette vérité élémentaire que Maurice Thorez n'a pas compris et c'est de là dont découlent les déboires du PCF avec le Front Populaire.

On pourrait au premier abord considérer le Front Populaire comme une réussite, si l'on a en vue les acquis sociaux qu'il a permis d'obtenir. Il ne s'agit pas là de nier ces acquis, mais de montrer que le PCF a sacrifié la politique révolutionnaire à la politique du Front Populaire et a fait passer au premier plan les seules revendications immédiates, le plus souvent à caractère économique.

Les revendications à caractère politique du PCF se cantonnaient en effet tantôt à lutte contre la menace du danger fasciste (du temps du Front Populaire), tantôt à la lutte pour la paix (après la Seconde guerre Mondiale).

Le PCF dénonçait bien des clans de la grande bourgeoisie française, mais pas la bourgeoisie française dans son ensemble, c'est pourquoi il ne remettait pas fondamentalement en cause la démocratie représentative bourgeoise dans son ensemble et n'en parlait pas comme d'un « paradis pour les riches » et un « piège pour les exploités » (Lénine). Si le PCF de Maurice Thorez a pendant un temps parlé de « dictature du prolétariat », ce ne fut que pour ne pas fâcher le grand frère soviétique. ²⁹⁷

Pour justifier sa ligne "économiste" de trahison, le PCF a souvent mis en avant l'affirmation de Marx selon lequel le prolétariat se ravalerait et ne serait plus qu'une masse informe s'il laissait de côté les revendications

sociales et salariales, mais si le PCF met autant cette affirmation en avant, c'est pour mieux tenter de masquer sa déviation vers "l'économisme".

En effet, si Maurice Thorez a soigneusement appris cette thèse de Marx, il semble par contre avoir fait l'impasse sur cette autre thèse de Marx affirmant que le prolétariat ne devait pas laisser absorber toutes ses énergies par ces "escarmouches" avec le Capital et devait lutter pour l'abolition du salariat.

Or la ligne politique du PCF de Maurice Thorez est exclusivement celle d'une lutte en vue de l'augmentation des salaires, afin de « faire payer la crise aux riches », mais il ne lutte aucunement pour l'abolition du salariat !

De même, c'est à travers le Front Populaire que le PCF a entamé son rapprochement avec les chrétiens, non qu'il faille interdire à un croyant de devenir membre du Parti, mais de là à faire du rapprochement des communistes et des chrétiens l'un des mots d'ordre du Parti, il y a un gouffre :

« Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. (...) Nous sommes le grand Parti communiste, aux militants dévoués et pauvres, dont les noms n'ont jamais été mêlés à aucun scandale et que la corruption ne peut atteindre. Nous sommes les partisans du plus pur et du plus noble idéal que puissent se proposer les hommes ».²⁹⁸

Et cela n'était pas là une *tactique temporaire* propre à l'époque du Front Populaire et destinée à faire bloc contre la menace du fascisme, mais une *ligne politique* qui fut poursuivie après la libération :

« Nous devons rassembler les travailleurs, tous les résistants, tous les républicains, croyants ou non. Nous devons défendre l'école laïque, l'école de la République, sans sombrer dans un anticléricalisme vulgaire. Pour nous la défense de la laïcité est inséparable de notre juste politique de la main tendue aux travailleurs catholiques ».²⁹⁹

Mais dès lors qu'on affirme ceci, n'a-t-on pas fait sienne sans restriction la conception bourgeoise de la laïcité, n'a-t-on pas capitulé devant l'idéalisme philosophique et n'a-t-on pas ouvert en grand la porte à la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans le Parti ? (Faits illustrés sans conteste par les successeurs de Maurice Thorez !)

Que Maurice Thorez ait utilisé le Front Populaire dans le cadre de la lutte pour faire barrage au fascisme, particulièrement après le coup d'Etat fasciste manqué de 1934, cela se conçoit, mais ne fallait-il pas utiliser parallèlement ce Front Populaire comme une tribune pour montrer que le fascisme naissait des entrailles de la démocratie bourgeoise en putréfaction

et que la lutte *pour le pain, la paix et la liberté*, ne pouvait passer que par le *socialisme* ?!

Peut-on dire également que le Front Populaire, tel qu'il a justement été utilisé par le PCF ait permis de faire barrage au fascisme ? Nullement, de l'aveu même des dirigeants du PCF de l'époque :

« Le défaut capital du Front Populaire, dont nous avons eu l'heureuse initiative et qui a eu des côtés très positifs, c'est qu'il était devenu une simple *entente de sommet*. Nous avons préconisé l'élection démocratique de Comités dans les usines et les localités. Nous avons préconisé la tenue d'un Congrès national, composé de délégués élus dans les assemblées populaires de base. Le Congrès aurait lui-même élu un Comité national chargé de veiller à l'application du programme du Front Populaire. Des Comités de Front Populaire ont bien été élus en de nombreuses usines et localités ; mais nous ne sommes pas parvenus à vaincre l'opposition irréductible des socialistes et de nos autres partenaires à ces comités élus et à la convocation d'un Congrès souverain. Les socialistes, les radicaux ont vidé peu à peu le Front Populaire de son contenu de lutte pour le pain, la liberté et la paix. En raison de la formule exclusive d'entente par le sommet, nous avons admis dans le Front Populaire la présence d'individus qui ne songeaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion, tels Daladier et Paul Faure. Voilà pourquoi le Front Populaire a été impuissant contre la « non-intervention » et contre la « pause » dont Léon Blum et le Parti Socialiste prirent l'initiative. Voilà pourquoi le Front Populaire a été impuissant contre la trahison de Munich perpétrée par Daladier, avec l'approbation des dirigeants socialistes. Voilà pourquoi le Front Populaire s'est peu à peu désagrégé pour s'effondrer complètement à l'approche de la guerre ».³⁰⁰

Mais était-ce là étonnant qu'en créant un Front "Populaire" incluant les chefs corrompus de la social-démocratie, on en arrive à le « vider de son contenu » et à le rendre « impuissant » ? Etait-ce là étonnant que le PCF ne soit pas parvenu à « vaincre l'opposition irréductible des socialistes » et à en faire d'honnêtes communistes ? N'est-ce pas là une désillusion des plus pathétiques ? Mais alors comment expliquer l'acharnement du PCF à vouloir perpétuer cette politique d'union avec la social-démocratie après la libération, lors de la reconstruction du pays ?

« Dans ces conditions, la situation de la classe ouvrière deviendra toujours plus pénible ; il en sera de même pour les classes moyennes, les commerçants, les petits industriels, les petits paysans. Les masses populaires seront inévitablement entraînées à lutter pour leurs revendications, en même temps, que pour la liberté, pour la paix et pour l'indépendance nationale. Elles réclameront plus que jamais un gouvernement d'union démocratique, comme l'a prouvé le succès, à Grenoble et à Issy-les-Moulineaux, des listes d'union démocratique, comprenant des socialistes unitaires et des chrétiens progressistes à côté de communistes ».³⁰¹

Comment expliquer cet acharnement du PCF à vouloir faire bloc à *tout prix* avec les chefs corrompus de l'aile gauche de la social-démocratie, y compris après la libération, alors que l'histoire avait prouvé que les chefs de cette "aile gauche" préféraient en général les fascistes aux communistes ? C'est Robert Hue qui nous expose les racines historiques de cet acharnement :

« pendant toute une période de notre histoire, la question de l'union entre deux partis, communiste et socialiste, issus d'une «scission», ne pouvait manquer de renvoyer au « rêve » d'une «réunification». Ce fut le cas à l'époque du Front populaire, où la question de l'«unité d'action» fut inscrite dans la perspective de l'« unité organique », du retour des deux partis de gauche en un seul. Ce fut encore le cas à la Libération : l'« unité d'action » issue du combat libérateur devait devenir le vecteur d'une « unité organique » ultérieure. Fin 1944, un comité d'entente socialo-communiste fut mis sur pied pour étudier « les modalités de la réalisation de l'unité politique de la France laborieuse ». Et en 1945, le Parti communiste proposa « l'union des communistes et des socialistes au sein d'un grand Parti ouvrier français »... »³⁰²

Nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui, les dirigeants du PCF ont pu réaliser leur rêve d'unité organique avec la social-démocratie "de gauche" ! La bourgeoisie a donc raison de garder de Maurice Thorez, qui a posé les fondements de la *mutation*, l'image positive de « l'un des plus grand leader du PCF qui, sans lui, n'aurait sans doute jamais été le grand parti qu'il a été jusque dans les années 1980 » ; de Georges Marchais, l'image d'un « personnage haut en couleur de la vie politique française » et enfin de Robert Hue celle d'un dirigeant « attaché à rénover l'image du PCF ».

III – Conclusion : Le révisionnisme, rempart de la bourgeoisie contre le communisme

« Les révisionnistes de pays capitalistes, entre autres les révisionnistes italiens, français et espagnols, propagent l'idée d'un grand et unique parti démocratique ouvert à tous et à n'importe qui, d'un parti qui marcherait dans la voie de la collaboration de classe ; ils s'inclinent devant la démocratie bourgeoise et, en son nom, ils rejettent la grande doctrine sur la dictature du prolétariat ; ils parlent de « compromis historique » et de « pluralisme politique » ; ils offrent donc à la classe ouvrière comme voie de « salut » non pas la voie de la lutte contre la bourgeoisie, mais la voie des réformes, se faisant ainsi ouvertement les propagandistes de l'idée de la réconciliation et de la collaboration de classes, les défenseurs les plus zélés du réformisme bourgeois, précisément à un moment historique où le réformisme bourgeois a fait faillite dans le monde entier en convertissant les partis ex-communistes de ces pays de partis du « poing levé » en partis de « la main tendue », c'est-à-dire de partis de la révolution en partis du compromis, en instruments du capitalisme ».³⁰³

Aujourd'hui, nous pourrions également reprendre à la lettre les remarques de Staline à l'égard des "économistes" :

« En dressant le bilan de toutes ces erreurs des « économistes » Lénine en arrive à conclure qu'ils veulent avoir, non pas un parti de révolution sociale pour libérer la classe ouvrière du capitalisme, mais un parti de « réformes sociales » impliquant le maintien de la domination du capitalisme ; et que les « économistes » sont, par conséquent, des réformistes qui trahissent les intérêts vitaux du prolétariat. (...) Lénine a montré enfin que l'« économisme » n'est pas un phénomène accidentel en Russie ; que les « économistes » servaient de véhicule à l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière ; qu'ils avaient des alliés dans les partis social-démocrates de l'Europe occidentale, en la personne des révisionnistes, partisans de l'opportuniste Bernstein. Dans la social-démocratie d'Occident, un courant opportuniste s'affirmait de plus en plus ; il se manifestait sous le drapeau de la « liberté de critique » par rapport à Marx, et exigeait la « révision » de la doctrine de Marx (d'où le nom de « révisionnisme ») ; il exigeait que l'on renonçât à la révolution, au socialisme, à la dictature du prolétariat ». ³⁰⁴

Voici donc le portrait-type de nos révisionnistes, qui ne sont en effet rien de moins, comme nous l'avons déjà souligné précédemment, que des instruments de duperie des masses au service du capitalisme. C'est pourquoi nous observons que

« La bourgeoisie et sa presse ont accordé et accordent toujours une grande place aux propagateurs de l'anticommunisme depuis Marcuse et Garaudy jusqu'à Djilès et Fischer. Un peu partout on voit fleurir les théories anarchistes proudhoniennes contre la révolution et le communisme, cependant que le trotskisme est devenu à la mode ». ³⁰⁵

C'est là une peinture des plus fidèles de la situation politique actuelle. Les révisionnistes du PCF ont en effet aujourd'hui perdu au profit de la phraséologie radicale des trotskistes une très grande partie de l'influence qu'ils avaient au sein des masses qui ont bien senti que le PCF n'était maintenant guère plus "à gauche" que les social-démocrates du Parti Socialiste ! Aujourd'hui, le PCF a même abandonné toute trace de la phraséologie marxiste pour lui substituer une phraséologie idéaliste et l'humanisme au dessus des classes parfaitement illustrée par le slogan « *Dans un monde idéal, l'Humanité n'existerait pas* ». Le PCF a donc perdu la quasi-totalité de son électorat traditionnel. Les ouvriers ont aujourd'hui dans leur immense majorité déserté un parti qui a achevé sa « mutation » et au sein duquel plus rien ne subsiste désormais des idées communistes. ³⁰⁶

« D'une façon générale, le réformisme consiste en ceci : les gens se contentent de faire de l'agitation pour des changements qui ne réclament pas la suppression des bases essentielles de la vieille classe dominante, pour des changements *compatibles* avec le *maintien* de ces bases ». ³⁰⁷

Et en effet, il nous a amplement été donné de voir que

« Dans leur activité pratique, les révisionnistes s'en tiennent aux revendications quotidiennes. Tous leurs efforts tendent à donner de l'extension à la démocratie bourgeoise, à en perfectionner les institutions et ils sacrifient le but final aux intérêts de ce régime. Cela ressort parfaitement aujourd'hui de toute l'activité des révisionnistes italiens, français et autres, qui se sont transformés en valets de la bourgeoisie, en rempart de son système ». ³⁰⁸

Dans le contexte actuel, où le révisionnisme soviétique s'est effondré, où la crise de l'impérialisme s'approfondit, où la social-démocratie est complètement discréditée et où il n'existe pas de parti communiste marxiste-léniniste d'envergure nationale, le radicalisme qui monte ne pouvait pas ne pas s'exprimer sous la résurgence de courants de contestation « spontanés » : anarchistes, trotskistes et altermondialistes. On observe ainsi que

« les éléments des groupes trotskistes s'efforcent de mettre à profit la dégénérescence bourgeoise du socialisme dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir pour répandre contre le socialisme leurs calomnies, que les révisionnistes eux-mêmes ont encouragées par leurs théories et pratiques anti-marxistes ». ³⁰⁹

Placés devant cette situation de crise grave, devant laquelle le danger du fascisme se fera toujours plus menaçant, il y a urgence pour les marxistes-léninistes à construire un véritable parti marxiste-léniniste affranchi des multiples influences révisionnistes qui ont traversé le mouvement communiste français et international.

C'est en s'appuyant sur le marxisme-léninisme et sur rien d'autre que l'on parviendra à sortir le mouvement communiste du borbier révisionniste qui le domine depuis un demi-siècle.

D'aucuns, c'est-à-dire les révisionnistes et la bourgeoisie, affirment que le marxisme-léninisme aurait vieilli et qu'il ne correspondrait plus aux conditions économiques de notre époque. En fait, il suffit d'étudier l'analyse que fit Lénine de l'impérialisme, pour constater qu'hier comme aujourd'hui cette analyse reste des plus pertinentes et que le capitalisme n'est nullement entré dans une nouvelle phase de développement. Sous l'impérialisme en effet,

« La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable ». ³¹⁰

« L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale ».³¹¹

Il suffit d'étudier même sommairement Lénine pour comprendre que l'impérialisme *reste* le stade suprême du capitalisme, et que nos « marxistes créateurs » ne sont rien d'autre que des néo-kautskistes qui, effrayés par les tendances à la réaction, idéalisent la démocratie bourgeoise "pacifique".

Si Georges Marchais estimait encore que la « démocratisation du parti » était un « impératif » pour « rassembler tous les communistes », Robert Hue, lui, en tant que capitaine ayant hérité du navire en flamme, affirme désormais qu'« il y a urgence à promouvoir » « une conception renouvelée de la démocratie » ! C'est là en effet une urgence pour la bourgeoisie, si elle veut contenir le mécontentement grandissant...

Mais s'il y a bien une chose que nous ont prouvé Georges Marchais et Robert Hue, c'est qu'il est extrêmement difficile d'élaborer une telle « conception renouvelée » de la démocratie bourgeoise : tout au plus peuvent-ils essayer de présenter sous un jour « nouveau » les fables de Bernstein et Kautsky sur la démocratie « pacifique », en n'hésitant pas à l'occasion à couvrir leur trahison du nom de Lénine ! C'était là une tactique révisionniste éprouvée que de se poser en léninistes, tout en révisant les fondements philosophiques, économiques et politiques du léninisme, une tactique d'ailleurs autrefois dénoncée par Lénine.

« Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes ; inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur *nom* d'une certaine auréole afin de « consoler » les classes opprimées ; et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son *contenu*, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'« accommoder » le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie ».³¹²

C'était également là la tactique de Khrouchtchev, l'homme du "retour à Lénine", qui présentait la dictature de prolétariat en URSS comme une ère révolue de "violations démocratiques" et de "terreur stalinienne", ou qui affirmait possible la voie parlementaire au socialisme pour les partis communistes des pays capitalistes ! Le triomphe du révisionnisme au sein du PCUS n'a évidemment pas été sans incidence sur le mouvement communiste international, particulièrement dans les pays capitalistes développés où l'opportunisme possède une base économique plus large, ce qui faisait affirmer à Lénine qu'

« Evidemment, sous la domination de la bourgeoisie, il est très «difficile» de vaincre les habitudes bourgeoises dans notre propre parti, c'est-à-dire dans le parti ouvrier : il est « difficile » de chasser du parti les chefs parlementaires de toujours, irrémédiablement corrompus par les préjugés bourgeois ; il est « difficile » de soumettre à la discipline prolétarienne un nombre strictement nécessaire (même très limité) d'hommes venus de la bourgeoisie ; il est « difficile » de créer dans le parlement bourgeois une fraction communiste parfaitement digne de la classe ouvrière ; il est « difficile » d'obtenir que les parlementaires communistes ne se laissent pas aller aux jeux futiles du parlementarisme bourgeois mais s'emploient à un travail absolument vital de propagande, d'agitation et d'organisation dans les masses. Tout cela est « difficile », c'est certain, c'était difficile en Russie, mais c'est encore incomparablement plus difficile en Europe occidentale et en Amérique, où la bourgeoisie est beaucoup plus forte, plus fortes les traditions démocratiques-bourgeoises, etc. »³¹³

Staline, détaillant les raisons qui avaient déterminé la victoire assez facile de la révolution socialiste en Russie, soulignait une autre force des bourgeoisies occidentales :

« La Révolution d'Octobre avait en face d'elle cet ennemi relativement faible, mal organisé, peu expérimenté en politique qu'était la bourgeoisie russe. (...) Elle n'avait pas l'expérience des combinaisons et des mystifications politiques d'envergure que possède, par exemple, la bourgeoisie française ; elle n'avait pas non plus été à l'école des compromissions malhonnêtes de grand style, qui est celle, par exemple, de la bourgeoisie anglaise ». ³¹⁴

On a en effet eu l'occasion de prendre connaissance de quelques-unes de ces "mystifications politiques d'envergure" qui ont pour but de faire passer pour du stalinisme ce qui n'est que le réformisme le plus plat et le révisionnisme le plus éhonté. Dans ces campagnes de mystifications, la bourgeoisie française et ses alliés révisionnistes s'entendent toujours afin de dénigrer le marxisme-léninisme aux yeux des travailleurs. Or l'histoire a prouvé que *seul* le marxisme-léninisme peut assurer au prolétariat l'unité et la cohésion de ses rangs dans les grandes batailles de classes, batailles durant lesquelles la bourgeoisie, elle, sait se présenter unie.

En dénigrant le marxisme-léninisme et en le déformant, la bourgeoisie et les révisionnistes visent à ôter au prolétariat la claire conscience de sa position de classe et ainsi à le désorienter. Ainsi,

« Tout le travail de la social-démocratie consiste à faire pénétrer dans l'esprit des ouvriers le doute, le scepticisme à l'égard de leurs propres forces et de leurs possibilités de victoire sur la bourgeoisie ». ³¹⁵

Sans anéantir l'influence social-démocrate au sein du prolétariat, il ne saurait être question de penser à renverser le capitalisme :

« *Dans les conditions capitalistes*, la déviation de droite, dans le communisme, est une tendance qui se fait jour parmi des communistes, tendance imprécise, il est vrai, et dont les représentants ne se rendent pas encore bien compte, à abandonner la ligne révolutionnaire du marxisme pour la social-démocratie. Lorsque certains milieux communistes contestent l'utilité du mot d'ordre : « classe contre classe » dans la bataille électorale (France), ou s'affirment contre la présentation par le Parti communiste d'une liste indépendante (Angleterre), ou bien se refusent à envisager à fond la question de la lutte contre la « gauche » de la social-démocratie (Allemagne), etc., cela prouve qu'à l'intérieur des partis communistes il y a des gens qui entendent assimiler le communisme au social-démocratisme. La victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes signifierait la débâcle idéologique des partis communistes et un renforcement intense du social-démocratisme. Or, que signifie le renforcement intense du social-démocratisme ? Cela signifie renforcement et consolidation du capitalisme, la social-démocratie étant le principal rempart du capitalisme au sein de la classe ouvrière. Ainsi, la victoire de la déviation de droite dans les partis communistes des pays capitalistes entraînerait les conditions multiples nécessaires à la conservation du capitalisme ». ³¹⁶

Ces remarques faites il y a trois quart de siècle, loin d'avoir vieilli, prennent au contraire aujourd'hui tout leur sens à l'heure de l'effondrement du révisionnisme qui se décompose littéralement sous nos yeux. Le PCF, lui, a achevé sa « mutation » en parti typiquement social-démocrate.

Or aujourd'hui,

« nous assistons dans les pays capitalistes, à l'éclosion d'un nouvel élan révolutionnaire. De là, la nécessité d'intensifier la lutte contre la social-démocratie et, avant tout, contre son aile « gauche », rempart social du capitalisme. De là la nécessité d'intensifier la lutte contre les éléments de droite, agents de l'influence social-démocrate dans les partis communistes. De là, la nécessité d'accentuer la lutte contre la conciliation envers la déviation de droite, refuge d'opportunisme dans les partis communistes. De là, le mot d'ordre qui proclame la nécessité de débarrasser les partis communistes des traditions social-démocrates. (...) Pour mener avec succès

la lutte contre la social démocratie, il faut aiguiller son attention sur le problème de la lutte contre l'aile dite de « gauche » de la social-démocratie ; contre cette aile «gauche» qui, jouant avec des phrases radicales pour duper habilement les ouvriers, entrave l'abandon par ces derniers de la social-démocratie. Il est évident que sans porter un coup aux social-démocrates de « gauche », il sera impossible de vaincre la social-démocratie ». ³¹⁷

A la vue de la pertinence de ces remarques de Staline, on comprend à quel point ses enseignements demeurent actuels. Aussi Robert Hue, dont la sensibilité révisionniste lui fait très bien sentir le danger représenté par le marxisme-léninisme, a-t-il parfaitement raison de conclure de la sorte son chapitre intitulé « *Stalinisme : la cicatrice encore brûlante* » :

« Oui, nous nous sommes alors fait à nous-mêmes beaucoup de mal. Quelle blessure ! Et la cicatrice est encore brûlante... » ³¹⁸

Vincent Gouysse, mars 2005 ³¹⁹

ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Alternatives
Economiques

Télérama

numéro

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2003

11

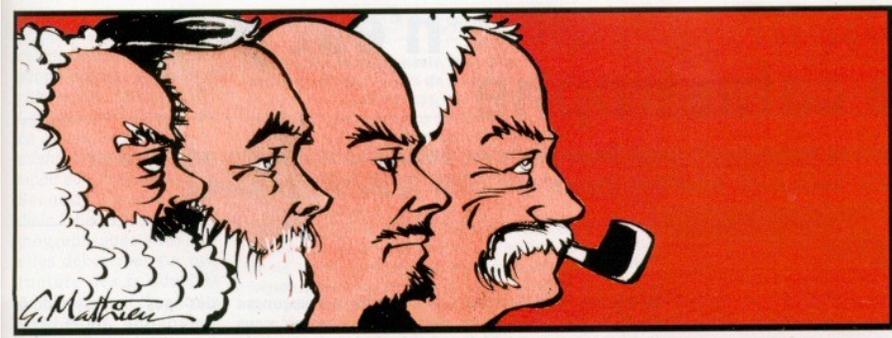


« Altermondialisme : la nouvelle internationale ? »

Voici ce qu'on peut lire sur la couverture du magazine *Alternatives Internationales* de novembre-décembre 2003 qui nous gratifie également d'une illustration pleine page représentant Marx... sur un fond rouge incrusté du motif "ATTAC".

... comme pour rendre plus évidente la réponse à la question posée : "mais oui, bien sûr !"

Le vieux Marx ne serait-il pas au fond le père spirituel, l'inspirateur de l'altermondialisme, comme il fut en 1864 l'un des fondateurs de la 1^{ère} Internationale ? C'est assurément ce que suggère cette présentation. Dans un autre article du même auteur, Philippe Frémeaux, et du même acabit... paru dans le hors série numéro 60 *d'Alternatives Economiques* (2^{ème} trimestre 2004), et intitulé « De l'internationale communiste à l'altermondialisme », notre regard se trouve attiré par une bannière représentant aux côtés de Marx, Engels et Lénine... le "camarade" Bové !



Mais au-delà de ces présentations tape à l'œil, quel est le contenu de classe de ces articles où l'on met en parallèle **communisme** et **altermondialisme**, où ce dernier nous est présenté comme une continuation, ou plus exactement comme un dépassement du marxisme ?

Commençons par l'article relatif au deuxième forum social européen et intitulé « Altermondialisme : la nouvelle internationale ? » A cette question, je serai tenté de répondre par l'affirmative. En effet, « on trouvera réunis à Saint-Denis ceux qui dénoncent les inégalités Nord-Sud ou attirent l'attention sur les risques écologiques globaux mais aussi des mouvements qui défendent, au sein de chaque pays, les intérêts des différentes composantes de nos sociétés : syndicats de salariés, mouvements de paysannes, associations de chômeurs, etc. » ; nous avons donc là à n'en pas douter tous les ingrédients d'une "2^{ème} Internationale" de l'altermondialisme, qui à n'en pas douter connaîtra le même sort que celle des Kautsky et Cie, elle qui veut « concevoir des formes de représentation et de gouvernance qui prennent en compte cette diversité, en cherchant à faire converger les aspirations des différents groupes sans imposer une règle majoritaire », bref, elle qui pour maintenir l'unité du mouvement altermondialiste, s'affranchira des clivages politiques et idéologiques en évitant soigneusement les vrais débats, c'est-à-dire ceux qui prètent à

polémique, pour préférer obtenir « beaucoup de dialogue afin de produire du consensus ». Reste à déterminer de quel consensus il s'agira...

D'après les figures en vue de l'altermondialisme (ATTAC-Bové), ce consensus sera celui de l'action citoyenne, de la démocratisation des institutions internationales (OMC, FMI), de la mise en place d'un contrôle des multinationales...

Que craignent les idéologues du mouvement altermondialiste ?

Sa **radicalisation** !

Ils disent oui à la contestation, mais à une contestation "citoyenne", "soft", c'est-à-dire qu'ils veulent inscrire cette contestation dans un cadre bien délimité et lui impulser une orientation réformiste :

« Reste pour le mouvement altermondialiste à résister à ses démons. Le premier est la fuite en avant dans la radicalité, qui conduirait à sa marginalisation. C'est ce que redoute aujourd'hui Bernard Cassen [ex-président d'ATTAC]. Il est vrai qu'ATTAC, en France, est devenu le lieu où sont synthétisées, sur de nombreux dossiers, les analyses de la gauche de la gauche. Or le mouvement altermondialiste ne peut être légitime que s'il sait s'ouvrir à toutes les organisations sociales ».

La peur de la marginalisation du mouvement altermondialiste ? La peur de la perte de sa légitimité ? Est-ce vraiment là ce qui effraie tant nos bons bourgeois ? Non, leur vraie crainte, c'est de le voir échapper à tout contrôle, c'est la peur d'avoir à débattre avec la gauche radicale des vraies questions, c'est celle de voir les marxistes étendre leur influence au sein des rangs altermondialistes.

Faudra-t-il donc être étonné quand on en viendra à faire la chasse aux sorcières afin "d'épurer" le mouvement altermondialiste des démons qui l'agitent, de ce spectre du communisme qui le hante ?

Ce démon tant redouté par la bourgeoisie est, de l'aveux même de notre auteur, le fait

« de faire du libéralisme une sorte de péril extérieur qu'il suffirait d'extirper pour redonner vie et santé à nos sociétés. Ou d'en faire le principe unique qui, comme le poumon du **Malade imaginaire**, serait à l'origine de tous nos maux ».

[La crise que traverse le capitalisme ne serait-elle pas au fond une maladie imaginaire ? La crise ? Quelle crise ? C'est vrai qu'après tout, pour les rédacteurs d'**Alternatives Internationales**, il n'y a pas lieu de s'alarmer outre mesure de cette crise qui ne touche pas tout le monde : les milieux réformistes petit-bourgeois, eux, sont florissants. "A quelque chose malheur est bon" dit le proverbe populaire...]

Ce démon du « développement du vote aux extrêmes ou de l'abstention » est pour la bourgeoisie le signe d'un profond mécontentement populaire que les forums sociaux surmédiatisés vont avoir pour tâche de canaliser, en injectant habilement des espaces de dialogue afin de donner aux mécontents et aux déçus du système l'impression d'une concertation sociale, l'impression d'être réintroduits « dans le jeu politique », eux « qui en sont aujourd'hui exclus », l'impression d'un « élargissement » de la « société civile » en vue de "lutter" contre l'arbitraire des monopoles,

« "lutte" contre la politique des trusts qui, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, se réduit à un réformisme et à un pacifisme bourgeois, à des souhaits pieux et inoffensifs ». ³²⁰

De tout cela, il ressort que les leaders du mouvement altermondialiste, loin de vouloir se battre contre les fondements de l'impérialisme, veulent seulement en éliminer les prétentions excessives et en limiter les effets nocifs (en premier lieu desquels vient le « démon » du radicalisme auquel il faudra à tout prix résister), loin de prendre le contre-pieds de la pensée unique, restent cantonnés dans le cadre étroit de cette pensée néo-libérale à laquelle ils prétendent pourtant proposer une alternative, car, loin de vouloir la mort du libéralisme et de la libre concurrence, ils veulent leur « régularisation » et souhaitent les voir s'accorder avec des « valeurs humaines », pour résumer, veulent en revenir à un capitalisme "bien régulé" et à une "saine et libre" concurrence.

Mais ce capitalisme a-t-il jamais existé ailleurs que dans les têtes mal faites de nos "néo"-réformistes qui ne font rien de plus que

« ce que font tous les bons bourgeois. Tous, ils vous disent que la concurrence, le monopole, etc., en principe, c'est-à-dire pris comme pensées abstraites, sont les seuls fondements de la vie, mais qu'ils laissent beaucoup à désirer dans la pratique. Tous ils veulent la concurrence sans les effets néfastes de celle-ci. Tous veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de la vie bourgeoise sans les conséquences nécessaires de ces conditions ». ³²¹

En définitive, l'altermondialisme, dont la seule "nouveau" réside en ce que ses promoteurs pensent avoir fait là des découvertes sensationnelles quand ils se sont contentés, par ignorance, de ressasser les platitudes séculaires de la petite bourgeoisie en leur conférant simplement une dimension "internationale", loin d'apporter le moindre élément nouveau tant à la critique de l'impérialisme (terme traduisible dans leur jargon philistin par « mondialisation néo-libérale »), qu'à la résolution pratique des problèmes posés par ce dernier, ne font qu'emboîter le pas à la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme :

« Contrairement à Sismondi qui voyait dans le système de la libre concurrence la source première de tous les maux du capitalisme, une grande partie des économistes petit-bourgeois de l'époque de l'impérialisme vantent le capitalisme de l'époque de la libre concurrence qu'ils représentent comme le meilleur régime économique de la société. Ils dirigent le feu de leur critique, non contre le capitalisme en général, mais seulement contre la domination illimitée des monopoles capitalistes, dans l'arbitraire desquels ils voient le principal danger qui menace la « liberté économique », l'« initiative privée », etc. Dans les ouvrages des critiques petit-bourgeois de l'impérialisme se trouve rassemblée une riche collection de faits qui dénoncent la pratique de rapine des monopoles. Mais les économistes petit-bourgeois critiquent les monopoles en se plaçant sur des positions réactionnaires et utopiques, en demandant le retour au capitalisme de la libre concurrence. Ils nient la nécessité de passer au socialisme, faute de quoi on ne peut imaginer éliminer la domination des monopoles. La critique petite-bourgeoise de l'impérialisme sème l'illusion que l'on pourrait éliminer les « abus » des monopoles et consolider les positions des petites et moyennes entreprises à l'aide d'une législation « anti-trust », de toutes espèces de mesures en vue d'encourager les petites entreprises et de combattre les machinations spéculatives des requins de la finance tout en conservant le capitalisme. Les économistes petit-bourgeois sèment des illusions en affirmant que, dans les conditions du capitalisme, on peut sauver de la ruine les petits producteurs de marchandises, paysans et artisans, et améliorer radicalement la situation des ouvriers en développant les coopératives de consommateurs, d'agriculteurs, d'artisans. Dans les conditions actuelles, de nombreux représentants de l'économie politique petite-bourgeoise se font les interprètes du mécontentement des couches petite-bourgeoises face à l'arbitraire des monopoles, au despotisme du pouvoir d'Etat, au joug fiscal insupportable, au danger croissant de guerre ».³²²

Écoutons également Lénine qui dès 1916 disait que

« les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de "réformes" tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. (...) On nous dit qu'il faut combattre l'impérialisme ; que les Etats dominants doivent reconnaître aux peuples assujettis le droit à l'indépendance ; qu'un tribunal international doit surveiller l'exécution des traités conclus entre les grandes puissances et les peuples faibles. La conférence ne va pas plus loin que ces vœux innocents. Nous n'y voyons pas trace de la compréhension de cette vérité que l'impérialisme est indissolublement lié au capitalisme dans sa forme actuelle (...) Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les

antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du 20^{ème} siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. (...) Mais, en attendant, toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme ; elle craignait de s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un "vœu innocent". (...) C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous, tels que Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : *L'Angleterre et l'impérialisme*, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire œuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des "vœux innocents" de paix, etc. Il n'est pas jusqu'au statisticien des émissions internationales, A. Neymarck, qui, totalisant les centaines de milliards de francs représentés par les valeurs "internationales", s'exclamait en 1912 : "Est-il possible d'admettre que la paix puisse être rompue ?... que l'on risque, en présence de ces chiffres énormes, de provoquer une guerre ?" (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, tome XIX, livre II, p. 225.) Une telle naïveté, et de la part des économistes bourgeois, n'est pas étonnante ; au surplus, il leur est avantageux de feindre la naïveté et de parler "sérieusement" de paix à l'époque de l'impérialisme ».³²³

Mais est-ce là véritablement étonnant que l'altermondialisme, loin d'avoir dépassé d'une quelconque façon le marxisme, soit au contraire tombé sous le coup de sa critique de la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme ?

Assurément non, une fois que l'on a pris connaissance de la "critique" que l'altermondialisme fait de la démocratie bourgeoise :

« La démocratie prétend, par définition, donner la souveraineté au peuple. (...) La démocratie représentative permet de dégager des majorités en charge d'imposer une vision de l'intérêt général. Elle a aussi ses limites dans la mesure où certaines parties du corps social ne se reconnaissent pas nécessairement dans les décisions imposées par les assemblées élues, elles-mêmes souvent soumises aux intérêts des plus puissants ».

Écoutons maintenant Marx et Lénine s'exprimer sur la démocratie bourgeoise :

« C'est à la propriété privée moderne que correspond l'Etat moderne, dont les propriétaires privés ont fait peu à peu l'achat au moyen des impôts, qui

leur est dévolu complètement grâce au système des dettes publiques et dont l'existence dépend désormais entièrement, par le jeu de la hausse et des valeurs de la Bourse, du crédit commercial que les propriétaires privés, les bourgeois, lui accordent. Le seul fait qu'elle soit une classe (...) contraint la bourgeoisie à s'organiser à l'échelle (...) nationale [*et même internationale à l'heure de la « mondialisation » – NR*], et à donner une forme générale à ses intérêts communs réduits à la moyenne. La propriété privée s'étant libérée de la communauté, l'Etat a acquis une existence particulière à côté et en dehors de la société civile ; mais il n'est rien de plus que la forme de l'organisation que les bourgeois sont forcés de se donner, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, pour garantir mutuellement leur propriété et leurs intérêts ». ³²⁴

« Le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier font de la démocratie une illusion ; et cependant le capitalisme engendre des tendances démocratiques au sein des masses, fonde des institutions démocratiques, aggrave l'antagonisme entre l'impérialisme, négateur de la démocratie, et les masses qui aspirent à la démocratie ». ³²⁵

Ainsi, mise en regard des formules de Marx et Lénine, la formule altermondialiste, dont la forme, tout aussi scolaire que juridique et consensuelle, sied parfaitement au contenu, délibérément vague et minimaliste quant à la caractérisation de cette réalité brutale qu'est la mainmise du grand capital sur l'Etat, c'est-à-dire son ingérence dans les affaires "démocratiques", nous apprend que quelques 150 ans après Marx, les altermondialistes ont "découvert" que la démocratie avait « ses limites » du fait que les plus riches savent faire valoir leurs intérêts particuliers contre l'intérêt général jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat le plus "démocratique" !

Quelques 150 ans après Marx et 100 ans après Lénine, les idéologues les plus brillants de l'altermondialisme viennent donc de "découvrir le feu" !

Gageons qu'il nous faudra encore patienter de nombreuses années avant de les voir faire cette autre découverte d'importance que les guerres impérialistes ne sont nullement l'expression manichéenne d'une scélératesse particulière des capitalistes, mais simplement une nécessité économique du capitalisme monopoliste contraint par le haut degré de concentration auquel il est parvenu et par les lois coercitives externes de la concurrence, d'étendre ses zones d'influence, sources de matières premières à bon marché et de débouchés, et qu'il est donc tout aussi **vain** que **puéril** de sermonner le grand capital à propos des guerres ou des catastrophes écologiques au nom d'une quelconque morale petite-bourgeoise, aussi philanthropique fuisse-t-elle.

Il convient de souligner que si l'auteur prend assurément des pincettes dans la "critique" qu'il fait de l'oligarchie financière et du despotisme des trusts qu'il nomme pudiquement « groupes de pression économiques », il n'en est pas de même pour ce qui concerne sa critique des radicaux à qui s'adresse l'épithète infamante de « démons ».

Ce qui sidère, c'est la promptitude que la bourgeoisie manifeste à "enterrer" le communisme, à vouloir nous le faire passer pour une histoire révolue, à vouloir y substituer son *ersatz altermondialiste*, dont l'idéologie, à en croire ses publicistes, bien que beaucoup moins ambitieuse quand à ses revendications, n'en porte pas moins pour autant de nombreux espoirs :

« L'altermondialisme ne doit pas, comme le communisme *jadis*, donner à croire qu'il suffirait de "changer le système" pour régler d'un coup tous nos problèmes ».

Et pourtant

« Bernard Cassen n'est pas loin de penser que le mouvement altermondialiste est porteur du même potentiel émancipateur pour l'humanité que le *fût en son temps* l'idée socialiste ».

Ainsi, si le communisme « fût en son temps », « jadis », porteur d'espoir, il est aujourd'hui dépassé si l'on en croit les grosses têtes de l'altermondialisme, puisque

« la faillite de l'idéologie communiste, dans la réalité comme dans l'idéal, a achevé de faire perdre aux ouvriers leur statut de classe porteuse de l'avenir de l'humanité ».

Et pourtant, malgré les déclamations tragiques de notre auteur sur la mort du communisme, il croit utile de nous mettre en garde sur le danger d'un « démon » qui menace de faire verser le mouvement altermondialiste dans un anticapitalisme radical, puisque

« certains sont tentés de renouer avec la *vieille* critique communiste de la démocratie représentative ».

La réalité qui transparaît nettement au travers de ces deux articles n'est guère celle d'un réquisitoire implacable contre le capitalisme pour lequel les critiques restent très dosées, mais celle d'une critique préventive à peine voilée du marxisme qui en est sans conteste la cible principale.

Cela fait plus d'un siècle que la bourgeoisie clame que le marxisme est dépassé, mais la seule chose réellement dépassée, c'est la vieille rengaine puante de l'anti-communisme que les laquais de la bourgeoisie estiment utile de nous ressortir à chaque fois de leurs placards les plus poussiéreux en essayant, après l'avoir soigneusement épousseté, de nous la présenter sous un jour nouveau.

Mais faut-il réellement s'en étonner, quand, dans le même numéro, **Alternatives internationales** titre « Pourquoi la Corée du Nord fait trembler l'Asie », clamant que les sud coréens « sont inquiets de la menace nucléaire du régime de Pyongyang » et que ce dernier créé chez les japonais « un sentiment de vulnérabilité assez comparable à celui provoqué par les attentats contre le World Trade Center aux Etats-Unis » et est donc le premier responsable de la « remilitarisation de l'archipel japonais » qui est soumis à une inquiétude « maximum » !

Sic ! Que d'inepties condensées dans les quelques lignes de ce triste torchon !

A la vue de ces articles (et de ces illustrations), la première pensée à m'avoir traversé l'esprit fût celle d'un profond sentiment de révolte et de colère, sentiment qui a motivé la rédaction de ces quelques lignes.

« Salir de la sorte Marx, Engels, Lénine et tous ceux qui ont donné leur vie pour faire triompher la cause communiste ! », me disais-je regardant, la mine quelque peu déconfitée, la triste figure du sieur Bové à côté des bustes de Marx, Engels et Lénine. Si ces derniers pouvaient voir cela, nul doute qu'ils bondiraient hors de leur tombe pour aller administrer une bonne correction à ces profanateurs, à ces petit-bourgeois impies, qui ne rechignent devant aucune bassesse, devant aucune crapulerie, devant aucune escroquerie intellectuelle, à seule fin de remplir leurs torchons d'insanités néo-réformistes, tout en les présentant comme une continuation ou un dépassement du marxisme, l'altermondialisme tel un "néo-marxisme", remède au "néo-libéralisme".

En ces temps de règne sans partage des trusts, de fascisation croissante, de censure des médias par l'argent, la petite bourgeoisie tente de défendre corps et âmes les derniers vestiges de sa "démocratie". Pour cela, les vieilles méthodes du parlementarisme ne suffisent plus, il faut dire que les "socialistes" et les "communistes" à la sauce Jospin-Hue-Buffer se sont complètement déconsidérés aux yeux des travailleurs, et que maintenant même le fait évoqué par Lénine de « se draper de l'habit du marxisme » ne suffit plus à la bourgeoisie, il lui faut désormais paraître avoir eu connaissance du marxisme et de l'avoir "dépasse", pour mieux pouvoir tromper le peuple et être en mesure de proposer une énième réforme du capitalisme monopoliste qu'il s'agit désormais de « démocratiser ».

Que se cache-t-il d'autre sinon derrière des expressions comme « développer la société civile au niveau international », « revitaliser nos démocraties », « exiger l'instauration de mécanismes de solidarité et de

normes opposables au niveau international » et enfin « démocratiser la mondialisation ».

Toute cette rhétorique flamboyante n'a pour seul but que de définir « l'amélioration du fonctionnement » de la « démocratie représentative », qu'il faut parvenir à préserver de pressions des « groupes de pression économiques », en des termes plus crus, il ne s'agit ni plus ni moins que de **démocratiser l'impérialisme** ! Tel est le fin mot de l'altermondialisme dans sa mouture à la sauce ATTAC-Bové, sauce qui risque de se révéler bien indigeste pour les travailleurs qui y après y avoir goûté,... y seront également mangés par le capital qui fera d'eux son plat de résistance.

En fin de compte, l'altermondialisme constitue la dernière carte de la bourgeoisie, son ultime paravent pour détourner les luttes de classes ; et si les promoteurs de l'altermondialisme se félicitent de « l'essor de l'altermondialisme », c'est oublier un peu vite que cet essor n'est pas fortuit, et reste au final très modeste au regard du matraquage médiatique et des sollicitations de toute la presse bourgeoisie dont il fait l'objet. Les travailleurs commenceraient-ils à se méfier d'une "contestation" qui bénéficie de l'aval et du soutien actif, ou tout au moins tacite de toute la bourgeoisie ?

Depuis quand les médias vendus à la bourgeoisie marchent-ils contre les intérêts de celle-ci ?

N'est-il pas étrange de voir Chirac, valet de l'impérialisme français, parler "commerce équitable" et se féliciter du développement « d'initiatives citoyennes » telles Porto Allègre ?

Comment expliquer cet engouement des classes dirigeantes de la ploutocratie capitaliste pour l'altermondialisme mieux que par ce mot d'ordre des leaders altermondialistes pour qui « cette société civile se développe désormais au niveau international » et « témoigne de la capacité croissante d'une partie de la population, avec l'élévation du niveau culturel [*Sic !, NR*], à intervenir politiquement, sans pour autant "faire de la politique" au sens de l'appartenance à un parti luttant pour accéder au pouvoir » ; mot d'ordre absolument dans la continuité du credo altermondialiste très attaché au mythe des "Etats impuissants" face à la mondialisation.

En effet, puisque cette dernière déborde du cadre de la politique nationale, à quoi sert-il encore de faire de la politique au sein de partis nationaux ?

Cette logique flamboyante, que la bourgeoisie a toutes les chances d'applaudir, ne peut aboutir qu'à une dépolitisation de la contestation, ce qui fait mieux ressortir les convergences d'intérêts entre la bourgeoisie et

l'altermondialisme, nous rendant du même coup plus compréhensive la tendresse que cette dernière lui témoigne...

L'altermondialisme n'est qu'une habile manière d'injecter un peu de "démocratie" et de favoriser les "espaces de dialogue" de proximité, dans la continuité de la politique libérale de décentralisation et de dépolitisation des masses :

"Citoyens, vous pensez n'avoir plus aucune prise sur les multinationales qui régissent votre vie ?

Eh bien, consommateurs, occupez vous de la politique de proximité : là au moins, vous pouvez agir !

Citoyens, laissez les préoccupations étatiques de côté, l'Etat est désormais impuissant à administrer la vie économique, devenez seulement des consommateurs responsables, et tout ira pour le mieux !"

Vous y croyez, vous ?

Faut pas nous prendre pour des cons tout de même !

L'Etat, impuissant ?

Alors, pourquoi toutes les mesures de déréglementation ont-elles toutes été mises en œuvre par les Etats ?

L'Etat capitaliste à la mode réformiste, impuissant face au lobbying des trusts, OUI.

Mais l'Etat prolétarien révolutionnaire, impuissant, NON !

Ne s'agit-il pas au travers de cette dépolitisation, de transformer le citoyen en éco-consommateur pour qui « l'action politique » se réduira au soutien d'ONG tiers-mondistes, au boycott des grandes marques et à la promotion du commerce équitable ?

Les idéologues de l'altermondialisme ne sont rien d'autre que des médecins penchés sur le chevet d'un capitalisme agonisant qui rend de bien nombreux travailleurs malades (quand il ne les envoie pas tout simplement dans la tombe), me rappelant cette conversation d'un médecin avec son malade que me rapportait un camarade³²⁶ :

- LE MEDECIN : Il est une maladie bien inquiétante qui réapparaît, lentement fort heureusement, dans les rangs de notre masse (bas : d'ailleurs toi, je vais t'examiner de plus près mon co...). Nous n'avions plus connu ce syndrome depuis...oh, il y a bien longtemps... ah oui, ça y est, je me souviens, la dernière épidémie était en Chine, mais voyez-vous, notre chère médecine allopathique occidentale eut, bienheureusement, raison d'elle, je crois vers la fin des années soixante dix. Oui, c'est cela...mais non sans peine, car le

virus était coriace...tellement puissant qu'il s'était répandu jusque chez nous, en 68 je crois. Quelle frayeur ! Enfin, tout cela s'est finalement bien terminé, car notre santé était alors bien trop bonne pour un virus qui venait de si loin. Nous étions fort... à l'époque. Non, le plus inquiétant est que cette maladie réapparait à chaque fois plus forte et, on ne sait comment, directement immunisée à son ancien remède... c'est décidément la plus dangereuse d'entre toute. Tout ceci me cause bien des tourments, aussi vais-je tout de même faire part de mes inquiétudes à l'Ordre des médecins, afin que nous portions une attention toute particulière à cette... enfin, comme on dit : mieux vaut prévenir que guérir. N'est ce pas ?

- UN MALADE : Oh, mais je vous comprends parfaitement, et vous avez raison d'avoir peur... les gens de votre espèce devraient toujours avoir peur, car notre Maladie, je ne vous le cache pas, est Incurable ... Incurable, car inextricablement liée au niveau de décomposition du monde dans lequel elle évolue. Incurable voyez-vous, parce que votre Système est en ruine et ne fait que s'écrouler un peu plus chaque jour. Ainsi notre maladie, qui puise sa force de la putréfaction de votre monde, est devenue très coriace. C'est un simple rapport de cause à effet. Voyez-vous donc bien toute la légitimité et la cohérence du syndrome marxopositif, qui puise sa force par la négative ? Bien sûr que vous comprenez... et, rusés comme vous l'êtes, vous comprenez également que le danger est bien trop grand pour ne pas soigner le mal à sa racine. Oh, mais nous les connaissons vos méthodes, et je vous le dit haut et fort : c'est fini, nous n'en voulons plus de votre came, vos somnifères et autres cadeaux empoisonnés qui nous endorment passagèrement, tout ceci nous coûte bien trop cher ! D'ailleurs, votre « science » est au bout de son latin ?... et même si ce n'était le cas, s'il vous restait encore quelques cartes à jouer, quelques pansements à ajouter, où croyez-vous donc mener le monde ? à sa ruine ! Mais ?! je vous sent agacés ? je vais en venir au fait. Voyez-vous, au fur et à mesure que vous perfectionnez votre...science, vous perfectionnez, par là même, les armes pour la détruire... rappelez-vous, la négative ! Nous autres, les Malades, nous sommes de ceux qui pensons que ce qui ne nous tue pas nous rend plus forts. Et voyez-vous, si vous pouvez tuer tous les Malades, vous ne pouvez, et ne pourrez jamais tuer la Maladie, vous ne feriez dans le fond, en vous débarrassant de nous, que la purifier un peu plus afin qu'elle renaisse à un degré qualitativement supérieur. Nous disions donc... Incurable la Maladie...ce qui revient à dire également, que lorsqu'une personne atteinte du virus, entre dans la période critique, finale de la Maladie, on ne peut plus rien pour elle, elle est... Inguérissable. Oh, mais vous êtes bien pâle pour quelqu'un en « bonne santé »...c'est promis, je termine (bas : et vous achève). Ainsi, dans votre camp comme dans le nôtre, nous nous préparons...mais il est bien évident que le choix des armes repose entre vos mains, vous qui êtes si belliqueux envers ceux qui vous veulent du bien. Mais qu'à cela ne tienne, nous aussi savons nous battre, alors aux grands maux les grands remèdes.

Afin de conclure cet article, je terminerai avec ces paroles de Marx qui me semblent particulièrement aptes à caractériser ces **titans réformistes** de l'altermondialisme, ces généraux qui, partant à l'assaut de la forteresse « capitalisme » lui envoient des troupes armées de mousquets, certains ainsi de pouvoir lui infliger de rudes coups, alors qu'il faudrait faire donner l'artillerie pour espérer être en mesure de l'ébranler...

« Notre Hercule fondateur d'Etats ne copie d'ailleurs pas la « république fédérative » dans ses moindres détails. Il l'agrémente d' « institutions sociales », il « règlera les rapports de propriété d'après des principes rationnels », et les sept grandes mesures par lesquelles il supprimait les anomalies de la vieille société bourgeoise ne sont aucunement les rognures maigres et pauvres obtenues en mendiant dans ces abjectes gargotes modernes, socialistes et communistes. (...)

Et voilà ce que M^r Engels qualifie d'élucubrations gratuites de petit-bourgeois visant à réformer le monde !

Nous vivons bien sûr, à une époque où « les bons disparaissent de plus en plus » et où les « meilleurs » ne sont même pas compris.

Prenez, par exemple, un citoyen quelconque, bien pensant, et demandez-lui de vous dire en conscience de quoi souffrent les « rapports de propriété » actuels ? Et le brave homme posera son index sur le bout de son nez, respirera deux fois, profondément et pensivement, et puis vous sortira « humblement » que c'est une honte que beaucoup de gens ne possèdent rien, pas même le strict nécessaire, et que d'autres amassent des millions d'une aristocratique impudences, et ce non seulement au détriment de gueux privés de tout, mais aussi d'honorables bourgeois ! Aurea mediocritas, médiocrité dorée ! s'exclamera le brave membre de la classe moyenne ! Il suffirait d'éviter les extrêmes ! Quelle est la constitution raisonnable qui serait compatible avec ces extrêmes, avec ces extrêmes hautement condamnables !

Et maintenant, jetez un regard sur la « république fédérative » de Heinzen, avec ses « institutions sociales » et ses sept mesures pour « l'humanisation de la société ». Chaque citoyen s'y voit garanti un « minimum » de fortune au-dessous duquel il ne saurait tomber, et on lui prescrit un maximum de fortune qu'il ne doit pas transgresser. M^r Heinzen n'a-t-il pas résolu toutes les difficultés en reprenant, sous la forme de décrets d'Etat, le pieux désir de tous les braves bourgeois, et en le comblant justement par là afin que personne n'ait trop ni trop peu ? Et c'est de cette façon, aussi simple que grandiose, que M^r Heinzen a résolu l'ensemble des conflits économiques. Il a réglé la propriété d'après des principes raisonnables et conformes à l'honnête équité. Et n'allez surtout pas lui objecter que les « règles raisonnables » de la propriété sont précisément ces « lois économiques » dont la froide nécessité fera obligatoirement échouer toutes les « mesures équitables ». (...)

Qu'il est injuste de faire valoir des considérations économiques à l'égard d'un homme qui « ne se vante pas », comme tant d'autres, de ses « études économiques », mais qui a su, au contraire, conserver jusqu'ici, par modestie, dans tous ses ouvrages, l'apparence virginale qu'il lui faudra encore faire les premières études d'économie politique ! (...)

En vérité, ce qui révèle la grande démoralisation de certains écrivains communistes, c'est qu'ils choisissent des adversaires économiquement et philosophiquement instruits, et qu'en revanche, ils n'ont pas de réponse pour les "humbles" trouvailles du grossier bon sens, auquel ils devraient avant tout apprendre les notions élémentaires sur les conditions économiques de la société bourgeoise existante, afin d'en pouvoir discuter avec lui par la suite ». ³²⁷

« Sur un terrain plat, de simples buttes font l'effet de collines ; aussi peut-on mesurer la platitude de la bourgeoisie contemporaine d'après le calibre de ses esprits forts ». ³²⁸

Vincent Gouysson, février 2004

« Consommateurs de tous les pays... »



Quand les petit-bourgeois d'*Alternatives Internationales* et C^{ie} s'obstinent à vouloir faire passer leur « altermondialisme » comme un dépassement du marxisme !!!

Nous renonçons bien sur à dresser une liste complète de toutes les ignominies petite-bourgeoises que l'on peut rencontrer dans ce genre de littérature.

Nous avons relevé cependant quelques perles qui méritent d'être relevées tant elles démontrent que l'escroquerie intellectuelle chez ces gens là ne comporte guère de limites.

Durant les derniers mois nous avons eu le droit à une couverture « **Altermondialistes de tous les pays...** » !!!

Mais le numéro de novembre 2004 qui annonce d'emblée une « **Nouvelle formule mensuelle** », comme on essaie de faire un gros coup de pub pour vendre sa lessive, (mais qui n'a hélas entraîné aucun changement dans les "alternatives" prônées...), fait encore plus fort !!!

On trouvera un dossier complet « **Consommateurs de tous les pays...** » qui ne peut guère mieux être résumé que par la page de couverture du même numéro.

Au menu : achat-boycott citoyens (puisque « **l'OMC et les multinationales sont hors de portée des urnes** » !) et commerce équitable (pour venir en aide au "tiers-monde" !).

Mais que dire de cette recette qui prétend, (à l'aide de sophismes du genre « **J'achète donc je pense** »), donner aux citoyens le pouvoir de « **transformer le capitalisme de l'intérieur** » ?

Et que dire de la fameuse intervention du Professeur Toni Negri, (ce néo-kautskiste à la manque³²⁹) qui nous offre une "nouvelle" dissertation sur la démocratie bourgeoise ???!!!

Rien n'illustre mieux le philistinisme sans borne de ces littérateurs « impuissants et loqueteux »³³⁰ que la couverture ci-dessus qui vaut tous les discours...

Vincent Gouysse, novembre 2004

Avertissement :

Nous tenons à souligner que la critique des idées véhiculées par un économiste petit-bourgeois de l'acabit de Jacques Généreux n'a en rien perdu de son actualité malgré les neuf années qui nous séparent de la rédaction de cet article du fait de l'étroit rapprochement de ce dernier d'avec le Parti de Gauche de J.-L. Mélenchon. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le tribun petit-bourgeois "radical" a noué des liens des très forts avec Jacques Généreux et se pose ainsi objectivement en héritier direct des lubies petite-bourgeoises de l'altermondialisme. Le président du Parti de gauche a en effet préfacé l'ouvrage de Jacques Généreux intitulé « Nous on peut !, Pourquoi et comment un pays peut toujours faire ce qu'il veut ». Publié aux éditions du Seuil en septembre 2011, ce livre a été écrit pour expliquer le programme économique du Front de Gauche en vue de la campagne de l'élection présidentielle de 2012. Au cours des dernières années, Jacques Généreux n'a en effet été rien de moins que Secrétaire national à l'économie du Parti de Gauche et aurait été propulsé Premier ministre si J.-L. Mélenchon avait gagné l'élection présidentielle !...³³¹

Vincent Gouysse, le 23/11/2013

En marge des "Vraies lois de l'économie" de Jacques Généreux

I – Introduction

Jacques Généreux enseigne l'économie à Sciences Po où il est professeur renommé. Président de l'Association internationale pour l'économie humaine, il a écrit de nombreux ouvrages sur l'économie politique, depuis des manuels best-sellers (*Economie politique*), en passant par des ouvrages d'initiation (*Introduction à l'économie* et *Introduction à la politique économique*), jusqu'aux essais de vulgarisation (*Une raison d'espérer* et *L'horreur n'est pas économique, elle est politique*).

C'est également l'un des collaborateurs du magazine *Alternatives Economiques*, revue mensuelle qui tire à 100 000 exemplaires et qui se fait le relais des revendications altermondialistes. Son dernier ouvrage, *Les vraies lois de l'économie*, reprenant sous une forme plus développée l'exposé de deux saisons de ses « vraies lois de l'économie » diffusé dans *Alternatives Economiques* et sur *France Culture* depuis l'automne 2000, a paru au Seuil en 2001 et 2002.

Cet ouvrage constitue un condensé des postulats économiques, c'est-à-dire de la base "scientifique" des revendications altermondialistes.

Malgré le souci affirmé de « démystifier » ces vraies lois de l'économie et de « démasquer les manipulations et l'ignorance » des publicistes de « l'économie néo-libérale », nous allons montrer que Jacques Généreux, non seulement ne contribue nullement à cette tâche, mais nous offre même sous un masque faussement progressiste une prose de contenu non moins réactionnaire.

En la personne de Jacques Généreux, nous le verrons amplement par la suite, nous sommes en présence d'un nouveau Pierre-Joseph Proudhon, à ceci près que notre auteur, s'il en a bien hérité de toutes les tares, est loin d'avoir hérité de son envergure et d'un certain mordant critique.

On ne trouvera en effet chez chaque Jacques Généreux, que des platitudes néo-proudhoniennes soigneusement débarrassées de leur côté subversif (comme la critique de la propriété), de façon à ce que le discours de notre "nouveau" Proudhon soit recevable auprès de la bourgeoisie sans avoir eu besoin du moindre amendement préalable. Il nous faudrait écrire tout un ouvrage pour dénoncer l'ensemble des conceptions économiques de Jacques Généreux, c'est pourquoi nous nous limiterons à une analyse non exhaustive de quelques-unes de ses fameuses « vraies lois ».

II – La méthode philosophique

Expliciter la méthode de pensée employée par notre auteur nous permettra de comprendre la source de ses conceptions réactionnaires et obscurantistes sur l'économie politique.

Comme le disait Marx dans son ouvrage fameux, *Misère de la philosophie*,

« la philosophie toute entière se résume, d'après Hegel, dans la méthode ».³³²

Par chance, Jacques Généreux (tout comme Proudhon dans sa *Philosophie de la misère*) a eu cette riche intuition et c'est pourquoi elle constitue sa première trouvaille, sa première « vraie loi » de l'économie.

Pour Jacques Généreux, « les lois de l'économie sont les lois des hommes ». Bien sûr, il n'a nullement en vue les hommes agissants, moteur de l'économie, les travailleurs prolétariés, forcés de vendre leur force de travail, mais les hommes légiférant.

En effet, pour lui, ces lois

« résultent en effet d'institutions et de conventions que les hommes fabriquent eux-mêmes et transforment, au gré de l'évolution de leurs connaissances et des rapports de force entre des groupes d'intérêts aux frontières variables ».³³³

De même

« la vérité et la société ne tombent plus du ciel, elles sont produites par la raison, le progrès scientifique et, dans l'idéal du moins, par le contrat social qui unit des hommes libres ». ³³⁴

Et c'est pourquoi

« l'horreur sociale ne s'installe qu'en raison de choix politiques délibérés et de dysfonctionnement majeur des institutions ». ³³⁵

Jacques Généreux se situe sur le terrain de la philosophie idéaliste et ignore donc le fait que

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur quoi s'élève un édifice juridique et politique et à quoi correspondent des formes de conscience sociale déterminées ». ³³⁶

Jacques Généreux, ne soupçonne pas un seul instant ce fait. Pour lui, ce n'est donc nullement au sein des rapports de propriété qu'il faut chercher la source des inégalités et des crises, mais dans leur expression juridique : les lois. Parce qu'il se figure que les hommes font les lois et que ces lois sont amendables, il ignore superbement ce qui constitue la base matérielle de ces lois : les rapports de propriété. Nous ne serons donc pas étonnés de ne trouver chez lui la moindre critique de la propriété privée des moyens de production et donc la moindre remise en cause du salariat.

Cette conception idéaliste qui l'a amené à ignorer les rapports de propriété, l'amène tout naturellement à rejeter les lois objectives de l'économie marchande (dont nous donnerons un aperçu au paragraphe III) qui lui rappellent en effet les dures réalités économiques de la société capitaliste.

C'est pourquoi il ne peut s'empêcher de dénoncer la « dérive scientiste de l'économie » :

« Les lois de comportement des hommes et de leurs organisations ne peuvent être aussi stables que celles qui commandent la chute des pommes. » (...) « Lancez une pierre en l'air et vous pouvez être certains qu'elle retombera au sol. Lancez la même pierre sur quelqu'un et vous ne serez jamais sûr de sa réaction ». ³³⁷

« Donc pour être clair, les prévisions économiques ressemblent un peu aux prévisions météorologiques. Le seul moyen de ne pas se tromper est de s'en tenir aux prévisions du genre : « S'il pleut demain, le sol sera humide » – c'est-à-dire à l'énoncé de simples liaisons logiques entre les variables ». ³³⁸

« Le drame des sciences sociales comparées aux sciences physiques, c'est que, dans la société, il n'y a quasiment que des variables et aucun paramètre ». ³³⁹

Pour lui, les lois de l'économie politique, contrairement à celles qui régissent les sciences de la nature, ne sont pas objectives. C'est que pour lui, elles auraient la même valeur « amendable » que les lois votées au parlement. Et de citer Marx (!!!) pour appuyer son « argumentaire » fait de tautologies et de sophistique fidéiste : « C'est par intérêt que vous érigez en lois éternelles de la nature et de raison vos rapports de production et de propriété, qui n'ont qu'un caractère historique et que le cours même de la production fera disparaître ». ³⁴⁰

Jacques Généreux n'a évidemment pas conscience ici du caractère tragique et du grotesque de la situation créée : pour écarter toute prétention scientifique concernant la découverte des lois de l'économie, il pioche (dans un manuel d'économie politique bourgeois) une phrase de Marx destinée à dénoncer le dogme des économistes bourgeois qui tiennent la propriété privée pour la base immuable de la société ! (*Par là même, Jacques Généreux, certainement plus par ignorance que par souci délibéré de falsification, s'est couvert de ridicule, d'autant qu'il s'est lui-même étalé lamentablement dans cette ornière de l'économisme vulgaire.*) Mais Marx n'en prétendait pas moins que la société avait ses propres lois objectives, et s'il a écrit son *Capital*, c'est précisément en vue de les mettre à jour.

« Le fidéisme contemporain ne répudie nullement la science ; il n'en répudie que les « prétentions excessives », à savoir la prétention de découvrir la vérité objective. S'il existe une vérité objective (comme le pensent les matérialistes), si les sciences de la nature, reflétant le monde extérieur dans l'« expérience » humaine, sont seules capables de nous donner la vérité objective, tout fidéisme doit être absolument rejeté ». ³⁴¹

« Au point de vue du matérialisme moderne, c'est-à-dire du marxisme, les *limites* de l'approximation de nos connaissances à la vérité objective absolue sont historiquement relatives, mais l'existence même de cette vérité n'est pas contestable, comme il n'est pas contestable que nous en approchons. Les contours du tableau sont historiquement relatifs, mais il n'est pas contestable que ce tableau représente un modèle existant objectivement ». ³⁴²

Voilà ici mises à nu les racines philosophiques des conceptions réactionnaires de notre auteur. Quant aux racines sociales et idéologico-économiques de celles-ci, outre le milieu social petit-bourgeois dont il est issu, on signalera son « éclectisme édulcoré » et « son érudition de si faux aloi », pour reprendre les termes si justes que Marx adressait aux économistes vulgaires de la trempe de John Stuart Mill, Frédéric Bastiat et

Jean-Baptiste Say. Nous ne savons pas à ce sujet si c'est parce qu'il n'a jamais lu Marx ou par un souci délibéré de falsification que Jacques Généreux a rangé John Stuart Mill et Jean-Baptiste Say dans la catégorie des « économistes classiques » (selon Marx bien sur !!!) :

« L'appellation classique, inventée par Karl Marx (1818-1883) et retenue par l'histoire de la pensée économique, désigne le courant de pensée libéral dominant en Angleterre et en France de la fin du XVIIIe siècle au milieu du XIXe siècle. Ses principaux représentants sont Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Jean-Baptiste Say (1767-1832), John Stuart Mill (1806-1873) ». ³⁴³

« Avec le développement du capitalisme et l'aggravation de la lutte de classes, l'économie politique bourgeoise classique fait place à l'économie politique vulgaire. Marx l'appelait vulgaire parce que ses représentants substituaient à la connaissance scientifique des phénomènes économiques la description de leur apparence extérieure, en se donnant pour but de présenter le capitalisme sous un jour favorable, d'escamoter ses contradictions. Les économistes vulgaires ont rejeté tout ce qui était scientifique, et se sont emparés de tout ce qu'il y avait de non scientifique dans les vues des économistes antérieurs (notamment de A. Smith), — de tout ce qui était conditionné par l'étroitesse de classe de leur horizon. *« Désormais il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est bien ou mal sonnante, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique ».* [K. Marx : *Le Capital*, livre I, t. 1, p. 25.] » ³⁴⁴

« A peine une science bourgeoise de l'économie politique semblait-elle donc devenir possible chez nous, que déjà elle était redevenue impossible. Ses coryphées se divisèrent alors en deux groupes : les gens avisés, ambitieux, pratiques, accoururent en foule sous le drapeau de Bastiat, le représentant le plus plat, partant le plus réussi, de l'économie apologétique ; les autres, tout pénétrés de la dignité professorale de leur science, suivirent John Stuart Mill dans sa tentative de conciliation des inconciliables ». ³⁴⁵

Cela étant, partant de telles "approximations" nous ne serons pas étonnés par les développements économiques "brillants" donnés par notre auteur !

III – Aperçu sur l'économie politique marxiste

Un tel rappel, qui sera forcément très incomplet, nous semble malgré tout nécessaire, puisque, outre le fait qu'il nous facilitera une exposition plus dialectique des lois économiques formant la base des rapports de propriété capitalistes, il nous permettra de jeter ensuite la pleine lumière sur les élucubrations économiques de Jacques Généreux qui, lui, s'est abstenu de fournir au lecteur un modèle économique dynamique et cohérent.

Marx, pour étudier l'économie politique bourgeoise, a utilisé les indications des récentes découvertes scientifiques de la biologie et de la chimie, et est parti du principe selon lequel il était plus facile pour étudier le fonctionnement d'un organisme de partir de l'étude d'une cellule isolée plutôt que du corps organisé dans son ensemble. Cette méthode est la seule scientifique puisqu'elle évite de tomber dans le travers de l'économie politique vulgaire qui

« substitue à la connaissance scientifique des phénomènes économiques la description de leur apparence extérieure ». ³⁴⁶

Pour l'économie politique marxiste, le corps organisé, c'est la société capitaliste basée sur l'économie marchande, et la cellule de base en est la marchandise. Nous partirons donc d'une étude de la marchandise en général.

Pour Marx, le prix d'une marchandise est l'expression de sa valeur monétaire. Une marchandise possède une valeur d'usage (aspect qualitatif) et une valeur d'échange (aspect quantitatif) propres. L'argent est un intermédiaire dans l'échange qui exprime un rapport de proportionnalité entre marchandises. Pour être vendue sur le marché contre une certaine somme d'argent, une marchandise doit d'abord être une valeur d'utilité, c'est-à-dire qu'elle doit être utile à la satisfaction d'un besoin social. Le problème est le suivant : comment une valeur d'usage devient-elle une valeur d'échange ? Comment exprimer des valeurs d'usages différentes dans une même unité d'échange ? (Chose qui s'opère chaque jour sous nos yeux dans la pratique, par la vente et par l'achat de marchandises) Quel est le « chaînon manquant » qui permet d'établir une correspondance entre des qualités différentes et de les ramener à un simple rapport quantitatif ?

Marx, en se basant sur les travaux de David Ricardo (l'économiste qui avait poussé les recherches sur ce sujet aussi loin qu'il était possible d'un point de vue bourgeois), nous a le premier fourni la réponse claire à cette question sur laquelle l'économie politique bourgeoise a toujours buté à des degrés divers. La valeur d'usage d'une marchandise est ramenée en définitive à ce qu'un travail humain socialement utile se trouve cristallisée en elle. Dans le procès de fabrication d'une marchandise, on emploie deux espèces de travail : d'une part du travail social accumulé, ce que Marx appelle aussi le travail mort (les intrants, par exemple des clous et du cuir dans la fabrication de bottes), et d'autre part du travail immédiat, dit travail « vivant » : l'ouvrier chargé de transformer ces marchandises en une marchandise plus élaborée : des bottes.

« Déterminer le prix d'une marchandise par ses frais de production, revient à le déterminer par le temps de travail nécessaire à sa production. En effet, ces

frais de production consistent en : 1° matières premières et en instruments, c'est-à-dire en produits industriels dont la production a coûté un certain nombre de journées de travail, si bien qu'ils représentent un temps de travail déterminé ; 2° en travail immédiat qui n'a d'autre mesure que le temps.³⁴⁷

« Les valeurs des marchandises sont directement proportionnelles au temps de travail employé à leur production et inversement proportionnelles à la force productive du travail employé ».³⁴⁸

Deux marchandises dans lesquelles est cristallisé un temps de travail social égal, ont donc une valeur égale, sous réserve que durant leur fabrication l'on ait employé un même quantum de travail social accumulé.

Les économistes vulgaires arguent le fait que toutes les espèces de travail ne se valent pas pour tenter de « réfuter » la thèse de Marx : quoi de commun entre le travail d'un ouvrier hautement qualifié et le travail d'un ouvrier non qualifié ? Marx précisait qu'un travail complexe se ramenait à une proportion de travail simple plus élevée. Mais comment déterminer cette proportion ? Par les frais requis pour la formation de l'ouvrier pour chaque type de travail : former un ouvrier hautement qualifié demandera plus de temps et de ressources que de former un ouvrier spécialisé.

Maintenant que nous savons comment se forme le prix d'une marchandise, une question se pose : le travail « vivant » incorporé lors du processus de fabrication d'une marchandise est-il lui-même une marchandise ? Et si oui, est-il une marchandise comme les autres ?

Un des grands mérites de Marx est justement d'avoir démontré que le travail salarié est une marchandise.

« Le travail n'a pas toujours été une **marchandise**. Le travail n'a pas toujours été du travail salarié, c'est-à-dire du travail **libre**. L'**esclave** ne vend pas son travail au maître, non plus que le bœuf ses services au paysan. L'esclave est vendu une fois pour toutes, et son travail est compris dans le marché. C'est une marchandise que le propriétaire peut un jour remettre entre d'autres mains. Il est marchandise ; mais le travail n'est point **sa** marchandise. Le **serf** ne vend qu'une partie de son travail. Loin de recevoir un salaire du propriétaire de la terre, c'est à lui de fournir une redevance. Le serf appartient à la terre et il rapporte des fruits au maître. Le **travailleur libre**, en revanche, se vend lui-même, et se vend au détail. Il met aux enchères 8, 10, 12, 15 heures de sa vie, c'est-à-dire une journée que rien ne distingue d'une autre. Il l'adjuge à un propriétaire de matières premières, d'instruments de travail et de moyens de subsistance : ce sera le plus offrant des capitalistes. Le travailleur n'appartient ni au propriétaire, ni à la glèbe, mais 8, 10, 12, 15 heures de sa vie quotidienne sont à qui les achète. Le travailleur quitte aussi souvent le capitaliste à qui il s'est loué. Le capitaliste le congédie aussi souvent qu'il lui convient, dès qu'il ne tire plus avantage de

lui, ou qu'il n'en tire pas l'avantage espéré. Or le travailleur n'a qu'un revenu : il vend son travail ; il ne peut pas planter là la **classe toute entière des acheteurs**, c'est-à-dire la **classe des capitalistes**, sans renoncer à vivre. Il n'appartient pas à tel bourgeois ; il appartient à la bourgeoisie, à la classe des bourgeois. A lui de trouver son homme. A lui de mettre, parmi les membres de la classe bourgeoise, la main sur un acheteur ».³⁴⁹

Au même titre que le travail accumulé, et que comme toute marchandise, la valeur du travail salarié est déterminée par celle de ses « frais de production ».

Qu'est ce que le salaire ? Le salaire serait-il l'expression monétaire de la valeur du produit réalisé par l'ouvrier comme le clame les économistes bourgeois ? Non, c'est là un mensonge. Le salaire, c'est l'expression monétaire de la valeur de la force de travail :

« Qu'est-ce donc que la *valeur de la force de travail* ? Exactement comme celle de toute autre marchandise, sa valeur est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production. La force de travail d'un homme ne consiste que dans son individualité vivante. Pour pouvoir se développer et entretenir sa vie, il faut qu'il consomme une quantité déterminée de moyens de subsistance. Mais l'individu, comme la machine, s'use, et il faut le remplacer par un autre. Outre la quantité d'objets de nécessité courante dont il a besoin pour *sa propre* subsistance, il lui faut une autre quantité de ces mêmes denrées de première nécessité pour élever un certain nombre d'enfants qui puissent le remplacer sur le marché du travail et y perpétuer la race des travailleurs. De plus, pour le développement de sa force de travail et l'acquisition d'une certaine habileté, il faut qu'il dépense encore une nouvelle somme de valeurs. Pour notre objet, il nous suffira de considérer le travail *moyen* dont les frais de formation et de perfectionnement sont des grandeurs infimes. Mais je n'en veux pas moins profiter de l'occasion pour constater que les frais de production des forces de travail de qualités diverses diffèrent exactement de la même façon que les valeurs des forces de travail employées dans les diverses industries ».³⁵⁰

« Je pourrais répondre de façon générale et vous dire que le *prix du marché* du travail, de même que celui de toutes les autres marchandises, s'adaptera, à la longue, à sa *valeur* ; que, par conséquent, en dépit de toute hausse et de toute baisse, et quoi que fasse l'ouvrier, il ne recevra finalement en moyenne que la valeur de son travail, qui se résout dans la valeur de sa force de travail, laquelle est déterminée, à son tour, par la valeur des moyens de subsistance nécessaires à sa conservation et à sa reproduction, et dont la valeur est finalement réglée par la quantité de travail qu'exige leur production. Mais il y a quelques circonstances particulières qui distinguent la *valeur de la force de travail*, la *valeur du travail*, des valeurs de toutes les autres marchandises. La valeur de la force de travail est formée de deux éléments dont l'un est purement physique et l'autre historique ou social. Sa *limite ultime* est déterminée par l'élément *physique*, c'est-à-dire que, pour

subsister et se reproduire, pour prolonger son existence physique, il faut que la classe ouvrière reçoive les moyens de subsistance indispensables pour vivre et se multiplier. La *valeur* de ces moyens de subsistance de nécessité absolue constitue par conséquent la limite ultime de la *valeur du travail*. (...) Parallèlement à cet élément purement physiologique, la valeur du travail est déterminée dans chaque pays par un *standard de vie traditionnel*. Celui-ci ne consiste pas seulement dans l'existence physique, mais dans la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés ». ³⁵¹

Le salaire, c'est l'expression monétaire de la valeur de la force de travail, en bref, la valeur des moyens de subsistance et des besoins sociaux dont le travailleur a besoin pour se conserver en tant que travailleur et perpétuer sa race. Le capitaliste ne paie donc pas la valeur du travail réalisé par l'ouvrier.

Que l'ouvrier, dans des conditions de productivité du travail déterminées, n'ait besoin de travailler que 3 heures par jour pour compenser la valeur des moyens de subsistance nécessaire à la conservation et à la reproduction de sa force de travail, cela ne l'empêche nullement de travailler 6, 8 ou même 10 heures par jour. L'excédent de travail fourni par l'ouvrier, une fois atteint le temps de compensation de la valeur de sa force de travail, est la source du **profit**.

« Quelle est donc la loi générale qui détermine la baisse et la hausse du salaire et du profit considérés dans leur relation de réciprocité ? Ils sont en rapport inverse. La valeur d'échange du capital, le profit, augmente dans la proportion même où diminue celle du travail, le salaire journalier, et réciproquement. Le profit croît dans la mesure où le salaire baisse ; il baisse dans la mesure où le salaire monte ». ³⁵²

C'est de là que provient la tendance innée du capitaliste à prolonger la journée de travail, et cela n'a pas d'autre but que d'augmenter la partie de la journée où l'ouvrier travaille gratuitement. En conséquence de quoi :

« Le capital ne s'inquiète point de la durée [de vie] de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée. Et il atteint son but en abrégant la durée de vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité ». ³⁵³

Nous avons donc vu comment se formait la valeur d'une marchandise en général, et la valeur d'une marchandise particulière : la force de travail. La base de la formation de la valeur d'une marchandise repose sur le quantum de travail social cristallisé en elle. Vu sous cet angle, qu'est ce que l'argent ? L'argent, qui matérialise un rapport de proportionnalité entre deux marchandises de valeurs identiques ou différentes, matérialise donc un rapport entre des quantités de travail social.

L'argent n'est donc ni plus ni moins que la matérialisation d'un rapport *social*, entre vendeurs et acheteurs de marchandises, entre capitalistes et travailleurs.

A la théorie Ricardo-marxienne de la valeur-travail, les économistes vulgaires des XIX^e et XX^e siècles opposèrent plusieurs autres théories en vue de la réfuter, notamment la théorie de l'offre et de la demande et la théorie de l'utilité marginale.

« Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, au fur et à mesure que les idées du marxisme se propageaient, la bourgeoisie a eu besoin, pour les combattre, de recourir à de nouveaux moyens idéologiques. On vit alors apparaître sur la scène *l'école autrichienne*. L'appellation de cette école est liée au fait que ses principaux représentants — *K. Menger, F. Wieser et E. Böhm-Bawerk* — étaient professeurs dans des universités autrichiennes. Contrairement à l'orientation historique, les tenants de l'école autrichienne reconnaissait pour la forme la nécessité d'étudier les lois économiques, mais, pour présenter le régime capitaliste sous un jour plus favorable et en assumer la défense, ils reportèrent la recherche de ces lois, de la sphère des rapports sociaux dans le domaine psychologique subjectif, c'est-à-dire qu'ils suivirent la voie de l'idéalisme. En ce qui concerne la théorie de la valeur, l'école autrichienne émit le principe dit de « l'utilité marginale ». Conformément à ce principe, la valeur de la marchandise est déterminée non pas simplement par son utilité, ainsi que l'affirmaient auparavant certains économistes vulgaires, mais par son utilité marginale, c'est-à-dire par l'appréciation subjective de l'utilité d'une unité de marchandise qui satisfait un des besoins les moins essentiels de l'individu. En réalité, cette théorie n'explique rien. Il est tout à fait évident, par exemple, que l'estimation subjective d'un kilogramme de pain est foncièrement différente chez un bourgeois rassasié et chez un chômeur affamé ; mais cependant tous deux paient le pain le même prix ».³⁵⁴

Concernant la théorie de l'offre et de la demande, les économistes bourgeois sont tombés dans une erreur grossière : ils affirment que le prix d'une marchandise est déterminé par le rapport entre l'offre et la demande et non pas par le quantum de travail cristallisé en elle.

C'est là confondre les oscillations du prix d'une marchandise avec ce qui forme la base de la valeur de cette marchandise.

La théorie de la valeur-travail explique que le prix d'une marchandise se ramène en définitive à ses frais de production qui ne sont en eux-mêmes que la matérialisation d'un travail social accumulé.

Le rapport entre l'offre et la demande ne détermine pas la valeur d'une marchandise, mais seulement les oscillations du prix d'une marchandise autour de son prix "naturel".

« L'offre et la demande ne règlent pas autre chose que les *fluctuations* momentanées des prix du marché. Elles vous expliqueront pourquoi le prix du marché pour une marchandise s'élève au-dessus ou descend au-dessous de sa *valeur*, mais elles ne peuvent jamais expliquer cette *valeur* elle-même. Supposons que l'offre et la demande s'équilibrent ou, comme disent les économistes, se couvrent réciproquement. Eh bien ! au moment même où ces forces antagonistes sont d'égale puissance, elles s'annihilent réciproquement et cessent d'agir dans un sens ou dans un autre. Au moment où l'offre et la demande s'équilibrent et par conséquent cessent d'agir, le *prix du marché* pour une marchandise coïncide avec sa *valeur réelle*, avec le prix fondamental autour duquel oscille son prix sur le marché. Lorsque nous recherchons la nature de cette *valeur*, nous n'avons pas à nous préoccuper des effets passagers de l'offre et de la demande sur les prix du marché. Cela est vrai pour les salaires comme pour le prix de toutes les autres marchandises ». ³⁵⁵

« Que va-t-il arriver si le prix d'une marchandise monte ? Les capitaux vont être jetés en masse dans l'industrie qui prospère, et cet afflux de capitaux en terrain favorable persistera jusqu'au moment où les gains y reviendront à la normale ; ou plutôt jusqu'au moment où la surproduction fera tomber le prix de ces produits au-dessous de ses frais de production. Inversement, si le prix d'une marchandise tombe au-dessous de ses frais de production, les capitaux vont se retirer de ce secteur. De sorte que, mise à part le cas où une industrie est tombée en désuétude et appelée à disparaître, cette fuite des capitaux va faire décroître la production de cette marchandise jusqu'au point où l'offre correspondra à nouveau à la demande. Le prix se relèvera au niveau de ses frais de production ; ou plus exactement, quand l'offre sera à nouveau inférieure à la demande, autrement dit, quand le prix dépassera à nouveau les frais de production : car **le prix courant d'une marchandise est toujours supérieur ou inférieur à ses frais de production**. Nous voyons ainsi les capitaux se déplacer incessamment d'une industrie à une autre, un prix élevé provoquant un trop fort afflux, et un bas prix, un trop fort reflux ». ³⁵⁶

Les économistes vulgaires qui s'efforcent de réfuter la théorie de la valeur-travail de Marx, arguent le fait que sa loi sur la paupérisation du prolétariat ne s'est pas vérifiée, que les travailleurs aujourd'hui ont vu leur niveau de vie augmenter.

Outre le fait que cette amélioration du niveau de vie s'est appuyée sur le pillage et l'exploitation des pays hypocritement nommés "pays en voie de développement", c'est évidemment faire l'impasse sur un "détail", à savoir les attaques incessantes du capital contre le niveau de vie des travailleurs et leurs acquis conquis de haute lutte, attaques qui sont aujourd'hui d'une actualité immédiate dans tous les pays industrialisés, puisqu'elles tendent justement à abaisser le niveau de vie des travailleurs afin de diminuer le coût de leur force de travail.

« En ce qui concerne la *limitation de la journée de travail* en Angleterre ainsi que dans tous les autres pays, elle n'a jamais été réglée autrement que par *l'intervention législative*. Sans la pression constante des ouvriers, agissant du dehors, jamais cette intervention ne se serait produite. En tout cas, le résultat n'aurait pas été obtenu par des accords privés entre les ouvriers et les capitalistes. Cette nécessité même d'une *action politique générale* est la preuve que, dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort ».³⁵⁷

Marx disait du travail salarié qu'il reproduit le capitaliste en tant que capitaliste et le travailleur en tant que travailleur : en effet, le travailleur est toujours vendeur d'une seule sorte d'une marchandise : sa force de travail, tandis que le capitaliste, qui est toujours le propriétaire du produit social, est le vendeur des moyens de subsistance nécessaires à la conservation et à la reproduction de la force de travail du travailleur.

Placé dans les conditions de la concurrence qui pousse les entreprises à diminuer les frais de production des marchandises (et donc de la marchandise « force de travail »), ce rapport de dépendance du travail vis-à-vis du capital s'aggrave, la tendance du salaire est à la baisse et le joug de l'exploitation salariée se renforce.

Ainsi à l'un des pôles de la société, on voit la richesse s'accumuler entre un nombre de mains de plus en plus réduites (du fait que la concurrence ruine et prolétarise les petits et moyens capitalistes incapables de maintenir la rentabilité de leurs entreprises quand il faut jeter des masses de capitaux de plus en plus fantastiques pour arriver à suivre la course ininterrompue aux marchés, car il n'est pas d'autre moyen pour se les accaparer que de proposer la marchandise moins cher que ses concurrents, donc de disposer d'une productivité du travail plus élevée, et donc d'un coûteux machinisme de plus en plus gourmand en capitaux), tandis qu'à l'autre pôle c'est la pauvreté et le chômage qui s'accumulent chez les masses laborieuses.

« L'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement, donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, sont plus considérables... La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail... Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste ».³⁵⁸

C'est dans ce sens que Staline disait :

« Mais pour avoir développé les forces productives dans des proportions gigantesques, le capitalisme s'est empêtré dans des contradictions insolubles pour lui. En produisant des quantités de plus en plus grandes de marchandises et en en diminuant les prix, le capitalisme aggrave la concurrence, ruine la masse des petits et moyens propriétaires privés, les réduit à l'état de prolétaires et diminue leur pouvoir d'achat ; le résultat est que l'écoulement des marchandises fabriquées devient impossible. En élargissant la production et en groupant dans d'immenses fabriques et usines des millions d'ouvriers, le capitalisme confère au processus de production un caractère social et mine par là même sa propre base ; car le caractère social du processus de production exige la propriété sociale des moyens de production ; or, la propriété des moyens de production demeure une propriété privée, capitaliste, incompatible avec le caractère social du processus de production. Ce sont ces contradictions irréconciliables entre le caractère des forces productives et les rapports de production qui se manifestent dans les crises périodiques de surproduction ; les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont responsables eux-mêmes, sont obligés de brûler des denrées, d'anéantir des marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, de détruire les forces productives, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim, non parce qu'on manque de marchandises, mais parce qu'on en a trop produit. Cela signifie que les rapports de production capitalistes ne correspondent plus à l'état des forces productives de la société et sont entrés en contradiction insoluble avec elles. Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution, appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste. Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploiters et exploités est le trait essentiel du régime capitaliste ».³⁵⁹

IV – Salaires, prix et plus-value : les « vraies lois »

Nous aborderons succinctement dans ce paragraphe les théories de Jacques Généreux concernant trois points principaux : 1° le prix des marchandises, la théorie de la valeur-travail et de la plus-value, 2° la concurrence et 3° les crises.

1° le prix des marchandises, la théorie de la valeur-travail et de la plus-value.

Jacques Généreux, s'il n'est pas avare de son encre quand il s'agit de discuter les thèses des économistes vulgaires, se montre en revanche très économe de celle-ci quand il traite par exemple de la théorie de la valeur-travail.

A quoi bon en effet, avoue-t-il lui-même, puisque « la nature de la valeur » « ne fait pas vraiment débat » parmi les économistes.

Ceci étant, Jacques Généreux évite ainsi soigneusement d'avoir à nous donner une explication censée sur la formation de la valeur puisque « Karl Marx sera le seul à vraiment contester cette vision en reconnaissant dans le travail la substance de la valeur ». ³⁶⁰

C'est ainsi que Jacques Généreux, dénonçant les « explications monistes de la valeur » (par lesquelles il entend la « dérive scientiste » du « communisme »), nous raconte que

« chez Adam Smith par exemple, le « profit » apparaît comme un « prélèvement » sur la valeur engendrée par le travail, ce qui ouvre directement la voie à la théorie de l'exploitation qui sera développée par Karl Marx : puisque toute la valeur vient du seul travail, le capitaliste n'ajoute aucune valeur ; par conséquent le profit de ce dernier est assimilable à un vol, qui n'est possible qu'en raison du pouvoir de domination que confère la propriété des moyens de production. Toutes les explications monistes de la valeur, qui en cherchent la substance dans un seul facteur de production, aboutissent naturellement à considérer comme inutiles ou nuisibles tous les autres facteurs. Selon le facteur privilégié, on conclut ainsi que les commerçants ou les fonctionnaires sont des parasites, les capitalistes des voleurs, l'État un prédateur de la richesse nationale, etc. ». ³⁶¹

Quelle abomination que cette théorie de la valeur-travail qui aboutit directement à la théorie de l'exploitation !!! (Avec tous les éléments subversifs qui en découlent logiquement, à l'instar de la lutte de classe et la dictature du prolétariat !)

En guise d'explication sur la formation de la valeur des marchandises, Jacques Généreux nous raconte la fable de « l'utilité marginale » dont nous avons parlé au paragraphe précédent. Finalement, concluant ses élucubrations subjectivistes sur la valeur, Jacques Généreux décide de nous conter une des histoires dont il a le secret :

Jacques Généreux, se remémorant une histoire authentique qu'il a vécu sur le Marché de Douala au Cameroun, s'étonne de la pratique du « palabre » et du « marchandage » (*qui consiste comme tout habitant censé le sait à l'exception de notre économiste en herbe, à vendre plus cher aux touristes qu'à la population locale un même produit !*)

« Devant ce paradoxe économique, je ne pouvais réprimer un réflexe d'économiste cynique. L'énigme apparente du marchandage avait deux solutions évidentes, pensais-je. 1) Le marchand surestimait le prix de départ en sorte de parvenir à son vrai prix d'offre après marchandage. 2) Le cadeau final était un investissement commercial visant à fidéliser le client. Mais pourquoi dépenser tant d'énergie pour un résultat qui serait atteint plus vite et aussi sûrement en annonçant d'emblée le dernier prix comme dans n'importe quel magasin ? Et pourquoi, tout économiste cynique que j'étais,

je ne pouvais m'empêcher de trouver un charme particulier à ces échanges ?
Il fallait bien se rendre à cette autre évidence : il se passait là autre chose qu'un simple troc de monnaie contre tomates ».³⁶²

M^r Généreux voit du cynisme là où nous, nous ne voyons que de la bêtise sans fond et les lamentables illusions d'un économiste vulgaire en plein exercice pratique ! M^r Généreux, le cynisme n'est pas là où vous croyez ! Nous vous en apporterons la preuve tout à l'heure !

2° la concurrence.

Il nous faut tout d'abord souligner que selon Jacques Généreux,

« le concept même de concurrence ne commencera [à] être vraiment employé, puis analysé par les économistes que très tardivement – pour l'essentiel au 20^{ème} siècle seulement ».³⁶³

Nous ignorons si Jacques Généreux débite de telles inepties dans le but de cacher sa filiation et son plagiat éhonté de M^r Proudhon, ou si c'est seulement l'ignorance crasse "héritée" de l'économisme vulgaire qui en est responsable.

L'économie vulgaire ne s'est en effet décidée à ouvrir les yeux et à se pencher "sérieusement" sur les méfaits de la concurrence que consécutivement à quelques "grosses bourdes" résultant de la concurrence tel que la Première guerre mondiale et tel que la crise économique de 1929-1933 dont il était très difficile pour la bourgeoisie de nier le caractère mondial et durable qui faisait contraste avec le caractère "localisé" et "temporaire" des crises précédentes comme aiment à dire les économistes vulgaires soucieux de farder le capitalisme.

Nous mettons donc en regard la critique de la concurrence faites par Jacques Généreux et M^r Proudhon.

Voici le "vilain" côté de la concurrence selon Jacques Généreux :

« L'expérience récente des ouvertures de marchés à la concurrence et des dérégulations de marchés précédemment réglementés est également édifiante. Pour ne prendre que quelques exemples très récents, signalons les trains qui déraillent au Royaume-Uni, la pénurie et les prix exorbitants de l'électricité en Californie, les crises à répétition sur les marchés financiers qui ruinent plus sûrement les petits entrepreneurs et les ménages des pays pauvres que les spéculateurs, etc. (...) Il est enfin un coût social d'une concurrence excessive invisible à court terme et pourtant tragique à long terme : le délitement progressif du lien social et de la citoyenneté. Le développement de la crise du politique et de la citoyenneté — que tout le monde reconnaît désormais — a coïncidé avec l'intensification de la compétition entre les nations comme entre les individus, engendrée par la globalisation des marchés et leur déréglementation ».³⁶⁴

« Dans un contexte de guerre économique, le *laisser-passer* des biens n'est supportable pour les entreprises que si on *les laisse faire*. Mais la conjonction de ces deux libertés est insoutenable pour la société ». ³⁶⁵

Et maintenant, voici le « vilain » côté de la concurrence selon M^r Proudhon :

« Passons maintenant au vilain côté, c'est-à-dire au côté négatif de la concurrence, à ce qu'elle a de destructif, de subversif, de qualités malfaisantes. Le tableau que nous en fait M. Proudhon a quelque chose de lugubre. La concurrence engendre la misère, elle fomente la guerre civile, elle "change les zones naturelles", confond les nationalités, trouble les familles, corrompt la conscience publique, "bouleverse les notions de l'équité, de la justice", de la morale, et, ce qui est pire, elle détruit le commerce probe et libre et ne donne pas même en compensation la valeur synthétique, le prix fixe et honnête. Elle désenchante tout le monde, même les économistes. Elle pousse les choses jusqu'à se détruire elle-même. D'après tout ce que M. Proudhon en dit de mal, peut-il y avoir, pour les rapports de la société bourgeoise, pour ses principes et ses illusions, un élément plus dissolvant, plus destructif que la concurrence ? » ³⁶⁶

Comment Marx expliquait-il la concurrence ? (qui pour Jacques Généreux n'avait jamais été sérieusement analysée avant le 20^{ème} siècle !)

« Notons bien que la concurrence devient toujours plus destructive pour les rapports bourgeois, à mesure qu'elle excite à une création fébrile de nouvelles forces productives, c'est-à-dire des conditions matérielles d'une société nouvelle. Sous ce rapport, du moins, le mauvais côté de la concurrence aurait son bon. Dans la vie pratique, on trouve non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur synthèse, qui n'est pas une formule, mais un mouvement. Le monopole produit la concurrence, la concurrence produit le monopole. Les monopoleurs se font de la concurrence, les concurrents deviennent monopoleurs. Si les monopoleurs restreignent la concurrence entre eux par des associations partielles, la concurrence s'accroît parmi les ouvriers ; et plus la masse des prolétaires s'accroît vis-à-vis des monopoleurs d'une nation, plus la concurrence devient effrénée entre les monopoleurs des différentes nations. La synthèse est telle, que le monopole ne peut se maintenir qu'en passant continuellement par la lutte de la concurrence ». ³⁶⁷

Jacques Généreux est tout étonné du fait que contrairement à *l'idée qu'il se fait de la concurrence*, la concurrence *réelle*, loin d'être pure, aboutit à des paradoxes tel que la « rationalité individuelle » (l'organisation rationnelle de la production dans les entreprises privées) en arrive à « induire la folie collective » (l'anarchie économique, le chômage et les crises dans la société) ! ³⁶⁸

« La société toute entière a cela de commun avec l'intérieur d'un atelier, qu'elle aussi a sa division du travail. Si l'on prenait pour modèle la division du travail dans un atelier moderne, pour en faire l'application à une société

entière, la société la mieux organisée pour la production des richesses serait incontestablement celle qui n'aurait qu'un seul entrepreneur en chef, distribuant la besogne selon une règle arrêtée d'avance aux divers membres de la communauté. Mais il n'en est point ainsi. Tandis que dans l'intérieur de l'atelier moderne la division du travail est minutieusement réglée par l'autorité de l'entrepreneur, la société moderne n'a d'autre règle, d'autre autorité, pour distribuer le travail, que la libre concurrence ». ³⁶⁹

Pour remédier aux problèmes posés par la concurrence *dans la réalité* de la société capitaliste, Jacques Généreux nous parle de son *idéal* de « concurrence pure » qui pour rester « pure » n'a besoin que d'une chose : que les marchés restent « contestables ». Par « contestables », Jacques Généreux entend le fait que le marché doit rester dans un cadre où la libre concurrence n'est pas dévorée par une poignée de gros monopoles !

« Le voilà donc qui tourne autour du pot, moud du vent et sautille de droite à gauche ; voilà d'où viennent ces arlequinades, épisodes, diversions, répétitions et confusions étourdissantes ! Ce ne sont que les contorsions et les gesticulations embarrassées du charlatan qui se prend à son propre piège et essaie vainement de s'en dégager ». ³⁷⁰

Jacques Généreux, qui n'a nullement compris le fait que la contradiction principale au sein de la société capitaliste se trouvait entre le travail et le capital, entre le mode de production (social), et le mode d'appropriation du produit social (qui reste privé), n'arrive naturellement pas à s'expliquer les multiples « paradoxes » que pose cette satanée concurrence à son entendement. Il en vient ainsi à opposer « le marché » à « la société », hors que la société humaine n'est plus qu'un gigantesque marché concurrentiel où celui qui ne trouve pas d'acheteur pour sa force de travail est condamné à être mis en marge ou exclu de la société humaine !

Dans un accès de désespoir face à la dure réalité sociale engendrée par la concurrence, Jacques Généreux s'exclame :

« Partout où les liens sociaux se distendent, où la légitimité et la crédibilité du politique se délitent, nous nous exposons à rester prisonniers de nos dilemmes. C'est aussi le cas quand le dilemme concerne des biens publics à l'échelle mondiale (sécurité internationale, climat, biodiversité, etc.) où ne prévaut aucune autorité politique susceptible d'imposer les solutions coopératives. Mais c'est déjà un grand pas en avant que de ne plus nous méprendre sur ce qui nous manque et que nous devons chercher : *non pas moins mais davantage de politique et de règles*, non pas plus de compétition solitaire mais plus de coopération solidaire ». ³⁷¹

Jacques Généreux voudrait il par là abolir la « libre concurrence » au profit de la coopération communiste ? Ou bien croit-il que la coopération soit possible sur la base d'une société fondée sur la propriété privée des moyens

de production ? Jacques Généreux a-t-il conscience où cela risquerait de l'amener s'il en venait à pousser son raisonnement jusqu'au bout ?

« Enfin, il est caractéristique de la théorie de M. List, comme de toute la bourgeoisie allemande, qu'elle soit partout obligée, pour défendre ses désirs d'exploitation, de recourir à des phrases « socialistes » et donc de s'accrocher avec la dernière énergie à une illusion que l'on a réfutée depuis longtemps. Nous montrerons çà et là que les phrases de M. List, si l'on en déduit les conséquences, sont *communistes*. Nous sommes, certes, bien loin de reprocher leur communisme à M. List et à sa bourgeoisie allemande, mais nous tenons là une nouvelle preuve de la faiblesse intrinsèque, du mensonge et de l'infâme hypocrisie du bourgeois « débonnaire » et « idéaliste » ». ³⁷²

3° les crises.

Pour Jacques Généreux la solution pour régler tous les maux de la société capitaliste, c'est le keynésianisme, car après le « large succès du keynésianisme dès la fin des années 30 », le « consensus keynésien » des années 40-60 et l'effondrement de la « fable monétariste » des années 70-90, Jacques Généreux s'exclame que le « bienfait » des politiques keynésiennes a été largement prouvé et qu'il est grand temps d'en revenir à Keynes !!!

Jacques Généreux, comme on raconte une histoire aux enfants le soir, a décidé de nous raconter l'histoire de la « vraie » pensée économique. Ce qu'il nous raconte à travers son ouvrage, c'est une histoire des courants de la pensée économique vulgaire, complètement détachée de l'histoire matérielle de la société, et qui ignore bien entendu superbement les circonstances historiques *bassement matérielles* qui expliquent ces retournements.

Tout d'abord, nous tenons formellement à nier le « succès » du keynésianisme pour juguler la crise économique de 1929-1933. La crise économique de 1929-1933 a été suivie d'une autre crise d'ampleur internationale en 1937-1938 qui éclata à nouveau aux Etats-Unis.

Volume de la production industrielle (1929 = 100) ³⁷³	1934	1935	1936	1937	1938
Etats-Unis	66.4	75.6	88.1	92.2	72.0
Angleterre	98.8	105.8	115.9	123.7	112.0
France	71.0	67.4	79.3	82.8	70.0
Italie	80.0	93.8	87.5	99.6	96.0
Allemagne	79.8	94.0	106.3	117.2	125.0
Japon	128.7	141.8	151.1	170.8	165.0
URSS	238.3	293.4	382.3	424.0	477.0

Comment dès lors parler sérieusement de succès à moins d'admettre que la politique keynésienne visant à augmenter les dépenses d'armement au frais du budget de l'Etat, donc la militarisation de l'économie, soit une bonne chose ? Et que dire des pays aux mains des fascistes qui ont appliqué avec le plus grand zèle les préceptes keynésiens pour relancer leur économie ruinée par la crise générale des années 30 !!!

Qu'est-ce qui a sorti l'économie capitaliste de la crise sinon la Seconde Guerre Mondiale et les agressions impérialistes dans l'immédiate après guerre en Grèce et en Corée ?! Quels beaux succès, M^r Généreux !!! Décidément, il est difficile de se montrer plus servile que vous à l'égard de l'impérialisme !

Et pourquoi occulter le fait que l'abandon de la politique keynésienne au cours des années 70 était le fait du surendettement des Etats impérialistes et de la profonde crise énergétique qui débutait avec le choc pétrolier de 1973 ???

Quelles belles « alternatives économiques » vous nous préparez là !!!

« Au cours de la crise générale du capitalisme, où le problème des marchés a pris une acuité sans précédent, où les crises économiques se sont multipliées et aggravées, où le chômage massif est devenu permanent, des théories diverses ont cherché à faire croire à la possibilité d'assurer le « plein emploi », de supprimer l'anarchie de la production et les crises tout en conservant le régime capitaliste. La théorie que l'économiste anglais *J. M. Keynes* (1883-1946) a exposée dans un ouvrage intitulé : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) a eu une large diffusion parmi les économistes bourgeois. Tout en estompant les causes réelles du chômage massif permanent et des crises en régime capitaliste, Keynes s'applique à démontrer que ces « déficiences » de la société bourgeoise sont dues non pas à la nature du capitalisme, mais à la mentalité des hommes. Keynes affirme que le chômage résulte de la demande insuffisante en objets de consommation personnelle et industrielle. L'insuffisance de la demande en objets de consommation personnelle serait due à la tendance inhérente aux hommes à épargner une partie de leur revenu, et la demande insuffisante pour les objets de consommation industrielle au relâchement de l'intérêt des capitalistes pour le placement de leurs capitaux dans les différentes branches de l'économie par suite de l'abaissement général de la « rentabilité du capital ». Pour augmenter l'emploi de la population, affirme Keynes, il est nécessaire d'accroître les investissements, ce pour quoi l'Etat doit, d'une part, assurer une plus grande rentabilité aux capitaux en diminuant le salaire réel de l'ouvrier, moyennant l'inflation et l'abaissement du taux d'intérêt pour les prêts, et, d'autre part, effectuer de grands investissements sur le compte du budget. Pour élargir la demande en objets de consommation, Keynes recommande l'accroissement de la consommation

parasite et du gaspillage des classes régnautes, l'augmentation des dépenses consacrées à des fins militaires et des autres dépenses improductives de l'Etat. La théorie de Keynes n'est pas fondée. L'insuffisance de la demande en objets de consommation est due non point à une mythique « tendance des hommes à l'épargne », mais à l'appauvrissement des travailleurs. Les mesures proposées par Keynes soi-disant pour assurer le plein emploi de la population — inflation, augmentation des dépenses improductives pour la préparation et la conduite des guerres — conduisent en réalité à un nouvel abaissement du niveau de vie des travailleurs, à la contraction du marché et à l'extension du chômage. La théorie de Keynes est largement utilisée aujourd'hui sous une forme ou sous une autre par les économistes bourgeois, ainsi que par les socialistes de droite d'une série de pays capitalistes ». ³⁷⁴

V – Les impôts

Jacques Généreux, qui n'est pas à une "approximation" près quand il traite d'économie politique, s'exclame avec la fierté du juste :

« Dès 1776, Adam Smith, en qui les néolibéraux reconnaissent le chantre du marché libre, faisait un éloge de l'impôt juste et efficace que ne renierait pas aujourd'hui un socialiste pur et dur ». ³⁷⁵

Jacques Généreux, dont nous ne doutons pas qu'il soit lui-même « un socialiste pur et dur » (autant que peut l'être un petit-bourgeois, cela s'entend), risque bien de faire très peur aux libertariens, ces derniers mohicans qui croient encore aux harmonies économiques innées de la production marchande. Quoiqu'il en soit, notre « socialiste pur et dur » marche là encore sur les traces de Proudhon. Cette conception "originale" de l'impôt tient à sa croyance aveugle en la démocratie bourgeoise et au mythe de l'Etat redistributeur.

Nous sommes d'accord quant au fond pour dire que l'Etat capitaliste est bien un Etat redistributeur, mais nous nions absolument le fait que cette distribution se fasse dans le sens d'une plus grande justice et à plus forte raison encore que l'impôt ait été établi en vue d'une société égalitaire. Il suffira de remarquer les impôts iniques pesant sur les travailleurs et auxquels ils ne peuvent se soustraire, alors que les entreprises et les grosses fortunes bénéficient de multiples mesures de dégrèvement fiscal ou "d'incitations" à l'embauche.

Prenons l'exemple de la TVA, qui constitue l'un des impôts les plus importants en terme de recettes pour l'Etat capitaliste et que le consommateur paie lorsqu'il achète une marchandise quelconque, cette taxe est dégrévée quant il s'agit d'achats de marchandises destinés aux entreprises. La dessus, les zéloteurs de l'économie vulgaire répliqueront aux

travailleurs : nous sommes en démocratie, et nous, patrons et banquiers, payons également ces taxes quand nous dépensons joyeusement la sueur que nous vous avons extorquée en champagnes, yachts et caviars !!!

Qui peut ignorer cela quant on voit le talent et la roublardise mis en œuvre par les classes possédantes pour se dérober au fisc ?! Mais il n'en reste pas moins que prise dans leur ensemble, la classes des possédants, de par le fait qu'elle tient en main la quasi-totalité de la production sociale, et qu'elle n'en consomme qu'une faible partie, n'en est pas moins gagnante et intéressée au maintien, voir au renforcement d'un tel impôt indirect dont le coût, directement intégré au prix de la marchandise, donc d'une certaine manière "caché", retombe dans sa plus grande proportion directement sur les épaules des masses laborieuses ! Et c'est bien pour cela que Chirac, ce valet de la bourgeoisie monopoliste française, avait augmenté cette TVA sans que l'on entende la moindre protestation venant du MEDEF !

Un autre exemple nous est fourni dans le temps présent sur le caractère des mesures prises par l'Etat capitaliste alors que la crise de l'énergie s'exacerbe : quand les entreprises réclament une baisse du prix du pétrole, l'Etat capitaliste, lorsqu'il l'accorde, ne décide nullement de baisser le prix à sa source, c'est-à-dire en renonçant aux taxes qu'il perçoit sur le pétrole en proportion du prix d'importation de ce dernier. L'Etat capitaliste décide d'un dégrèvement en retour aux entreprises (tel que pour la TVA), donc après la vente de leurs marchandises. Sur qui pèse donc ce genre de cadeaux aux entreprises ? Sur les consommateurs, et donc pour l'essentiel sur les masses laborieuses.

Cela suffit pour montrer ce qu'il en est des impôts dans l'entendement de Mr Généreux, qui de la même façon qu'il fait d'un bourgeois lucide un socialiste « pur un dur », nous affirme le plus sérieusement du monde que

« le Saint des Saints de la théorie de l'équilibre général — Léon Walras — se révèle socialiste et préconise la nationalisation des terres ! »³⁷⁶

Que la nationalisation des terres puisse être un moyen envisagé par l'Etat bourgeois pour s'approprier la rente foncière, et par la bourgeoisie industrielle pour affranchir la terre des spéculateurs afin de diminuer le prix des produits agricoles, donc la valeur de la force de travail et par conséquent les salaires, c'est là quelque chose que Jacques Généreux ne soupçonne pas un seul instant !

Décidément, l'entendement de M^r Généreux sur ces questions n'est pas sans nous rappeler celui de notre bon Proudhon :

« Pour engendrer dialectiquement les *impôts* qui viennent après le *monopole*, M. Proudhon nous parle du génie social, qui, après avoir suivi

intrépidement sa route en zigzag, « après avoir marché d'un pas assuré, sans repentir et sans arrêt, arrivé à l'angle du monopole, porte en arrière un mélancolique regard, et après une réflexion profonde, frappe d'impôts tous les objets de la production, et crée toute une organisation administrative, afin que tous les emplois soient livrés au prolétariat et payés par les hommes du monopole. » Que dire de ce génie qui, étant à jeun, se promène en zigzag ? Et que dire de cette promenade qui n'aurait d'autre but que de démolir les bourgeois par les impôts, tandis que les impôts servent précisément à donner aux bourgeois les moyens de se conserver comme classe dominante ? »³⁷⁷

« L'existence économique de l'Etat, ce sont les impôts. L'existence économique du travailleur, c'est le salaire. Reste à déterminer : le rapport entre impôts et salaire. Le salaire moyen est nécessairement réduit, par la concurrence, au minimum, c'est-à-dire à un salaire qui permet aux travailleurs de faire traîner péniblement leur existence et l'existence de leur race. Les impôts forment une partie de ce minimum, car la tâche politique des travailleurs consiste précisément à payer des impôts ». ³⁷⁸

« Les impôts sont la base économique de la machine gouvernementale, et de rien d'autre. Dans l'Etat de l'avenir, tel qu'il existe en Suisse, cette revendication [de l'impôt progressif sur le revenu] est quasiment satisfaite. L'impôt sur le revenu suppose les différentes sources de revenus des différentes classes sociales et, par conséquent, la société capitaliste ». ³⁷⁹

[C'est l'Albanie socialiste qui a démontré dans la pratique la justesse de ces thèses de Marx : en novembre 1968, avec l'abolition de l'impôt sur le revenu, l'Albanie devenait le premier pays au monde où toutes les taxes et impôts étaient supprimés. Par là même était porté un coup mortel à l'économisme vulgaire qui voit dans les impôts des "embryons de socialisme".]

VI – Protectionnisme et libéralisme

Un tel débat pourrait apparaître au premier abord comme périmé, alors que "l'ultra-libéralisme" a triomphé et alors que Jacques Généreux souhaite au mieux en revenir à une "saine et libre concurrence", "régulée" certes, mais qui n'en serait pas moins libre : la régulation de la concurrence étant selon lui la condition indispensable à la sauvegarde de sa liberté ! Pensez donc ! Sans ceci, les monopoles "dévoieront la libre concurrence" !

Et pourtant, le protectionnisme est l'un des outils privilégiés des "ultra-libéraux" pour maintenir leur domination. Particulièrement caractéristique de ce fait est l'exemple du large protectionnisme des USA et de l'Union européenne dans le domaine de l'agriculture qu'ils subventionnent abondamment, alors que ces unions impérialistes imposent aux pays capitalistes plus faibles d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique la soumission

au "libre marché", sans leur permettre à eux d'user d'un quelconque protectionnisme pour sauver de la faillite leur économie !

Mais alors, si les "ultra-libéraux" eux-mêmes recourent au protectionnisme, quelle en est la signification réelle ? Pour répondre à cette question, à laquelle les petit-bourgeois de la trempe de Jacques Généreux s'abstiennent pudiquement de répondre et qu'ils fuient *comme le diable fuit l'eau bénite*, nous laisserons parler Marx :

« Le bourgeois dit : sur le plan intérieur, la théorie des valeurs d'échange conservera naturellement toute sa validité ; la majorité de la nation restera une simple « valeur d'échange », une « marchandise », une marchandise qui doit elle-même chercher preneur, qui n'est pas vendue mais se vend elle-même. Vis-à-vis de vous autres, prolétaires, et même entre nous, nous nous considérons mutuellement comme des valeurs d'échange, et la loi du *trafic* universel demeure valable. Mais à l'égard des autres nations, nous devons suspendre la loi. En tant que nation, nous ne pouvons pas nous vendre à d'autres. Du fait que la majorité des nations, « sans souci » des « conditions politiques des nations », est livrée aux lois du commerce, cette proposition n'a d'autre sens que celui-ci : nous autres, bourgeois allemands, nous ne voulons pas être exploités par le bourgeois anglais comme vous autres, prolétaires allemands, êtes exploités par nous, et comme nous nous exploitons à notre tour mutuellement. Nous ne voulons pas nous mettre à la merci de ces mêmes lois des valeurs d'échange auxquelles nous vous livrons. Nous ne voulons plus reconnaître à l'extérieur les lois économiques que nous reconnaissons à l'intérieur. Que veut donc le philistin allemand ? À l'intérieur, il veut être un *bourgeois*, un exploitateur, mais il refuse d'être exploité par rapport à l'extérieur. Par rapport à l'extérieur, il se pose orgueilleusement en « nation » et affirme : je ne me soumet pas aux lois de la concurrence, cela est contraire à ma dignité nationale ; comme nation, je suis un être au-dessus du trafic sordide ».³⁸⁰

La France a beau être une démocratie bourgeoise impérialiste "indépendante", il est des couches de la petite et moyenne bourgeoisies dont l'existence est menacée par "l'ultra-libéralisme" [incarné par les entreprises monopolistes], qui a dévoyé la libre concurrence et bouleversé toutes les illusions morales que la petite bourgeoisie entretient depuis des lustres !!! Car pour le reste, tout allait si bien depuis deux siècles (!) :

« Paradoxalement, le fait que les économies nationales se soient très longtemps développées dans un contexte de compétition internationale tempérée par des politiques commerciales et des réglementations a prédisposé les élites gouvernantes du Nord à promouvoir une libéralisation croissante des échanges sans s'inquiéter des régulations internationales qui devaient impérativement les accompagner. Deux siècles de régulation des marchés nous ont fait oublier les règles, comme ces éléments d'un décor éternellement familier auquel on ne prête plus attention ».³⁸¹

Quelles que soient les prétentions "humanistes" de Jacques Généreux et ses intentions subjectives, il se fait le porte-parole, non pas des travailleurs, mais de la petite et moyenne bourgeoisie qui croulent de plus en plus sous le joug de la grande bourgeoisie monopoliste.

« Le laisser-passer est concevable si chaque gouvernement interdit à ses producteurs de faire n'importe quoi, n'importe comment, s'il existe une communauté de vues entre les gouvernements sur les normes (sociales, sanitaires, environnementales) et sur le niveau des biens publics (et donc des impôts) qui paraissent souhaitables pour que l'économie de marché reste une économie humaine et équitable. En l'absence d'une telle communauté de vues et d'instances adaptées pour la mettre en œuvre, une nation qui se refuse à faire n'importe quoi n'a pas d'autre choix que de se protéger contre celles qui l'acceptent ». ³⁸²

C'est ce qui nous explique l'obstination de Jacques Généreux à vouloir en revenir à une économie capitaliste "bien régulée" où des lois seraient capables d'encadrer les monopoles, afin qu'ils ne puissent plus tailler en pièce la petite et moyenne propriété privée. Loin de vouloir passer au socialisme, l'altermondialisme veut en revenir à une concurrence qu'il estime bien "régulée". La petite bourgeoisie effrayée cherche à faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Jacques Généreux, nous l'affirme le plus sérieusement du monde : la concurrence a été « dévoyée en guerre économique » par ces diables de « néo-libéraux » aux commandes de ces satanées multinationales !

Quand à se demander comment sont nées ces multinationales et si ces multinationales ne sont pas elles-mêmes le produit de la libre concurrence, c'est une chose que Jacques Généreux est à cent lieues d'envisager.

Ah !!! Proudhon !!!

Jacques Généreux ne défend nullement une quelconque forme de "socialisme" ou "d'économie humaine" : ce qu'il défend, c'est un modèle régulé d'économie de marché.

La contradiction qui, tout comme l'ensemble du mouvement altermondialiste, l'oppose aux monopoles, est une contradiction au sein de la bourgeoisie : d'une part la petite-moyenne bourgeoisie avec ses intérêts nationaux, et d'autre part la grande bourgeoisie monopoliste avec ses intérêts supranationaux.

Voyez-vous la crise économique qui talonne l'impérialisme et qui pousse les monopoles à remettre en cause les acquis de la petite et moyenne bourgeoisie qu'ils avaient bien du s'efforcer de contenter tant que le communisme se faisait menaçant, et dont la disparition du spectre, l'URSS, a poussé à l'arrogance !!! ???

Sous cet angle, quelle est la signification de l'altermondialisme ? Sa signification, c'est celle de la petite et moyenne bourgeoisies qui réclament désespérément des droits protecteurs aux Etats impérialistes, instrument aux mains des monopoles, monopoles qui sont d'ailleurs eux-mêmes organisés au niveau supranational via la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC !!!

Par la bouche de Jacques Généreux, nous entendons la petite et moyenne bourgeoisie interpeller les dirigeants politiques à la solde des monopoles et s'exclamer : *"Ne voyez-vous donc pas le fait que l'arrogance sans borne des entreprises monopolistes finira par exacerber le démon du radicalisme qui finira par faire sauter tout l'ordre existant, et nous avec, si nous n'y prenons tous pas garde !!!"*

« Admettez un instant qu'il n'y ait plus de lois céréales, plus de douane, plus d'octroi, enfin que toutes les circonstances accidentelles auxquelles l'ouvrier peut encore s'en prendre, comme étant les causes de sa situation misérable, aient entièrement disparu, et vous aurez déchiré autant de voiles qui dérobent à ses yeux son véritable ennemi. Il verra que le capital devenu libre ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes ». ³⁸³

Là est le comique de la situation : la petite bourgeoisie « nationale » veut en revenir à une forme de protectionnisme économique et réclame des droits protecteurs à l'échelle internationale, tout autant pour la protéger de la grande bourgeoisie apatride (les "néo-libéraux" des autres pays ainsi que ses propres "néo-libéraux"), que pour réguler la concurrence et la rendre plus présentable aux yeux des travailleurs qui ont du mal à voir en elle autre chose que la cause de leurs misères !!!

Les petit-bourgeois et leurs intérêts "nationaux" se voient donc obligés de s'unir à l'échelle internationale pour essayer de briser le joug de l'oligarchie des monopoles internationaux et des cartels bancaires !!! Telle est la signification du caractère "internationaliste" du mouvement altermondialiste qui veut se doter de moyens de régulation à l'échelle internationale (tel la fameuse « taxe tobin »), capables de briser cette omnipotence du capital monopoliste !!!

Quant à de telles revendications, les communistes, pour leur part, ne pourront pas les appuyer puisqu'elles laisseraient croire à une réforme possible de l'impérialisme, à un retour possible à un modèle de capitalisme "humain". Nous concluons donc ce paragraphe avec Marx :

« Ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste. On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime. D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen

d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers, on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays. C'est pourquoi nous voyons que, dans les pays où la bourgeoisie commence à se faire valoir comme classe, en Allemagne par exemple, elle fait de grands efforts pour avoir des droits protecteurs. Ce sont pour elle des armes contre la féodalité et contre le gouvernement absolu, c'est pour elle un moyen de concentrer ses forces et de réaliser le libre-échange dans l'intérieur du même pays. Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange ».³⁸⁴

VII – La démocratie bourgeoise et la critique du communisme

Jacques Généreux, dans sa critique de la démocratie, estime utile de nous avertir de la portée des « reproches » formulés à l'encontre de la démocratie bourgeoise et profite de l'occasion pour nous refourguer un des sophismes dont il a le secret :

« Le lecteur risque ici de s'insurger en pensant qu'une telle avalanche de reproches à l'égard de la démocratie fait le jeu de non-démocrates. Mais il serait en cela victime d'un contresens. De même que les parents peuvent critiquer le comportement de leurs enfants parce qu'ils les aiment en vue d'améliorer leur comportement, la défense de la démocratie passe par une critique sans concession des dysfonctionnements des régimes politiques concrets que l'on nous présente à tort comme démocratiques ».³⁸⁵

Grands Dieux !!! Mais alors c'est la fin de la démocratie qui va crouler sous « l'avalanche de reproches » formulés par Jacques Généreux ???!!! Les démocraties occidentales ne seraient pas de véritables démocraties ??? Comment cela ???!!!

Plus sérieusement, Jacques Généreux aurait-il par là l'intention de démolir l'Etat bourgeois ?

Que la bourgeoisie se rassure, « l'avalanche de reproches » se ramène en tout et pour tout à quelques éboulis épars : Jacques Généreux, en excellent chasse-neige avait excellemment damé la piste !

Jacques Généreux, qui a réussi l'exploit de réduire à des proportions encore plus mesquines les critiques que les altermondialistes adressent habituellement à la démocratie bourgeoise, n'a nullement pour but de démolir l'Etat bourgeois, et cette critique « sans concession des dysfonctionnements des régimes politiques concrets que l'on nous présente

à tord comme démocratiques » se limite au seul fait que « les citoyens sont plus ou moins ignorants, dès lors que le débat public portent sur autre chose que les sujets qui les concernent le plus directement ou qui entre dans le domaine de leur compétence professionnelle » et que, « conséquence de cette ignorance, les citoyens peuvent demander n'importe quelle politique, la pire comme la meilleure, et ils peuvent être manipulés par la propagande ». ³⁸⁶

La critique que fait Jacques Généreux de la démocratie bourgeoise est une critique particulièrement **soft**, et Jacques Généreux, s'il veut bien admettre le fait que « des petits groupes de pression peuvent détourner l'action publique au profit d'intérêts catégoriels étroits au détriment d'autres groupes de citoyens bien plus larges » avec comme conséquence le fait que « les bureaucraties peuvent acquérir un certain pouvoir autonome par rapport au gouvernement et organiser à leur profit un gaspillage des deniers publics », ³⁸⁷ n'en arrive nullement à la conclusion que ces « petits groupes de pression » [les monopoles] sont les seuls responsables des dysfonctionnements de la démocratie bourgeoise :

« Dans une raison d'espérer (Pocket, 2000), nous avons démontré les mécanismes de l'horreur politique, c'est-à-dire la façon dont les stratégies électorales à courte vue peuvent engendrer l'horreur sociale que d'aucuns expliquent trop vite par un complot des seuls capitalistes ou des marchés financiers ». ³⁸⁸

On s'étonnera que Jacques Généreux traite avec tant de légèreté de ce problème de l'horreur sociale qu'il explique par des stratégies électorales à courte vue (!), lui qui reproche à « d'aucuns » (c'est-à-dire à nous, communistes), d'expliquer trop vite le chaos et l'anarchie de la société capitaliste par les seuls capitalistes et marchés financiers !

Mais les communistes ont-ils jamais affirmé autre chose que ceci : à savoir le fait que l'horreur sociale découle autant des capitalistes et des marchés financiers, que des lois économiques immuables régissant la production marchande et auxquels ils sont soumis.

Quant à ce qu'est « l'impérialisme », dont Lénine a donné une excellente analyse détaillée dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Jacques Généreux n'en a jamais entendu parler ! (Sans quoi il n'aurait jamais écrit son livre...)

« Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par

une poignée de pays « avancés ». Et le partage de ce « butin » se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre pour le partage de *leur* butin ». ³⁸⁹

A la vue des platitudes débitées par Jacques Généreux, nous ne pouvons qu'admirer la grande clairvoyance dont fit preuve Lénine lorsque, caractérisant la signification générale des reproches adressés par les petit-bourgeois à l'impérialisme, il affirmait que

« la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence « libre », « pacifique », « honnête » ». ³⁹⁰

Mais à quoi aboutit ce genre de "critique" petite-bourgeoise, sinon à farder l'impérialisme putréfié ???!!!

« Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme ». ³⁹¹

Hélas, Jacques Généreux ne fait pas partie de ces publicistes honnêtes de l'impérialisme : publiciste "voilé" sachant cacher sa servilité à l'égard de l'impérialisme, il excelle dans la fourberie et le cynisme masqués, comme nous le verrons au paragraphe suivant.

En résumé, cette fausse "critique" de la démocratie, provient bien sûr des illusions que nourrit Jacques Généreux à propos de l'Etat en général et de la démocratie bourgeoise [impérialiste] en particulier.

Que l'Etat soit un produit de contradictions de classes inconciliables, que l'Etat soit une machine d'oppression d'une classe sur une autre, c'est une chose que Jacques Généreux ne soupçonne pas un instant !!!

Ce n'est pas pour rien que quels que soient ses reproches à l'égard de l'Etat capitaliste, il en appelle malgré tout à l'Etat ! (ou pour le moins aux citoyens censés avoir prise sur lui). Ce n'est pas pour rien qu'il est l'ennemi déclaré de toute sorte de dictature – en particulier de celle du communisme « totalitaire » qui clame hautement la nécessité la dictature du prolétariat !

Enfin ce n'est pas pour rien que selon lui, une fois que les citoyens seront « parfaitement informés », alors ils seront « en mesure d'évaluer en toute rigueur l'ensemble des politique publiques » et alors ce sera « l'avènement

d'une vraie démocratie » qui n'aurait « pas grand-chose à voir avec la démocratie de marché aux voix que nous connaissons en réalité ». ³⁹²

On s'étonnera seulement, avec Jacques Généreux, que personne avant lui n'ait pensé à mettre en pratique de tels enseignements qui relèvent d'un "bon sens" qui n'est pas sans nous rappeler celui du "fameux" démocrate Karl Heinzen !

Bien entendu, si Jacques Généreux s'efforce par tous les moyens possibles d'essayer de sauver "son" économie capitaliste et "sa" démocratie bourgeoise de la banqueroute et de réconcilier les travailleurs opprimés avec leurs oppresseurs, il ne consacre que peu de lignes à la critique du communisme. Celle-ci, constituée exclusivement de rappels de préjugés ressassés par la bourgeoisie la plus réactionnaire, est lapidaire.

Cela, nous pouvions nous en douter, car Jacques Généreux, qui fait montre d'un zèle particulier lorsqu'il s'attache à farder l'impérialisme en en éludant les contradictions non seulement profondes mais mêmes les plus superficielles, était de par son anti-communisme condamné à végéter dans les limites étroites de la pensée unique petite-bourgeoise.

Jacques Généreux nous brosse ainsi le tableau d'un communisme qui, prisonnier de la dérive scientiste héritée des Lumières, s'est mué en une « forme moderne de totalitarisme » et qui (tel l'impérialisme belliciste ?) « a, durant des décennies, banni le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » :

« L'homme qui croit se libérer des dieux et des tyrans, en instaurant le règne de la raison, ouvre aussi la voie aux formes modernes du totalitarisme qui, au nom d'une raison universelle, nie l'autonomie des hommes et des femmes. C'est déjà au nom des lois scientifiques de l'économie et de l'histoire que le communisme a, durant des décennies, banni le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et c'est, aujourd'hui à nouveau, au nom de ces lois que l'on tente d'imposer à tous les peuples le même capitalisme marchand en prétendant qu'aucun autre modèle n'est seulement pensable ». ³⁹³

Ainsi le communisme « totalitaire » ne vaudrait pas mieux que le capitalisme « marchand » ! *(Et Jacques Généreux d'en profiter pour essayer de nous refourguer son capitalisme « non-marchand » qui a défaut d'être réalisable, n'en est pas moins « pensable », cela nous voulons bien le lui accorder !)* Et cela d'autant plus que

« le marché a beau avoir tous les défauts du monde, cela n'enlève rien à sa supériorité habituelle sur la production publique et la planification dans au moins un domaine : la production et la distribution des biens privés. L'inefficacité radicale d'une économie planifiée a été suffisamment illustrée

par les échecs cumulés des anciens pays communistes pour nous éviter ici de longs développements à ce sujet. Les sources de cette contre-performance par rapport aux pays capitalistes tiennent en deux mots : incitation et information. La liberté d'entreprendre et les perspectives de profits privés ont en effet au moins le mérite de créer une incitation permanente à l'innovation et à l'efficacité productive. L'expérience indique que la peur de l'autorité et la motivation idéologique ne constituent pas des incitations suffisantes pour remplacer l'appât du gain personnel. De plus, si la planification publique contrarie largement la recherche de l'intérêt privé par les citoyens ordinaires, elle laisse en revanche aux planificateurs le loisir d'orienter le plan en fonction de n'importe quel objectif politique personnel et au détriment de l'intérêt général ». ³⁹⁴

Quel salmigondis de préjugés petit-bourgeois éculés !

A ceci, outre le fait que Jacques Généreux (qui nous le savions déjà n'est pas à une « approximation » près quand il traître du marxisme) assimile impudemment la faillite lamentable des révisionnistes avec la faillite du communisme, nous répondrons que l'

« On a objecté encore qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde. Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et que ceux qui gagnent ne travaillent pas ». ³⁹⁵

« Les écrivains bourgeois représentent volontiers le socialisme marxiste comme une ancienne caserne tsariste, où tout est subordonné au « principe » du nivellement. Mais les marxistes ne peuvent pas être tenus pour responsables de l'ignorance et de la stupidité des écrivains bourgeois ». ³⁹⁶

Mais de cela le lecteur ne s'en étonnera pas et nous accordera le fait

« qu'un homme qui n'a pas compris l'état actuel de la société, doit encore moins comprendre le mouvement qui tend à le renverser ». ³⁹⁷

VIII – Cynisme et sophistique

Ayant tout naturellement hérité des tares congénitales propres aux socialistes petit-bourgeois français, il était non moins fatal que Jacques Généreux, en tant qu'économiste et restaurateur de l'économisme le plus vulgaire, ait également hérité de l'éloquence sophistique de l'un de ses plus grands précurseurs, j'ai nommé le très fameux Frédéric Bastiat. Nous ne doutons pas du fait que si ce dernier vivait encore, il accuserait sans nul doute Jacques Généreux de plagiat :

« Le marché ne fait pas le bonheur. Mais l'État non plus ! » ³⁹⁸

« Là où le marché est myope, l'Etat est aveugle ». ³⁹⁹

Que Proudhon et Bastiat se soient réincarnés en Jacques Généreux, cela ne fait aucun doute. Jacques Généreux est également un nouveau Friedrich List, et en bon Friedrich List, nous savons qu'il a trouvé, en Proudhon et Bastiat et ce malgré les hérésies "anti-propriété" du premier et les hérésies libertariennes du second, une source de sagesse inépuisable.

Au premier, Jacques Généreux a emprunté les désillusions concernant les imperfections de la "libre concurrence" ; au second, il a emprunté les illusions, la sophistication et le cynisme de l'économie vulgaire sur les vertus de l'économie de marché !

Voici quelques énoncés de lois économiques qui sont autant d'échantillons d'une sophistication qui rendrait jaloux ce cher maître Bastiat :

« Ce qui a de la valeur n'a pas de prix ». ⁴⁰⁰

« Le marché ne fait pas le bonheur ». ⁴⁰¹

« L'Etat ne fait pas le bonheur ». ⁴⁰²

« La véritable efficacité, c'est la justice, la véritable justice, c'est l'égalité des libertés ». ⁴⁰³

« La mauvaise concurrence chasse la bonne ». ⁴⁰⁴

« Rien ne vaut une bonne politique ». ⁴⁰⁵

« Anticipation n'est pas raison ». ⁴⁰⁶

« L'erreur est rationnelle ». ⁴⁰⁷

« Il n'est de richesse que d'hommes ». ⁴⁰⁸

« La croissance n'est pas le développement ». ⁴⁰⁹

« Un bon déficit vaut mieux qu'un mauvais excédent ». ⁴¹⁰

Quant à ce qui est du cynisme propre à tous les apologistes de l'économisme vulgaire, en voici deux brillants exemples, qui l'on aurait pu s'en douter, sont la conséquence *naturelle* de son anti-communisme viscéral.

Jacques Généreux, après avoir parlé en long, en large et en travers des vertus incomparables d'une concurrence sagement régulée et après nous avoir donné quelques illustrations occidentales du chaos social résultant de la dérégulation de la libre concurrence s'exclame ainsi :

« Et quand la privatisation et la dérégulation se font brutalement à l'échelle d'un pays entier, à l'instar de ce qui s'est produit en Russie après l'effondrement du système communiste, on réalise à quel point les bienfaits de la concurrence sont indissociables des institutions, des règles sociales et des régulations politiques patiemment élaborées au cours des siècles dans les vieux pays industriels. Sans ces dernières, l'ouverture à la concurrence

engendre d'abord le chaos, avant de livrer la société à une régulation occulte par la mafia et les anciens tyrans qui reprennent la place de l'État défaillant ». ⁴¹¹

De la restauration intégrale du capitalisme en URSS avec son cortège de misère, Jacques Généreux ne tire nullement comme conclusion le fait que même un "socialisme" très malade (où ne subsistait en fait plus que l'enveloppe politique et juridique du socialisme, en substance, des acquis sociaux, du fait que les rapports de production socialistes y avaient été liquidés depuis longtemps par les khrouchtchéviens) était malgré tout infiniment supérieur au capitalisme, mais que décidément, rien ne vaut un capitalisme « bien régulé » et « une bonne concurrence » !!!

Nous proposons à Jacques Généreux d'aller expliquer les vertus de sa "bonne" et "saine concurrence" aux 57 % de Russes qui en 2001 voulaient en revenir à l'URSS malgré le fait que « *les efforts n'ont pourtant pas manqué pour éradiquer le communisme. Depuis 1991, les Russes sont submergés d'archives, d'articles, de livres et d'émissions de télévision dénonçant les "crimes bolcheviques"* ». ⁴¹²

Par ce cynisme, Jacques Généreux rejoint les bourgeois effrayés du *Monde Diplomatique* qui, après avoir dressé un tableau apocalyptique de la situation sociale et politique en ex-URSS, n'en parviennent pas moins à conclure, sans honte et avec une coquetterie toute petite-bourgeoise, le fait que : « *La nostalgie de l'URSS et sa réévaluation dans la population ne sont pas à confondre avec leurs divers usages politiques. La réalité exclut un retour du soviétisme : la liquidation du système social soviétique, les privatisations, le rôle de l'argent et les pressions du monde extérieur « globalitaire » ont atteint des points de non-retour* ».

Voici une autre "perle" représentative du cynisme de Jacques Généreux qui, commentant une étude portant sur les performances économiques comparées de divers groupes de PVD durant les années 70-90, et après avoir tout de même fait remarquer que l'« on peut toutefois s'interroger sur la pertinence du classement du Chili dans le groupe des pays disposant d'une élite altruiste », fait la réflexion suivante :

« Il importe de souligner que l'attitude non revendicative des travailleurs dans le premier groupe [*Les pays ayant une élite altruiste (disposée à partager les fruits de la croissance) et une main-d'œuvre non revendicative (Chili, Corée du Sud, Hongkong, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande).*] a le plus souvent été imposée par la répression impitoyable de toute velléité de revendication. Le « pacte » social dans ces pays est une volonté politique imposée par la force. Mais ce pacte forcé est rendu soutenable à long terme, parce que la société accepte de troquer des libertés politiques formelles contre un mieux-être matériel évident. Et au bout du compte, après deux ou

trois décennies d'un tel régime, la démocratisation apparaît comme un processus, graduel certes, mais inévitable. L'élévation considérable du niveau d'éducation et du niveau de vie matériel rend l'arbitrage social plus favorable aux libertés politiques. La Corée du Sud semble offrir un bon exemple d'une telle évolution ».⁴¹³

Et d'ajouter aussitôt, comme si cela n'était pas assez clair, le fait que :

« Toutes proportions gardées, et la violence de la répression politique mise à part, un arbitrage du même type a sauvé le capitalisme occidental des révolutions communistes ».⁴¹⁴

Voilà ainsi légitimé n'importe quel régime fasciste qui s'accommoderait du « libre marché » !

Si tout à l'heure, rien ne semblait pouvoir justifier le « communisme totalitaire » qui avait l'impudence de pousser la « dérive scientiste » jusqu'à nier « l'autonomie des individus » (c'est-à-dire la liberté pour les exploités de pressurer les travailleurs), voici maintenant justifié un régime fasciste anti-ouvrier qui baserait son autoritarisme sur un « pacte social » distillant goutte à goutte, parallèlement au développement des forces productives, un semblant de démocratie bourgeoise !

Par ces prises de positions tenant d'un fascisme à peine voilé (selon le mot d'ordre de la petite bourgeoisie allemande à l'aube de la prise de pouvoir par les nazis : « mieux vaut le fascisme que le communisme » !), Jacques Généreux, malgré son vernis "humaniste", n'est rien de moins qu'un laquais de l'impérialisme et un allié potentiel du fascisme !

« De là que, dans chaque époque, les réactionnaires sont d'aussi bons baromètres de son état intellectuel que les chiens du temps qu'il fait ».⁴¹⁵

IX – « Il suffirait d'y croire » !!!

[I : LA REVELATION]

L'ouvrage de Jacques Généreux, bien que celui-ci s'amuse parfois à railler le mysticisme ainsi que le « corpus de croyances » et de « dogmes » de la « nouvelle religion » des « néo-libéraux », n'en est pourtant pas moins lui-même parsemé abondamment de la phraséologie sophistiquée la plus vulgaire et empreint d'une ferveur idéaliste toute petite-bourgeoise, ce qui ajoute indéniablement au grotesque de la situation quand il s'efforce de remplacer les dogmes de la « théologie néo-libérale » tant exécrée par les dogmes petit-bourgeois de "sa" religion volontariste. Notre docteur en morale et en théologie s'exclame ainsi dans sa conclusion :

« C'est l'incapacité à forger une croyance commune, une confiance réciproque, qui barre les meilleurs routes ».⁴¹⁶

« Voilà une bonne raison de comprendre et de faire comprendre les vraies lois de l'économie. Leur connaissance installe la croyance dans la diversité des possibles et dans notre capacité à atteindre un monde meilleur en nous constituant en communautés humaines liées, dialoguant entre elles, solidaires ; elle fait reculer le fatalisme en démontrant les vertus du volontarisme ; en un mot, elle nous aide à y croire ». ⁴¹⁷

« Il suffirait d'y croire ! Cela aurait d'ailleurs pu être la vingt et unième vraie loi de l'économie » ! ⁴¹⁸

A ces paroles de conclusion de notre Saint, nous répondrons le fait qu'

« A elle seule, la forme hypothétique de cette phrase trahit le fond chimérique et la stérilité de ce vœu pieux. C'est la vieille illusion que la bonne volonté des gens suffit à elle seule pour changer les conditions existantes, et que ces conditions sont des idées. La transformation de la conscience, sans souci des conditions existantes, telle qu'elle est pratiquée par les philosophes qui en font métier, c'est-à-dire qui en font commerce, est elle-même un produit des conditions existantes et en fait partie. Cette envolée idéaliste au-dessus du monde est l'expression idéologique de l'impuissance des philosophes confrontés à ce monde. Leurs vantardises idéologiques sont démenties chaque jour par la pratique ». ⁴¹⁹

[II : LE MESSIE]

Après ceci, S^t Jacques, nous vous imaginons très bien copier l'exemple « fameux » de Demba :

« Prenons exemple sur Demba, l'imam de Kerpala, au Sénégal. [Vu dans le magazine télévisé *Des racines et des ailes*, sur la chaîne France 3, le mercredi 13 octobre 1999.] Voici quelques années, ce pays a adopté une loi interdisant l'excision des petites filles. Loi en vérité délicate à faire respecter, car la pratique séculaire de l'excision s'est trouvée intégrée dans la culture de certaines populations musulmanes, au point que les croyants en sont venus à la considérer comme une exigence de l'islam. Bien sûr, rien dans les « vraies lois » de l'islam ne fonde une telle croyance, mais elle n'en est pas moins ancrée. Alors, depuis des années, Demba va à pied de village en village, inlassablement, pour expliquer ce que sont les vraies lois de l'islam, et convaincre que l'on peut être un bon musulman tout en appliquant la loi contre l'excision. Et quand on lui demande pourquoi il fait cela, il répond simplement : « C'est bien de faire une bonne loi, mais une loi ne suffit pas, car elle ne vient pas dans ta maison pour discuter avec toi. » Voilà : nous savons ce qu'il nous reste à faire. Ce n'est pas rien. Mais c'est tout ! - Paris, septembre 2002 ». ⁴²⁰

Nous imaginons en effet parfaitement notre Saint aller prêcher sa bonne parole, ses « vraies lois de l'économie », aux travailleurs comme aux petit-bourgeois sans oublier bien sur les impérialistes, une tablette de ses 2 x "dix commandements" sous chaque bras, afin d'essayer de les convaincre du fait

qu'il leur a préparé les meilleures lois économiques possibles pour le meilleur des mondes et que ses « vraies lois » de l'économie ne sont pas incompatibles avec le sacro-saint « libre marché », et même mieux, qu'elles sont la *condition* du libre marché qu'il faut préserver de l'influence délétère de ces satanés monopoles !

Nous craignons seulement qu'hormis les petit-bourgeois il se trouvera peu de travailleurs et de leurs patrons philanthropes, sans même parler des impérialistes, pour se laisser prendre à ses bons sentiments et qu'au final cette nouvelle croisade ne se révélât être un fiasco complet !!!

Mon cher S^t Jacques le Généreux, après tout ceci, nous vous ferons remarquer le fait que décidément l'

« on comprend le dépit de certains étudiants qui, après des années de micro-économie, de macro-économie, d'économétrie, en viennent à se dire que la montagne a accouché d'une souris, que le coffre est vide. En fait de trésor, ils se retrouvent parfois la tête farcie d'hypothèses surréalistes et de théorèmes fictifs qui ne leur permettent ni de comprendre le monde réel ni de converser utilement avec leurs camarades historiens ou sociologues ». ⁴²¹

Car après avoir pris connaissance de vos « Vraies lois de l'économie » et digéré votre prose quelque peu indigeste, nous ne voyons pas comment il pourrait en être autrement pour ces pauvres étudiants (sans compter ces pauvres travailleurs dont vous faites si peu de cas).

Quant à nous, pour notre part,

« Nous espérons les avoir aidés à éviter cette désillusion en racontant l'histoire d'une autre économie – que nous tenons pour la vraie ». ⁴²²

[III : EPILOGUE]

Suite aux développements « économiques » étourdissants contenus dans ses « Vraies lois de l'économie », S^t Jacques, qui est tout autant l'auteur d'un nouveau manifeste "heinzenien" (synonyme d'un retour à la littérature *grobianisch* dont Marx disait qu'elle était caractérisée par « la bouillie rhétorique où nagent, tel des os, quelques piètres vérités »), que l'apôtre d'un nouveau "socialisme vrai" (et qui, de par son éclectisme universel cumule à lui seul les tares de Proudhon, Heinzen, Stirner, List et de toute une foule d'économistes bourgeois des plus médiocres), nous autorisera très certainement à conclure avec Marx le fait que :

« Chaque rapport économique a un bon et un mauvais côté : c'est le seul point dans lequel M. Proudhon ne se dément pas. Le bon côté, il le voit exposé par les économistes ; le mauvais côté, il le voit dénoncé par les socialistes. (...) Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois, et des prolétaires ; il n'est que le petit bourgeois, ballotté constamment

entre le Capital et le Travail, entre l'économie politique et le communisme ». ⁴²³

« Il ne viendrait jamais à l'idée de M. List que la véritable organisation de la société est un matérialisme vulgaire, un spiritualisme individuel, un individualisme. Jamais il ne s'aviserait que les économistes n'ont fait que donner une expression théorique appropriée à cet état social. Sinon, il devrait se tourner contre l'actuelle *organisation de la société* et non contre les économistes. Il les accuse de n'avoir pas su trouver une expression qui enjolive une réalité désespérante. C'est pourquoi il veut laisser cette réalité subsister partout telle quelle, et n'en changer que l'expression. Il ne se livre jamais à une critique de la société réelle ; en bon Allemand, il critique l'expression théorique de cette société et lui reproche d'exprimer la chose et non l'illusion que l'on s'en fait ». ⁴²⁴

« Le « socialisme vrai », qui ne se soucie plus des hommes réels, mais de « l'Homme », a perdu toute passion révolutionnaire et proclame à sa place la philanthropie universelle. Il ne s'adresse donc pas aux prolétaires, mais aux deux classes de gens les plus nombreuses de l'Allemagne, aux petit-bourgeois avec leurs illusions philanthropiques et aux idéologues de ces mêmes petit-bourgeois, les philosophes et leurs émules ; de manière générale, il s'adresse à la conscience « ordinaire » et peu ordinaire qui prédomine à présent en Allemagne. Vu les conditions effectivement existantes en Allemagne, la constitution d'une telle secte intermédiaire était inévitable en vue de concilier le communisme et les idées dominantes. Il va de soi que, depuis la naissance d'un vrai parti communiste en Allemagne, les « socialistes vrais » auront pour tout public des petit-bourgeois et pour représentants de ce public des littérateurs impuissants et loqueteux ». ⁴²⁵

« Le pauvre homme ! Le bourgeois, qu'il soit français ou anglais, se plaint du manque de débouchés, de crises commerciales, de panique en bourse, de la conjoncture politique du moment, etc. Et le petit-bourgeois allemand, dont la participation active au mouvement des bourgeois n'a été qu'en idée, et qui, au demeurant, n'a fait que marchander sa propre peau, se représente sa propre cause uniquement comme la « bonne cause », la « cause de la Liberté, de la Vérité, de l'Humanité », etc. ». ⁴²⁶

« Pas plus qu'il ne comprend les travailleurs, M. Heinzen ne comprend les libéraux bourgeois, alors qu'il travaille ardemment et inconsciemment à leur service. (...) Mais M. Heinzen n'a affaire ni à la bourgeoisie ni au prolétariat (...). Son parti, c'est le « parti des hommes », c'est-à-dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts « bourgeois » en les déguisant en buts « humains » ». ⁴²⁷

Et c'est bien pour cela que S^t Jacques le Généreux bénéficie de toute l'attention de la presse bourgeoisie qui, à l'unanimité, ne tarit pas d'éloges au sujet de ses « vraies lois de l'économie », outre le fait que les "perles" qui suivent sont particulièrement représentatives 1° de l'inintelligence viscérale

de la bourgeoisie face aux problèmes sociaux et 2° de la décadence de la culture et des sciences sociales sous son règne :

« La rébellion contre la « mondialisation néolibérale » s'exprime au nom de la justice, de la morale [...]. Il est plus rare qu'elle le fasse en dénonçant, à partir de l'analyse économique la plus orthodoxe, la fausseté des hypothèses sur lesquelles repose la spéieuse « pensée unique ». C'est ce qui fait tout l'intérêt du livre de Jacques Généreux ». (*L'express.*)

« Ce livre, en plus d'être brillant, est salubre et facile à lire ». (*Alternatives économiques.*)

« Jacques Généreux part en guerre contre le « néolibéralisme » et plus encore contre ses slogans simplificateurs. À la fois pédagogue et polémiste... » (*Le Figaro.*)

« Puissent nos dirigeants lire Généreux et mettre le débat au centre de la vie politique ». (*Le Nouvel Economiste.*)

« Une lecture qui apportera autant de distance à ceux qui se disent encore néolibéraux qu'aux partisans d'une approche critique de la mondialisation ». (*Les Échos.*)

« Jacques Généreux milite contre les lieux communs les plus répandus à propos des « lois de l'économie » qui envahissent le débat public ». (*Ouest-France.*)

« Avec talent, l'auteur défend le retour du volontarisme politique. Pédagogique et anticonformiste ». (*La Croix.*)

Ce qui nous amène à étendre les conclusions formulées dans notre article « *Altermondialisme, la nouvelle Internationale ?* » à S^t Jacques le Généreux ! Preuve qu'aujourd'hui plus que jamais : « *En France, l'absence de base théorique et de bon sens politique se fait généralement sentir* » !!!⁴²⁸

Vincent Gouysse, octobre 2004

**ATTAC, la "gauche", "l'extrême gauche"
et le Traité Constitutionnel Européen**



1° Introduction.

En juin 2004, ATTAC a proposé à l'ensemble des partis politiques de réagir à son document présentant 21 exigences vis à vis du traité constitutionnel. Les partis dits "de droite", défendant ouvertement les intérêts de la bourgeoisie monopoliste française, n'y ont pas répondu.

Ont donné leur avis sur les 21 exigences d'ATTAC les partis suivants : Le Parti Socialiste, Les Verts, le Parti Communiste Français, la Ligue Communiste Révolutionnaire et le Parti des Travailleurs.⁴²⁹

Ce qui nous intéresse, c'est le fait que la réponse qui a été donnée par les partis dits "de gauche" et "d'extrême gauche" nous permet de démasquer le programme réformiste de ces partis dits "socialistes" ou "radicaux".

Avant d'examiner dans ses grandes lignes le contenu de ces réponses et afin d'en démonter le caractère démagogique, nous rappellerons au travailleur la *réalité* de la construction de « l'Europe Unie ».

2° La signification de l'« Europe Unie » et du « Traité constitutionnel ».

A l'heure où l'impérialisme européen étend son influence néocoloniale dans les pays de l'Europe de l'Est et lorgne vers la Turquie, où l'impérialisme allemand a dépecé la Yougoslavie, où l'impérialisme français tente de préserver « son » pré carré néo-colonial africain des visées expansionnistes de l'impérialisme américain, on ne peut que rappeler la pertinence des paroles suivantes de Lénine :

« Le capital est devenu international et monopolisateur. Le monde se trouve partagé entre une poignée de grandes puissances, c'est-à-dire de puissances qui s'enrichissent dans le pillage en grand et dans l'oppression des nations ».⁴³⁰

A travers ce prisme la signification de « l'Europe Unie » n'est autre que celle-ci :

« Les Etats-Unis d'Europe, en régime capitaliste, seraient comme une entente pour le partage des colonies. Or en régime capitaliste le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe que la force. Le milliardaire ne peut partager le « revenu national » du pays capitaliste avec qui que ce soit, autrement que « en proportion du capital » (avec encore cette addition que le plus gros capital recevra plus qu'il ne lui revient). Le capitalisme c'est la propriété privée des moyens de production et l'anarchie dans la production. Prêcher le partage « équitable » du revenu sur cette base, c'est du proudhonisme, du béotisme de petit bourgeois et de philistin. On ne peut partager autrement que « selon la force ». On ne peut partager autrement que « selon la force ». Or la force change avec le progrès économique. Après 1871 l'Allemagne s'est renforcée trois ou quatre fois plus vite que l'Angleterre et la France. Le Japon, dix fois plus vite que la Russie. Pour vérifier la force réelle de l'Etat capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir d'autre moyen que la guerre. La guerre n'est pas en contradiction avec les principes de la propriété privée ; elle en est le développement direct et inévitable. En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents Etats est impossible. Les seuls moyens possibles de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont en régime capitaliste les crises dans l'industrie, les guerres dans le domaine politique.

Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles,

comme une entente de capitalistes *européens* ... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique, extrêmement lésés dans l'actuel partage des colonies, et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique, arriérée, laquelle déjà pourrit de vieillesse Comparée aux Etats-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble signifie stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les Etats-Unis d'Europe signifieraient l'organisation de la réaction en vue de contenir le développement plus rapide de l'Amérique ». ⁴³¹

En conséquence de quoi :

« Au point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire des exportations de capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires ». ⁴³²

L'« Europe Unie » est un bloc réactionnaire voulu par l'impérialisme, entre autre par l'impérialisme français. Le siège de « l'Europe Unie » se trouve pas non pas au parlement européen, mais au niveau des groupes de pression capitalistes, à l'exemple de la table ronde des industriels européens. Les travailleurs ont déjà fait l'expérience à plusieurs reprises des « avantages et des vertus sociales » de « l'Europe Unie » : depuis l'Euro jusqu'à l'élargissement de l'Union, ils ont pu observer plus de délocalisations, de chômage et de précarité. Les travailleurs n'ont rien à y gagner, mais les multinationales européennes, oui, car ce qu'elles recherchent, c'est la flexibilité salariale, les attaques contre le niveau des salaires, la remise en cause des derniers acquis sociaux et la privatisation du secteur public.

En se dotant d'une constitution européenne ouvertement "libérale", qui n'hésite pas entre autres à autoriser 13 heures de travail quotidien, la bourgeoisie monopoliste française et européenne veut se doter des moyens 1° de légaliser une ligne favorable aux intérêts des multinationales européennes dans leur lutte concurrentielle sur le marché de la main d'œuvre mondiale et 2° à travers le renforcement de la cohésion du bloc impérialiste européen, d'en accélérer la construction avec la perspective d'une défense européenne pour réprimer la contestation intérieure et le cas échéant repartager le gâteau néo-colonial. Tel est le sens du « Traité constitutionnel ». ⁴³³

3° L'appréciation générale des « 21 exigences » d'ATTAC par la "gauche" et "l'extrême gauche".

► La "gauche"

Dans sa réponse datée du 4 juin 2004, François Hollande, Premier Secrétaire du PS, dénonçant dès l'abord la « *logique néo-libérale* » affirme qu'il « *partage en grande majorité* » le point de vue exprimé par ATTAC dans ses « 21 exigences ». Nous pouvons aujourd'hui, avec l'appel du PS à voter oui à cette constitution non-amendée, remarquer le pas en arrière opéré par le PS qui a depuis décidé de se ranger ouvertement du côté de la bourgeoisie monopoliste.

Gilles Lemaire, Secrétaire National des Verts, dans sa réponse datée du 21 mai, se dit également pleinement d'accord avec l'ensemble des exigences formulées par ATTAC. Les Verts, certainement pour éviter qu'éclate dans leur sein une crise politique (comme en connaît actuellement le PS qui a appelé à voter oui), s'abstiennent pourtant jusqu'alors de donner une consigne de vote en faveur du oui ou du non.

La « gauche » ne se distingue donc plus guère de la droite dite « néo-libérale », sinon par une « critique » très mesurée du traité constitutionnel, mais une « critique » qui n'appelle en aucun cas à une opposition à celui-ci.

► "L'extrême gauche"

Le PCF, félicitant ATTAC « *pour la pertinence des exigences que vous avez développées dans l'espace public* » est en complète osmose avec lui : dans leur lettre de réponse à ATTAC, Marie-George Buffet et Francis Wurtz estiment que « *vos exigences ont entièrement rencontré les nôtres : elles nous paraissent de bon sens* ».

Pour sa part, la direction de la LCR (comprenant entre autre Alain Krivine et Olivier Besancenot), adresse à ATTAC, « *dont nous partageons, et ce n'est pas une surprise, en grande partie les intentions* », ses « *meilleurs sentiments altermondialistes* ».

Enfin, le Parti des Travailleurs de Daniel Gluckstein, même s'il dit s'opposer catégoriquement au traité constitutionnel (et partant de là à son amendement), et qu'il souligne justement le flou constitutionnel autour des droits sociaux, n'en déclare pas moins être « *partisan de l'Union libre des peuples libres d'Europe* ». Pour le PT, les nationalisations bourgeoises et les services publics sont un des « *fondements de la démocratie* ».

"L'extrême gauche" a donc entièrement glissé vers des positions social-démocrates réformistes appelant de ses vœux l'Europe sociale et le retour à la démocratie bourgeoise de la période pré-"néo-libérale" où régnait "l'Etat providence".

4° Les acquis sociaux, la concurrence et le secteur public.

A l'heure de l'élargissement de l'Union Européenne, les délocalisations se multiplient et marquent l'entrée dans une période de conflits sociaux gigantesques. Le PCF, depuis longtemps déjà "social-démocratisé", et qui préfère la conciliation de classes à la lutte de classe perçoit bien ce danger et met en garde la bourgeoisie : *« nous exigeons comme vous l'arrêt des privatisations menées depuis trop longtemps, l'évaluation approfondie de leurs effets économiques et sociaux et l'engagement d'une politique volontaire fondée sur la valorisation des services publics. La priorité des services publics et leur mise à l'écart de la concurrence doivent être énoncées clairement dans le futur traité ; des décisions en ce sens doivent être prises sans tarder ».*

La LCR tient sensiblement le même langage et réclame *« la réduction à l'échelle de l'union européenne de la durée du temps de travail sans diminution de salaire et sans flexibilité, la réquisition des entreprises qui font des profits et qui licencient sont des revendications pour nous tout à fait essentielles. »*

Il nous faut remarquer que dans le cas du PCF, les préjugés et illusions parlementaires sont si ancrés qu'il va jusqu'à affirmer le fait *« Que les dispositifs européens puissent être utilisés comme des instruments de régression des droits est une absurdité. »* Quelle naïveté sublime de la part de « communistes » qui semblent tout ignorer du caractère réactionnaire et rétrograde d'une Europe capitaliste « unie » !!!

Comment donc mettre en œuvre les mesures sociales réclamées par ces démagogues ? (dans le cadre de l'impérialisme bien sûr...)

C'est le PCF qui nous donne la réponse : *« tout cela suppose, comme vous le suggérez, tout autant le contrôle des marchés de capitaux que la réorientation des missions et le contrôle strict de la BCE par les instances élues, européenne et nationales ».*

Et c'est pourquoi la LCR qui surenchérit sur le PCF affirme que *« Nous sommes contre l'article III-45 qui indique que « les restrictions tant aux mouvements des capitaux qu'aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites ». Comme ATTAC l'indique, un tel article peut être évoqué contre la taxe Tobin et toute forme de taxation de transferts de capitaux à des fins spéculatives ».*

Nous avons donc là des élèves modèles de l'altermondialisme ! Il n'est donc pas étonnant de les voir s'accorder également quant à la "critique" de la « concurrence » et du « libre-échange ».

Au Traité constitutionnel qui stipule que *« L'Union offre à ses citoyens et à ses citoyennes un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières*

intérieures, et un marché où la concurrence est libre et non faussée » (article I.3. alinéa 1.2) et qui demande « la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, et à la réduction des barrières douanières et autres » (article III-216), la LCR répond que « Comme ATTAC, nous pensons que la concurrence ne doit pas être ni un objectif et ni une norme supérieure de la construction européenne ».

Le PCF, lui aussi, déclare qu'« *Un nouveau traité constitutionnel doit bien sûr être débarrassé de la référence obsédante au marché et à la concurrence libre : ni la concurrence ni le libre-échange ne peuvent être des principes structurants de l'Union* ».

D'accord avec ATTAC, le PCF et la LCR se disent donc opposés à la « libre-concurrence » ! Et que nous proposent-ils en échange ? Une concurrence « régulée » bien sûr !

C'est donc la plainte du petit capital réclamant à l'Etat démocratique « au dessus des classes » une concurrence « bien régulée » ne permettant plus au loup de manger l'agneau !

L'ombre de Proudhon plane également quand on entend le PT remettre en cause « *le régime de la propriété privée* » pour aussitôt se raviser et ajouter « *le régime de la propriété privée des grands moyens de productions* » ! On voit encore ici parfaitement, derrière la phraséologie "radicale" et "anti-capitaliste", les protestations du petit capital opprimé par le gros !⁴³⁴

5° La démocratie.

Depuis ATTAC en passant par le PCF et la LCR jusqu'au PT, « l'extrême gauche » souligne le manque de « démocratie » dans le projet de traité constitutionnel, et à juste titre puisque ce projet a été élaboré par la commission giscardienne et non pas par un organe législatif « démocratiquement »⁴³⁵ élu.

L'ensemble de ces Partis dénonce donc « l'anti-démocratie » du traité, hélas non pas en mettant en avant le socialisme comme alternative, mais en idéalisant la démocratie bourgeoise. Ainsi le PT estime que la démocratie « *est bafouée par ce texte* ».

Mais quelle démocratie ?

Le PT, estime que les nationalisations bourgeoises et le secteur public « *sont un des fondements de la démocratie* » !!! Il s'agit donc de la démocratie bourgeoise.

Le PCF pour sa part remarque que « *La construction [européenne] actuelle souffre de trop de libéralisme et d'un manque cruel de démocratie* ».

Mais c'est peut-être la LCR qui décroche la palme en affirmant que : *« Face à la construction antisociale et antidémocratique de l'Union européenne, partis politiques, mouvement syndical, mouvement associatif et mouvement altermondialiste ont un défi considérable à relever après des dizaines et des dizaines d'années où l'internationalisme a été étouffé par la division du monde en deux blocs, aucun d'entre eux n'étant porteur d'une quelconque perspective d'émancipation. Et puis, il y a eu les mobilisations pour l'annulation de la dette des pays du Sud, le mouvement zapatiste, les marches européennes contre le chômage, la marche mondiale des femmes, le mouvement altermondialiste, les forums sociaux mondiaux et continentaux, le mouvement anti-guerre qui ouvrent de nouvelles perspectives, de nouveaux horizons et notamment celui d'une société débarrassée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Nous, nous continuons à appeler un tel horizon le socialisme, d'autres préfèrent parler d'un autre monde possible ».*

Ainsi, si pour les anti-communistes de la LCR, l'altermondialisme « socialisé » semble avoir de l'avenir, la voie de la Révolution d'Octobre, elle, n'était porteuse d'aucune perspective d'émancipation ! En parlant de l'horizon « socialiste », la LCR se garde bien de dire ce qu'elle entend par « socialisme ». (Sachant que la LCR a dernièrement jeté bas son masque « révolutionnaire » en abandonnant la référence à la dictature du prolétariat, il s'agira très certainement d'un « socialisme » « démocratique » qui ne sera rien d'autre que la société capitaliste actuelle saupoudrée de quelques concessions sociales...)

6° Pour un « non » résolu à la constitution européenne

Après ce rapide tour d'horizon des arguments développés par les Partis appelant à voter « non » au référendum constitutionnel il nous faut affirmer que :

Notre NON n'est pas le « non » des altermondialistes, du PCF et des trotskistes qui, sous la domination du Capital, rêvent d'une « Europe Unie » « sociale » !!!

Notre NON n'est pas non plus le « non » des souverainistes qui représentent les intérêts de la petite-/moyenne bourgeoisie française ployant sous le joug du Capital monopoliste de quelques grands bourgeois « apatrides » !!!

Enfin, notre NON n'est pas non plus le « non » des partis fascistes qui rêvent d'un impérialisme français fort, capable de dominer l'alliance impérialiste européenne !!!

Conscients que « l'Europe sociale » est un mythe, et conscients que le souverainisme est utopique et réactionnaire dans les conditions du capital monopoliste, notre NON est un NON anticapitaliste et internationaliste.

La victoire du NON signifierait une défaite de la bourgeoisie monopoliste française et européenne, puisque le traité constitutionnel doit être ratifié par tous les pays pour pouvoir être opérationnel.

La victoire du NON permettrait en outre de redonner confiance aux travailleurs en leurs forces.

Enfin, la victoire du NON permettrait aux travailleurs de commencer à porter un coup d'arrêt aux attaques dont ils sont victimes et de replacer la lutte contre le capital non plus uniquement sur le plan des revendications économiques de caractère défensives, mais sur le plan des revendications politiques.

Les marxistes-léninistes, sans oublier le fait que la victoire du NON poussera la bourgeoisie à chercher à la contourner par tous les moyens, doivent donc se servir de cette occasion offerte par le référendum comme d'une tribune pour pousser aussi loin que possible leur travail de conscientisation dans les masses pour 1° arracher à la bourgeoisie son masque "démocratique" aux yeux des travailleurs aujourd'hui encore dupés et 2° de démasquer la phraséologie "socialiste" et "radicale" des partis politiques dits "de gauche" voir "d'extrême gauche", qui objectivement, par les illusions qu'ils entretiennent chez les travailleurs au sujet de la prétendue possibilité de construire une « Europe sociale » (sous le capitalisme !!!), jouent le rôle de sapeurs-pompiers de la révolution.

Vincent Gouysse, février 2005

ATTAC, semeur d'illusions sur "l'Europe sociale"⁴³⁶

La large victoire du NON au référendum constitutionnel européen du 29 mai 2005 où la bourgeoisie avait jeté une grande partie de ses moyens de propagande en faveur du OUI, a été un échec cuisant pour les partis piliers de la traditionnelle alternance droite-gauche : A court de solutions, Chirac vire son fidèle Raffarin et change de place les chevaux de tête de son attelage gouvernemental. Le PS, quant à lui, démasqué ouvertement comme un parti au service de la bourgeoisie, ne trouve rien d'autre pour régler ses conflits internes, que de renforcer – incroyable ! – le pouvoir de ses chefs désavoués par les urnes !

Après ce référendum, on a pu voir l'aile "gauche" de la social-démocratie se mettre aussitôt en branle : si le PS est en crise, tout va en revanche pour le mieux dans le meilleur des mondes au sein de "l'extrême gauche" française à laquelle il a redonné un second souffle. Malgré leur apparente diversité, depuis ATTAC jusqu'au PCF et aux trotskistes, ces partis ont tous un point commun majeur qui permet de reléguer leurs différences minimes au second plan : la dénonciation du "néolibéralisme" (l'ancien était-il plus propre ?) et leurs vœux de voir se réaliser une « Europe sociale » !⁴³⁷ Au sein de cette mouvance réformiste radicale, ATTAC occupe une place privilégiée en raison du rôle important qu'elle a joué dans la victoire du NON, ce qui donne un crédit aux positions qu'elle relance après la victoire du camp du peuple au référendum. Dans sa lettre d'information électronique ATTAC a salué la victoire du NON comme

« Un non très majoritairement démocratique et européen. Ce faisant, les citoyennes et les citoyens ont d'abord dit non au néolibéralisme, dont le texte soumis à référendum constituait une éloquente défense et illustration. Ce non est en même temps un oui à une Europe indépendante, internationaliste, sociale, écologique et féministe ; un oui à une Europe solidaire : solidaire avec le reste du monde, en premier lieu avec le Sud, et avec les générations futures ».

Derrière cette rhétorique trompeuse et mystificatrice, le NON résolu au traité constitutionnel et à l'Europe telle qu'on a voulu l'imposer aujourd'hui aux travailleurs, mais encore à l'Europe telle qu'ils la vivent au quotidien, *dans la pratique*, depuis des décennies, se trouve ainsi transformé en un OUI à une Europe « indépendante » (de l'impérialisme US), « internationaliste » (vis à vis de la sauvegarde de ses aires d'influence néo-coloniales), sociale (attention, il s'agit du « social » d'avant Thatcher et des « ultra-libéraux » des années post 1980), etc. On ne peut mieux travestir le véritable contenu du NON exprimé par la majorité de notre peuple. Et on reconnaît bien là les efforts de la petite bourgeoisie pour limiter ou dévoyer

les aspirations des travailleurs exploités dans le sens de leurs propres intérêts, qui reposent fondamentalement sur la bonne santé de l'impérialisme (l'Europe, vous-dis-je !) pour partager plus équitablement (en commençant par soi) les « richesses » : l'Europe sociale, quoi !

En vérité, si ce référendum a prouvé une chose, c'est bien un caractère de classe marqué : malgré le déferlement de propagande en faveur du OUI et malgré l'inconsistance des arguments réformistes des « défenseurs » du NON « européen », les masses travailleuses se sont largement prononcées contre l'Europe capitaliste *actuelle* et *à venir*, car ce référendum a été également utilisé pour sanctionner les partis gouvernementaux. (Ce que ces derniers n'ont pas manqué de reprocher à la « populace » au cours de la campagne...)

Si 55 % des électeurs ont voté NON (avec seulement 30 % d'abstention), il ne faut pas pour autant prendre ce taux moyen pour juger des résultats du référendum : plus de 60 % des électeurs dont le revenu net mensuel par foyer ne dépasse pas 2 000 euros par mois ont décidé de voter NON alors que plus de 60 % des électeurs dont le revenu net mensuel par foyer dépasse 3 000 euros par mois ont eux décidé de voter OUI. De même 60 % de l'ensemble salariés, 71 % des chômeurs et 79 % des ouvriers ayant voté ont voté NON ! A l'inverse, les deux tiers des cadres supérieurs et des professions libérales ont voté en faveur du OUI. Dans une situation économique médiane, souvent précaire et menacée par la grande bourgeoisie, la petite bourgeoisie, c'est-à-dire les professions intermédiaires, artisans et commerçants ont voté en faveur du OUI à un peu plus de 50 %.

Bien entendu, de ces chiffres, la bourgeoisie et ses partis réformistes ne disent mot : ce serait là parler le langage de la lutte de classes : la bourgeoisie préfère s'en tenir à l'*abstraction* du citoyen en général et de la démocratie pour tous. (C'est un terrain qu'ont rejoint les directions social-traitres des partis "communistes" réformistes, car depuis Robert Hue, non seulement il n'est plus question de dictature du prolétariat, mais même de lutte de classes.) Alors que les travailleurs et les chômeurs ont clairement exprimé leur ras-le-bol général actuel et leurs inquiétudes pour l'avenir, ATTAC ne voit qu'un refus de la construction européenne telle qu'elle aurait été dévoyée depuis les années 1980 ! ATTAC rejoint donc les appréciations de la social-démocratie "de gauche" en affirmant qu'

« Il faut maintenant élaborer démocratiquement une nouvelle constitution européenne, qui permette enfin aux peuples de choisir des politiques de solidarité entre individus et entre pays ».

Outre le fait que cette conception idéaliste (ignorant la base matérielle économique à l'origine des lois) ressemble à s'y méprendre au crétinisme parlementaire le plus pur, il nous faut souligner que ces positions font ouvertement le jeu de la bourgeoisie pour deux raisons :

1° C'est là lui permettre de faire passer en fraude une constitution amendée, qui comme toutes les constitutions bourgeoises (même les plus belles), ne pourra s'en tenir qu'aux vœux pieux de « liberté », « d'égalité » et de « fraternité ». Quand bien même la bourgeoisie en viendrait à accorder une constitution européenne « sociale », celle-ci resterait un chiffon de papier et un instrument de duperie dans le cadre du capitalisme.

2° Pour ATTAC, ce NON « est aussi un oui à la démocratie, honteusement tournée en dérision » par les partis du OUI. C'est là se faire le pompier du navire en flamme de la « démocratie » représentative bourgeoise et tenter de lui redonner le crédit qu'elle a perdu, alors même que nombre de dirigeants sociaux-démocrates ont reconnu que le référendum avait mis en évidence le *grand danger* (pour l'ordre bourgeois) de la coupure entre les cadres apprivoisés de l'appareil (des partis et des syndicats) et leur base : quand les militants de la CGT appelaient à voter massivement NON, leur direction se faisait connaître comme défendant le OUI. De même, quand les membres du PS décidaient d'appeler à voter OUI, leurs sympathisants, eux, se prononçaient majoritairement pour le NON. Les dernières tribulations de Laurent Fabius sont très révélatrices de cette crise dont les politiciens bourgeois les plus conscients perçoivent bien le danger.

Quelques jours avant son exclusion de la direction du PS, Laurent Fabius affirmait en effet qu'il était très important pour la sauvegarde de la démocratie représentative qu'il n'y ait pas eu que les « extrêmes » qui aient appelé à voter NON. Et il s'en réjouissait. Après coup, la bourgeoisie doit faire de même et doit se féliciter de ne pas avoir mis tous ses œufs dans le même panier : il aurait été très dangereux de ne pas garder un attelage social-traître en réserve pour duper les masses au nom d'une Europe sociale. Une scission du PS en perspective pour se détacher de l'aile trop ouvertement droitière du PS représentée par François Hollande, décrédibilisé, profiterait ainsi à la bourgeoisie en ce que le navire en flamme du PS ne perdrait pas tout son électorat et continuerait de duper une partie des travailleurs...

En bref, en tentant d'éluider la réalité que ce référendum a commencé à démonter aux yeux des larges masses travailleuses : le fait que l'Etat est un Etat de classe (qu'il soit un Etat national ou européen !), une dictature de la bourgeoisie menée en alternance par les politiciens des partis gouvernementaux « de la majorité » et de « l'opposition » qui défendent les

intérêts fondamentaux de la bourgeoisie contre les travailleurs, ATTAC se propose de jouer le rôle de la social-démocratie de gauche désormais très discréditée aux yeux des masses en relançant les illusions d'un réformisme censé adoucir le capitalisme et lui donner un "visage humain".

Quant aux revendications sociales, il n'est pas étonnant qu'en tant que porte parole de la petite bourgeoisie, ATTAC ne nous propose, comme toujours, que son réformisme mondial (c'est-à-dire l'harmonisation sociale par le haut) qu'il s'agit d'imposer sans toucher au cadre du système impérialiste international (cela va de soi !). Exit le nécessaire changement révolutionnaire de la société et le pouvoir des travailleurs : La vue d'ATTAC s'arrête ou commence la nécessité de renverser l'ordre bourgeois !

Vincent Gouysse, juin 2005

Le carnaval des élections présidentielles 2007

Que le spectacle commence !

Autrefois tous les sept ans, et depuis 2002 tous les cinq ans, la bourgeoisie française offre au peuple et aux travailleurs de France un spectacle unique. Il faut dire que c'est un spectacle qui met en branle l'ensemble des acteurs de la scène politique française. Il ne s'agit pas d'un opéra ou d'une pièce de théâtre, consciencieusement préparés et répétés. Non, le spectacle dont nous parlons est plutôt de ces spectacles "paillettes et poudre aux yeux", digne des plus beaux carnivals vénitiens et brésiliens.

Ici donc, pas d'orchestre jouant à l'unisson un air mélodieux, mais une fanfare ! Et déjà on entend le bourdonnement lointain de cette fanfare qui répète !

Qu'on tende un peu l'oreille et on pourra discerner les cuivres qui s'époumonent et les tambours qui battent la mesure.

Qu'on en vienne à s'approcher un peu et on pourra avoir la chance de voir les chars commencer à s'avancer et à se mettre en bon ordre, tandis qu'au sein de certaines formations politiques on se dispute encore parfois pour savoir à qui reviendra la conduire du char. De tous côtés, on voit certains élaborer et travailler le texte qu'ils vont jouer, tandis qu'on en entend d'autres, déjà au point, déclament leurs tirades. Il faut dire que la récompense en fait saliver plus d'un et vaut bien quelques mois d'efforts et de "bains de foule" : pour le meilleur de ces acteurs c'est en effet l'assurance d'occuper pendant 5 ans le siège juché tout en haut du char présidentiel et d'en faire profiter les "bons copains" de sa formation politique.

Au milieu des fausses notes et des premiers "canards", parfois dans la cacophonie la plus complète quand elle ne s'est pas encore trouvé de bon chef d'orchestre, chaque fanfare se fait la supportrice de son « poulain » et dans ce carnaval, où le costume et les apparences importent plus que le contenu, c'est à qui jouera la plus belle mélodie. Ce carnaval fait partie de ces spectacles qui se veulent sérieux, mais qui tournent inévitablement à la farce tragi-comique. A la farce et à la comédie de par le caractère d'extrême indigence de pensée des "débats" et des idées avancées par l'ensemble de la scène politique. A la tragédie parce que ce spectacle amène beaucoup des travailleurs les plus politiquement conscients, à rejeter toute forme de politique tout en laissant le champ libre à ces piètres acteurs.

C'est l'un de ces spectacles qui nous sera donné en 2007 et qui occupe déjà les pensées de toute la classe politique bourgeoise : il n'est pas de parti

politique bourgeois ou petit-bourgeois qui ne participe pas à cette mascarade grotesque, le PCF et les trotskistes de la LCR et de LO compris.

Mais que ce cache-t-il réellement dans les coulisses de ce spectacle des élections qui revient de manière cyclique sur la scène politique française ?

I — Le régime présidentiel : « pour quelle démocratie ? »

Nous nous attacherons dans cette partie non pas à critiquer la démocratie bourgeoise en général, dont le caractère formel, limité, tronqué et illusoire a si bien été analysé par Marx et ses successeurs.⁴³⁸ Il est en effet évident que même le parlementarisme le plus pur restera toujours sous le capitalisme une des formes de la dictature exercée par les classes exploiteuses sur le prolétariat, puisque quand bien même la constitution bourgeoise garantit les "libertés individuelles", le "droit d'expression" ou le "droit au travail", ces droits politiques n'en restent pas moins lettre morte dans la pratique (celle de la vie économique et sociale), puisque l'exploitation économique des travailleurs s'oppose quotidiennement à l'exercice de ces droits. Quelles "libertés individuelles" ou quel "droit au travail" possède un chômeur, sinon le droit qui lui est accordé par les exploiters de pouvoir chercher à participer au libre esclavage de soi-même sous peine de ne pouvoir être en mesure de "gagner sa croûte" ? De quel droit d'expression réel disposent les travailleurs pour s'exprimer dans la presse et des médias dits "libres" mais en fait détenus par le Capital ? D'aucun ! A moins évidemment de n'adresser au système que des critiques très "mesurées" (à l'exemple de celles qu'adressent ordinairement les partis de "l'opposition" à ceux de la "majorité"⁴³⁹) et de ne pas remettre en cause le principe de la "démocratie" bourgeoise : l'exploitation du travail salarié par une minorité détenant les moyens de production.

"L'idéal" abstrait de la démocratie bourgeoise – "Etat arbitre, arbitre au dessus des classes" –, qui constitue la base des aspirations formulées par la petite bourgeoisie et les révisionnistes reste éloigné de la réalité des formes de gouvernement adoptés de nos jours par la bourgeoisie, non seulement française, mais même internationale. Bien sûr cela ne veut pas dire qu'il faille essayer d'adapter la réalité à cet "idéal" : cette réalité a une base économique objective — l'impérialisme en tant que stade suprême du capitalisme et conséquemment la domination des monopoles sur l'ensemble de la vie économique et sociale — qui rend vain tout espoir de transformation en profondeur du caractère de classe de la démocratie bourgeoise, cette démocratie étant condamnée à végéter dans les contradictions insolubles du mode de production capitaliste. Nous critiquons le caractère limité et illusoire de la démocratie et du

parlementarisme bourgeois, qui malgré le suffrage universel ne peuvent pas représenter la volonté des travailleurs. Pour autant ne sommes pas opposés dans l'absolu à l'élection d'organismes représentatifs, du moment que ces organismes dits "représentatifs" restent réellement *représentatifs* et ne dégénèrent pas en bastions du lobbying des classes possédantes comme c'est le cas sous le capitalisme. Pour nous, et à l'inverse des fascistes,

« le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées « agissantes » ». ⁴⁴⁰

Nous n'oublions pas les critiques que Lénine adressait même à la plus « démocratique » des démocraties bourgeoises et à son parlementarisme, critiques qui nous indiquent ce que doit être la démocratie prolétarienne :

« Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, *n'est plus*. Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs ; mais nous pouvons et *devons* la concevoir sans parlementarisme (...) « La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. » Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« Etat » se fait dans la coulisse ; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Cela est si vrai que, même dans la République russe, république démocratique bourgeoise, tous ces vices du parlementarisme sont apparus aussitôt, avant même qu'elle ait eu le temps de constituer un véritable Parlement ». ⁴⁴¹

Dans nos "démocraties modèles", la réaction politique caractéristique de l'impérialisme a déjà opté pour des formes de gouvernement qui lui permettent de prendre en main plus directement les affaires du Capital – sans pour autant avoir encore jeté aux orties ses intermédiaires "démocratiquement élus", c'est-à-dire avoir opté pour le fascisme et la dictature terroriste ouverte du Capital –, et fait voler en éclats toutes les illusions entretenues par les démocrates bourgeois sur le rôle "d'arbitre au-

dessus des classes" de l'Etat dit de "démocratie représentative", et *verrouillé* toute possibilité de "réformer pacifiquement" (même au moyens de "réformettes") le système (thèmes chers aux révisionnistes) dans un sens qui ne soit pas celui des grandes entreprises monopolistes, mais celui des travailleurs.

L'évolution du régime présidentiel a été marquée depuis l'avènement de la IV^{ème} République et encore plus particulièrement de la V^{ème} République, par le renforcement du pouvoir exécutif présidentiel au détriment du pouvoir législatif de l'Assemblée bourgeoise.

Depuis la constitution gaulliste de 1958, le président de la république a vu ses pouvoirs renforcés : outre ses pouvoirs de nomination étendus (ministres, préfets), il donne les grandes orientations de l'action du gouvernement, il jouit de l'exercice du droit de dissolution de l'Assemblée nationale et possède des attributions fortes en matière diplomatique et militaire.

Le régime républicain bourgeois, particulièrement en France, a donc fait du présidentiable un "homme providence" paré de toutes les vertus, dont on "goûte" les promesses et dont on attend "grâces et miracles". C'est bien évidemment compter sans l'incapacité totale du républicanisme bourgeois en général (même à dominante parlementaire) à s'attaquer à la racine des problèmes économiques, sociaux et politiques : à savoir l'oppression exercée par le capitalisme sur toutes les sphères de la société.

Si l'on ajoute à ceci le fait que les gouvernements bourgeois sont de plus en plus amenés à gouverner par décrets pour éviter toute forme d'opposition (même verbale et formelle dans les débats qui ont cours habituellement entre les partis de la "majorité" et ceux de "l'opposition"), il est évident qu'il ne reste plus grand-chose du démocratism bourgeois dont la "représentativité" est réduite à la portion congrue : pour beaucoup d'électeurs ce choix est de plus en plus vécu comme un non-choix — c'est-à-dire comme nous l'avons déjà dit non pas le choix du "meilleur candidat", mais celui du "moins mauvais"...

Plus encore que toute autre élection dans un pays de « démocratie » bourgeoise, les élections présidentielles font partie de ces mystifications des masses populaires dont la bourgeoisie raffole.

Assurément cette réalité bourgeoise de la « démocratie pour tous » tranche de manière incontestable avec la démocratie authentique — la démocratie socialiste — sous laquelle selon les propres termes de Staline (suivant les recommandations de Marx et Lénine sur le nécessaire contrôle populaire sur les permanents de l'appareil d'Etat), les citoyens ont *le droit et le devoir*

de rappeler avant le terme de son mandat tout représentant du peuple qui ne satisfait pas à ses obligations et à ses engagements !

« ... comparer ces institutions-là [le pouvoir des Soviets] aux nôtres, c'est vraiment se moquer du monde », ⁴⁴² lançait Henri Barbusse à la face des détracteurs de la démocratie prolétarienne !

Que la bourgeoisie ne s'offusque pas du caractère "arbitraire" de ce "contrôle par la bas", elle qui pratique à si grande échelle la "corruption (et donc le contrôle) par le haut" ! En effet c'est ce contrôle "d'en bas" qui lui seul permet de garantir la véritable démocratie pour les travailleurs, à la condition qu'ils détiennent le pouvoir économique.

Cette réalité du caractère tronqué et mystificateur du "gouvernement démocratiquement élu" au travers "d'élections représentatives" dessille de plus en plus aux yeux de la grande masse des exploités et des travailleurs.

« Prenez le parlement bourgeois. Peut-on admettre que le savant Kautsky n'ait jamais oui-dire que *plus la démocratie est puissamment développée, et plus la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ?* » ⁴⁴³

Il n'appartient pas aux marxistes-léninistes de la cacher ou de prétendre essayer (à la manière des démocrates bourgeois) d'améliorer le fonctionnement des institutions de la "démocratie représentative" bourgeoise, mais au contraire de la dénoncer, non pas comme étant "non-conforme aux principes de la république démocratique" (quel que soit le masque dont on les affuble), mais au contraire comme étant *parfaitement conforme* avec le régime économique et social oppresseur qu'est le capitalisme, même quand il revêt son habit le plus "démocratique" en se parant de la toge de la démocratie bourgeoise. Hélas ! "L'habit ne fait le moine", et il ne suffit pas que les politiciens bourgeois aidés par leurs médias se proclament "élus démocratiquement par la volonté populaire" pour qu'ils le soient réellement ! (Sauf évidemment si l'on entend "dépit et désespoir" à la place de "volonté"...))

Les élections présidentielles de 2002 ont mis en évidence cette réalité de manière particulièrement évidente, créant un véritable séisme politique. Si un tel séisme venait à se reproduire en 2007, il ne fait pas de doute qu'on entendra s'élever un concert de voix de "bons" démocrates bourgeois réclamant l'avènement d'une VI^{ème} république renouant davantage avec le "dialogue social" et avec la "représentativité" républicaine.

Le régime présidentiel est un régime ultraréactionnaire, même si on reste cantonné dans le cadre étroit du démocratisme bourgeois : 1° puisque pour pouvoir se présenter, les candidats doivent prouver qu'ils ont le soutien de 500 élus — "officiellement" pour éviter les candidatures "fantaisistes" !

Les "citoyens" de la "république modèle" qu'est censée être la France sont-ils à ce point immatures qu'ils ne sont pas eux-mêmes en mesure de juger si une candidature est "fantaisiste", où bien les acteurs de la scène théâtrale politique française sont-ils à ce point peu convaincus par la véracité de leurs textes et de leur déclarations qu'ils redouteraient de voir des comiques de profession leur voler la vedette ?⁴⁴⁴ —, et que pour s'assurer de ce soutien il leur faut disposer de moyens financiers qui ne peuvent être qu'à la disposition des partis politiques bourgeois et petit-bourgeois, ceci étant renforcé par le mode de financement des campagnes électorales qui ne rembourse une grande partie des frais de la campagne électorale qu'aux candidats qui ont recueilli plus de 5 % des suffrages ; 2° puisqu'il ouvre la voie aux "figures providentielles" que les médias parent de toutes les vertus et dont la bourgeoisie a toujours su user à l'occasion pour faciliter le recours aux méthodes fascistes de gouvernement ; 3° puisqu'il ne garantit même pas le fonctionnement "indépendant" du parlement bourgeois et limite donc de son utilisation comme une tribune d'agitation révolutionnaire.

Il ne faut pas oublier que tout ceci s'ajoute à l'existence du Sénat qui détient le pouvoir législatif concurremment avec l'Assemblée nationale. Le Sénat est élu au suffrage indirect par un collège d'électeurs appartenant dans son immense majorité aux permanents de l'appareil d'Etat bourgeois, c'est-à-dire aux représentants des classes exploiteuses (ce collège de 150 000 "grands électeurs" est constitué de députés, de conseillers généraux, de conseillers régionaux et principalement de maires, maires-adjoints et conseillers municipaux).

Cette division du pouvoir législatif entre deux assemblées dont au moins une n'est pas élue au suffrage universel direct, mais par le biais de "grands électeurs" semble être une constante au sein des "démocraties" des pays impérialistes, notamment les plus anciens ayant une longue tradition "démocratique" — c'est-à-dire une grande expérience dans le domaine de la duperie des travailleurs.

Le Sénat des Etats-Unis constitue ainsi l'une des deux chambres du Congrès américain. Au Japon, le Sénat — appelé Chambre des Conseillers — partage également le pouvoir législatif avec la Chambre des Représentants. De même au Royaume Uni, le Sénat — appelé Chambre des Lords — partage le pouvoir législatif avec la Chambre des Communes. De même en Italie ou en Allemagne où le Bundesrat (Conseil Fédéral) joue le rôle du Sénat en partageant le pouvoir législatif avec le Bundestag. En Belgique, le Sénat constitue lui aussi avec la Chambre des Représentants une des deux chambres du parlement fédéral belge. Dans tous les cas, le Sénat des

"démocraties" bourgeoises a *sensiblement les mêmes attributions* que son homologue français.

Pour la bourgeoisie impérialiste, cette forme de gouvernement mêlant un pouvoir exécutif fort (souvent de type présidentiel) à un pouvoir législatif bicaméral (où l'une des deux chambres dégénère systématiquement en un bastion de la réaction politique) semble représenter le panacée, c'est-à-dire le juste milieu entre la nécessité de donner aux couches populaires une illusion de "démocratie représentative" et la tendance constante à la réaction politique sous l'impérialisme — réaction qui se traduit outre la tendance à la militarisation de la vie sociale et économique, par un lobbying constant auprès des permanents de l'appareil d'Etat de la part des classes exploiteuses pour la défense de leurs intérêts. (Ce lobbying fournit la base objective aux magouilles et autres affaires occultes dont fourmille la scène politique bourgeoise).

Le mode de scrutin indirect fait du Sénat un haut lieu de la réaction politique et sociale, une des places fortes du lobbying des intérêts de la bourgeoisie monopoliste : sous la V^{ème} République, le Sénat est constamment resté sous la domination des partis politiques bourgeois dits de droite et centristes, ignorant l'alternance droite/"gauche" — c'est-à-dire le changement périodique de la composition de l'attelage gouvernemental bourgeois dans un sens de sa plus grande adaptabilité et modularité face aux conditions économiques et sociales favorables (croissance) ou défavorables (récession, crise).

Le rôle du Sénat est loin d'être négligeable, puisqu'il est à l'origine d'environ 90 % des projets de lois qui sont soumises à l'Assemblée nationale. En outre dans le cas d'un projet de révision constitutionnelle, le gouvernement et l'Assemblée nationale ne peuvent passer outre à l'opposition du Sénat.

Le régime présidentiel est donc un régime ultraréactionnaire, même si on reste cantonné dans le cadre étroit du démocratism bourgeois.

Tous ces points confèrent à l'appareil d'Etat bourgeois une *force d'inertie colossale*, du moins quand il s'agit d'aller contre les intérêts des classes dominantes, car quand c'est pour défendre leurs intérêts cet appareil sait faire preuve d'une bien plus grande souplesse...

On comprend de ce fait la dangerosité des illusions sur la conquête "pacifique" du pouvoir par la voie législative dont les révisionnistes font leur cheval de "bataille" et qui ne peuvent profiter qu'à la réaction bourgeoise en lui laissant tout le loisir de s'organiser en vue 1° du changement des lois du jeu électoral — notamment en ce qui concerne le mode de scrutin (majoritaire, proportionnel ou mixte) ; c'est ainsi que le PCF —

massivement contaminé par le crétinisme parlementaire —, fut rejeté au second plan dans l'immédiate après-guerre par De Gaulle⁴⁴⁵ — et 2° en vue d'organiser la répression armée des aspirations démocratiques des travailleurs si les magouilles et tripatouillages autour du mode de scrutin se sont révélés insuffisants et échouent !

II — Les marxistes-léninistes et les élections en général

Marx et Lénine ont insisté sur le fait qu'à travers les élections, le seul choix qui était réellement laissé aux travailleurs était celui de

« Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques ».⁴⁴⁶

Pour le commun des travailleurs la victoire de la droite comme celle de la « gauche » ne se traduit jamais par une amélioration réelle de leurs conditions économiques et sociales.

Une part croissante des travailleurs en fait quotidiennement l'expérience depuis des décennies, et ce de manière particulièrement sensible depuis le début des années 1970 qui a marqué le début d'une récession économique durable. "Que peuvent faire les politiciens de droite ou de "gauche" face au lobbying du patronat" ? Rien, sinon donner aux exploités plus de "commodités" ou de "souplesse", en espérant retirer de ces sacrifices à "court terme" (devant évidemment être consentis par les travailleurs), des avantages à "long terme" en termes de compétitivité et donc de croissance économique et d'emploi. Tel est la maxime de l'économisme vulgaire dont les conceptions dominent, tant à droite qu'à "gauche".

A "l'extrême gauche", on substitue à ces conceptions une autre illusion : celle que la hausse des salaires serait le "moteur de la croissance et de l'emploi". Mais le patronat est bien plus censé et lucide : augmenter les salaires dans le contexte de la production marchande internationale, c'est augmenter le coût de la force de travail et donc des marchandises ; c'est donc en définitive perdre des débouchés sur ce marché face à une concurrence disposant d'une main d'œuvre plus souple et meilleur marché !

Sur le marché économique mondial, le fait que chaque nation bourgeoise s'efforce d'aggraver les conditions de travail et donc d'augmenter le taux d'exploitation des travailleurs, suffit à montrer le fossé béant entre la réalité économique et sociale d'une part (cette réalité faite de labeur éreintant, de chômage, d'abrutissement quotidien, de guerres de rapine), et les

promesses et les vœux pieux de ces démocrates petit- ou grand-bourgeois d'autre part ("la démocratie, la croissance et le progrès") !

Certes les discours optimistes des politiciens bourgeois parviennent encore à tromper une grande partie des masses exploitées et à leur cacher la véritable nature de classe de la république "démocratique" bourgeoise et de son parlementarisme. Mais de plus en plus, l'ensemble des partis politiques bourgeois tendent à apparaître comme un tout *unique* au service du patronat, car prônant directement les idées libérales ou opérant de manière détournée en jetant le discrédit sur toute réelle alternative sociale.

« On dit : « les socialistes ont gouverné : en Angleterre, en Allemagne. Regardez ce qu'ils ont fait ». On néglige d'ajouter que les personnages en question étaient peut-être socialistes de nom, mais qu'ils n'ont jamais appliqué le socialisme ». ⁴⁴⁷

Ainsi les désaccords sur les points de détails se gommant tandis que les convergences sur l'essentiel (leur socle anti-ouvrier et anticommuniste commun) apparaissent au grand jour ; ainsi le clivage "droite"/"gauche" traditionnel tend à s'estomper...

Dans ce contexte de fusion croissante des idéologies qui pouvaient autrefois apparaître opposées, pour une part croissante des travailleurs et de la jeunesse prolétarienne, le "choix des urnes" apparaît de plus en plus comme un non choix : "nous voudrions *pouvoir* choisir *le meilleur* mais cette "démocratie" nous contraint à *devoir* choisir *le "moins" mauvais*" ! "Devoir faire un choix entre la peste et le choléras, c'est un non choix !"

C'est en somme dans cet état d'esprit que beaucoup de travailleurs se sont sentis obligés de reconduire Chirac aux présidentielles précédentes, en 2002. Et attention aux dégoûtés qui voulaient malgré tout montrer leur mécontentement : mettre une épingle sur le nez était interdit ! Comment ne pas comprendre le dégoût légitime croissant de beaucoup de travailleurs pour ce genre de mascarades "démocratiques" ? Il est vrai qu'il y a quelque chose de sain dans le phénomène abstentionniste : "pourquoi aller voter puisque l'issue du vote n'apportera de toute façon rien de bon aux travailleurs, puisque le véritable pouvoir n'est pas celui des urnes, mais celui de ceux qui détiennent le pouvoir économique" ?

On nous rétorquera peut-être que la grande masse des travailleurs "place toujours des espoirs dans la démocratie représentative bourgeoise" (sans guillemets) et qu'il faut encore par conséquent bataille sur le terrain de celle-ci. En bref, que nous sommes des "gauchistes irresponsables" qui n'arriveront qu'à se couper des masses avec leurs mots d'ordre révolutionnaires. Il s'en trouvera certainement pour recracher par cœur les remarques que Lénine adressait aux communistes de gauche d'Europe sur la

nécessité d'utiliser autant les armes légales (comme les élections) qu'illégales. Mais qu'en est-il réellement des critiques que Lénine adressait aux communistes de gauche ? Ceux-là n'en ont-ils pas gardé que les bribes tronquées qui leur conviennent ?

« Le doctrinarisme de gauche s'obstine dans la négation absolue d'anciennes formes déterminées, sans voir que le nouveau contenu s'ouvre un chemin à travers toutes les formes possibles, que notre devoir de communistes est de nous rendre maîtres de toutes ces formes, d'apprendre à les compléter aussi rapidement que possible l'une par l'autre, à les remplacer l'une par l'autre, à adapter notre tactique à tout changement qui n'aura pas été suscité par notre classe ou par nos efforts. (...) Ils ignorent simplement (ou s'efforcent d'oublier) les exemples internationaux d'utilisation réellement révolutionnaire et communiste des parlements bourgeois, utilisation incontestablement utile à la préparation de la révolution prolétarienne. Simplement, incapables de se représenter cette utilisation « nouvelle », ils poussent des clameurs, en rabâchant sans fin, contre l'utilisation « ancienne », non bolchevique, du parlementarisme ».⁴⁴⁸

En quoi consiste cette « utilisation révolutionnaire et utile des parlements bourgeois » dont parle Lénine ? En ce que la fraction parlementaire bolchévique se servira du parlement comme d'une tribune d'agitation dont le rôle certes modeste et subordonné à l'autre forme de lutte (grèves, insurrection) permet toutefois de « révéler la vraie « nature interne » des partis politiques » à la vue des éléments des couches exploitées retardataires, afin de démontrer aux masses exploitées les plus retardataires, l'impuissance du parlementarisme bourgeois et donc ainsi les arracher aux préjugés démocratiques bourgeois en leur démontrant sur la base de leur propre expérience la nécessité de lui substituer le pouvoir des Soviets des travailleurs.⁴⁴⁹

« ... la participation à un parlement démocratique-bourgeois, loin de nuire au prolétariat révolutionnaire, lui permet de *démontrer* plus facilement aux masses retardataires pourquoi ces parlements méritent d'être dissous, *facilite* le succès de leur dissolution, *facilite* la « fin politique » du parlementarisme bourgeois ».⁴⁵⁰

Cette utilisation « nouvelle » du parlementarisme est évidemment aux antipodes de celle des révisionnistes qui se sont parfaitement intégrés au jeu parlementaire bourgeois et siègent bien tranquillement à l'Assemblée et au Sénat.

« Force nous est de le dire et redire encore : les enseignements de Marx, fondés sur l'étude de la Commune, sont si bien oubliés que le « social-démocrate » actuel (lisez : l'actuel traître au socialisme) est tout simplement incapable de concevoir une autre critique du parlementarisme que la critique anarchiste ou réactionnaire ».⁴⁵¹

Nous sommes conscients que nous ne pourrons disposer aujourd'hui d'aucune faction parlementaire bolchévique capable de s'acquitter de ces tâches :

« Une partie de la petite bourgeoisie prolétarisée, les ouvriers arriérés et les petits paysans, tous ces éléments croient réellement que leurs intérêts sont représentés au Parlement ; il faut lutter contre cela par l'action parlementaire et montrer aux masses la vérité dans les faits ». ⁴⁵²

Une participation aux élections dans ces conditions ne peut donc signifier dans ces conditions qu'un soutien à tel ou tel parti politique bourgeois et conséquemment un renforcement de l'utilisation « ancienne » du parlement bourgeois.

Ces arguments ne servent donc qu'à "cacher" des conceptions révisionnistes illustrant une déviance légaliste, un renoncement à préparer politiquement les travailleurs au renversement de cette fausse démocratie, d'autant que ces "critiques" préfèrent en général garder pour eux (au lieu de chercher à faire passer dans les masses les mots d'ordre communistes) les théorèmes sur la "révolution socialiste" et sur la "dictature du prolétariat", tout en appliquant dans leur travail politique quotidien les "recettes classiques" de l'opportunisme électoral et parlementaire.

Pour Lénine la haine qu'un communiste éprouve envers les « politiciens de classe de la bourgeoisie » constitue « le début de la sagesse », en ce qu'elle marque une rupture nette avec les pratiques mystificatrices du parlementarisme bourgeois. Cependant Lénine avertit que la simple invective de l'opportunisme parlementaire et le refus de la participation au parlement sont des choses faciles ne pouvant pas suffire à démontrer la nécessité du rejet du démocratism bourgeois à la masse retardataire des ouvriers, des paysans et des petit-bourgeois prolétarisés dont les préjugés parlementaires et démocratiques sont profondément ancrés.

Pour Lénine, la simple « négation subjective d'une institution réactionnaire » n'est pas synonyme « de sa destruction effective » : il est nécessaire de faire un travail d'agitation communiste au sein même des institutions bourgeoises, afin de démontrer à cette masse retardataire l'impuissance inévitable du parlementarisme bourgeois et son incapacité à apporter une solution positive aux grands problèmes économiques et sociaux, ceci nécessitant de prendre le contre pieds des intérêts des classes possédantes — sous cet aspect, la république bourgeoise moderne où le parlement bourgeois ne joue le plus souvent qu'un rôle d'enregistrement des lois concoctées par le régime présidentiel et le Sénat, doit inévitablement faciliter la tâche à la fraction parlementaire communiste révolutionnaire, et l'aider à démontrer à la masse des exploités la nécessité

de la dissolution des organes pseudo-représentatifs du démocratisme bourgeois.

Lénine insistait sur la difficulté supplémentaire pour les communistes des pays impérialistes possédant de longues « traditions démocratiques » et une bourgeoisie très bien rôdée aux mystifications populaires de parvenir à créer une fraction parlementaire communiste qui soit capable de s'acquitter de cette tâche sans se laisser « prendre aux hochets du parlementarisme bourgeois et de former des « hommes politiques de classe prolétariens » qui « ne soient pas inférieurs à ceux de la bourgeoisie ». La critique la plus implacable ne doit donc pas être dirigée contre l'activité parlementaire en général, mais contre les « communistes » qui sont incapables de « tirer parti des élections au parlement et de la tribune parlementaire en révolutionnaires, en communistes ».

« Vous voulez créer une société nouvelle ? Et vous reculez devant la difficulté de créer une bonne fraction parlementaire de communistes convaincus, dévoués, héroïques dans un parlement réactionnaire ! N'est-ce pas de l'enfantillage ? »⁴⁵³

Tout ceci démontre à quel point les principes léninistes devant guider l'action politique d'un Parti n'ont jamais même ne serait-ce qu'effleuré le PCF, fût-ce avant la « mutation ». La bolchévisation de ce Parti n'a jamais réellement pu être opérée parce que les chefs de ce Parti n'ont jamais réussi à s'arracher à l'influence du parlementarisme et du démocratisme bourgeois — ni jamais pu assimiler la conception léniniste de l'Etat —, ce que reflète admirablement l'interview donnée par Thorez au *Times* en 1946 : « Les progrès de la démocratie à travers le monde permettent d'envisager pour la marche du socialisme d'autres chemins que ceux suivis par les communistes russes (...) Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès, de justice sociale. »

« Seuls les opportunistes sont capables de se faire des illusions et de s'imaginer que les masses laborieuses sont en mesure, sous le capitalisme, d'acquérir une conscience, une fermeté de caractère, une perspicacité assez grande, un horizon politique assez vaste pour pouvoir décider à l'avance, par un simple vote, ou de toute autre manière, sans la longue expérience de la lutte, qu'elles suivront telle classe ou tel parti (...) Le capitalisme ne serait pas ce qu'il est si, d'une part, il ne vouait pas les masses à un état d'abrutissement, d'accablement, de crainte, de dispersion, d'ignorance ; si d'autre part, il ne remettait pas entre les mains de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, de mystification massive, d'abrutissement etc... des ouvriers et des paysans. (...) On ne peut pas, en régime capitaliste, convaincre la majorité des

travailleurs et les gagner définitivement par des votes. C'est la lutte des classes et non pas des votes, qui peuvent apporter la solution des grands problèmes historiques ».⁴⁵⁴

Dans son message de condoléances adressé à l'occasion des obsèques de Thorez, De Gaulle reconnaissant du rôle joué par ce dernier (c'est-à-dire son aplatissement devant le démocratisme bourgeois et donc le concours apporté à la mystification des travailleurs au sortir de la Seconde Guerre Mondiale et à l'intégration du PCF dans le jeu politique bourgeois), déclara ainsi en hommage au défunt :

« A une époque décisive pour la France, le Président Maurice Thorez a, à mon appel, et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale ».

Les marxistes-léninistes estiment à sa juste valeur cette marque de reconnaissance d'un représentant (et non le moindre) de l'impérialisme français, qui dévoile mieux que n'importe quel long discours la politique de trahison suivie par la direction du PCF et le fossé existant déjà à l'époque entre le discours radical et la pratique politique opportuniste.

Et qu'on ne nous dise pas que les ambitions électorales du PCF n'étaient qu'un « aspect secondaire » de son activité politique, « subordonné » à la lutte pour la préparation politique des travailleurs au renversement du capitalisme ! On voit bien qu'il n'est pas si difficile de faire la différence entre un compromis et une trahison, tant que l'on garde à l'esprit les intérêts généraux du mouvement ouvrier révolutionnaire et tant que l'on garde en vue l'objectif stratégique du marxisme-léninisme qu'est la préparation de la révolution socialiste.

« Les gens naïfs et totalement dépourvus d'expérience s'imaginent qu'il suffit d'admettre les compromis *en général* pour que toute limite soit effacée entre l'opportunisme, contre lequel nous menons et devons mener une lutte intransigeante, et le marxisme révolutionnaire ou le communisme ».⁴⁵⁵

En effet, quand Lénine a parlé à un moment ou à un autre de la nécessité pour les communistes de réaliser des compromis électoraux avec des partis politiques bourgeois, il l'a toujours fait dans une optique tactique — celui de rapprocher du but stratégique de la révolution socialiste et l'a donc rattaché à trois conditions fondamentales⁴⁵⁶ : 1° que les communistes possèdent des forces et une influence suffisantes pour que ce compromis ne se transforme pas en un soutien servile et ne se substitue pas au travail politique et d'agitation du Parti ou en un soutien systématique à tel ou tel parti bourgeois du "moindre mal". Un tel soutien ne signifie en effet qu'un aplatissement et une capitulation devant le démocratisme bourgeois, puisque l'on renonce de fait à éduquer politiquement les travailleurs dans le

sens de leur affranchissement des préjugés démocratiques bourgeois ; 2° que « les communistes gardent *la plus entière liberté* de propagande, d'agitation, d'action politique » même pour dénoncer un « allié », sans quoi le compromis serait en fait une trahison ; 3° que le compromis soit tel qu'il « soutienne comme la corde soutient le pendu » : Lénine n'envisageait le compromis politique avec un parti politique (petit-) bourgeois que pour mieux le pousser à la faute et dévoiler au grand jour aux yeux des larges masses sa frilosité à soutenir le camp des travailleurs (sa perpétuelle indécision et volatilité, son impuissance à adopter une position claire contre la réaction et à prendre les mesures pratiques rompant avec les exploités) et donc sa véritable nature de classe, en bref afin de « hâter sa mort politique ». Là encore, la conception léniniste du compromis diffère fondamentalement des "compromis" que passent les révisionnistes avec les partis gouvernementaux, "compromis" qui sont autant de trahisons envers les intérêts fondamentaux des travailleurs et de tentatives de les réconcilier avec les exploités en cherchant à leur découvrir des "intérêts communs", parce que eux-mêmes se trouvent dans une situation intermédiaire petite-bourgeoise qui leur apporte les avantages substantiels des fauteuils parlementaires, tout en leur conservant la sympathie des masses exploités.

Sur la différence fondamentale entre compromis et compromission Lénine faisait remarquer que :

« L'homme politique, désireux d'être utile au prolétariat révolutionnaire, doit savoir discerner les cas *concrets* où précisément ces compromis sont inadmissibles, où ils sont l'expression de l'opportunisme et de la *trahison*, il doit savoir diriger contre *ces* compromis *concrets* toute la force de sa critique, les dénoncer implacablement et avec mordant, leur déclarer une guerre sans merci, en ne permettant pas aux vieux routiers « affairistes » du socialisme ni aux parlementaires jésuites de se dérober, d'échapper à leurs responsabilités par des dissertations sur les « compromis en général ». (...) Il y a compromis et compromis. Il faut savoir analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque variété de compromis. Il faut apprendre à distinguer entre l'homme qui a donné aux bandits de l'argent et des armes pour atténuer le mal causé par ces bandits et faciliter leur capture et leur exécution et l'homme qui leur donne de l'argent et des armes afin de participer au partage de leur butin. En politique, la chose est loin d'être toujours aussi facile que dans un petit exemple d'une simplicité enfantine. Mais celui qui voudrait imaginer pour les ouvriers une recette offrant d'avance des solutions toutes prêtes pour toutes les circonstances de la vie ou qui assurerait que dans la politique du prolétariat révolutionnaire il ne se rencontrera jamais de difficultés ni de situations embrouillées, celui-là ne serait qu'un charlatan ». ⁴⁵⁷

Si les bolcheviks ont effectivement passé des compromis avec les partis politiques bourgeois libéraux ou petit-bourgeois, c'était

« tout en sachant mener sans relâche la lutte idéologique et politique la plus implacable contre le libéralisme bourgeois et contre les moindres manifestations de son influence au sein du mouvement ouvrier. Les bolcheviks ont toujours suivi cette politique ». ⁴⁵⁸

Quand on traite de l'action parlementaire, il ne faut jamais oublier à l'instar de Lénine qu'il existe deux types fondamentaux de parlementarisme : d'un côté le parlementarisme des pseudo-socialistes qui « conduit aux sinécures et fauteuils et ministériels » sous couvert de vouloir « améliorer » ou « réformer progressivement » le système, et de l'autre l'agitation parlementaire des communistes révolutionnaires qui les conduit « dans les bagnes capitalistes » !

III — Les marxistes-léninistes et les élections : « participation ou boycott ? »

Lénine insistait tout particulièrement sur le fait que le mot d'ordre de boycott des élections bourgeoises était insuffisant et ne permettait pas de combattre les influences bourgeoises au sein du mouvement ouvrier, qu'il ne fallait pas poser la question en des termes de « participation », « d'abstention » ou de « boycott » qui sont trop réducteurs : Lénine avertissait que le boycott est chose aisée et peut apparaître au premier abord comme terriblement « révolutionnaire », mais ce rejet ne suffit pas à combattre les influences démocratiques-bourgeoises à l'intérieur du mouvement ouvrier.

« On ne peut rien comprendre à la marche de notre révolution, si l'on se borne à opposer purement et simplement le boycottage « anarchiste » à la participation aux élections, préconisée par les social-démocrates. (...) Voilà à quel syllogisme enfantin se réduisent tous les raisonnements de nos menchéviks et notamment de Plékhanov ». ⁴⁵⁹

Quand Lénine avertissait de ne pas rejeter les moyens de lutte parlementaires et électoraux, ce n'était pas pour soutenir ou se prêter à leurs déformations bourgeoises (« la plate routine petite-bourgeoise », « l'arrivisme le plus éhonté », « l'utilisation bourgeoise des sinécures parlementaires », etc.) à l'instar des révisionnistes, mais au contraire pour apprendre à les combattre de l'intérieur, ce qui sera nécessaire au prolétariat non seulement pour conquérir le pouvoir, mais encore davantage pour le conserver — quand il faudra édifier une économie et une société nouvelles à partir de matériel humain hérité du capitalisme, et par conséquent débarrasser les masses petite-bourgeoises de ces influences et empêcher qu'elles ne renaissent au sein des organismes économiques et

politiques soviétiques — danger bien réel que la prise du pouvoir par les révisionnistes soviétiques a confirmé.⁴⁶⁰

Le boycott au même titre que l'abstention est le moyen le plus commode pour les petit-bourgeois radicaux déçus par le système capitaliste, mais incapables d'y proposer d'alternative, d'exprimer leur mécontentement, tout en les dispensant d'une analyse politique sérieuse et en les empêchant d'avoir une quelconque influence sur les masses.

« La question peut se poser de boycotter les élections lorsque la situation est révolutionnaire. Lénine a précisé que le boycottage n'est pas tant une "ligne tactique" qu'un "procédé de combat particulier", applicable surtout dans les conditions d'une déclaration de guerre directe au régime bourgeois : "En dehors d'un ample élan révolutionnaire, en dehors d'une effervescence massive qui déborde partout pour ainsi dire l'ancienne légalité, il ne peut être question d'aucun succès du boycott." ("Contre le boycottage", 1907, Œuvres, t.13, p.20.) Le boycott doit être actif et servir à briser le parlement et la légalité bourgeoise. Un boycott passif n'aurait aucun sens politique pas plus que l'abstention qui est dépourvue de tout contenu révolutionnaire, selon la vigoureuse formule de Lénine : "La façon dont nous posons le boycottage n'a rien de commun avec celle dépourvue de tout contenu révolutionnaire des libéraux et des philistins médiocres : s'abstenir ou ne pas s'abstenir." (Id., p. 41.) Le mouvement marxiste-léniniste français a pourtant pris l'habitude de poser la question dans ces termes en quelque sorte apolitiques, malgré la très riche expérience du Parti bolchevik, si souvent commentée par Lénine ».⁴⁶¹

Le boycott d'une élection doit donc servir à briser les illusions sur la représentativité du démocratism bourgeois et donc la légitimité du républicanisme bourgeois et du système capitaliste lui-même. Il a pour fonction de préparer les travailleurs au renversement du capitalisme.

Quand les communistes russes boycottèrent la Douma, les soviets ouvriers et paysans étaient déjà constitués comme un second pouvoir à côté du pouvoir bourgeois légal. L'appel des bolchéviks au boycott des élections bourgeoises signifiait alors appeler au renversement d'un pouvoir illégitime, celui de l'ordre bourgeois et appeler à donner tout le pouvoir aux soviets.

La question du boycottage en général, telle qu'elle s'est posée pour les bolchéviks, est une question de procédé de lutte relevant de la tactique, c'est une question qui a évidemment été obscurcie par les révisionnistes et par les gauchistes — à l'exemple des maoïstes. Tandis que les uns font de la participation aux élections bourgeoises le fondement de leur travail politique, les autres dénie toute possibilité d'utiliser ponctuellement telle ou telle élection dans les intérêts du mouvement ouvrier et communiste.

Le dépassement dialectique de ces deux points de vue anti-marxistes qui coexistent et se renforcent mutuellement, consiste à démasquer l'électoratisme et le parlementarisme bourgeois à travers une campagne d'agitation politique communiste — en dehors comme au-dedans (quand cela est possible) des institutions du parlementarisme bourgeois.

Comme Lénine le soulignait, il est essentiel pour les communistes de savoir combiner judicieusement les formes légales et illégales de lutte et de travail politique au sein des masses. La question de la participation aux élections bourgeoises sous le capitalisme est donc une question de *tactique* qui n'obéit pas à des recettes "toutes prêtes".

En effet Lénine insistait d'abord sur le fait qu'il n'y avait pas de recettes toutes prêtes applicables "en tout temps", mais que la position que les marxistes-léninistes doivent adopter face aux élections bourgeoises relève de la tactique, l'essentiel étant de choisir la tactique appropriée permettant de nous rapprocher de l'objectif stratégique de la révolution socialiste — ce qui passe obligatoirement par la préparation politique des couches populaires et des travailleurs, par leur compréhension de la nécessité pour eux de jeter aux orties le démocratisme bourgeois qui est devenu un frein et un obstacle à la réalisation de leurs aspirations à la démocratie véritable, tant dans la vie politique que dans la vie économique et sociale.

« Le prolétariat devait lutter contre les illusions constitutionnelles sur lesquelles se basaient *exclusivement*, au printemps de 1906, la campagne électorale des cadets et les élections parmi les paysans. A cette époque où l'on exagérait sans mesure l'importance de la Douma, il était impossible de mener cette lutte autrement que par le boycottage. A quel point la *propagation* des illusions constitutionnelles était intimement liée à la participation à la campagne électorale et aux élections du printemps de 1906, l'exemple de nos menchéviks le montre on ne peut mieux ». ⁴⁶²

Les marxistes-léninistes n'ont-ils pas le droit de considérer qu'en France — comme dans beaucoup d'autres pays bourgeois —, la « démocratie » et le parlementarisme bourgeois ont non seulement fait leur temps historiquement, mais aussi au moins partiellement dans la réalité et dans l'esprit de nombreux travailleurs qui n'attendent plus rien d'elle, ou du moins se font de moins en moins d'illusions à son sujet ?

« la question n'est pas de savoir si les parlements bourgeois existent depuis longtemps ou depuis peu mais de savoir jusqu'à quel point les larges masses des travailleurs sont *prêtes* (idéologiquement, politiquement, pratiquement) à adopter le régime soviétique et à dissoudre — ou à permettre qu'on dissolve — le parlement démocratique-bourgeois ». ⁴⁶³

C'est assurément une tendance lourde à long terme que l'on observe dans les démocraties bourgeoises : en France par exemple le taux d'abstention

aux élections présidentielles au 1^{er} tour est passé de 15 à 28 % pour la période 1965-2002 ; de 24 à 38 % pour les élections législatives (moyenne des 2 tours) entre 1958 et 2002 et enfin de 39 à 57 % pour les élections européennes pour la période 1979-2004. Cette tendance n'est évidemment pas "spécifique" à la France mais touche toutes les "démocraties représentatives" du "monde libre" : le taux d'abstention aux élections européennes est passé de 37 à 54 % pour l'ensemble des pays membres de l'UE pour la période 1979-2004. Aux Etats-Unis, l'abstention a dépassé 43 % aux élections présidentielles de 2004.

Il faut souligner en outre que cette abstention revêt un caractère de classe marqué : les couches de la population les plus enclines à l'abstention sont celles qui cumulent les handicaps sociaux les plus divers. Le chômage, la pauvreté, la précarité, la stagnation du pouvoir d'achat des salariés modestes, la violence physique dans les rapports sociaux, l'absence de perspectives, la fatalité de l'échec scolaire, la dégradation des conditions de travail dans les emplois peu qualifiés, les discriminations et stigmatisations subies par les populations d'origine immigrée, tout ce qui a contribué au durcissement des conditions de vie d'un nombre croissant d'exploités contribue à renforcer le scepticisme politique et l'abstention au sein de ces couches populaires, les préparant politiquement au rejet du démocratismes et du parlementarisme bourgeois, jetant ainsi les bases de la conception prolétarienne de la démocratie. En bref, cette abstention est le résultat de l'indifférence et du ras-le-bol croissants des couches populaires face au fossé entre les discours politiques et la réalité économique et sociale. Lénine avait donc raison de dire que :

« Nous observons dans maints pays un antiparlementarisme qui n'est pas tant le fait d'hommes issus de la petite bourgeoisie que celui de certains groupes avancés du prolétariat, mus par la haine à l'égard de l'ancien parlementarisme, haine légitime, juste et nécessaire, provoquée par le comportement des parlementaires de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de tous les pays ».⁴⁶⁴

Du dégoût d'une part croissante des travailleurs pour le parlementarisme bourgeois, les communistes marxistes-léninistes doivent en conclure de la nécessité de ne pas limiter l'action politique aux événements électoraux et à la lutte parlementaire. Cependant, il est non moins qu'il est difficile de transformer ce rejet de tous les partis politiques gouvernementaux et le dégoût vis-à-vis de la classe politique *en général* en un rejet des partis politiques et du démocratismes *bourgeois*.

De plus, il faut veiller à ne pas sous-estimer le rôle mystificateur que peut encore jouer le parlementarisme bourgeois et les illusions propagées par les

médias à son service, aussi longtemps que les préjugés démocratiques bourgeois restent dominants, ce qui est le cas. Les marxistes-léninistes devront donc veiller dans le futur à soustraire les masses à ces influences, en créant une fraction parlementaire bolchévique capable de leur démontrer de l'intérieur l'impuissance du parlementarisme bourgeois.

« Tant que vous n'êtes pas de force à dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous *devez* travailler dans ces institutions *précisément* parce qu'il s'y trouve encore des ouvriers abrutis par la prêtraille et par l'atmosphère étouffante des trous de province. Autrement vous risquez de devenir tout simplement des bavards ». ⁴⁶⁵

Les marxistes-léninistes doivent-ils boycotter les élections présidentielles de 2007 ? Pour Lénine la réponse à cette question relève donc du domaine de la tactique. Pour répondre à cette question, il faut donc en fait répondre à la question suivante : les élections présidentielles font-elles partie aujourd'hui en France impérialiste de ces élections qu'il est possible d'utiliser dans l'intérêt du mouvement communiste marxiste-léniniste et des éléments les plus avancés du prolétariat ? Et si oui, de quelle manière ?

IV — La tactique des marxistes-léninistes face aux élections présidentielles 2007

Le nœud gordien du problème dans le cadre d'élections est donc constitué par l'inexistence actuelle d'un Parti Communiste marxiste-léniniste qui d'emblée exclut 1° la participation à cette mascarade électorale dans le but de se servir de cet espace à des fins d'agitation politique, et 2° le soutien à tel ou tel parti politique du camp "anti-libéral" qui ne ferait que noyer les idées communistes dans un soutien servile et renforcer les préjugés parlementaires et démocratiques bourgeois au sein de la grande masse des exploités et nous couper des éléments prolétariens les plus avancés que la participation à cette mascarade électorale bourgeoise répugne.

Comme on l'a vu, pour accepter un compromis qu'est le soutien à tel ou tel parti (petit-) bourgeois, le Parti du prolétariat doit disposer de forces conséquentes qui donnent un poids à ce soutien. Une fourmi qui tenterait d'apporter son soutien à un éléphant boiteux ne soutiendrait pas grand-chose et son action resterait "invisible" vue de l'extérieur. Tout au plus risquerait-elle de se faire écraser ! La faiblesse du mouvement marxiste-léniniste en France ne fait-il pas de lui une "fourmi" face aux formations politiques bourgeoises "géantes" ? La fourmi a-t-elle les moyens de soutenir le géant « comme la corde soutien le pendu » ? Non, évidemment !

On a vu à quelles conditions les communistes peuvent conclure un compromis électoral. Un "soutien" d'une telle sorte, c'est un compromis de

faibles, de ceux incapables de peser réellement dans la balance de la politique contemporaine et qui cherchent à s'abriter sous l'aile de tel ou tel soi-disant progressiste pour profiter de quelques miettes. Mais on conviendra que ce n'est pas ainsi que les communistes peuvent répondre aux exigences politiques du moment.

"Soutenir" dans ces conditions, signifie noyer son travail politique et l'enchaîner au char de la (petite-) bourgeoisie : que faut-il entendre par le camp « anti-libéral » et pourquoi refusons-nous de le soutenir ? Qui représente-t-il ? Le camp "anti-libéral" c'est le PCF et les trotskistes, c'est la "gauche" écologiste, altermondialiste et populiste (Bové), mais c'est aussi les souverainistes et même sous des slogans démagogiques les fascistes ! Bref tous ceux qui proclament refuser les *conséquences* du "libre-marché" et de la "mondialisation", alors même qu'ils en acceptent les principes : l'esclavage salarié.

C'est pourquoi la critique "anti-libérale" adressée à la social-démocratie "de gauche" incarnée par le Parti Socialiste n'empêche pas le ralliement et le soutien de ces "anti-libéraux" au "moindre mal" qu'est sensée représenter cette "gauche" comparativement à la droite traditionnelle. Il ne faut donc pas perdre de vue que ce vaste camp "anti-libéral" n'est pas "anti-capitaliste", mais est par contre dans sa grande majorité franchement hostile au marxisme-léninisme et au socialisme, les altermondialistes, les trotskistes et le PCF inclus — puisque leur "alternative" ou leur "socialisme" se réduit à l'humanisme et à l'égalitarisme abstraits ainsi qu'aux préjugés démocratiques petit-bourgeois.

Les communistes peuvent-ils se fondre dans cette masse aussi informe et hétéroclite dans laquelle on retrouve en fait les représentants du « camp du non » (petit-bourgeois, protectionniste et réactionnaire) au Traité Constitutionnel Européen, *ou* doivent-ils développer leur propre propagande en direction des éléments avancés des couches exploitées (ceux qui ont entamé une rupture avec les préjugés parlementaires et démocratiques), sans pour autant se couper de la grande masse des exploités qui ne se sont pas encore arrachés à l'influence de ces préjugés ? Pour tout communiste conscient, c'est la seconde tactique qui est la bonne ; car c'est la seule permettant de faire progresser le mouvement marxiste-léniniste et d'étendre son influence. Mais attention, il ne faut pas nourrir d'illusions sur l'ampleur de cette influence :

« le premier objectif historique (attirer l'avant-garde consciente du prolétariat aux côtés du pouvoir des Soviets et de la dictature de la classe ouvrière) ne pouvait être atteint sans une complète victoire idéologique et politique sur l'opportunisme et le social-chauvinisme ».⁴⁶⁶

Peut-on dire qu'aujourd'hui les communistes soient parvenus à réaliser ne serait-ce que ce « premier objectif historique » nécessaire à l'essor ultérieur du mouvement qui consiste selon Lénine à « savoir amener les masses à cette position nouvelle, propre à assurer la victoire de l'avant-garde dans la révolution » ? Non, et l'éclatement organisationnel et idéologique persistant du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme en témoigne. Chercher à passer directement au "travail d'agitation dans les masses", n'est-ce pas vouloir sauter au-dessus du « premier objectif historique » et laisser en fait le champ libre à l'opportunisme, n'est-ce pas au final se suicider politiquement ? En effet pour un marxiste-léniniste :

« Il faut se rappeler une fois pour toutes que la force et l'importance d'un parti, surtout du Parti communiste, dépendent moins de la quantité de ses membres que de leur qualité, de leur fermeté, de leur dévouement à la cause du prolétariat ».⁴⁶⁷

« La qualité d'abord, la quantité ensuite ».⁴⁶⁸

Sommes-nous pour autant condamnés à rester des « gauchistes » coupés de toute influence dans les masses ou auprès des éléments prolétariens les plus avancés ? Non, bien évidemment. La question à résoudre est : peut-on utiliser ces élections pour transformer cette réalité, et ensuite comment ? Nous pensons que c'est possible. Modestement, mais efficacement si le mouvement communiste marxiste-léniniste réussit à tirer sur le (ou les) bon(s) "maillon(s) de la chaîne".

Sur quelle base devons-nous déployer notre travail politique auprès des éléments les plus avancés — non seulement dans ce cas particulier des élections bourgeoises, mais en général et au quotidien ? Sur une base qui ne soit évidemment *pas inférieure* à celle que Lénine recommandait d'adopter pour le travail politique au sein des larges masses exploitées :

« Nous devons associer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaire pour l'ensemble des revendications démocratiques : république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles mêmes, etc... Tant qu'existe le capitalisme, toutes ces revendications ne sont réalisées qu'à titre exceptionnel, et encore sous une forme incomplète et altérée ».⁴⁶⁹

En effet,

« Dans l'État bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la « démocratie » des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette

contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, *afin de les préparer à la révolution !* »⁴⁷⁰

Peut-on dire que ces directives aient jusque-là constitué la ligne directrice de ceux qui disent "s'opposer au capitalisme" ? L'affirmer serait malhonnête !

Est-il possible d'utiliser les élections bourgeoises dans cette optique léniniste ? Oui, les marxistes-léninistes ont certainement une grande quantité de faits à mettre en avant pour dénoncer la contradiction criante entre "l'égalité et la liberté" formellement affirmées et leur réalisation incomplète et altérée sous le capitalisme et ainsi de débiter un véritable travail politique au sein des masses tout en leur permettant de renforcer leur cohésion sur la base de la compréhension croissante du marxisme-léninisme. Nous avons donc les moyens de faire "coup double" en progressant à la fois dans la réalisation du premier objectif stratégique tout en posant les prémisses de la réalisation du second.

Nous devons donc déployer dans ce sens une campagne et un travail communs des marxistes-léninistes au nom du CNU qui offre un cadre bien plus favorable au ralliement des éléments les plus avancés que le cadre organisationnel que confère l'éclatement de chaque organisation.

Nous devons trouver des formes de travail qui conviennent autant aux éléments qui se sont engagés dans le rejet des préjugés démocratiques bourgeois, qu'à ceux qui, bien que restant influencés par ces préjugés, commencent à exprimer un dégoût envers les partis politiques bourgeois gouvernementaux.

Des slogans gauchistes du type « *A bas la dictature du Capital ! — Vive la dictature du prolétariat !* », ne font que ressasser de manière abstraite pour l'immense majorité des travailleurs, les principes marxistes-léninistes. Certes, "on se fait plaisir", mais on ne participe en rien à attirer à soi les travailleurs qui ne connaissent rien d'autre du communisme que la vision dictatoriale propagée par l'atmosphère anti-communiste ambiante. Attention aux mots d'ordres "ultra-révolutionnaires" *en apparence* qui ne seront en fait pas compris par les masses et feront donc "chou blanc" !

Le meilleur moyen d'envisager le travail politique visant à toucher les éléments les plus conscients est certainement de mener une campagne politique active expliquant les raisons motivant notre refus de cautionner la mascarade pseudo-démocratique que représentent les élections présidentielles et de ne voter pour aucun des candidats en présence. Aucun candidat ne représente les intérêts politiques de la classe ouvrière — y

compris ceux qui comme les trotskistes clament être « les seuls à pouvoir se dire sincèrement dans le camp des travailleurs », comme le prétend actuellement l'affiche de campagne de Laguiller (LO) tirée à 15 000 exemplaires au format des panneaux publicitaires —, donc *pas une voix pour les partis bourgeois et leurs rabatteurs !* Le thème à développer pourrait être : « *La partie est truquée : pas de voix pour les exploités et leurs partis bourgeois !* »

Le meilleur moyen de hausser le niveau de conscience de tous ceux qui tout en émettant des réserves sur les partis politiques traditionnels, estiment de leur devoir de se présenter aux urnes (le droit de vote représentant une "conquête importante de la démocratie") et ne sont donc par conséquent pas encore prêts à couper le cordon ombilical avec les préjugés démocratiques bourgeois, est de leur proposer de participer à une campagne dotée d'un contenu politique clair expliquant quels sont les principes qui doivent être ceux régissant une démocratie authentique : la volonté de réalisation dans le domaine économique et social des droits politiques formels proclamés par les constitutions bourgeoises, d'où la nécessité d'établir un ordre social socialiste, seul capable d'assurer aux travailleurs la démocratie véritable.

Le patronat contrôle l'Etat. Ce n'est pas avec un bulletin de vote qu'on pourra changer ça ! Dans le choix du (ou des) slogan(s) de campagne on doit veiller à exprimer leurs doutes et leur mécontentement, sans pour autant se rabaisser au niveau des préjugés du démocratism bourgeois. Par exemple le mot d'ordre « *La partie est truquée : carton rouge pour les tricheurs !* » reflète ces exigences.

Notre propagande doit expliquer pourquoi il faut "mettre hors jeu" tous les partis bourgeois, et expliquer leur nature classe, le fait qu'ils ne veulent rien changer et ne pourront rien changer, le contrôle "indirect" exercé par les classes possédantes sur l'Etat, ainsi que la nécessité de construire un parti se battant pour réaliser les revendications et les aspirations démocratiques des travailleurs dans les domaines économique et social, le tout dans la langage le moins abstrait et le plus accessible possible. Il faut expliquer et illustrer à l'aide d'exemples vivants le fait que l'Etat, "même le plus démocratique" est nécessairement sous le capitalisme un Etat bourgeois, un *appareil de mystification et de coercition* aux mains des classes possédantes et que ce n'est pas par un bulletin de vote que l'on pourra changer ça !

A nous donc d'utiliser tous les moyens qui se présentent pour intéresser les masses au communisme et pousser les partis bourgeois à la faute, à dévoiler la véritable nature de classe de leur "démocratie" !

Vincent Gouysse, novembre 2006⁴⁷¹

Annexes

Éditorial de « L'Étoile du Nord », numéro de février-mars 2013

**Hommage au camarade Adélarde Paquin (1919-2013), Fondateur de
l'édition en français de *Northstar Compass***



Une vie en défense du marxisme-léninisme

Par Antonio Artuso, rédacteur de « L'Étoile du Nord », édition en français de Northstar Compass, Membre du Conseil international d'amitié et de solidarité avec le peuple soviétique.

Au Québec et dans plusieurs pays, les communistes sont en deuil. Le camarade Adélarde Paquin, fondateur de l'édition en français de *Northstar Compass*, rédacteur en chef pendant dix ans de ce bulletin (appelé aujourd'hui *L'Étoile du Nord*), membre du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique et président d'honneur des Amis canadiens du peuple soviétique est décédé le vendredi 25 janvier 2013 à 3h30 du matin à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal, à l'âge de 93. Le camarade Paquin aura lutté toute sa vie, théoriquement et dans la pratique pour le socialisme et le communisme.

Premières années et adhésion au communisme :

La vie du camarade Paquin est indissociable du contexte politique, de son travail militant et de ses idées. Elle a été intense sur plusieurs plans : recherche théorique et action concrète (diffusion des idées, organisation, mobilisation).

Il est né le 20 février 1919. Il étudie la médecine dentaire à l'Université de Montréal. En 1944, il s'engage dans l'Armée pour combattre mais il est affecté, à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, en tant que dentiste dans l'Armée et l'Armée de l'Air.

Son adhésion au communisme s'explique par ses grandes qualités : rigueur scientifique, sens du devoir, force de caractère, goût de l'étude et de la solution des problèmes. Le camarade Adélarde suivait avec attention les développements nationaux et internationaux et les luttes de ligne au sein du Mouvement communiste international.

La lutte entre deux lignes au sein du mouvement communiste canadien et international :

La lutte entre le marxisme et le révisionnisme (révision des principes marxistes et plus tard marxistes-léninistes) et les différentes positions opportunistes a commencé dès la diffusion des principes de Marx et d'Engels. Elle durera aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été renversé et que le socialisme ne sera pas instauré. Après le révisionnisme initial (Bernstein et Kautsky), le révisionnisme moderne détruira plusieurs Partis communistes :

1 — en 1943, le dirigeant Earl Browder conduira les PC des États-Unis et du Canada à suivre des positions révisionnistes. Le camarade Fergus McKean, quittera le parti canadien et écrira « Communism Versus Opportunism » ;

2 — en 1948, en Yougoslavie, Tito (1948) rompra avec l'URSS et adoptera une position "non-alignée" ;

3 — en 1953, à la mort (suspecte) de Staline, Khrouchtchev, au 20^{ème} Congrès du PC de l'URSS (1956), abandonnera les principes et orientera peu à peu l'URSS vers la restauration du capitalisme ;

4 — vers 1980, les partis italien, français et espagnol proclament "l'eurocommunisme".

Dans tous ces cas, les révisionnistes, sous prétexte d'adapter le marxisme-léninisme à la réalité de chaque pays, invoquent l'exceptionnalisme national et adoptent une ligne nationaliste petite-bourgeoise, abandonnent les principes marxistes-léninistes d'unité et d'internationalisme prolétarien, et détruisent le Mouvement communiste international.

Mais dès le 20^{ème} Congrès (1956), les communistes commencent à combattre les positions révisionnistes de Khrouchtchev. Plusieurs PC, notamment en Albanie (Enver Hoxha), au Brésil (PC do B) et en Chine. (« Débat sur la ligne générale du Mouvement communiste international » - 1963-1964)

Le camarade Paquin, dirigeant de la Société d'amitié Québec-URSS :

En 1958, la Société d'amitié Québec-URSS est fondée. En 1961, le camarade Paquin en devient le dirigeant. Il militera toute sa vie pour promouvoir l'amitié et la solidarité entre les peuples du Québec et de l'Union soviétique.

Dans les années 60, la majorité des membres des partis suivent la ligne révisionniste et antistalinienne de Khrouchtchev. Le camarade Paquin, après avoir lu les textes du philosophe révisionniste français Lucien Sève, adopte des positions révisionnistes et antistaliniennes.

C'est parce qu'il regrettait amèrement ses positions d'alors que le camarade Paquin a toujours refusé de me parler de sa vie. Pendant des années, il voyage constamment en Union soviétique, à Cuba et dans d'autres pays.

Il organise des conférences, des projections de films, des visites en URSS. Il développe des liens dans le monde, il connaît Fidel Castro, "Che" Guevara et d'autres personnes qui ont, par leurs luttes et leur dévouement total, assumé le destin de leur peuple. Il offre gratuitement ses services en tant que dentiste à des gens à faible revenu au Canada et travaille pour le peuple cubain.

L'effondrement final du révisionnisme et du social-impérialisme soviétique :

En 1991, l'URSS révisionniste s'effondre finalement, 35 années après la prise du pouvoir par les révisionnistes, après la restauration graduelle du capitalisme et son développement en tant que puissance social-impérialiste (socialiste en paroles mais impérialiste dans les faits). Le capitalisme y a resurgi dans toute son hideur et sa barbarie : destruction du socialisme de Lénine et de Staline, retour à l'exploitation des travailleurs, à l'oppression économique, politique, sociale par l'État bourgeois, guerres entre anciennes républiques soviétiques, chaos, misère, criminalité, fascisme.

La lutte pour la reconstruction de l'URSS et du socialisme – La fondation de Northstar Compass :

Devant l'ampleur du désastre, dans le monde entier, des milliers de personnes reprennent la lutte de façon plus consciente et plus ferme pour le socialisme et le communisme.

En octobre 1991, l'Association Canada-URSS-Canada, sous la direction du camarade Michael Lucas, adopte temporairement le nom de « Concerned Friends of Soviet People » (Amis solidaires du peuple soviétique). Elle nomme un conseil de rédaction, qui publiera, en août 1992, le premier numéro de la revue *Northstar Compass*. Du 21 au 23 septembre 2001, le Conseil canadien organise à Toronto le 1^{er} Congrès mondial pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique, pour la reconstruction de l'URSS et du socialisme. En décembre 2001, le camarade Adélar Paquin publie le premier numéro de l'« Édition française de Northstar Compass », dont il sera le rédacteur en chef pendant les dix années suivantes.

Il est en contact avec des communistes du monde entier (France, États-Unis, Belgique, Grande-Bretagne, Inde, entre autres). Le camarade Paquin trace les grandes lignes de notre bulletin et de sa mission de combattre le révisionnisme, de reprendre la ligne marxiste-léniniste, de contribuer à la reconstruction de l'URSS et du socialisme en suivant la voie de Lénine et de Staline.

Les positions du camarade Paquin :

En mars 2010, lorsque je l'ai connu, il avait 92 ans et était en excellente forme mentale et physique, conduisait sa voiture, nageait tous les jours, connaissait très bien l'informatique et avait une impressionnante collection de documents, d'images, de films électroniques.

Il me parlait avec enthousiasme de sa correspondance avec Vincent Gouysse, jeune théoricien communiste français, qui avait le tiers de son âge et avait déjà publié trois livres remarquables : *Impérialisme et anti-impérialisme* (mai 2007), sur ce qu'est réellement le socialisme ; *Crise du système impérialiste mondial* (juillet 2009) ; *Le réveil du dragon* (2010), qui décrit le développement de la Chine impérialiste.

En me présentant au camarade Paquin, je lui avais dit que depuis 40 ans je militais dans des partis qui avaient suivi la ligne de Mao. Il m'a alors dit qu'il s'opposait fermement à cette ligne et m'a demandé de lire le livre de Gouysse *Impérialisme et anti-impérialisme*, qui montrait en quoi l'alliance avec la bourgeoisie chinoise, la "Démocratie nouvelle" (au lieu du socialisme) et la ligne nationaliste avaient conduit à l'abandon du marxisme-léninisme. La lecture de ce livre a changé complètement mon point de vue sur Mao. Dans le bulletin et dans ses conversations le camarade Paquin traitait de la situation mondiale de crise, de fascisme et de guerre, de questions théoriques, du projet de reconstruction du mouvement communiste au Canada et dans le monde. Il m'a nommé rédacteur adjoint et a publié d'autres numéros du bulletin, avec quelques contributions de ma part. Ses positions étaient le résultat d'études constantes des classiques et d'articles d'un grand nombre de théoriciens, de partis et d'organisations communistes du monde entier.

Au début de notre travail ensemble, il était opposé à mon projet trop ambitieux de créer une organisation pré-parti pour la reconstruction du Parti communiste du Canada et du mouvement communiste international. Il m'avait dit que je me dispersais trop, que je n'avais pas suffisamment assimilé le marxisme-léninisme (ce qui est vrai) et que je devais me concentrer sur notre objectif de publier le bulletin. Puis, à plusieurs reprises, il m'a dit qu'il était d'accord avec « Reconstruction communiste Canada »,

mais que la publication du bulletin lui demandait toute son énergie. Nous avons discuté de nombreux sujets : Front uni et front unique, les différents groupes et partis qui se réclament du communisme, etc. Il était d'accord que trois des principes de Marx et de Lénine étaient fondamentaux : (1) la voie révolutionnaire vers le socialisme, (2) la dictature du prolétariat, et (3) la confiscation des moyens de production et l'édification de l'économie socialiste.

Le 19 novembre 2011, il m'annonça que son cancer de la prostate, qui avait été traité, avait causé des métastases osseuses. Bien que de plus en plus fatigué, quand nous nous rencontrions, il gardait son enthousiasme et sa capacité d'analyse. Il combattait la maladie avec un grand courage et beaucoup de dignité. « Cette semaine, j'ai souffert le martyr ». Il disait qu'il avait vécu très longtemps, qu'il était normal de partir, mais, qu'ayant toute ses capacités mentales il aurait voulu pouvoir continuer son travail de militant.

Sur sa vie personnelle :

Le 24 février, au salon funéraire, son fils Roger et d'autres membres de sa famille ont décrit, chacun à sa façon, « notre cher Adélard ». Il aimait être avec les gens. Il était simple, humble, poli, patient, rigoureux, discipliné, plein d'énergie, d'enthousiasme et d'espoir, sain d'esprit et de corps, toujours de bonne humeur. C'était « un père exemplaire et un grand-père merveilleux », un homme équilibré, qui aimait les exercices physiques, la natation, le camping, la pêche, le ski et les raquettes. Toute sa vie, il a consacré beaucoup de temps à la recherche, sur la philosophie, l'économie politique, l'histoire et les théories politiques mais aussi sur la santé, l'alimentation et d'autres sujets les plus divers.

Le camarade Adélard Paquin restera dans l'histoire du mouvement communiste canadien et international en tant que militant, chercheur et organisateur communiste totalement dévoué à la révolution prolétarienne.



Réaction du camarade Vijay Singh, professeur à l'université de Delhi et éditeur de la revue marxiste-léniniste indienne Revolution Democracy, à la mort du camarade Adélard Paquin :

« Comrade Adélard Paquin entered the communist movement in the revolutionary period of the Soviet Union under Stalin which was marked by the destruction of the rural bourgeoisie and the creation of the agrarian producers' co-operatives on the lines outlined by Marx, and rapid

industrialisation which led the backward Soviet Union to become the second great economic power on the planet. These extraordinary achievements enabled it to defeat Nazi Germany through a series of titanic battles such as that at Stalingrad though at the cost of some twenty-even million dead.

Soviet military victories laid the basis for the creation of the band of democratic countries in central and eastern Europe and, by the defeat of the Japanese Fourth Army in Manchuria, enabled the PLA to begin its victorious march which led to the national liberation of China. The rapid reestablishment of the Soviet economy and the surpassing of pre-war production levels once again posed the agenda of the transition being laid of the basis of communist society.

The post-Stalin reversals were marked by the rise of the domination of the market in the economy which in combination with destruction of Marxism in the CPSU and its replacement by Bogdanovism-Bukharinism created the pre-conditions of the end of the Soviet Union. Adélard Paquin thence returned to his Marxist roots, began to contest modern revisionism, and engaged with Marxism-Leninism in the last two decades of his life. Comrade Adélard Paquin was a major moral support to this journal in these years as is evident from his translation into French of many materials published in India in our journal : <http://revolutionarydemocracy.org/French/index.htm>

Revolution Democracy dips the red banner in his honour ».

Notre lutte : Le front idéologique – Editorial (mars-avril 2009)

Face au grand danger que représentent les illusions petite-bourgeoises persistantes, face à l'offensive économique, sociale et politique du Capital financier, au sein des métropoles impérialistes en déclin, beaucoup continuent encore d'avoir foi dans les vertus de la démocratie parlementaire bourgeoise alors même que ses piliers matériels – constitués par les profits provenant de l'exploitation des pays dépendants – s'effondrent !

Malheureusement, comme le faisait si justement remarquer Staline il y a près d'un siècle, l'évolution de la conscience des hommes retarde sur l'évolution des conditions de leur existence. C'est dans ce sens que Lénine disait que la révolution ne devient possible que quand la classe exploiteuse « ne peut plus vivre comme avant » et que les classes exploitées « ne veulent plus vivre comme avant ». Ainsi, tant que les masses exploitées gardent l'espoir de pouvoir à nouveau vivre comme avant sans avoir à briser le cadre des rapports de production bourgeois, les conditions révolutionnaires subjectives ne sont pas réunies, alors même que les conditions objectives peuvent l'être.

Aujourd'hui, les conditions objectives sont là. Notre devoir et notre lutte c'est de réduire le décalage entre la conscience et l'existence sociale des larges masses exploitées afin de les amener à prendre conscience de leur condition et de leurs intérêts de classe. C'est seulement en maniant l'arme de la science matérialiste dialectique que notre organisation, peut, en tant que détachement d'avant-garde du prolétariat sur le front idéologique mener cette lutte.

La crise systémique actuelle, plus grave que celle de 1929 est une opportunité unique pour atteindre nos objectifs, mais il faut tout d'abord nous changer et nous remettre en question. C'est dans ce sens que nous voulons orienter l'Édition française de NSC en publiant des articles qui contribueront principalement à minimiser l'écart entre notre conscience et l'évolution des conditions de notre existence.

Tous nos lecteurs méritent des informations pour retrouver la place qui doit être la nôtre dans la défense d'une Révolution qui continue à faire rêver et inspirer bien des peuples à travers le Monde.

N'oublions pas les précieux conseils du Camarade Pérez :

« Pour reconquérir les positions idéologiques et politiques du bolchevisme il est nécessaire de défendre Staline, de nous approprier son œuvre, après des dizaines d'années d'anti-stalinisme, de véritable terrorisme intellectuel qui assimile socialisme et nazisme, Hitler et Staline. Il s'agit, en résumé, de la lutte et du travail, sans répit, pour la récupération et la défense conséquente du meilleur héritage de notre histoire révolutionnaire face à ceux qui tentent de la discréditer et de la détruire afin de nous désarmer dans tous les domaines ». (Manuel Pérez Martínez (Arenas), Prison de Fresnes).

Une mauvaise compréhension de la crise actuelle apporte de l'eau au moulin du révisionnisme – Editorial (mai-juin 2009)

« C'est triste que si peu de camarades soient en mesure d'étudier en profondeur les bouleversements actuels qui sont d'une importance capitale pour le développement de la lutte de classe. Il faudra certainement que la crise passe par là pour réveiller des éléments nouveaux : toujours cette histoire de retard de la conscience. Pour l'instant seules quelques poignées de camarades comprennent ce qui est en train de se passer. En effet, si nous pouvons expliquer ce qui se passe et les conséquences pour le futur proche, alors il nous sera plus aisé de démontrer que c'étaient les communistes "staliniens" qui avaient raison... Et alors, on pourra amener les travailleurs à adopter des positions révolutionnaires ». (Vincent Gouysse)

Aussi est-il important de faire notre part, dans notre édition française de NSC, en essayant de vous présenter les meilleurs textes pour vous aider à clarifier les points essentiels, pour aider à affronter sur des bases saines la propagande des révisionnistes et de tous ceux qui entravent l'unification du mouvement ouvrier même de ceux se réclamant du marxisme-léninisme.

Seule une conviction solide est apte aussi à supporter le débat. La vérité surgit de la confrontation des idées et de l'échange des points de vue. C'est pourquoi je me permets de critiquer certains textes d'estimés camarades de l'édition anglaise de NSC. Ces critiques restent fraternelles et faites entre camarades sincères. Pour gagner la confiance de nos lecteurs, de nos membres et de tous ceux qui veulent s'engager dans notre lutte, il est nécessaire de comprendre ce qui se passe et d'expliquer ce qui nous attend. « Il est vital de prévoir scientifiquement les grands axes de l'évolution de la crise économique actuelle ». (Vincent Gouysse)

De nombreux militants, quoique de bonne foi, font depuis des années une propagande qui ne sert pas l'intérêt du mouvement révolutionnaire. Pour la majorité d'entre eux, ce n'est pas le système capitaliste qui est mis en cause, ce sont des financiers ou ignorants ou malhonnêtes, déformant ainsi de manière vulgaire la conception matérialiste de l'histoire. Il ne s'agit plus de faire la révolution, mais de réformer le système.

On ignore ou on oublie les enseignements précieux de Lénine. Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* il écrit : le développement inégal des pays capitalistes, conduit à une lutte forcenée pour un nouveau partage du monde.

Les articles du camarade Vincent Gouysse présentés dans notre édition française de NSC nous offrent des données d'une précision remarquable sur les différents rythmes de développement du capitalisme et du capital financier dans l'ensemble de l'économie mondiale. On peut ainsi constater qu'aujourd'hui c'est la fin de l'impérialisme américain comme première puissance mondiale, et la montée inexorable de l'impérialisme chinois comme première puissance mondiale changement de leadership mondial. Déjà en mars, la principale agence de presse américaine reconnaissait : « La Chine est la seule économie importante au monde qui continue de croître avec force ». Ça, il faut se le rappeler lorsqu'on veut analyser et comprendre la situation actuelle.

Editorial (juillet-août 2009)

Les économistes, les analystes, les journalistes, les éditorialistes bourgeois, annoncent à tous les jours, soit une nette amélioration de l'économie, soit la fin de la crise. En effet, et on veut bien nous faire rire figurez-vous que le déficit budgétaire serait meilleur que prévu. Voici ce qu'en disait Françoise Garteiser dans une de ses chroniques : « On attendait un "trou" de 1 840 milliards de dollars – il ne sera finalement que de... 1 580 milliards. N'est-ce pas magnifique ? Pour reprendre une comparaison chère à Bill Bonner, est-il vraiment moins douloureux (sans parler de mortel !) de se faire écraser par un camion 38 tonnes que par un 36 tonnes ? »

De plus, il y a une diminution de l'augmentation du chômage. On assiste à une diminution de son rythme de développement. Comme vous voyez ça va très bien. Le PIB américain n'a reculé "que" de 5,5% au premier trimestre. Et dans tout ce contexte de la crise et de son développement, il n'y a pas eu encore parmi nos camarades marxistes de débats sérieux. Il y eu bien quelques bons articles. Quelques marxistes ont bien reconnu, que cette crise était bien une crise de surproduction, mais sans aller à reconnaître que nous vivons une nouvelle étape du développement de l'impérialisme : celle de la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial et d'une nouvelle division internationale du travail.

On oublie les enseignements de Lénine, qui dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* écrit « L'époque de l'impérialisme se distingue par un développement économique et politique extrêmement inégal des pays capitalistes ». Cette loi découverte par Lénine couronne son analyse de l'impérialisme, analyse qui sert de base à une nouvelle théorie de la révolution socialiste. En vertu de cette loi, le développement des pays capitalistes, les uns par rapport aux autres, n'a plus cette égalité que existait à l'époque pré-monopoliste. Certains pays en dépassent d'autres, les évincent du marché mondial et luttent avec eux pour le reportage du monde. Cette lutte pour le repartage du monde accentue les contradictions à l'intérieur du camp impérialiste et rend possible la rupture de la chaîne de l'impérialisme mondial, dans l'un ou l'autre de ses maillons, elle rend possible la victoire du socialisme dans des pays isolés.

Heureusement, le camarade Vincent Gouysse, aujourd'hui nous livre une magistrale étude intitulée ***Crise du système impérialiste mondial***.

« Il nous fournit un travail essentiel sur les modifications intervenues dans les rapports inter-impérialistes dans ces deux années. Il n'hésite pas une seconde, en bon matérialiste dialectique, à nous dire que la situation a changé et que, par voie de conséquence, c'est toute l'orientation politique des communistes de par le monde qui DOIT changer. (...) Point de prophétie, ou de langue de bois. Point de dogme, et de phrases toutes faites. Non, une analyse documentée, précise ». (G.L.)

Pour pouvoir changer le monde, il faut d'abord le comprendre. C'est dans ce contexte que nous publions ce bulletin spécial sur la crise actuelle, avec une première partie du dernier travail du camarade Vincent Gouysse : « La décomposition finale de l'industrie de bazar et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial ».

Editorial (septembre-octobre 2010)

Camarades,

Dans cette édition de NSC, j'ai porté une attention toute spéciale au troisième livre du camarade Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*. Il est le complément indispensable à ses deux premiers livres *Impérialisme et anti-impérialisme* et *Crise du système impérialiste mondial*. Ils forment une trilogie comparable aux grands classiques de la littérature marxiste.

Comme l'a souligné l'auteur,

« L'an dernier, dans notre livre *Crise du système Impérialiste mondial ? La décomposition finale de "l'industrie de bazar" et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial*, nous avons souligné le caractère structurel de la crise actuelle, ainsi que le différentiel croissant entre l'impérialisme chinois et ses plus puissants concurrents. Nous avons également souligné que les résultats du plan de relance chinois contrasteraient nettement avec ceux de ses concurrents. Nous avons enfin souligné l'inéluctabilité de l'aggravation du déficit des États bourgeois qui seraient en définitive forcés de faire retomber le poids de la crise sur les masses exploitées au moyens de PAS (qualifiés de "plans de rigueur"), visant à la destruction des chaînes dorées de l'esclavage salarié. Les derniers mois ont confirmé toutes ces anticipations, comme l'illustre ce livre qui fait le point sur la rapide montée en puissance de l'impérialisme chinois et ses implications actuelles et futures ».

Vincent Gouysse étudie l'évolution de l'impérialisme de notre époque qui est celle du développement inégal de l'impérialisme tel que mentionné par Lénine dans son *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

C'est l'époque de la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial, marquant la fin de l'impérialisme américain comme première puissance mondiale et la montée inexorable de l'impérialisme chinois comme première puissance mondiale. La lecture de chaque chapitre est comme une étincelle qui aide à approfondir la connaissance du marxisme dans son application à la réalité d'aujourd'hui. Une œuvre nécessaire à la formation d'une élite intellectuelle indispensable à la création d'un parti bolchevik.

Nous devons féliciter notre camarade Vincent pour ce travail de titan, à la mesure des plus grandes œuvres de Marx, Lénine, Staline et Hoxha.

Notre premier devoir sera bien sa propagation.

En vous présentant quelques textes de ce livre incomparable, « Le réveil du dragon » : Sa préface son avant-propos, son annexe n°2, je veux tout simplement vous inciter à sa lecture et à son étude. Ce livre comme les deux autres sont disponibles sur le site de l'auteur : <http://www.communisme-bolchevisme.net/>. Vous pouvez le télécharger gratuitement ou le commander en version papier.

Pour le Canada, vu le coût très élevé de la poste, camarade Vincent m'a autorisé d'en faire une copie abrégée pour en réduire le coût, ainsi que pour ses deux autres livres.

Lénine et l'impérialisme (mars-avril 2011)

La théorie de Lénine sur l'impérialisme est-elle encore valable ? La théorie léniniste de l'impérialisme constitue l'une des plus grandes réalisations de la pensée marxiste prise dans son ensemble, en particulier sa doctrine économique.

Marx a prouvé que le développement de la vie sociale est déterminé en définitive par les lois de la production matérielle, aussi a-t-il étudié le capitalisme de son temps : le capitalisme de l'époque de la libre concurrence.

La société bourgeoise, c'est-à-dire la société de production capitaliste, a continué à évoluer et entra dans une phase nouvelle (au début du XX^e siècle) dont l'essence économique fut la domination des monopoles. C'est l'époque avancée du capitalisme, que Lénine analysa dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, se caractérise par 5 principaux indices économiques :

1. Le rôle décisif des monopoles dans l'économie ;
2. La fusion du capital bancaire avec le capital industriel pour donner naissance au capital financier ;
3. L'importance que prend l'exportation des capitaux par rapport à l'exportation des marchandises ;
4. La naissance d'unions monopolistes internationales de capitalistes ;
5. La lutte pour le partage territorial du monde par les grandes puissances capitalistes étant achevée, la lutte pour son repartage a commencé.

Cette analyse de Lénine est-elle complète ? Est-elle toujours valable de nos jours ?

L'impérialisme est-il bien le stade ultime du développement du mode de production capitaliste ? Lénine a bien démontré que l'impérialisme précède directement la victoire de la révolution socialiste : il y a eu transformation de la concurrence en monopole mais il n'y a pas et il n'y aura pas de « démonopolisation » de la production comme aiment à le laisser croire les économistes bourgeois. Lénine a aussi parlé de la putréfaction et de l'agonie de l'impérialisme. Est-ce que cela signifie qu'il y a stagnation constante et paralysie complète des forces productives sous l'impérialisme ?

Bien au contraire, l'économie politique marxiste-léniniste affirme que c'est précisément à la suite du développement des forces productives que se poursuit la destruction des fondements du capitalisme. Alors qu'est-ce que cela veut dire un capitalisme putréfié ? Cela veut dire qu'il glisse vers sa ruine inévitable. Lénine mettait en évidence l'accentuation de l'inégalité dans le développement de certains pays, de certains milieux bourgeois et de certaines branches de l'industrie ainsi que la montée impétueuse du militarisme, la tendance vers le blocage du progrès technique. Il mettait aussi en garde contre une compréhension simpliste de cette question, indiquant que deux tendances opposées agissent simultanément sous l'impérialisme : l'une tend vers le développement de la production et l'autre vers sa stagnation et sa putréfaction.

De l'analyse de Lénine on peut conclure que les forces productives de la société sous l'impérialisme se développent tellement qu'elles dépassent de loin les limites des rapports de production capitalistes. Cette nécessité devient de plus en plus urgente et impérieuse et exige la transformation radicale. C'est notre devoir de travailler à ce que tous les peuples le réalisent de plus en plus.

L'anti-sémitisme a-t-il existé en URSS ? (juillet-août 2011)

Le moindre contact avec la réalité soviétique nous permet d'affirmer avec le rabbi de la Grande synagogue de Moscou Leib Lévine, avec le rabbin de la Grande synagogue de Léninegrad, A. Loubanov, avec le président de l'organe exécutif de la Société religieuse. S. Lvovski et avec des milliers de savants et artistes juifs soviétiques et aussi avec le rabbin de l'État de New Jersey Pinhas Teiz, qui avaient visité l'URSS, qu'il n'y avait pas de problème juif en URSS, que l'anti-sémitisme y avait été résolu, et que par conséquent il n'était pas un problème mondial.

Les Juifs soviétiques, comme les Ukrainiens et les dizaines d'autres nationalités n'avaient besoin d'aucunes, protections: ils étaient tous des citoyens égaux en droits d'une seule et grande puissance socialiste.

Le socialisme avait extirpé l'anti-sémitisme et avait résolu le problème juif qui était un problème de classe: les bases sociales et politiques de l'antisémitisme n'existaient plus en Union soviétique. Cependant, cela ne voulait pas dire la complète disparition de tous les vestiges de l'antisémitisme ou d'autres préjugés nationalistes ou religieux, qui existaient encore sous l'influence de l'activité idéologique subversive de l'impérialisme.

Et c'était justement la mission du sionisme de nourrir ces préjugés, et cela à l'échelle mondiale, pour lutter contre l'influence croissante de la communauté socialiste, de la politique léniniste des nationalités et de l'égalité socialiste. C'est pourquoi il faut souligner que rien ne profite plus au sionisme que l'anti-sémitisme, l'un et l'autre substituent, à l'approche de classe de la question juive l'approche raciste en reconnaissant l'exclusivité du peuple juif.

Examinons quelques faits qui montent l'inconsistance et les mensonges du sionisme, quant à la situation des Juifs en Union Soviétique. Durant la seconde guerre mondiale 500 000 juifs se sont battus dans les rangs de l'armée soviétique. Le Présidium du Soviet Suprême de l'URSS a décoré d'ordres et de médailles 160 722 soldats de nationalité juive. On comptait 7 647 juifs parmi les députés aux Soviets suprêmes des républiques et aux soviets locaux. 57 juifs étaient membres titulaires et membres correspondants de l'Académie des sciences en URSS.

Dans l'enseignement supérieur il y avait 315 étudiants pour 10 000 personnes dans la population juive, donc la part relative des étudiants juifs était supérieure à toutes les autres. Il est facile de se convaincre que les juifs ne souffraient pas de discrimination: le nombre de Juifs chercheurs scientifiques augmentait sans cesse, la "limite de résidence" fut supprimée en octobre 1917, des milliers de juifs s'étaient intégrés à la classe ouvrière industrielle et agricole.

Les faits sont trop nombreux pour être énumérés dans le cadre d'un article. Mais j'estime que ceux-là seuls suffisent pour dévoiler la nature mensongère du sionisme.

Quant à ceux qui expriment leur préoccupation au sujet du processus naturel de l'assimilation des Juifs qui se poursuivait en URSS, disons que ce processus ne se

déroulait pas seulement parmi les Juifs, et qu'il se produisait dans le cadre de l'amitié des peuples et de leur égalité.

Il ne faut pas sous-estimer le rôle du sionisme moderne dans la politique de l'impérialisme international, dont il est une partie intégrante. Il est donc de plus en plus nécessaire de dénoncer systématiquement le sionisme, sa politique et sa pratique réactionnaire, impérialiste, à partir des positions de la lutte anti-impérialiste et de l'internationalisme prolétarien.

Pourquoi le socialisme ?

Albert Einstein

Essai publié pour la première fois dans la revue socialiste américaine *Monthly Review* en mai 1949.

Est-il convenable qu'un homme qui n'est pas versé dans les questions économiques et sociales exprime des opinions au sujet du socialisme ? Pour de multiples raisons je crois que oui.

Considérons d'abord la question au point de vue de la connaissance scientifique. Il pourrait paraître qu'il n'y ait pas de différences méthodologiques essentielles entre l'astronomie, par exemple, et l'économie : les savants dans les deux domaines essaient de découvrir les lois généralement acceptables d'un groupe déterminé de phénomènes, afin de rendre intelligibles, d'une manière aussi claire que possible, les relations réciproques existant entre eux. Mais en réalité de telles différences existent.

La découverte de lois générales en économie est rendue difficile par la circonstance que les phénomènes économiques observés sont souvent influencés par beaucoup de facteurs qu'il est très difficile d'évaluer séparément. En outre, l'expérience accumulée depuis le commencement de la période de l'histoire humaine soi-disant civilisée a été — comme on le sait bien — largement influencée et délimitée par des causes qui n'ont nullement un caractère exclusivement économique. Par exemple, la plupart des grands États dans l'histoire doivent leur existence aux conquêtes. Les peuples conquérants se sont établis, légalement et économiquement, comme classe privilégiée du pays conquis. Ils se sont attribués le monopole de la terre et ont créé un corps de prêtres choisis dans leur propre rang. Les prêtres, qui contrôlèrent l'éducation, érigèrent la division de la société en classes en une institution permanente et créèrent un système de valeurs par lequel le peuple fut dès lors, en grande partie inconsciemment, guidé dans son comportement social.

Mais la tradition historique date pour ainsi dire d'hier ; nulle part nous n'avons dépassé ce que Thorstein Veblen appelait « la phase de rapine » du développement humain. Les faits économiques qu'on peut observer appartiennent à cette phase et les lois que nous pouvons en déduire ne sont pas applicables à d'autres phases. Puisque le but réel du socialisme est de dépasser la phase de rapine du développement humain et d'aller en avant, la science économique dans son état actuel peut projeter peu de lumière sur la société socialiste de l'avenir.

En second lieu, le socialisme est orienté vers un but éthico-social. Mais la science ne peut pas créer des buts, encore moins peut-elle les faire pénétrer dans les êtres humains ; la science peut tout au plus fournir les moyens par lesquels certains buts peuvent être atteints. Mais les buts mêmes sont conçus par des personnalités animées d'un idéal moral élevé et — si ces buts ne sont pas mort-nés, mais vivants et vigoureux — sont adoptés et portés en avant par ces innombrables êtres humains qui, à demi inconscients, déterminent la lente évolution de la société.

Pour ces raisons nous devrions prendre garde de ne pas surestimer la science et les méthodes scientifiques quand il s'agit de problèmes humains ; et nous ne devrions pas admettre que les spécialistes soient les seuls qui aient le droit de s'exprimer sur des questions qui touchent à l'organisation de la société.

D'innombrables voix ont affirmé, il n'y a pas longtemps, que la société humaine traverse une crise, que sa stabilité a été gravement troublée. Il est caractéristique d'une telle situation que des individus manifestent de l'indifférence ou, même, prennent une attitude hostile à l'égard du groupe, petit ou grand, auquel ils appartiennent. Pour illustrer mon opinion je veux évoquer ici une expérience personnelle. J'ai récemment discuté avec un homme intelligent et d'un bon naturel sur la menace d'une autre guerre, qui, à mon avis, mettrait sérieusement en danger l'existence de l'humanité, et je faisais remarquer que seule une organisation supranationale offrirait une protection contre ce danger. Là-dessus mon visiteur me dit tranquillement et froidement : « Pourquoi êtes-vous si sérieusement opposé à la disparition de la race humaine ? »

Je suis sûr que, il y a un siècle, personne n'aurait si légèrement fait une affirmation de ce genre. C'est l'affirmation d'un homme qui a vainement fait des efforts pour établir un équilibre dans son intérieur et qui a plus ou moins perdu l'espoir de réussir. C'est l'expression d'une solitude et d'un isolement pénibles dont tant de gens souffrent de nos jours. Quelle en est la cause ? Y a-t-il un moyen d'en sortir ?

Il est facile de soulever des questions pareilles, mais il est difficile d'y répondre avec tant soit peu de certitude. Je vais néanmoins essayer de le faire dans la mesure de mes forces, bien que je me rende parfaitement compte que nos sentiments et nos tendances sont souvent contradictoires et obscurs et qu'ils ne peuvent pas être exprimés dans des formules aisées et simples.

L'homme est en même temps un être solitaire et un être social. Comme être solitaire il s'efforce de protéger sa propre existence et celle des êtres qui lui sont le plus proches, de satisfaire ses désirs personnels et de développer ses

facultés innées. Comme être social il cherche à gagner l'approbation et l'affection de ses semblables, de partager leurs plaisirs, de les consoler dans leurs tristesses et d'améliorer leurs conditions de vie. C'est seulement l'existence de ces tendances variées, souvent contradictoires, qui explique le caractère particulier d'un homme, et leur combinaison spécifique détermine dans quelle mesure un individu peut établir son équilibre intérieur et contribuer au bien-être de la société. Il est fort possible que la force relative de ces deux tendances soit, dans son fond, fixée par l'hérédité.

Mais la personnalité qui finalement apparaît est largement formée par le milieu où elle se trouve par hasard pendant son développement, par la structure de la société dans laquelle elle grandit, par la tradition de cette société et son appréciation de certains genres de comportement. Le concept abstrait de « société » signifie pour l'individu humain la somme totale de ses relations, directes et indirectes, avec ses contemporains et les générations passées. Il est capable de penser, de sentir, de lutter et de travailler par lui-même, mais il dépend tellement de la société — dans son existence physique, intellectuelle et émotionnelle — qu'il est impossible de penser à lui ou de le comprendre en dehors du cadre de la société. C'est la « société » qui fournit à l'homme la nourriture, les vêtements, l'habitation, les instruments de travail, le langage, les formes de la pensée et la plus grande partie du contenu de la pensée ; sa vie est rendue possible par le labeur et les talents de millions d'individus du passé et du présent, qui se cachent sous ce petit mot de « société ».

Il est, par conséquent, évident que la dépendance de l'individu à la société est un fait naturel qui ne peut pas être supprimé — exactement comme dans le cas des fourmis et des abeilles.

Cependant, tandis que tout le processus de la vie des fourmis et des abeilles est fixé, jusque dans ses infimes détails, par des instincts héréditaires rigides, le modèle social et les relations réciproques entre les êtres humains sont très variables et susceptibles de changement. La mémoire, la capacité de faire de nouvelles combinaisons, le don de communication orale ont rendu possibles des développements parmi les êtres humains qui ne sont pas dictés par des nécessités biologiques. De tels développements se manifestent dans les traditions, dans les institutions, dans les organisations, dans la littérature, dans la science, dans les réalisations de l'ingénieur et dans les œuvres d'art.

Ceci explique comment il arrive que l'homme peut, dans un certain sens, influencer sa vie par sa propre conduite et comment, dans ce processus, la pensée et le désir conscients peuvent jouer un rôle.

L'homme possède à sa naissance, par hérédité, une constitution biologique que nous devons considérer comme fixe et immuable, y compris les impulsions naturelles qui caractérisent l'espèce humaine. De plus, pendant sa vie il acquiert une constitution culturelle qu'il reçoit de la société par la communication et par beaucoup d'autres moyens d'influence. C'est cette constitution culturelle qui, dans le cours du temps, est sujette au changement et qui détermine, à un très haut degré, les rapports entre l'individu et la société. L'anthropologie moderne nous a appris, par l'investigation des soi-disant cultures primitives, que le comportement social des êtres humains peut présenter de grandes différences, étant donné qu'il dépend des modèles de culture dominants et des types d'organisation qui prédominent dans la société. C'est là-dessus que doivent fonder leurs espérances tous ceux qui s'efforcent d'améliorer le sort de l'homme : les êtres humains ne sont pas, par suite de leur constitution biologique, condamnés à se détruire mutuellement ou à être à la merci d'un sort cruel qu'ils s'infligent eux-mêmes.

Si nous nous demandons comment la structure de la société et l'attitude culturelle de l'homme devraient être changées pour rendre la vie humaine aussi satisfaisante que possible, nous devons constamment tenir compte du fait qu'il y a certaines conditions que nous ne sommes pas capables de modifier. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, la nature biologique de l'homme n'est point, pour tous les buts pratiques, sujette au changement. De plus, les développements technologiques et démographiques de ces derniers siècles ont créé des conditions qui doivent continuer. Chez des populations relativement denses, qui possèdent les biens indispensables à leur existence, une extrême division du travail et une organisation de production très centralisée sont absolument nécessaires. Le temps, qui, vu de loin, paraît si idyllique, a pour toujours disparu où des individus ou des groupes relativement petits pouvaient se suffire complètement à eux-mêmes. On n'exagère pas beaucoup en disant que l'humanité constitue à présent une communauté planétaire de production et de consommation.

Je suis maintenant arrivé au point où je peux indiquer brièvement ce qui constitue pour moi l'essence de la crise de notre temps. Il s'agit du rapport entre l'individu et la société. L'individu est devenu plus conscient que jamais de sa dépendance à la société. Mais il n'éprouve pas cette dépendance comme un bien positif, comme une attache organique, comme une force protectrice, mais plutôt comme une menace pour ses droits naturels, ou même pour son existence économique. En outre, sa position sociale est telle que les tendances égoïstes de son être sont constamment mises en avant, tandis que ses tendances sociales qui, par nature, sont plus faibles, se

dégradent progressivement. Tous les êtres humains, quelle que soit leur position sociale, souffrent de ce processus de dégradation. Prisonniers sans le savoir de leur propre égoïsme, ils se sentent en état d'insécurité, isolés et privés de la naïve, simple et pure joie de vivre. L'homme ne peut trouver de sens à la vie, qui est brève et périlleuse, qu'en se dévouant à la société.

L'anarchie économique de la société capitaliste, telle qu'elle existe aujourd'hui, est, à mon avis, la source réelle du mal. Nous voyons devant nous une immense société de producteurs dont les membres cherchent sans cesse à se priver mutuellement du fruit de leur travail collectif — non pas par la force, mais, en somme, conformément aux règles légalement établies. Sous ce rapport, il est important de se rendre compte que les moyens de la production — c'est-à-dire toute la capacité productive nécessaire pour produire les biens de consommation ainsi que, par surcroît, les biens en capital — pourraient légalement être, et sont même pour la plus grande part, la propriété privée de certains individus.

Pour des raisons de simplicité je veux, dans la discussion qui va suivre, appeler « ouvriers » tous ceux qui n'ont point part à la possession des moyens de production, bien que cela ne corresponde pas tout à fait à l'emploi ordinaire du terme. Le possesseur des moyens de production est en état d'acheter la capacité de travail de l'ouvrier. En se servant des moyens de production, l'ouvrier produit de nouveaux biens qui deviennent la propriété du capitaliste.

Le point essentiel dans ce processus est le rapport entre ce que l'ouvrier produit et ce qu'il reçoit comme salaire, les deux choses étant évaluées en termes de valeur réelle. Dans la mesure où le contrat de travail est « libre », ce que l'ouvrier reçoit est déterminé, non pas par la valeur réelle des biens qu'il produit, mais par le minimum de ses besoins et par le rapport entre le nombre d'ouvriers dont le capitaliste a besoin et le nombre d'ouvriers qui sont à la recherche d'un emploi. Il faut comprendre que même en théorie le salaire de l'ouvrier n'est pas déterminé par la valeur de son produit.

Le capital privé tend à se concentrer en peu de mains, en partie à cause de la compétition entre les capitalistes, en partie parce que le développement technologique et la division croissante du travail encouragent la formation de plus grandes unités de production aux dépens des plus petites. Le résultat de ces développements est une oligarchie de capitalistes dont la formidable puissance ne peut effectivement être refrénée, pas même par une société qui a une organisation politique démocratique. Ceci est vrai, puisque les membres du corps législatif sont choisis par des partis politiques largement financés ou autrement influencés par les capitalistes privés qui, pour tous les buts pratiques, séparent le corps électoral de la législature.

La conséquence en est que, dans le fait, les représentants du peuple ne protègent pas suffisamment les intérêts des moins privilégiés. De plus, dans les conditions actuelles, les capitalistes contrôlent inévitablement, d'une manière directe ou indirecte, les principales sources d'information (presse, radio, éducation). Il est ainsi extrêmement difficile pour le citoyen, et dans la plupart des cas tout à fait impossible, d'arriver à des conclusions objectives et de faire un usage intelligent de ses droits politiques.

La situation dominante dans une économie basée sur la propriété privée du capital est ainsi caractérisée par deux principes importants : premièrement, les moyens de production (le capital) sont en possession privée et les possesseurs en disposent comme ils le jugent convenable ; secondement, le contrat de travail est libre. Bien entendu, une société capitaliste pure dans ce sens n'existe pas. Il convient de noter en particulier que les ouvriers, après de longues et âpres luttes politiques, ont réussi à obtenir pour certaines catégories d'entre eux une meilleure forme de « contrat de travail libre ». Mais, prise dans son ensemble, l'économie d'aujourd'hui ne diffère pas beaucoup du capitalisme « pur ».

La production est faite en vue du profit et non pour l'utilité. Il n'y a pas moyen de prévoir que tous ceux qui sont capables et désireux de travailler pourront toujours trouver un emploi ; une « armée » de chômeurs existe déjà. L'ouvrier est constamment dans la crainte de perdre son emploi. Et puisque les chômeurs et les ouvriers mal payés sont de faibles consommateurs, la production des biens de consommation est restreinte et a pour conséquence de grands inconvénients. Le progrès technologique a souvent pour résultat un accroissement du nombre des chômeurs plutôt qu'un allègement du travail pénible pour tous.

L'aiguillon du profit en conjonction avec la compétition entre les capitalistes est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital, qui amène des dépressions économiques de plus en plus graves. La compétition illimitée conduit à un gaspillage considérable de travail et à la mutilation de la conscience sociale des individus dont j'ai fait mention plus haut.

Je considère cette mutilation des individus comme le pire mal du capitalisme. Tout notre système d'éducation souffre de ce mal. Une attitude de compétition exagérée est inculquée à l'étudiant, qui est dressé à idolâtrer le succès de l'acquisition comme une préparation à sa carrière future.

Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir, l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux.

Dans une telle économie, les moyens de production appartiendraient à la société elle-même et seraient utilisés d'une façon planifiée. Une économie planifiée, qui adapte la production aux besoins de la société, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont capables de travailler et garantirait les moyens d'existence à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant. L'éducation de l'individu devrait favoriser le développement de ses facultés innées et lui inculquer le sens de la responsabilité envers ses semblables, au lieu de la glorification du pouvoir et du succès, comme cela se fait dans la société actuelle.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

La clarté au sujet des buts et des problèmes du socialisme est de la plus grande importance à notre époque de transition. Puisque, dans les circonstances actuelles, la discussion libre et sans entrave de ces problèmes a été soumise à un puissant tabou, je considère que la fondation de cette revue est un important service rendu au public.

Nelson Mandela, dernier repos pour le héros des bobos

Par Robert Bibeau (robertbibeau@hotmail.com), le 11/12/2013

L'icône mythique mystifie

On dit de *Nelson Mandela* qu'il fut une icône de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. *Nelson Mandela* fut surtout le héros de la bourgeoisie et le dernier des égarés de l'Arche de Noé des **Non-alignés**, une assemblée de 120 pays compromis avec un bloc impérialiste ou un autre, tantôt regroupés sous la direction de l'Iran, de Cuba, de l'Indonésie "soekarniste", de l'Inde "ghandiste", de l'Ex-Yougoslavie "titiste" ou de la Chine "maoïste".

Les média "mainstream" à la solde des riches pleurent le héros de la fin de l'Apartheid politique, mais l'Apartheid économique a-t-il été aboli au pays des Zoulous ? Réconciliation nationale et pardon Arc-en-ciel ont été mis à l'honneur par les "bobos" mais qu'en est-il des ouvriers sud-africains parqués dans des townships délabrés ?

La misère mortifère se répand comme du chiendent

Depuis la "Libération" de l'apartheid en 1991, une majorité des 40 millions de noirs (75 % de la population du pays) vivent l'enfer sur Terre. Selon l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en quinze ans l'Afrique du Sud a reculé de 35 places dans le classement (1990-2005), traduisant ainsi l'appauvrissement général de la population noir d'Afrique du Sud.

En dix ans le nombre de personnes vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté a doublé, passant de 1,9 à 4,2 millions, soit 8,8 % de la population. Près de 40 % des villes en Afrique du Sud sont composées de townships et cette ségrégation géographique des lieux de résidences entre les riches blancs et les pauvres noirs est très visible et elle est à l'origine des tensions entre les deux classes sociales antagonistes. En Afrique du Sud les riches Afrikaners vivent relus dans des maisons forteresses ou dans des quartiers fortifiés. **Plus de 43 % de la population vit avec moins de 3 000 rands (260 euros) par an.** Le chômage serait selon l'OIT à un taux officiel de 23,2 %, mais les syndicats l'estiment proche de 40 %.

« La crise de l'emploi est définie selon des critères raciaux en raison du fait que, dans le troisième trimestre de 2010, 29,8 % des Noirs étaient officiellement au chômage, contre 22,3 % de métis, 8,6 % d'Asiatiques et seulement 5,1 % de blancs. Environ 12 millions de personnes vivent avec moins de 0,25 \$ par jour, tandis que 16 millions de Sud-africains reçoivent des allocations sociales sur une population totale du pays de 50,6 millions d'habitants ».⁴⁷²

La sanctification conférée par *Madiba*

Le 30 juin 1991 l'oligarchie blanche minière et milliardaire de l'Afrique du Sud raciste acquérait ses lettres de noblesse internationales, lettres d'accréditation contresignées par le Président noir pacifiste, tenant du non-alignement, l'avocat *Madiba-Mandela*, le héros des "bobos" occidentaux.⁴⁷³

En 1991, après la procession du pardon, les bourreaux racistes s'excusèrent d'avoir occis, ostracisé, opprimé et exploité leurs esclaves enferrés et les transformèrent en esclaves salariés. Le ferme propos de ne plus recommencer n'y étant pas, sitôt confessé et pardonné, les récidivistes milliardaires firent ce qu'il faut pour que la **potiche *Mandela* ne dérange pas leurs plans de brigand**. L'exploitation des damnés des mines et des terres agricoles, dirigés par les hobereaux de couleur, allait se poursuivre implacablement. Rien n'avait changé au pays de la pauvreté non-partagée.

Terminé l'esclavage classique inefficace, désormais saluer l'esclavage salarié ! Un pays industriel techniquement évolué comme l'Afrique du Sud se devait de moderniser sa superstructure juridique, légale, gouvernementale, policière et militaire. Même le réactionnaire ex-premier ministre canadien, collaborateur des minières sud-africaines, l'Honorable Brian Mulroney, exigeait un changement de tactique des riches Sud-africains dans l'exploitation de leur classe ouvrière nationale.

Le 30 juin 1991, les actionnaires et les banquiers capitalistes de Johannesburg, de Londres, de Rotterdam et de New York partageaient leur mainmise exclusive sur le pouvoir politique en Afrique-du-Sud, à la condition que le pouvoir réel, économique, resta entièrement entre les mains des Afrikaners.

Ce jour-là, le grand capital international salua la naissance d'une bourgeoisie noire compradore, assoiffée de prébendes, qu'elle n'obtiendrait qu'en quantité mesurée en fonction des services rendus dans la sujétion de la plèbe ouvrière noire récalcitrante.

Les deux factions bourgeoises de l'apartheid économique (blanche internationale-Afrikaners, versus, noire sud-africaine-Mandeliste) obtenaient chacune une paix séparée qu'ils croyaient bien méritée. *Nelson Mandela* et l'**ANC** s'engageaient à assurer cette paix des braves tant souhaité par Botah et de Klerk afin qu'ils puissent continuer d'exploiter le travail salarié et les minéraux si abondants sur ce sous-continent.

Aucune des nationalisations des terres, des mines, des usines, des banques promises par **Mandela** au peuple africain ne furent réalisées par le premier président noir d'Afrique du Sud, alors que la **Charte de la Liberté** adopté par l'ANC l'y obligeait.

« La richesse nationale de notre pays, le patrimoine et l'héritage des Sud-Africains, sera rendu au peuple : Les richesses minérales du sous-sol, les banques et les industries qui ont un monopole doivent être transférées à la propriété du peuple dans son ensemble et en entier. Toutes les autres industries et commerces doivent être contrôlés par le gouvernement afin d'aider au bien-être du peuple ». (...) « Un des aspects les plus révélateurs de la transition économique a été la propriété de la **Banque Centrale d'Afrique du Sud**. Sans aucun doute l'institution la plus puissante du pays. Vishnu Padayachee a rédigé un document sur les avantages et les inconvénients d'avoir une Banque Centrale autonome, gérée en totale autonomie par le gouvernement. À l'époque, la Banque Centrale était une propriété privée appartenant aux Blancs et aujourd'hui elle l'est toujours. Elle compte quelque 650 actionnaires qui sont à 99 % de riches Blancs. Pourquoi avoir laissé cette Banque Centrale aux mains des mêmes Blancs impérialistes qui profitaient de l'Apartheid en Afrique du Sud ? »⁴⁷⁴

La grande grève des cabots de 2012

Un article récent dévoile les règles de fonctionnement de l'**apartheid-économique** en Afrique du Sud "libérée" : « Avec une énorme tristesse, je pleure avec vous la perte de tant de collègues » (sic) a déclaré le 23 août 2013 le président de *Lonmin* (monopole du platine). Ses "collègues" ce sont les 34 mineurs noirs en grève, mitraillés par la police post-apartheid à *Marikana* où *Lonmin*, société dont le siège social est à Londres, possède une grande mine de platine. Les mineurs faisaient grève non seulement pour des salaires minimes, mais contre un intolérable système d'exploitation ».⁴⁷⁵

Le 16 août 2012, 34 mineurs désarmés, en grève spontanée, ont été assassinés par la police raciste de l'Afrique du Sud. Plus de 78 autres ouvriers ont été blessés, la police tirant à l'arme automatique dans le dos de ceux qui fuyaient ce carnage d'africains au pays de **Mandela** l'Africain. Où était le père de la "Nation Arc-en-ciel" pendant cette sauvage tuerie ? À ce jour, aucun des policiers criminels n'a été incarcéré.⁴⁷⁶

Quatre jours plus tard, la multinationale assassine *Lonmin* – où siègent les amis de *Nelson Mandela* et de son remplaçant adoubé, le prévaricateur *Jacob Zuma*, président de l'*Africain National Congress* (ANC) –, annonçait qu'« à *Marikana*, la situation est calme et qu'un tiers des vingt-huit mille mineurs avait repris le travail » d'esclaves salariés.

En 2012, la grève des 30 000 mineurs sud-africains fut la conséquence de la trahison de 1991. Ce ne sont pas les héritiers de **Mandela** qui trahirent l'icône suprême, mais **Madiba** lui-même qui renia ses promesses faites aux ouvriers et qui teint les promesses faites à ses geôliers contre sa libération. Pour cette raison tous les polissons capitalistes de ce monde sont réunis pour commémorer le respect de Mandela pour la parole donnée. Les Bobos

quant à eux continuent de jouer les thuriféraires et d'encenser le mythe de la fin de l'apartheid en République d'Afrique du Sud ségréguée.⁴⁷⁷

Cette grève brisa le mirage de la **Nation Arc-en-ciel** et de la paix sociale entre les capitalistes monopolistes Afrikaners ; les bourgeois-noirs nationalistes chauvins complices – et les prolétaires noirs exploités – le sel de la Terre.

Cette grève de 2012 fut exemplaire à plus d'un titre : d'abord parce qu'illégale, ce qui signifie qu'une fraction de la classe ouvrière a enfin renoué avec ses traditions de défi et de déni du droit bourgeois qui cherche à restreindre ses luttes dans les limites étroites du droit des riches tels qu'enseigné par **Mandela**.

Cette grève de 2012 était organisée par une union syndicale non reconnue par l'État bourgeois de **Mandela**, opposée aux syndicats de collaboration de classe affiliés à l'ANC. L'ANC subventionnée est bien accrochée au rafiot de l'État d'apartheid économique. Quelques mois après cette première vague de grèves sauvages certains chefs syndicaux de cette centrale syndicale illégale ont été assassinés par des nervis, dont on ne sait pas encore s'ils ont été recrutés par l'**ANC** ou soudoyés par le cartel des mines.⁴⁷⁸

L'effondrement des illusions nationalistes chauvines

L'amère réalité économique et politique contemporaine nous révèle que sous l'impérialisme moderne, il n'existe aucune possibilité de créer un État bourgeois capitaliste qui ne soit pas inféodé à un bloc impérialiste ou à un autre (USA-OTAN ou Chine-BRICS). La seule alternative étant d'ériger le socialisme, ce que **Mandela** a récusé.

Peuples et ouvriers ne comptez surtout pas sur la petite-bourgeoise hésitante, branlante et inconstante, qui pleure aujourd'hui son idole non-alignée, pour diriger jusqu'au bout une lutte d'indépendance véritable en Afrique du Sud, au Canada, en France ou ailleurs dans le monde, sachant que la seule indépendance véritable est celle vis-à-vis de l'impérialisme international et non pas la "libération" d'une faction d'exploiteurs pour se mettre sous le joug d'une autre clique de spoliateurs. Partout dans le monde la bourgeoisie nationaliste choisit de se vendre aux plus offrants à titre de garde-chiourme de l'impérialisme. En cela **Mandela** fut le dernier des échoués de l'Arche de Noé des non-alignés après tant d'autres icônes mythifiées.

La classe ouvrière a du pain sur la planche comme vous pouvez le constater !

Notes :

¹ Nous renvoyons ici aux textes présents dans les annexes • ² Source des photos de la couverture dans l'ordre de la numérotation : Rush hour - Traffic jam on Guomao Bridge - Beijing, *Financial Times Photo Diary*, 11/07/2013 ; Mstyslav Chernov, *Streets of Shanghai at night*, 16/08/2013 ; Think tank urged to research 'Chinese dream', *China.org.cn*, 28/05/2013 ; Spot publicitaire "Le rêve chinois", *CCTV-F*, 12/11/2013 ; Number of Homeless Children on the Rise in US, <http://suite101.com>, 15/02/2010 ; Poverty Soars In US, <http://www.fitsnews.com>, 14/09/2010 ; Poverty in the US almost as bad as in North Korea, <http://ivarfeld.com/>, 20/11/2010 ; No milk, no medicine : Greece's new poor go to polls in angry mood, *Sunday Times*, 06/05/2012 • ³ Plus de 1,6 million d'enfants sans-abri aux Etats-Unis, *RFI.fr*, 20/12/2011 • ⁴ Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Edition numérique, p. 4 • ⁵ Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Edition numérique, p. 5 • ⁶ Staline, *Entretien avec HG Wells*, Edition numérique, pp. 3-5 • ⁷ Cité par Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, in *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 386. • ⁸ Un peu plus loin Friedrich Engels précisait dans quel but : « La meilleure preuve en est que, sur dix grèves qu'ils mènent, neuf sont provoquées par les industriels eux-mêmes dans leur propre intérêt, comme seul moyen de limiter la production. Vous n'amènerez jamais les industriels à s'entendre tous pour réduire le temps de travail, pour invendables que soient leurs produits. Mais amenez les ouvriers à faire grève, et les capitalistes ferment leurs usines jusqu'au dernier ». (Engels, *La situation des classes laborieuses en Grande-Bretagne*, Edition numérique, pp. 164-165 – Préface à l'édition allemande de 1892) • ⁹ Friedrich Engels, *Op. cit.*, pp. 162-164 • ¹⁰ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, pp. 383-386 • ¹¹ Lénine, *Ibidem.*, p. 346 • ¹² Lénine, *Ibidem*, pp. 383-386. • ¹³ Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*, 1880 • ¹⁴ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 386 • ¹⁵ Cf. Vincent Gouysse, *Impérialisme et anti-impérialisme*, Edition numérique, p. 81 • ¹⁶ Source des chiffres bruts : <http://www.bea.gov/> • ¹⁷ Source des chiffres bruts : INSEE, *Emplois salariés trimestriels - Industrie - Sections B, C, D et E - CVS* • ¹⁸ Source des chiffres bruts : Eurostat, *Production agricole, indices de prix et revenu agricole*, septembre 2012 • ¹⁹ Aides de la PAC : 11 milliards d'euros en 2009, *Observatoire des subventions*, 03/05/2010 • ²⁰ INSEE, *Actifs sur l'exploitation selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation* • ²¹ INSEE, *Exploitations agricoles* ; Pour les USA, le chiffre est issu du recensement agricole de 2007 • ²² Un suicide tous les deux jours chez les agriculteurs, *Le Monde.fr*, 10/10/2013 • ²³ Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Edition numérique, p. 6 • ²⁴ Karl Marx, *Manuscrits de 1844* • ²⁵ Karl Marx, *People's Paper*, 19 avril 1856 • ²⁶ Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845 • ²⁷ Staline, *Anarchisme ou socialisme*, Edition numérique, pp. 4-5 • ²⁸ Karl Marx, *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859 • ²⁹ Ces publications sont disponibles en édition numérique sur la page internet suivante : http://marxisme.fr/documents_mouvement_marxiste_leniniste.htm • ³⁰ Dans deux lettres, Dekhar dénonce les «journalaputes», les banques et les prisons, *Le Figaro.fr*, 21/11/2013 • ³¹ Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Edition numérique, p. 5 • ³² Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, pp. 384-385 • ³³ Inde : 71 % de deux roues et 118 000 morts par an, *Caradisiac moto.com*, 23/06/2010 • ³⁴ Source des chiffres bruts : INSEE, *La France en bref*, Edition 2013, p. 14 • ³⁵ Source : INSEE, *Équipement automobile des ménages en 2012* • ³⁶ Sauf indication contraire, toutes les statistiques de la production automobiles données ci-après proviennent du site internet de l'International Organization of Motor Vehicle Manufacturers – World vehicles in use, all vehicles – <http://www.oica.net> • ³⁷ National Bureau of Statistics of China, *Statistical Communiqué on the 2012 National Economic and Social Development*, 22/02/2013

• ³⁸ Le parc automobile chinois dépasse les 100 millions de véhicules, *Autoplus.fr*, 11/01/2012 • ³⁹ Ventes auto en Chine : le grand bond en avant, *Le Point.fr*, 11/10/2013 • ⁴⁰ Source des chiffres bruts : INSEE, *Niveau de vie des individus* • ⁴¹ Instituto Nacional de Estadística, *Evolución (2003-2012) de la renta anual neta media por hogar, persona y unidad de consumo* • ⁴² 46,5 millions de pauvres aux États-Unis, *Le Figaro.fr*, 17/09/2013 • ⁴³ US poverty rises despite economic recovery, *Reuters*, 17/09/2013 • ⁴⁴ Cut in Food Stamps Forces Hard Choices on Poor, *New York Times.com*, 07/11/2013 • ⁴⁵ Staline, *Réponse à une question télégraphique de l'Agence juive d'Amérique*, 31 janvier 1931 • ⁴⁶ Karl Marx, *L'idéologie Allemande*, 1845 • ⁴⁷ Expression anglaise signifiant « le dernier mais non le moindre ». • ⁴⁸ Vincent Gouysse, CNU — Groupe de travail "Le travail des communistes dans la jeunesse", *Communication n°4*, 9 mai 2008 • ⁴⁹ • ⁵⁰ Friedrich Engels, *La situation des classes laborieuses en Grande-Bretagne*, Edition numérique, pp. 164-165 – Préface à l'édition allemande de 1892 • Il s'agissait des organisations qui faisaient alors partie du Comité National pour l'Unification du mouvement marxiste-léniniste, du ROCML, ainsi que des JCML, organisations au sein desquelles dominaient les conceptions révisionnistes spontanéistes qui les ont d'ailleurs récemment conduit à une scission pour les motifs que nous avons dénoncés trois ans et demi auparavant... • ⁵¹ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha (1875)*, Edition numérique, p. 10 • ⁵² Source des chiffres bruts : INSEE, *Évolution du PIB en France jusqu'en 2012* • ⁵³ Staline, Rapport sur l'activité du C.C. présenté au XVIIe congrès du P.C (b) de l'U.R.S.S. (26 janvier 1934), *Les questions du léninisme*, Tome III, Edition numérique, p. 125 • ⁵⁴ Crédité de 16,7 % des voix aux élections législatives hongroises d'avril 2010, contre à peine 2,2 % aux élections législatives précédentes (dans le cadre d'une coalition), ce Parti se bat entre autres pour la réhabilitation du sinistre Amiral Horthy qui écrasa le mouvement communiste de Bella Kun avant de vendre ses services à l'impérialisme allemand au cours de sa guerre d'anéantissement contre l'URSS. • ⁵⁵ Travail au noir : la Grèce dans le rouge, *Libération.fr*, 27/08/2011 • ⁵⁶ Engels, *La situation des classes laborieuses en Grande-Bretagne*, Edition numérique, p. 166 – Préface à l'édition allemande de 1892 • ⁵⁷ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, Edition numérique, p. 318 • ⁵⁸ Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845 • ⁵⁹ Lénine, Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 28 • ⁶⁰ D. Zaslavski, *La démocratie soviétique (1946)*, Edition numérique, pp. 23-24 • ⁶¹ Ces citations d'Einstein sont extraites des pages 58 et 175 de l'ouvrage suivant : Fred Jérôme, *Einstein... Un traître pour le FBI. Les secrets d'un conflit*, Editions Frison-Roche, Paris, 2005 • ⁶² Albert Einstein, *Pourquoi le socialisme ?* Nous reproduisons en annexe dans son intégralité le remarquable essai du physicien • ⁶³ Cf. Fred Jérôme, *Einstein... Un traître pour le FBI. Les secrets d'un conflit*, Editions Frison-Roche, Paris, 2005 • ⁶⁴ Jean-Paul Marat, *Les chaînes de l'esclavage*, Edition numérique, p. 57 • ⁶⁵ « You can fool some of the people all of the time, and all of the people some of the time, but you cannot fool all of the people all of the time ». • ⁶⁶ Karl Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843 • ⁶⁷ Voir par exemple : La guerre contre « l'obsolescence programmée » est déclarée, *Libération.fr*, 23/04/2013 ; L'obsolescence programmée deviendra-t-elle un délit ?, *BFMTV*, 11/09/2013 ; Chassez les molécules toxiques !, *60 millions de consommateurs*, n°485, septembre 2013 • ⁶⁸ Cf. Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, pp. 387-392 • ⁶⁹ Female Infanticide - India's Unspoken Evil, *Huffingtonpost.co.uk*, 25/02/2013 • ⁷⁰ Karl Marx, *Le Capital*, 1867 • ⁷¹ Source des chiffres bruts : INSEE, *Licences sportives en 2011* • ⁷² Source des chiffres bruts : INSEE, *Lecture d'un livre selon l'âge et le sexe au cours des douze derniers mois* • ⁷³ Source des chiffres bruts : INSEE, *Licences sportives en 2011* • ⁷⁴ Le jeu vidéo en France : état des lieux pour 2013, *Jeuxvideo.fr*, 29/11/2013 • ⁷⁵ CNC, *Les pratiques de consommation de jeux vidéo des Français*, juin 2010 • ⁷⁶ La prostitution étudiante à l'affiche, *20 minutes.fr*, 16/01/2008 ; So students are turning to prostitution ? There's nothing new about the oldest profession, *Dailymail.co.uk*, 14/12/2011 • ⁷⁷ LDP parliamentary Genichiro Sata resigns after

caught sleeping with college student prostitute, *Japandailypress.com*, 02/07/2013 • ⁷⁸ Thaïlande : prostitution, drogue, les transsexuels stigmatisés vulnérables au sida, *Le Nouvel Observateur*, 23/07/2012 ; A La Havane, les prostituées sont des modèles de réussite, *L'Express.fr*, 01/03/2010 • ⁷⁹ Staline, *Anarchisme ou socialisme*, Edition numérique, p. 8 • ⁸⁰ Karl Marx, *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859 • ⁸¹ Cf. Vincent Gouysse, *Impérialisme et anti-impérialisme*, Edition numérique, p. 61 • ⁸² Afrique du Sud : Amplats licencie 12.000 mineurs en grève sauvage, *AFP*, 05/10/2012 • ⁸³ En Afrique du Sud, les mineurs commémorent le « massacre de Marikana », *Libération.fr*, 16/08/2013 • ⁸⁴ Source des chiffres bruts : *data.worldbank.org* (Gini index); *CIA World Factbook* ; L'Afrique du Sud toujours inégalitaire 20 ans après l'apartheid, *Le Nouvel Observateur*, 06/12/2013 ; South Africa Poverty Survey Shows Slow Progress, *News.sky.com*, 18/12/2012 • ⁸⁵ Worsening wealth inequality by race, *CNN Money.com*, 21/06/2012 • ⁸⁶ Wealth Gap Among Races Has Widened Since Recession, *The New York Times.com*, 28/04/2013 • ⁸⁷ Nous renvoyons ici à l'excellent article écrit par le camarade Robert Bibeau à l'occasion de la mort de Nelson Mandela, et reproduit en annexe à ce volume. • ⁸⁸ Cf. Staline, La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes (Préface à l'ouvrage « Vers Octobre ») – II - Deux particularités de la révolution d'Octobre, ou Octobre et la théorie de la révolution permanente de Trotsky, *Les questions du léninisme*, Tome I, Edition numérique, pp. 82-90 • ⁸⁹ Karl Marx, *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859 • ⁹⁰ Staline, *Anarchisme ou socialisme*, Edition numérique, pp. 12-13 • ⁹¹ Voir page 135 du présent ouvrage • ⁹² Karl Marx, *Critique du programme de Gotha* (1875), Edition numérique, p. 8 • ⁹³ Karl Marx, *Réponse à F. D. Nieuwenhuis*, 22/02/1881 • ⁹⁴ Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845 • ⁹⁵ Karl Marx, *Scission au sein de la ligue des communistes*, 15/09/1850 • ⁹⁶ Nous renvoyons notamment ici aux trois premières parties d'*Impérialisme et anti-impérialisme*, ainsi qu'aux pages xxx-xxx du présent ouvrage. • ⁹⁷ Lénine, Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 30 • ⁹⁸ Karl Marx, *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859 • ⁹⁹ Friedrich Engels, *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*, Edition numérique, p. 10 • ¹⁰⁰ Une perspective à court terme tracée par Staline au début des années 1950 et que les auteurs de la contre-révolution révisionniste-bourgeoise survenue à sa mort en URSS ont évidemment aussitôt enterré... • ¹⁰¹ Karl Marx, *Le Capital*, 1867 • ¹⁰² Karl Marx, *Manuscrits de 1844* • ¹⁰³ La CGT dénonce « le coût du capital », *Libération.fr*, 18/11/2013 • ¹⁰⁴ Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1846 • ¹⁰⁵ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875 • ¹⁰⁶ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875 • ¹⁰⁷ Karl Marx, *Proclamation du Conseil Général de l'AIT*, 3 mai 1870 • ¹⁰⁸ Lénine, *Les partis politiques en Russie*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 282 • ¹⁰⁹ Lénine, *L'Etat et la révolution*, 1917 • ¹¹⁰ Lénine, *Le prolétariat et sa dictature* • ¹¹¹ Staline, *Les bases du léninisme*, 1924 • ¹¹² Staline, *Du léninisme*, 1925 • ¹¹³ Staline, *Discours prononcé devant les électeurs de la circonscription Staline de Moscou le 11 décembre 1937 au Grand Théâtre*, Lénine, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, pp. 22-23 • ¹¹⁴ Enver Hoxha, *La démagogie des révisionnistes soviétiques ne peut couvrir leur visage de traître*, 1969 • ¹¹⁵ V. Lénine, *Œuvres*, éd. alb., t. 25, p. 501 • ¹¹⁶ K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies*, éd. alb., t. 1, p. 546, Tirana, 1975 • ¹¹⁷ V. Lénine, *Œuvres*, éd. alb., t. 25, p. 444 • ¹¹⁸ Enver Hoxha, *La démocratie prolétarienne est la démocratie véritable*, Œuvres choisies, Tome V, Edition numérique, pp. 110-112 • ¹¹⁹ Georges Marchais, *Démocratie*, Messidor – Editions Sociales, Paris, 1990 • ¹²⁰ Robert Hue, *Communisme : La Mutation*, Stock, Paris, 1995 • ¹²¹ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 109 • ¹²² Fr. Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, éd. Allemande, Moscou, p. 60. – Cité par Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* • ¹²³ Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Edition numérique, p. 57 • ¹²⁴ Lénine, *Ibidem*, p. 58 • ¹²⁵ Lénine, *Ibidem*, pp. 64-65 • ¹²⁶ Voir pp. 218-221 du présent volume • ¹²⁷ Lénine, *Ibidem*, p. 59 • ¹²⁸ Léo Figuères, *Ouvrage cité*, p. 223 • ¹²⁹ Lénine,

Matérialisme et empiriocriticisme, Edition numérique, p. 60 • ¹³⁰ Lénine, *Ibidem*, p. 38 • ¹³¹ Lénine, *Ibidem*, p. 44 • ¹³² Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 103 • ¹³³ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 99 • ¹³⁴ Pour plus de détails sur ce point, voir le paragraphe III de la première partie de la page http://marxisme.fr/du_parti_de_thorez_a_la_pensee_de_mao.htm • ¹³⁵ *Retour de l'URSS*, 1936 • ¹³⁶ Editions du Seuil, 1979 • ¹³⁷ Albert Camus, *Philosophie contemporaine*, Editions France Loisirs, pp. 719 et 736 • ¹³⁸ *Cahiers du communisme*, novembre 1948, p. 1304 • ¹³⁹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 31-32 • ¹⁴⁰ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 37-38 • ¹⁴¹ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 308 • ¹⁴² Jean-Paul Marat, *Les chaînes de l'esclavage*. – Voir également une autre citation de J-P. Marat figurant aux pages 56-57 de cet ouvrage • ¹⁴³ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 107 • ¹⁴⁴ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 108 • ¹⁴⁵ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 101 • ¹⁴⁶ Staline, *Les questions du léninisme*, Tome I, Edition numérique, p. 3 • ¹⁴⁷ Robert Hue, *Communisme : La Mutation*, Stock, Paris, 1995, pp. 309-310 • ¹⁴⁸ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 29-30 • ¹⁴⁹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 31 • ¹⁵⁰ Lénine, *Que faire ?*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 75 • ¹⁵¹ *Ibidem*, p. 76 • ¹⁵² Sur les accusations de dogmatisme ainsi que le rapport entre la « liberté de critique » et l'opportunisme, voir également l'annexe n°1 de la page suivante http://marxisme.fr/parti_communiste_francais_thorez_marchais_hue.htm • ¹⁵³ Lénine, *L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 339 • ¹⁵⁴ <http://www.senat.fr/rap/a02-069-12/a02-069-121.pdf> • ¹⁵⁵ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 100-101 • ¹⁵⁶ Cité par Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* • ¹⁵⁷ Staline, *Anarchisme ou socialisme*, Edition numérique, p. 18 • ¹⁵⁸ Karl Marx, *Le manifeste du Parti Communiste* • ¹⁵⁹ Lénine, *Karl Marx*, Edition numérique, p. 15 • ¹⁶⁰ Karl Marx, *Le manifeste du Parti Communiste* • ¹⁶¹ *Ce que veulent les communistes pour la France, Document adopté par le XXII^e Congrès*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p. 376 • ¹⁶² Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 211 • ¹⁶³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 194 • ¹⁶⁴ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 194 • ¹⁶⁵ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 194-195 • ¹⁶⁶ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 216 – Sur les conceptions proudhoniennes et titistes de Georges Marchais, voir le paragraphe « Les successeurs de Proudhon en France » de l'ouvrage d'Enver Hoxha *L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme* (Cf. *Œuvres choisies*, Tome V, Edition numérique, pp. 411-418) • ¹⁶⁷ Enver Hoxha, *L'« autogestion » yougoslave, théorie et pratique capitalistes*, Œuvres choisies, Tome V, Edition numérique, p. 134 • ¹⁶⁸ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 240 • ¹⁶⁹ Cf. Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Edition numérique, pp. 7-10 • ¹⁷⁰ Cf. Lénine, *L'Etat et la révolution* • ¹⁷¹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 177-178 • ¹⁷² Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 176-177 • ¹⁷³ Karl Marx, *Salaire, prix et profit* • ¹⁷⁴ Karl Marx, *Salaire, prix et profit* • ¹⁷⁵ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 193-194 • ¹⁷⁶ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies, Tome I, Edition numérique, p. 360 • ¹⁷⁷ Lénine, *Ibidem*, p. 366 • ¹⁷⁸ « L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement ». (Lénine, *Ibidem*, p. 358) • ¹⁷⁹ Lénine, *Ibidem*, p. 388 • ¹⁸⁰ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 72 • ¹⁸¹ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies, Tome I, Edition numérique, pp. 371-372 • ¹⁸² Louis Ségol, *Principes d'économie politique*, Edition numérique, p. 160 • ¹⁸³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 72 • ¹⁸⁴ Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p. 52 • ¹⁸⁵ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 303-304 • ¹⁸⁶ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 237 • ¹⁸⁷ Lénine, *La maladie infantile du communisme : « le gauchisme »*, Œuvres choisies, Tome II, Edition numérique, p. 372 • ¹⁸⁸ Lénine, *L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 233 – Notons au passage qu'en 1905, quand Lénine écrivait ces lignes, le terme « social-démocrate » n'avait alors pas encore la signification péjorative qu'il a aujourd'hui : ce n'est qu'au moment de la trahison des chefs de la II^{ème} Internationale lors de la 1^{ère} Guerre Mondiale qu'il sera remplacé par le terme

« marxiste ». • ¹⁸⁹ Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p. 44 • ¹⁹⁰ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 217 • ¹⁹¹ Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 130 • ¹⁹² Léo Figuères, *Le trotskisme cet antiléninisme*, Editions Sociales – Notre Temps, Paris, 1969, pp. 222-223 • ¹⁹³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 212 • ¹⁹⁴ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 40 • ¹⁹⁵ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 241 • ¹⁹⁶ Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 94 • ¹⁹⁷ Cf. citations des pages 124-126 du présent ouvrage • ¹⁹⁸ Lénine, *Ibidem*, p. 94 • ¹⁹⁹ Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 128 • ²⁰⁰ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 197 • ²⁰¹ Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p. 50 • ²⁰² Lénine, *Ibidem*, p. 116 • ²⁰³ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 100 • ²⁰⁴ Lénine, *Ibidem*, p. 117 • ²⁰⁵ Lénine, *Ibidem*, p. 90 • ²⁰⁶ Lénine, *Les enseignements de la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 43 • ²⁰⁷ Cf. paragraphe II – D • ²⁰⁸ Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 213 • ²⁰⁹ Lénine, *Ibidem*, p. 213 • ²¹⁰ Enver Hoxha, *L'impérialisme et la révolution*, Œuvres choisies, Tome V, Edition numérique, pp. 208-209 – On rappellera également la généralisation brillante que Staline fit de la signification historique du fascisme (Cf. p. 47 du présent volume) • ²¹¹ Joseph Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, p. 16 • ²¹² Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, Edition numérique, p. 9 • ²¹³ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 282 • ²¹⁴ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 205-206 • ²¹⁵ On remarquera aux pages 254 et suivantes du présent volume, que la teneur euro-constructiviste de ces revendications est une constante au sein du P"CF • ²¹⁶ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 281-282 • ²¹⁷ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 387 • ²¹⁸ Lénine, *Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 336 • ²¹⁹ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 392 • ²²⁰ Karl Marx, *Discours sur le libre-échange*, Edition numérique, p. 7 • ²²¹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 22-24 • ²²² Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 26 • ²²³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 103-104 • ²²⁴ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 97 et 121 • ²²⁵ Léo Figuères, *Le trotskisme cet antiléninisme*, Editions Sociales – Notre Temps, Paris, 1969 • ²²⁶ Léo Figuères, *Le trotskisme cet antiléninisme*, p. 171 • ²²⁷ Léo Figuères, *Ouvrage cité*, pp. 177-178 • ²²⁸ Léo Figuères, *Ouvrage cité*, p. 221 • ²²⁹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 26-27 • ²³⁰ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 101-102 • ²³¹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 101-102 • ²³² Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 102-103 • ²³³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 279-280 – Sur ces convergences philosophique et politiques « troublantes », voyez le paragraphe « Trotski : petit bréviaire et prophéties » (on se souviendra également que Robert Hue parlait du stalinisme comme d'une « dictature sur le prolétariat ») de la page http://marxisme.fr/marxisme_leninisme_ou_trotskisme.htm • ²³⁴ Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, p. 145 • ²³⁵ Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p. 62 • ²³⁶ Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, p. 28 • ²³⁷ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 212 • ²³⁸ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 278 • ²³⁹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 28 • ²⁴⁰ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 25 • ²⁴¹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 105 • ²⁴² Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 104 • ²⁴³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 105-106 • ²⁴⁴ C'est ainsi qu'elles sont appelées par la bourgeoisie et ses alliés révisionnistes • ²⁴⁵ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 93 • ²⁴⁶ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 95 • ²⁴⁷ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 107 • ²⁴⁸ Rood, 26 décembre 1989, p. 5 – Voir également Ludo Martens, *Le trotskisme au service de la CIA contre les pays socialistes*. (Cf. notre dossier internet sur le trotskisme). • ²⁴⁹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 114-115 • ²⁵⁰ Georges

Marchais, *Ouvrage cité*, p. 109 • ²⁵¹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 108 • ²⁵² Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 116 • ²⁵³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 194-195 • ²⁵⁴ *L'Humanité*, 10 octobre 1992 • ²⁵⁵ *De Dialog*, Prague, octobre 1999 • ²⁵⁶ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 204-203 • ²⁵⁷ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 180 • ²⁵⁸ Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, Edition numérique, p. 1 • ²⁵⁹ Cf. paragraphe I – A • ²⁶⁰ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 241 • ²⁶¹ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 155 • ²⁶² Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 146 • ²⁶³ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 239 • ²⁶⁴ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 241 • ²⁶⁵ Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, p. 54 • ²⁶⁶ Georges Marchais, *Rapport présenté au 22^{ème} Congrès du PCF*, Cahiers du communisme, Février-mars 1976, pp. 54-55 • ²⁶⁷ Karl Marx, *Circulaire contre Hermann Kriege*, Edition numérique, p. 5 • ²⁶⁸ Karl Marx, *Ibidem* • ²⁶⁹ Karl Marx, *Le « socialisme vrai »*, 1846 • ²⁷⁰ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 24-25 • ²⁷¹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 17 • ²⁷² Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 105 • ²⁷³ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 27-28 • ²⁷⁴ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 279 • ²⁷⁵ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, Editions Sociales, Paris, 1949, p. 253 • ²⁷⁶ Cf. paragraphe I – A • ²⁷⁷ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 87 • ²⁷⁸ A ce sujet, voir Staline, *Histoire du Parti Communiste Bolchévick de l'URSS*, Chapitre II – paragraphes n° 2 et 4. (On retrouve également le pendant de la politique « thorézienne » à l'égard des intellectuels chez Mao.) • ²⁷⁹ Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 154 • ²⁸⁰ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 110-111 • ²⁸¹ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 86 • ²⁸² Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 87 • ²⁸³ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 124-125 • ²⁸⁴ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 111 • ²⁸⁵ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, pp. 209-210 • ²⁸⁶ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 126 • ²⁸⁷ Robert Hue, *Ouvrage cité*, pp. 125-126 • ²⁸⁸ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 279 • ²⁸⁹ Georges Marchais, *Ouvrage cité*, p. 33 • ²⁹⁰ Enver Hoxha, *Les khrouchtchéviens — Souvenirs*, Edition numérique, pp. 78-79 • ²⁹¹ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 242 • ²⁹² Lénine, *Sur l'impôt en nature*, Œuvres choisies, Tome II, Edition numérique, p. 407 • ²⁹³ Cf. paragraphe I – B. • ²⁹⁴ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 200 • ²⁹⁵ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 201 • ²⁹⁶ Lénine, *Lettres de loin*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, pp. 405-406 • ²⁹⁷ Voir à ce sujet le paragraphe II – D – 2 • ²⁹⁸ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, p. 101 • ²⁹⁹ *Cahiers du communisme*, mai 1949, pp. 641-642 • ³⁰⁰ *Cahiers du communisme*, novembre 1947, p. 1118 • ³⁰¹ *Cahiers du communisme*, mai 1949, p. 641 • ³⁰² Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 316 • ³⁰³ *Aspects de l'édification du socialisme en RPS d'Albanie et la crise du capitalisme*, Edition numérique, pp. 14-15 • ³⁰⁴ Staline, *Histoire du Parti Communiste Bolchévick de l'URSS*, Edition numérique, p. 33 • ³⁰⁵ Enver Hoxha, *Rapport présenté au VII^e congrès du PTA le 1^{er} novembre 1976*, CEDAS, Edition numérique, p. 33 • ³⁰⁶ Voir l'annexe n°5 de notre page internet traitant du révisionnisme du PCF • ³⁰⁷ Lénine, *Questions en litige*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 267 • ³⁰⁸ Enver Hoxha, *Rapport présenté au VI^e congrès du PTA le 1^{er} novembre 1971*, Edition numérique, p. 71 • ³⁰⁹ Enver Hoxha, *Ibidem*, p. 73 • ³¹⁰ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Edition numérique, p. 350 • ³¹¹ Lénine, *Ibidem*, p. 392 • ³¹² Lénine, *L'Etat et la révolution*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 82 • ³¹³ Lénine, *La maladie infantile du communisme : « le gauchisme »*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 372 • ³¹⁴ Staline, *Histoire du Parti Communiste Bolchévick de l'URSS*, Edition numérique, p. 173 • ³¹⁵ Staline, *Rapport politique du C.C. au XIV^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S.*, Les questions du léninisme, Tome I, Edition numérique, p. 188 • ³¹⁶ Staline, *Le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S.*, Les questions du léninisme, Tome II, Edition numérique, p. 101 • ³¹⁷ Staline, *Discours prononcé au Plénum du Comité central du P.C. de l'Union soviétique, avril 1929*, Les questions du léninisme, Tome II, Edition numérique, pp. 135-137 • ³¹⁸ Robert Hue, *Ouvrage cité*, p. 116 • ³¹⁹ Cette étude critique des positions anti-marxistes du PCF est présentée ici dans une forme très légèrement modifiée par rapport à au

texte original : ici les notes (parfois longues) ont en effet été intégrées au corps du texte pour accroître leur lisibilité, le tout avec le minimum de modifications possibles au niveau de leur liaison d'avec le reste du texte. Le texte original est disponible sur notre page internet dédiée au révisionnisme du PCF • ³²⁰ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions en langues étrangères, Pékin, 1977, p. 112 • ³²¹ *Lettre de Marx à Annenkov*, 28/12/1846 • ³²² *Manuel d'économie politique*, Académie de sciences de l'URSS, Moscou, 1955, pp. 336-337 • ³²³ Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, in *Œuvres choisies*, édition numérique, Tome I • ³²⁴ Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845 • ³²⁵ Lénine cité dans *Manuel d'économie politique*, Académie de sciences de l'URSS, Moscou, 1955, p. 282 • ³²⁶ Influencé par le maïsisme et considérant donc la Chine de Mao Tsé-toung comme "socialiste". • ³²⁷ Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique – Contre Karl Heinzen*, Deutsche-Brüsseller Zeitung, novembre 1847 • ³²⁸ Karl Marx, *Le capital*, Chapitre XVI, 1867 • ³²⁹ Cf. dossier complémentaire *Néo-libéralisme et néo-réformisme* disponible à partir du menu de la page d'accueil de www.marxisme.fr • ³³⁰ Cf. K. Marx ainsi que *En marge des vraies lois de l'économie de Jacques Généreux* • ³³¹ *Jacques Généreux : la priorité, c'est de sauver l'Europe, pas l'euro*, *Rue 89.com*, 16/11/2013 • ³³² Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847 • ³³³ Tome I, p. 42 • ³³⁴ Tome II, p. 15 • ³³⁵ Tome II, p. 15 • ³³⁶ Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859 • ³³⁷ Tome I, p. 42 • ³³⁸ Tome I, p. 44 • ³³⁹ Tome I, p. 44 • ³⁴⁰ Tome I, p. 37 • ³⁴¹ Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, t. XIII, p. 102 ; cité par Staline dans *Matérialisme historique et matérialisme dialectique* • ³⁴² Lénine : *Matérialisme et empiriocriticisme*, p. 116 ; cité dans *Principes fondamentaux de philosophie* • ³⁴³ Tome I, p. 12 • ³⁴⁴ *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p. 222 • ³⁴⁵ Karl Marx, *Postface du capital à la seconde édition allemande* • ³⁴⁶ *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p. 222 • ³⁴⁷ Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849 • ³⁴⁸ Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865 • ³⁴⁹ Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849 • ³⁵⁰ Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865 • ³⁵¹ Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865 • ³⁵² Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865 • ³⁵³ Karl Marx, *Le Capital*, 1867 • ³⁵⁴ *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p. 227 • ³⁵⁵ Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865 • ³⁵⁶ Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849 • ³⁵⁷ Karl Marx, *Salaire, prix et plus-value*, 1865 • ³⁵⁸ Karl Marx : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 87, cité dans *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, p. 106 • ³⁵⁹ Staline, *Histoire du Parti communiste bolchevik de l'URSS - Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, Edition numérique, pp. 104-105 • ³⁶⁰ Tome I, p. 53 • ³⁶¹ Tome I, pp. 138-139 • ³⁶² Tome I, p. 68 • ³⁶³ Tome I, p. 120 • ³⁶⁴ Tome II, pp. 126-127 • ³⁶⁵ Tome II, p. 102 • ³⁶⁶ Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847 • ³⁶⁷ Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847 • ³⁶⁸ Tome II, p. 29 • ³⁶⁹ Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847 • ³⁷⁰ Karl Marx, *En marge de l'histoire critique de l'économie politique d'Eugène Dühring*, 1877 • ³⁷¹ Tome II, p. 35 • ³⁷² Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, 1845 • ³⁷³ Source du tableau : Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome III, p. 215 • ³⁷⁴ *Manuel d'économie politique*, Edition numérique, pp. 228-229 • ³⁷⁵ Tome I, p. 143 • ³⁷⁶ Tome I, p. 189 • ³⁷⁷ Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847 • ³⁷⁸ Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique – Contre Karl Heinzen*, Deutsche-Brüsseller-Zeitung, octobre-novembre 1847, Edition numérique • ³⁷⁹ Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875, Edition numérique • ³⁸⁰ Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, 1845 • ³⁸¹ Tome II, pp. 102-103 • ³⁸² Tome II, p. 102 • ³⁸³ Karl Marx, *Discours sur le libre-échange*, 1848, Edition numérique • ³⁸⁴ Karl Marx, *Ibidem* • ³⁸⁵ Tome I, pp. 102-103 • ³⁸⁶ Tome I, pp. 101-102 • ³⁸⁷ Tome I, p. 102 • ³⁸⁸ Tome I, p. 102 • ³⁸⁹ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, *Œuvres choisies en deux volumes*, Tome I, Edition numérique, p. 344 • ³⁹⁰ Lénine, *Ibidem*, p. 351 • ³⁹¹ Lénine, *Ibidem*, p. 387 • ³⁹² Tome I, pp. 101-104-103 • ³⁹³ Tome I, p. 45 • ³⁹⁴ Tome I, pp. 93-94 • ³⁹⁵ Karl Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1848 • ³⁹⁶ Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, Tome III, p. 154 • ³⁹⁷ Karl Marx, *Lettre à Annenkov*, 28/12/1846 • ³⁹⁸ Tome I, pp. 93-94 • ³⁹⁹ Tome I, p.

94 • ⁴⁰⁰ Tome I, p. 51 • ⁴⁰¹ Tome I, p. 81 • ⁴⁰² Tome I, p. 93 • ⁴⁰³ Tome I, p. 105 • ⁴⁰⁴ Tome I, p. 119 • ⁴⁰⁵ Tome I, p. 151 • ⁴⁰⁶ Tome I, p. 177 • ⁴⁰⁷ Tome II, p. 11 • ⁴⁰⁸ Tome II, p. 37 • ⁴⁰⁹ Tome II, p. 55 • ⁴¹⁰ Tome II, p. 137 • ⁴¹¹ Tome II, pp. 126-127 • ⁴¹² <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/03/CHAUVIER/11056> • ⁴¹³ Tome II, pp. 113-114 • ⁴¹⁴ Tome II, p. 114 • ⁴¹⁵ Karl Marx, *Le problème de la centralisation*, 1842 • ⁴¹⁶ Tome II, p. 162 • ⁴¹⁷ Tome II, p. 163 • ⁴¹⁸ Tome II, p. 163 • ⁴¹⁹ Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845 • ⁴²⁰ Tome II, p. 164 • ⁴²¹ Tome II, p. 155 • ⁴²² Tome II, p. 155 • ⁴²³ Karl Marx, *Lettre à J.-B. Schweitzer*, 24/01/1865 • ⁴²⁴ Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List*, 1845 • ⁴²⁵ Karl Marx, *Le « socialisme vrai »*, 1846 • ⁴²⁶ Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1846 • ⁴²⁷ Karl Marx, *La critique moralisante et la morale critique – Contre Karl Heinzen*, Deutsche-Brüsseller-Zeitung, octobre-novembre 1847 • ⁴²⁸ Karl Marx, *Lettre à Kugelmann*, 18/05/1874 • ⁴²⁹ Dans le texte qui suit, toutes les citations sont tirées du site ATTAC : <http://www.france.attac.org/a2720> • ⁴³⁰ Lénine, *Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Moscou, 1948, Edition numérique, p. 335 • ⁴³¹ Lénine, *Ibidem*, pp. 335-336 • ⁴³² Lénine, *Ibidem*, p. 335 • ⁴³³ Sur le bloc impérialiste européen, voir également le paragraphe III-B de la page http://www.marxisme.fr/polemique_sino_albanaise_PCC_PTA.htm • ⁴³⁴ Voir également le paragraphe VI de la critique de l'ouvrage de Jacques Généreux, militant PS en vue du mouvement altermondialiste • ⁴³⁵ Sur la critique léniniste de la démocratie bourgeoise, voir les pages 124 et suivantes du présent ouvrage • ⁴³⁶ Article paru dans le n°15 du bulletin d'information du *Collectif Militant Communiste* – Juillet-août 2005 • ⁴³⁷ Voir l'article précédent ainsi que le paragraphe I – D de notre dossier traitant de la mutation du P"CF • ⁴³⁸ Voir par exemple de Lénine les textes en édition numérique de *L'Etat et la révolution, La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* ainsi que *La maladie infantile du communisme : le gauchisme* ; et d'Enver Hoxha la brochure *La démocratie prolétarienne est la démocratie véritable*. (Cf. *Œuvres choisies*.) • ⁴³⁹ Cf. citation d'Enver Hoxha figurant à la page 131 du présent volume • ⁴⁴⁰ Lénine, *L'Etat et la révolution* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 99 • ⁴⁴¹ Lénine, *Ibidem* • ⁴⁴² Henry Barbusse, *Staline : Un monde nouveau vu à travers un homme*, Edition numérique, p. 81 • ⁴⁴³ Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 215 • ⁴⁴⁴ Allusion à la candidature de Coluche qui avait dérangé les candidats des partis de droite comme "de gauche", au point que les menaces aient fini par le faire abandonner malgré 10 % d'intentions de vote • ⁴⁴⁵ Cf. citation d'Enver Hoxha figurant à la page 189 du présent volume • ⁴⁴⁶ Lénine, *L'Etat et la révolution* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 99 • ⁴⁴⁷ Henry Barbusse, *op. cit.*, p. 96 • ⁴⁴⁸ Lénine, *La maladie infantile du communisme : le gauchisme* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome II, Edition numérique, pp. 368-371 • ⁴⁴⁹ Cf. Lénine, *Boycottage* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome I, Edition numérique, pp. 239-241 • ⁴⁵⁰ Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, p. 350 • ⁴⁵¹ Lénine, *L'Etat et la révolution* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome II, Edition numérique, p. 99 • ⁴⁵² Lénine, *Discours sur le parlementarisme*, II^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste • ⁴⁵³ Voir Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, pp. 349-358 • ⁴⁵⁴ Lénine, *Projet de réponse du P.C. de Russie*, tome 30, p. 350 • ⁴⁵⁵ Voir Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, pp. 349-358 • ⁴⁵⁶ Ces conditions ont été illustrées par Lénine dans *La maladie infantile du communisme...* (pp. 361-362.) • ⁴⁵⁷ Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, pp. 339-340 • ⁴⁵⁸ Voir Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, pp. 349-358 • ⁴⁵⁹ Cf. Lénine, *Boycottage* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome I, Edition numérique, pp. 239-241 • ⁴⁶⁰ « Sous le pouvoir des Soviets, un nombre encore plus grand d'intellectuels d'origine bourgeoise s'insinueront dans votre parti et dans le nôtre, le parti du prolétariat. Ils s'insinueront aussi dans les Soviets et dans les tribunaux et dans l'administration (...) Sous le pouvoir des Soviets, ces mêmes problèmes qu'aujourd'hui l'antiparlementaire rejette loin de lui d'un seul geste de la main, si

orgueilleusement, avec tant de hauteur, de légèreté, de puérité, ces mêmes problèmes renaissent au sein des Soviétiques, au sein de l'administration soviétique, parmi les « défenseurs » soviétiques (...). Parmi les ingénieurs soviétiques, parmi les instituteurs soviétiques, parmi les ouvriers privilégiés, c'est-à-dire les plus qualifiés et travaillant aux meilleures places dans les usines soviétiques, nous voyons continuellement renaître, sans aucune exception, tous les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois, et ce n'est que par une lutte répétée, inlassable, longue et opiniâtre de l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat que nous triomphons — peu à peu — de ce mal ». (Cf. Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, pp. 371-372.) • ⁴⁶¹ *Les marxistes-léninistes et les élections* — cf. *L'émancipation*, Edition numérique, p. 202 • ⁴⁶² Cf. Lénine, *Boycottage* in *Œuvres choisies* en deux volumes, Tome I, Edition numérique, pp. 239-241 • ⁴⁶³ Lénine ajoutait que s'il est vrai que le parlementarisme bourgeois « a historiquement fait son temps » (à l'instar du capitalisme — puisque s'est ouverte l'ère des révolutions socialistes et de la démocratie prolétarienne), il y a encore loin pour qu'on en soit venu à bout dans la pratique, et que tant que des millions de prolétaires ne sont pas encore prêts à jeter bas le parlementarisme, il est nécessaire lutter sur le terrain de celui-ci, et de ne pas croire que ce qui vaut pour les éléments prolétaires les plus avancés vaut pour la classe et les masses dans leur ensemble. C'est à cette condition seulement que le Parti Communiste peut réellement prendre la mesure de ses tâches politiques et travailler à préparer les masses à jeter dans les poubelles de l'histoire de capitalisme et le parlementarisme bourgeois. (Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, pp. 348-349.) • ⁴⁶⁴ Lénine, *Discours sur le parlementarisme*, II^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste • ⁴⁶⁵ Voir Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, pp. 349-358 • ⁴⁶⁶ Lénine, *La maladie infantile du communisme...*, p. 364 • ⁴⁶⁷ « Le Parti communiste de Russie compte en tout et pour tout 700.000 membres. Je puis vous assurer, camarades, qu'il pourrait porter le nombre de ses membres à 7 millions s'il le désirait et s'il ne savait pas que 700.000 communistes fermes constituent une force autrement sérieuse que 7 millions de compagnons de route parfaitement inutiles et bons à rien. Si la Russie a résisté à l'assaut de l'impérialisme mondial ; si elle a remporté des succès notables sur les fronts extérieurs ; si, en deux ou trois ans, elle est devenue une force qui ébranle les bases mêmes de l'impérialisme mondial, elle le doit, entre autres, à l'existence d'un Parti communiste d'acier, étroitement uni et aguerri dans les combats, qui n'a jamais cherché à augmenter coûte que coûte le nombre de ses membres, mais dont le premier souci a toujours été d'en améliorer la qualité. Lassalle avait raison de dire que le Parti se fortifie en s'épurant ». (Staline, *La stratégie des communistes russes*, Edition numérique, p. 13.) • ⁴⁶⁸ Staline, *op. cit.*, p. 4 • ⁴⁶⁹ Lénine, *Prolétariat révolutionnaire et droit des nations*, Œuvres, tome 21, p. 424 • ⁴⁷⁰ Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky...*, p. 215 • ⁴⁷¹ Texte rédigé pour le *Collectif Militant communiste* (lui-même alors partie-prenante du CNU) dont était alors membre l'auteur. • ⁴⁷² <http://regardscroises.ivoire-blog.com/archive/2013/06/26/lettre-ouverte-a-mandela.html> et <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/360848/afrique-du-sud-12-000-mineurs-en-greve-sont-licencies> • ⁴⁷³ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Apartheid> • ⁴⁷⁴ <http://mai68.org/spip/spip.php?article6377> • ⁴⁷⁵ <http://www.legrandsoir.info/les-armes-du-nouvel-apartheid-il-manifesto.html> • ⁴⁷⁶ www.lapresse.ca/international/afrique/201208/16/01-4565687-afrique-du-sud-34-mineurs-en-greve-ont-ete-abattus.php • ⁴⁷⁷ http://fr.wikipedia.org/wiki/Gr%C3%A8ve_des_mineurs_%C3%A0_Marikana • ⁴⁷⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique_du_Sud#Pauvret C3.A9.2C_ch. C3.B4mage_et_mouvements_migratoires

